

TABLE ANALYTIQUE
DES
TRAVAUX DU SÉNAT

1921

DEUXIÈME PARTIE

TABLE DES MATIÈRES

DEUXIÈME PARTIE

TABLE DES MATIÈRES

ANNÉE 1921

ACADÉMIE DE MÉDECINE. — Voir Décorations, § 2.

ACCIDENTS DU TRAVAIL.

1 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, instituant des allocations temporaires en faveur de certaines catégories de bénéficiaires de rentes au titre de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail (Voir Table 1918-1920, p. 364). M. Touron dépose le rapport [29 avril] (A. t. I, p. 1222; J.O., p. 1073; I. n° 333).

2 — Projet de loi tendant à relever le montant des rentes dont bénéficient certaines victimes des accidents du travail (Voir Table 1918-1920, p. 364). Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [9 juin] (A. t. I, p. 1540; J.O., p. 1347).

3 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, instituant des allocations temporaires en faveur de certaines catégories de bénéficiaires de rentes au titre de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail (Voir Table 1918-1920, p. 364). M. Debierre dépose l'avis de la Commission des finances [8 juillet] (A. t. I, p. 1824; J.O., p. 1601; I. n° 593). Communication de décrets désignant des Commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Article premier: M. Touron, *rapporteur*. Amendement de MM. Bouveri et Fourment: MM. Bouveri, Touron, *rapporteur*; Daniel-Vincent, *Ministre du Travail*; Ruffier, Henry Chéron, *rapporteur général de la Commission des finances*. Rejet de la 1^{re} partie puis de la 2^e partie de l'amendement. Observations: MM. Guillier, le Ministre du Travail et Touron, *rapporteur*. Adoption

de l'ensemble de l'article premier. Article 2: Amendement de MM. Bouveri et Fourment : M. Bouveri. Retrait. Amendement de M. Ruffier : MM. Ruffier, Henry Chéron, *rapporteur général*; Touron, *rapporteur*; le Ministre du Travail, Bouveri et Coignet. Rejet de l'amendement par l'adoption du texte de la Commission. Adoption de l'article 2. Articles 3 à 6. Adoption. Article 7 : Amendement de M. Debierre non soutenu. Observations de MM. Henry Chéron, *rapporteur général*; Touron, *rapporteur*, et Delatour, *directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, commissaire du Gouvernement*. Adoption des quatre premiers alinéas de l'article 7. Adoption du dernier alinéa modifié. Adoption de l'ensemble de l'article 7. Article 8. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [10 novembre] (A. t. II, p. 60; J.O., p. 1840).

4 — Proposition de loi ayant pour objet d'étendre le régime de la législation sur les accidents du travail aux gens de maison, domestiques et serviteurs de toute sorte (Voir Table 1912-1914, p. 243). M. Duquaire dépose le rapport [21 décembre] (A. t. II, p. 468; J.O., p. 2192; I. n° 808).

ACTES DE DÉCÈS. — Proposition de loi de M. Simonet ayant pour objet de modifier la loi du 2 juillet 1915, relative aux actes de décès des militaires et civils morts pour la France (Voir Table 1918-1920, p. 366). M. de La Batut dépose le rapport [29 avril] (A. t. I, p. 1286; J.O., p. 1124). Déclaration de l'urgence. Adoption [8 juillet] (A. t. I, p. 1804; J.O., p. 1585).

ACTES DE CONSENTEMENT A MARIAGE. — Proposition de loi relative aux actes de consentement à mariage, déposée par M. Mando. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [21 juin] (A. t. I, p. 1618; J.O., p. 1418; I. n° 458). M. Catalogne dépose le rapport [10 novembre] (A. t. II, p. 50; J.O., p. 1840; I. n° 697). Déclaration de l'urgence. Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi [25 novembre] (A. t. II, p. 207; J.O., p. 1965).

ACTION PUBLIQUE (Prescription de l'). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à comprendre la plainte de la partie lésée dans les actes de poursuites interruptifs de la prescription de l'action publique, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [3 février] (A. t. I, p. 82; J.O., p. 85; I. n° 38). M. Massabuau dépose le rapport [26 mars] (A. t. I, p. 362; J.O., p. 350; I. n° 201). Rejet [7 juin] (A. t. I, p. 1553; J.O., p. 1323).

ADJUDANTS MAITRES ARMURIERS. — Voir Armée, § II, 8.

ADMINISTRATEURS DE L'INSCRIPTION MARITIME. — Voir Marine, 1.

AGRICULTURE (Chambres d'). — Voir Chambres d'agriculture.

ALCOOL INDUSTRIEL. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, instituant le monopole de l'alcool (Voir Table 1918-1920, p. 370). M. Maurice Sarraut dépose le rapport [19 mai] (A. t. I, p. 1328 ; J.O., p. 1158 ; I. n° 358). Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [18 novembre] (A. t. II, p. 152 ; J.O., p. 1918).

ALGER (Port d'). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'extension du port d'Alger, déposé par M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission [20 janvier] (A. t. I, p. 46 ; J.O., p. 50 ; I. n° 8). M. Maurice Ordinaire dépose le rapport [24 mars] (A. t. I, p. 306 ; J.O., p. 304 ; I. n° 191). Déclaration de l'urgence. Adoption des sept articles et de l'ensemble du projet de loi [4 avril] (A. t. I, p. 562 ; J.O., p. 522). Promulgation (J.O., 24 avril, p. 5002).

ALGER ET ORAN (Départements d'). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier la limite commune des départements d'Alger et d'Oran, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission d'administration générale, départementale et communale [28 avril] (A. t. I, p. 1193 ; J.O., p. 1051 ; I. n° 316). M. Bonniard dépose le rapport [14 juin] (A. t. I, p. 1564 ; J.O., p. 1368 ; I. n° 428). Déclaration de l'urgence. Adoption [23 juin] (A. t. I, p. 1629 ; J.O., p. 1428). Promulgation (J.O., 3 juillet, p. 7554).

ALGÉRIE

- I. — RÉGIME LÉGAL.
- II. — RÉGIME FINANCIER.
- III. — QUESTIONS DIVERSES.

I — RÉGIME LÉGAL

Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 15 de la loi du 4 février 1919 sur l'accession des indigènes d'Algérie aux droits politiques. déposé par M. le Ministre de

l'Intérieur. Renvoi à la Commission d'administration générale, départementale et communale et, pour avis, à la Commission chargée d'étudier les réformes que comporterait la situation de l'Algérie [29 novembre] (A. t. II, p. 234; J.O., p. 1988; I. n° 740).

II — RÉGIME FINANCIER

Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la perception des droits, produits et revenus applicables au budget spécial de l'Algérie pour l'exercice 1922, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [28 décembre] (A. t. II, p. 704; J.O., p. 2388; I. n° 867). M. Guillier dépose le rapport [30 décembre] (A. t. II, p. 804; J.O., p. 2466; I. n° 881). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption successive des articles et de l'ensemble du projet de loi [30 décembre] (A. t. II, p. 945; J.O., p. 2578). Promulgation (J.O., 1^{er} janvier 1922, p. 81).

III — QUESTIONS DIVERSES

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant affectation des sommes à provenir de la redevance annuelle ainsi que du supplément d'avance que la Banque de l'Algérie doit verser à l'Etat en vertu de la loi du 29 décembre 1918, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [22 mars] (A. t. I, p. 278; J.O., p. 277; I. n° 182). M. Magny dépose le rapport [30 mars] (A. t. I, p. 422; J.O., p. 402; I. n° 213). Déclaration de l'urgence. Adoption des quatre articles et de l'ensemble du projet de loi [4 avril] (A. t. I, p. 562; J.O., p. 522). Promulgation (J.O., 6 avril p. 4282).

2 — Proposition de loi ayant pour objet de rendre applicables aux magistrats de la Cour d'appel d'Alger et des tribunaux de première instance de l'Algérie les règles applicables aux magistrats de la métropole en ce qui concerne la discipline, le déplacement et la mise à la retraite d'office (Voir Table 1918-1920, p. 378). M. Cuttoli dépose le rapport [31 mars] (A. t. I, p. 460; J.O., p. 434; I. n° 217). Déclaration de l'urgence. Adoption [9 avril] (A. t. I, p. 812; J.O., p. 732). Promulgation (J.O., 28 décembre, p. 14142).

3 — Proposition de loi sur les conditions de nomination aux fonctions de conseiller rapporteur et de conseiller rapporteur adjoint près le Conseil de gouvernement de l'Algérie, de secrétaire général de préfecture et de sous-préfet en Algérie (Voir Table 1918-1920,

p. 378). M. Cuttoli dépose le rapport. [31 mars] (A. t. I, p. 460; J.O., p. 434; I. n° 218). Déclaration de l'urgence. Adoption [12 avril] (A. t. I, p. 871; J.O., p. 783). Transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission précédemment saisie [18 novembre] (A. t. II, p. 138; J.O., p. 1906; I. n° 721). M. Cuttoli dépose et lit le rapport. Discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Article premier. Adoption. Article 2. Précédemment adopté. Article 3. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [23 décembre] (A. t. II, p. 497; J.O., p. 2218; Promulgation (J.O., 30 décembre, p. 14222).

4 — Proposition de loi de M. Cuttoli, relative à l'institution d'un Conseil colonial algérien. (Voir Table 1918-1920, p. 378). M. Cuttoli dépose le rapport [16 juin] (A. t. I, p. 1591; J.O., p. 1394; I. n° 447).

5 — Proposition de loi tendant à l'immatriculation de la propriété foncière en Algérie, déposée par M. Etienne Flandin. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle et, pour avis, à la Commission chargée d'étudier les réformes que comporterait la situation de l'Algérie [28 juin] (A. t. I, p. 1664; J.O., p. 1460; I. n° 487).

6 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser l'Algérie à contracter un emprunt de 1 milliard 600 millions de francs pour l'exécution de travaux publics, déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission des finances [12 juillet] (A. t. I, p. 1974; J.O., p. 1726; I. n° 654). M. Magny dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption des six articles et de l'ensemble du projet de loi [12 juillet] (A. t. I, p. 2026; J.O., p. 1769). Promulgation (J.O., 27 juillet, p. 8750).

7 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant création d'une deuxième chambre au tribunal de première instance de Blidah et d'un siège de juge suppléant au tribunal de première instance de Mascara, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle et, pour avis à la Commission des finances [27 décembre] (A. t. II, p. 609; J.O., p. 2313; I. n° 856).

8 — Dépôt, par M. Vayssière, d'un rapport, au nom de la Commission chargée d'examiner les réformes que comporterait la situation de l'Algérie (Hygiène, Assistance médicale, Dispensaires) [27 décembre] (A. t. II, p. 569; J.O., p. 2281; I. n° 853).

ALIMENTATION DE L'HOMME ET DES ANIMAUX (Matières destinées à l'). — Voir Conventions, 11.

ALIMENTATION PUBLIQUE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au développement des irrigations et à l'amélioration de l'alimentation publique dans les départements des Bouches-du-Rhône, du Var et de Vaucluse au moyen des eaux du Verdon; déposé par M. le Ministre de l'Agriculture, M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de l'agriculture [22 décembre] (A. t. II, p. 487; J.O., p. 2207; I. n° 824).

ALLOCATIONS. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant les allocations prévues aux articles 28 à 34 de la loi du 31 mars 1919 (Voir Table 1918-1920, p. 381). M. Reynald dépose le rapport (I. n° 356). M. le Colonel Stuhl dépose l'avis de la Commission des finances (I. n° 357) [30 avril] (A. t. I, p. 1323; J.O., p. 1153). Déclaration de l'urgence. Adoption [12 juillet] (A. t. I, p. 1955; J.O., p. 1710). Promulgation (J.O., 2 août, p. 9038).

ALLOCUTIONS.

1 — Prononcée par M. Gustave Denis, Président d'âge, en prenant place au fauteuil [11 janvier] (A. t. I, p. 1; J.O., p. 1; I. n° 1).

2 — Prononcée par M. Léon Bourgeois, Président du Sénat, en prenant place au fauteuil [13 janvier] (A. t. I, p. 8; J.O., p. 12).

ALSACIENS-LORRAINS (Condamnations). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'annulation de certaines condamnations prononcées par les autorités allemandes contre des Alsaciens-Lorrains (Voir Table 1918-1920, p. 384). M. Helmer dépose le rapport [10 mars] (A. t. I, p. 201; J.O., p. 211; I. n° 103). Déclaration de l'urgence. Adoption [17 mars] (A. t. I, p. 242; J.O., p. 245). Promulgation (J.O., 10 juin, p. 6114).

AMNISTIE.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, relatif à l'amnistie (Voir Table 1918-1920, p. 385). Déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre de la Guerre, M. le Ministre de la Marine et M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission précédemment saisie [23 avril] (A. t. I, p. 1149; J.O., p. 1012; I. n° 281). M. Guillaume Poulle dépose le rapport [26 avril] (A. t. I, p. 1174; J.O., p. 1034; I. n° 288). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouver-

nement. Urgence précédemment déclarée. Discussion générale : MM. Guillaume Poulle, *rapporteur*; Louis Martin, Dominique Delahaye, Bonneval, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*; Louis Tissier, Jénouvrier, Guist'hau, *Ministre de la Marine*; Guilloteaux et Gourju. Discussion des articles : Article premier : Amendement de M. Louis Martin au premier alinéa : M. Louis Martin. Retrait. Adoption de l'article premier. Articles 2 et 3. Adoption. Article 4 : MM. Dominique Delahaye et le rapporteur. Adoption. Article 5 : MM. Jules Delahaye, le *Ministre de la Marine* et le *Garde des Sceaux*. Adoption. Articles 6 à 19. Adoption. Article 20 : MM. le Rapporteur, le *Garde des Sceaux*, Gourju et Mauger. Adoption. Articles 21 à 28. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [28 avril] (A. t. I, p. 1200; J.O., p. 1055). Promulgation (J.O., 1^{er} mai, p. 5288).

2 — Proposition de loi tendant à l'amnistie des marins de la Mer Noire, déposée par M. Louis Martin. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [8 décembre] (A. t. II, p. 314; J.O., p. 2059; I. n° 770).

ANIMAUX DES ESPÈCES CHEVALINE, MULASSIÈRE ET ASINE. — Voir Douanes, 5.

ANNIVERSAIRE DU 11 NOVEMBRE. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet la célébration de l'anniversaire du 11 novembre, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale (I. n° 690). M. Raphaël-Georges Lévy dépose et lit le rapport (I. n° 692). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Discussion générale : MM. Pierre Marraud, *Ministre de l'Intérieur*, et Jossot. Articles premier et 2. Adoption. Article 3. Rejet. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [8 novembre] (A. t. II, p. 54; J.O., p. 1818, 1834). Promulgation (J.O., 11 novembre, p. 12526).

ARCHIVES HYPOTHÉCAIRES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet : 1° la reconstitution des archives hypothécaires détruites ou disparues au cours de la guerre; 2° la modification de l'article 2200 du Code civil, pour permettre l'envoi des doubles des registres de dépôts dans un greffe situé dans le ressort d'une Cour d'appel autre que celle dont dépend la conservation (Voir Table 1918-1920, p. 389). M. Pol-Chevalier dépose le rapport [24 février] (A. t. I, p. 164; J.O., p. 169; I. n° 73). M. Pol-Chevalier dépose un rapport supplémentaire [17 mars] (A. t. I, p. 241; J.O.,

p. 244; I. n° 161). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des dix-neuf articles et de l'ensemble du projet de loi [7 juin] (A. t. I, p. 1514; J.O., p. 1323). Promulgation (J.O., 15 mars 1922, p. 2925).

ARCHIVISTES DÉPARTEMENTAUX. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant les archivistes départementaux (Voir Table 1918-1920, p. 389). M. Henry Chéron dépose le rapport [22 février] (A. t. I, p. 126; J.O., p. 134; I. n° 65). Déclaration de l'urgence. Articles premier à 3. Adoption. Article 4 (de la Chambre des Députés) : M. Henry Chéron, *rapporteur général de la Commission des finances*. Disjonction. Articles 4 et 5. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [4 mars] (A. t. I, p. 189; J.O., p. 194). Promulgation (J.O., 13 mai, p. 5722).

ARMÉE

I. — RECRUTEMENT.

II. — QUESTIONS DIVERSES.

I — RECRUTEMENT

I — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'appel de la classe 1921, déposé par M. le Ministre de la Marine, M. le Ministre des Pensions, Primes et Allocations de guerre et M. le Ministre de la Guerre. Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission de l'armée. (I. n° 97). M. Paul Strauss dépose le rapport (I. n° 98) [10 mars] (A. t. I, p. 201; J.O., p. 208). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Urgence précédemment déclarée. Discussion générale : MM. Paul Strauss, *rapporteur*; le Général Taufflieb, Boudenoot, *Président de la Commission de l'armée*, et Louis Barthou, *Ministre de la Guerre*. Discussion des articles : Article premier : Amendement de M. le Général Taufflieb retiré. Adoption de l'article premier. Article 2 : MM. Touron, Léon Roland, le Ministre de la Guerre, Victor Bérard et d'Estournelles de Constant. Adoption. Article 3 : MM. Mauger, Louis Barthou, *Ministre de la Guerre*, et Paul Strauss, *rapporteur*. Adoption. Article 4. Adoption. Article 5 : MM. le Général Hirschauer et le Ministre de la Guerre. Adoption. Articles 6 et 7. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [11 mars] (A. t. I, p. 210; J.O., p. 218). Promulgation (J.O., 15 mars, p. 3222).

2 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à compléter l'article 33 de la loi du 21 mars 1905 sur le recrutement de l'armée, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'armée [29 avril] (A. t. I, p. 1242; J.O., p. 1090).

3 — Dépôt du compte rendu des opérations de recrutement de l'armée pendant l'année 1920 [27 octobre] (A. t. II, p. 17; J.O., p. 1803).

4 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au recensement, à la revision et à l'appel de la classe 1922, déposé par M. le Ministre de la Guerre, M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre de la Marine et M. le Ministre des Pensions. Renvoi à la Commission de l'armée [8 décembre] (A. t. II, p. 300; J.O., p. 2048; I. n° 768). M. Paul Strauss dépose le rapport [9 décembre] (A. t. II, p. 341; J.O., p. 2083; I. n° 777). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Paul Strauss, *rapporteur*; Boudenoot, *Président de la Commission de l'armée*; Pottevin, Fernand Merlin, Louis Barthou, *Ministre de la Guerre*; Charles Deloncle et le Général Taufflieb. Discussion des articles. Articles premier et 2. Adoption. Article 3. Adoption. Amendement (disposition additionnelle) de M. Fernand Merlin. Retrait. Article 4. Adoption. Article 5 : Amendement de M. le Général Taufflieb : M. le Général Taufflieb. Retrait. Amendements de M. Soulié : MM. Louis Soulié, le Ministre de la Guerre et Tissier. Retrait des deux amendements. Amendement de MM. Machet, Milan, Drivet, Philip, Roustan et Roche : MM. Roustan et le Ministre de la Guerre. Retrait. Adoption de l'article 5. Article 6. Adoption. Article 7 : Amendement de M. Mauger : MM. Mauger, Paul Strauss, *rapporteur*; le Ministre de la Guerre. Retrait. Adoption de l'article 7. Articles 8 à 12. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [17 décembre] (A. t. II, p. 442; J.O., p. 2169). Promulgation (J.O., 18 décembre, p. 13766).

II — QUESTIONS DIVERSES

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 17 mars 1920, relatif au fonctionnement régulier des conseils de revision en Alsace et en Lorraine (Voir Table 1918-1920, p. 404). Déclaration de l'urgence. Adoption [20 janvier] (A. t. I, p. 38; J.O., p. 43). Promulgation (J.O., 18 février, p. 2090).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 13 octobre 1920, rendant applicables aux dé-

partements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle les dispositions de la loi du 17 avril 1901, relative à l'exécution de tir par les troupes de toutes armes, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission de l'armée [10 février] (A. t. I, p. 84; J.O., p. 92; I. n° 40). M. le Colonel Stuhl dépose le rapport [11 mars] (A. t. I, p. 210; J.O., p. 235; I. n° 131). M. le Colonel Stuhl dépose l'avis de la Commission d'Alsace-Lorraine [17 mars] (A. t. I, p. 241; J.O., p. 245; I. n° 151). Déclaration de l'urgence. Adoption [26 avril] (A. t. I, p. 1175; J.O., p. 1035). Promulgation (J.O., 9 mai, p. 5595).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant le déclassement d'une partie de l'enceinte de Grenoble, déposé par M. le Ministre de la Guerre. Renvoi à la Commission de l'armée [25 janvier] (A. t. I, p. 50; J.O., p. 54; I. n° 12). M. Pierre Berger dépose le rapport [10 mars] (A. t. I, p. 201; J.O., p. 211; I. n° 108). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des trois articles et de l'ensemble du projet de loi [25 mars] (A. t. I, p. 336; J.O., p. 328). Promulgation (J.O., 8 avril, p. 4498).

4 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant le déclassement des enceintes fortifiées de Dunkerque et de Calais, déposé par M. le Ministre de la Guerre et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de l'armée [3 février] (A. t. I, p. 70; J.O., p. 76; I. n° 25). M. Cauvin dépose le rapport [22 février] (A. t. I, p. 126; J.O., p. 134; I. n° 66). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi [28 février] (A. t. I, p. 168; J.O., p. 175). Promulgation (J.O., 10 mars p. 3030).

5 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, portant modification à la loi du 10 août 1917, modifiant pour le temps de guerre, les règles relatives à l'avancement des sous-lieutenants, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'armée [17 février] (A. t. I, p. 107; J.O., p. 117; I. n° 59). M. Pierre Berger dépose le rapport [17 mars] (A. t. I, p. 240; J.O., p. 244; I. n° 153). Déclaration de l'urgence. Adoption [26 mars] (A. t. I, p. 362; J.O., p. 350). Promulgation (J.O., 1^{er} avril, p. 3906).

6 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant déclassement de l'enceinte de Saint-Malo (ville et château) et d'une partie de l'enceinte de la place de Mostaganem (Voir Table 1918-1920, p. 405). Mostaganem : M. Pierre Berger dépose le rapport [10 mars] (A. t. I, p. 201; J.O., p. 211; I. n° 107). Communication d'un décret dési

gnant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [24 mars] (A. t. I, p. 306 ; J.O., p. 304). Saint-Malo : M. Pierre Berger dépose un rapport supplémentaire [23 juin] (A. t. I, p. 1641 ; J.O., p. 1438). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Urgence précédemment déclarée. Adoption de l'article unique du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [30 juin] (A. t. I, p. 1675 ; J.O., p. 1474).

7 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à une nouvelle prise de rang des sous-lieutenants provenant des sous-officiers admissibles à l'École militaire d'infanterie en 1914, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'armée [17 mars] (A. t. I, p. 241 ; J.O., p. 245 ; I. n° 159). M. Richard dépose le rapport [27 avril] (A. t. I, p. 1189 ; J.O. p. 1047 ; I. n° 308). Déclaration de l'urgence. Adoption des trois articles et de l'ensemble de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [30 avril] (A. t. I, p. 1316 ; J. O. p. 1147). Promulgation (J.O., 15 mai, p. 5810).

8 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant réorganisation du corps des adjudants maîtres armuriers, déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de la Guerre. Renvoi à la Commission de l'armée et, pour avis, à la Commission des finances [6 avril] (A. t. I, p. 645 ; J.O., p. 591 ; I. n° 231). M. le Général Taufflieb dépose le rapport [23 mai] (A. t. I, p. 1384 ; J.O., p. 1212 ; I. n° 381). M. Albert Lebrun dépose l'avis de la Commission des finances [30 juin] (A. t. I, p. 1674 ; J.O., p. 1472 ; I. n° 510). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des six articles et de l'ensemble du projet de loi [11 juillet] (A. t. I, p. 1890 ; J.O., p. 1658). Promulgation (J.O., 10 janvier 1922, p. 506).

9 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur l'éducation physique et la préparation militaire obligatoires, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre de la Guerre, M. le Ministre de la Marine, M. le Ministre de l'Instruction publique, M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre des Colonies, M. le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de l'armée [13 avril] (A. t. I, p. 933 ; J.O., p. 830 ; I. n° 254). M. Henry Chéron dépose le rapport [25 mai] (A. t. I, p. 1381 ; J.O., p. 1210 ; I. n° 377). Demande de renvoi, pour avis, à la Commission de l'enseignement : MM. Henry Chéron, rapporteur ; Victor Bérard, Président de

la Commission de l'enseignement. Adoption [16 juin] A. t. I, p. 1590; J.O., p. 1393). M. Pottevin dépose l'avis de la Commission de l'enseignement [30 juin] (A. t. I, p. 1674; J.O., p. 1473; I. n° 509). Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [18 novembre] (A. t. II, p. 152; J.O., p. 1918). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Urgence précédemment déclarée. Discussion générale : MM. Henry Chéron, *rapporteur de la Commission de l'armée*; Pottevin, *rapporteur de la Commission de l'enseignement*. Avis de la Commission des finances par M. Albert Lebrun. Suite de la discussion générale : MM. Victor Bérard, Gaston Vidal, *Sous-Secrétaire d'Etat de l'Enseignement technique, Education physique et Sports*; Louis Barthou, *Ministre de la Guerre*; Jénouvrier, Reynal, le Colonel Stuhl, Cuminal, Coignet, Hugues Le Roux et Boudenoot, *Président de la Commission de l'armée*; Drivet, Jénouvrier, Roche, Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*. Rejet de l'ajournement de la discussion. Vote du passage à la discussion des articles [24 novembre] A. t. II, p. 180; J.O., p. 1948). Discussion des articles : Article premier, précédemment adopté. Article 2 : MM. Pottevin, *rapporteur de la Commission de l'enseignement*; Albert Lebrun, *rapporteur de la Commission des finances*; Louis Barthou, *Ministre de la Guerre*; Léon Perrier, Henry Chéron, *rapporteur de la Commission de l'armée*; Jénouvrier, Victor Bérard, *Président de la Commission de l'enseignement*; Hervey, Mauger, de Jouvenel, René Besnard et Gaston Vidal, *Sous-Secrétaire d'Etat à l'Enseignement technique*. Demande de renvoi à la Commission. Rejet au scrutin. Amendement de M. Noël. Adoption. Amendement de MM. Faure et Carrère : M. Faure. Retrait. Adoption de l'article 2 modifié. Articles 3, 4 et 5, précédemment adoptés. Article 6 : Amendement de M. Fernand Merlin : MM. Fernand Merlin, le *Ministre de la Guerre*, le *Sous-Secrétaire d'Etat à l'Enseignement technique*, Pottevin, *rapporteur de la Commission de l'enseignement*. Retrait. Amendement de MM. Faure et Carrère : MM. Faure et Henry Chéron, *rapporteur*. Renvoi de l'amendement à la Commission de l'armée [25 novembre] (A. t. II, p. 208; J.O., p. 1966). Suite de la discussion des articles : Article 6 : Observations de MM. Henry Chéron, *rapporteur de la Commission de l'armée*; Louis Barthou, *Ministre de la Guerre*, et Gaston Carrère. Renvoi de la discussion à une séance ultérieure [29 novembre] (A. t. II, p. 224; J.O., p. 1980).

10 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au statut des élèves de l'Ecole spéciale militaire et de l'Ecole polytechnique qui ont été incorporés au cours des hostilités, déposé par M. le Ministre de la Guerre et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la

Commission de l'armée [26 avril] (A. t. I, p. 1184; J.O., p. 1042; I. n° 298). Renvoi pour avis à la Commission des finances [24 mai] (A. t. I, p. 1338; J.O., p. 1174). M. le Général Hirschauer dépose le rapport [25 mai] (A. t. I, p. 1381; J.O., p. 1210; I. n° 378). M. Albert Lebrun dépose l'avis de la Commission des finances [21 juin] (A. t. I, p. 1597; J.O., p. 1400; I. n° 453). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion des articles : Article premier. Adoption. Article 2 : Amendement de MM. Mauger et Richard : MM. Mauger et le Général Hirschauer, *rapporteur*. Retrait. Adoption de l'article 2. Articles 3 à 9. Adoption. Adoption au scrutin de l'ensemble du projet de loi [28 juin] (A. t. I, p. 1652; J.O., p. 1450). Promulgation (J.O., 9 juillet, p. 7866).

11 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de garantir leur travail ou leur emploi aux hommes rappelés sous les drapeaux, déposé par M. le Ministre du Travail. Renvoi à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [16 juin] (A. t. I, p. 1579; J.O., p. 1384; I. n° 440). M. Marsot dépose le rapport [21 juin] (A. t. I, p. 1618; J.O., p. 1418; I. n° 455). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Adoption des trois articles et de l'ensemble du projet de loi [23 juin] (A. t. I, p. 1624; J.O., p. 1424). Promulgation (J.O., 24 juin, p. 7266).

12 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à fixer le statut des officiers nommés ou promus à titre temporaire depuis le début des hostilités, déposé par M. le Ministre de la Guerre, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre des Pensions, Primes et Allocations de guerre. Renvoi à la Commission de l'armée [5 juillet] (A. t. I, p. 1706; J.O., p. 1499; I. n° 529). M. le Colonel Stuhl dépose le rapport [7 juillet] (A. t. I, p. 1749; J.O., p. 1539; I. n° 567). M. Albert Lebrun dépose l'avis de la Commission des finances [9 juillet] (A. t. I, p. 1856; J.O., p. 1625; I. n° 605). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. le Colonel Stuhl, *rapporteur*; Louis Barthou, *Ministre de la Guerre*; Ernest Cauvin, Dominique Delahaye et Gaudin de Villaine. Adoption. [11 juillet] (A. t. I, p. 1890; J.O., p. 1658). Promulgation (J.O., 24 juillet, 8548).

13 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de réserver des emplois aux anciens militaires, pensionnés pour infirmités de guerre, ainsi qu'aux veuves et aux orphelins de guerre, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étran-

gères, M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre de la Marine, M. le Ministre des Pensions, Primes et Allocations de guerre, et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de l'armée et, pour avis, à la Commission des finances [7 juillet] (A. t. I, p. 1749; J.O., p. 1539; I. n° 569).

14 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant déclassement de l'enceinte de Constantine, déposé par M. le Ministre de la Guerre. Renvoi à la Commission de l'armée [11 juillet] (A. t. I, p. 1917; J.O., p. 1679; I. n° 626). M. le Comte d'Alsace dépose le rapport [27 octobre] (A. t. II, p. 29; J.O., p. 1813; I. n° 685). Déclaration de l'urgence. Adoption [15 novembre] (A. t. II, p. 98; J.O., p. 1872). Promulgation (J.O., 22 novembre, p. 12854).

15 — Projet de loi relatif à la transformation des troupes auxiliaires marocaines en corps réguliers, et aux droits à pension des militaires marocains servant dans les corps réguliers, après avoir servi dans les goums mixtes et les troupes auxiliaires marocaines (Voir Table 1915-1917, p. 228). Retiré par décret [6 décembre] (A. t. II, p. 279; J.O., p. 2028).

16 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur le rengagement des militaires libérés, déposé par M. le Ministre de la Guerre. Renvoi à la Commission de l'armée [30 décembre] (A. t. II, p. 848; J.O., p. 2501; I. n° 884).

17 — Proposition de loi pour dispenser les militaires de la classe 1919, rappelée sous les drapeaux en 1921, des périodes d'instruction de la réserve, déposée par M. Mazurier. Renvoi à la Commission de l'armée [2 juin] (A. t. I, p. 1507; J.O., p. 1316; I. n° 403).

ARMÉE DE MER. — Voir Décorations, 1, 16.

ARMES ET MUNITIONS (Commerce des). — Voir Conventions, 6.

ASILES-MATERNITÉS. — Proposition de loi, tendant à la création d'asiles-maternités pour filles-mères (Voir Table 1918-1920, p. 405). Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales [22 mars] (A. t. I, p. 352; J.O., p. 256).

ASSURANCES MUTUELLES AGRICOLES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 4 mai 1920, relatif à l'application dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle de la loi du 4 juillet 1900, régissant les sociétés d'assurances mutuelles agricoles, déposé par M. le Prési-

dent du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission de l'agriculture [10 février] (A. t. I, p. 84; J.O., p. 92; I. n° 42). M. de Marguerie dépose l'avis de la Commission d'Alsace et Lorraine [23 juin] (A. t. I, p. 1642; J.O., p. 1438; I. n° 468).

ASSURANCE-NATALITÉ. — Voir Assurance-nuptialité.

ASSURANCE-NUPTIALITÉ. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la surveillance et au contrôle des entreprises d'assurance-nuptialité et d'assurance-natalité, déposé par M. le Ministre du Travail. Renvoi à la Commission d'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales [28 février] (A. t. I, p. 169; J.O., p. 174; I. n° 78). M. Albert Peyronnet dépose le rapport [26 avril] (A. t. I, p. 1184; J.O., p. 1042; I. n° 303). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des trois articles et de l'ensemble du projet de loi [25 mai] (A. t. I, p. 1360; J.O., p. 1192). Promulgation (J.O., 31 mai, p. 6346).

ASSURANCES SOCIALES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 15 mars 1920, déterminant les conditions d'application de la législation sur les assurances sociales aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs en Alsace et Lorraine, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales, et, pour avis, à la Commission chargée de l'examen des projets et propositions de loi concernant l'Alsace et la Lorraine [15 mars] (A. t. I, p. 231; J.O., p. 238; I. n° 136).

ASSURANCES SUR LA VIE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de l'article 5 de la loi du 17 mars 1905, relative à la surveillance et au contrôle des sociétés d'assurances sur la vie et de toutes les entreprises dans les opérations desquelles intervient la durée de la vie humaine, et à l'article 5 de la loi du 19 décembre 1907, relative à la surveillance et au contrôle des sociétés de capitalisation, déposé par M. le Ministre du Travail et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales [28 février] (A. t. I, p. 169; J.O., p. 174; I. n° 79). M. Albert Peyronnet dépose le rapport [26 avril] (A. t. I, p. 1174; J.O., p. 1042; I. n° 302). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement.

Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique [19 mai] (A. t. I, p. 1329; J.O., p. 1158). Promulgation (J.O., 25 mai, p. 6082).

AULNAY-SOUS-BOIS (Seine-et-Oise). — Voir Communes et cantons, 6.

AVANCE DE L'HEURE. — Voir Heure légale.

AVANCES A DIVERS GOUVERNEMENTS DE L'EUROPE CENTRALE. — Voir Prisonniers détenus en Russie.

AVOCAT (Profession d'). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur l'exercice de la profession d'avocat et la discipline du barreau en Alsace et Lorraine, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [26 avril] (A. t. I, p. 1174; J.O., p. 1834; I. n° 295). Renvoi, pour avis, à la Commission de l'Alsace et de la Lorraine [26 mai] (A. t. I, p. 1390; J.O., p. 1217).

BABEAU-BOULDOUX (Section de). — Voir Communes et cantons, 2.

BANQUE D'ALGÉRIE. — Voir Algérie, § II, 1.

BANQUES POPULAIRES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de compléter la dotation des banques populaires, déposé par M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [6 décembre] (A. t. II, p. 278; J.O., p. 2828; I. n° 752). M. Clémentel dépose le rapport [29 décembre] (A. t. II, p. 774; J.O., p. 2443; I. n° 874). Déclaration de l'urgence Discussion immédiate. Adoption de l'article unique [31 décembre] (A. t. II, p. 927; J.O., p. 2565). Promulgation (J.O., 8 janvier, p. 442).

BASSINS MINIERS DE HOUILLE, MÉTALLIQUES ET ARDOISIÈRES. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à l'organisation de commissions mixtes ouvrières et patronales dans les bassins miniers de houille, métalliques et ardoisières (Voir Table 1818-1920, p. 412). M. Jénouvrier dépose le rapport [2 juin] (A. t. I, p. 1490; J.O., p. 1302; I. n° 392). Renvoi, pour avis, à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [11 novembre] (A. t. II, p. 81; J.O., p. 1857). M. Bouveri dépose l'avis de la Commission du commerce [11 novembre] (A. t. II, p. 81; J.O., p. 1857; I. n° 700).

BAUGÉ (Maine-et-Loire). — Voir Taxes de remplacement, 6.

BAUX (Prorogation des). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 4 de la loi du 23 octobre 1919, relatif à la prorogation des baux en ce qui concerne les baux à usage d'habitation (Voir Table 1918-1920, p. 414). M. Morand dépose le rapport [15 février] (A. t. I, p. 104; J.O., p. 112; I. n° 57). 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale : MM. Morand, *rapporteur*; Eugène Penancier et Brager de La Ville-Moysan. Déclaration de l'urgence. Article premier : Contre-projet de MM. Guillier et Eugène Penancier : MM. Guillier, Morand, *rapporteur*; Henry Chéron, Brager de La Ville-Moysan et Eugène Penancier. Scrutin. Pointage. Rejet du contre-projet. Renvoi à la Commission [2 juin] (A. t. I, p. 1493; J.O., p. 1304).

BAUX A LOYER. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier et de compléter l'article 57 de la loi du 9 mars 1918 sur les modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (Voir Table 1918-1920, p. 415). M. Lemarié dépose le rapport [27 janvier] (A. t. I, p. 66; J.O., p. 71; I. n° 19). Déclaration de l'urgence. Adoption des deux articles et de l'ensemble de la proposition de loi [30 mars] (A. t. I, p. 423; J.O., p. 403). Promulgation (J.O., 5 avril, 4258).

Voir Horticulteurs pépiniéristes.

BAYONNE (Ville de). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant la cession à la Ville de Bayonne de terrains de la fortification provenant de l'enceinte déclassée de la place, déposé par M. le Ministre des Finances, M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre de la Guerre. Renvoi à la Commission de l'armée [28 juin] (A. t. I, p. 1645; J.O., p. 1445; I. n° 479). Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [30 juin] (A. t. I, p. 1669; J.O., p. 1469). M. Albert Lebrun dépose l'avis de la Commission des finances [5 juillet] (A. t. I, p. 1705; J.O., p. 1501; I. n° 532). M. Le Barillier dépose le rapport [7 juillet] (A. t. I, p. 1733; J.O., p. 1527; I. n° 565). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi [9 juillet] (A. t. I, p. 1856; J.O., p. 1629). Promulgation (J.O., 24 juillet, p. 8549).

BÉNÉFICES DE GUERRE.

1 — **Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à compléter la loi du 1^{er} juillet 1916, relative à la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [17 février] (A. t. I, p. 122; J.O., p. 129; I. n° 62). M. Henry Chéron dépose le rapport [22 février] (A. t. I, p. 126; J.O., p. 134; I. n° 64). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion des articles : Articles premier et 2. Adoption. Article 3 : Amendement (disposition additionnelle) de M. Guillaume Chastenet : M. Henry Chéron, *rapporteur général*; Baudouin-Bugnet, *directeur général des contributions directes, commissaire du Gouvernement*; Guillaume Chastenet et Jénouvrier. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 3. Adoption de l'ensemble du projet de loi. [4 mars] (A. t. I, p. 189; J.O., p. 200). Promulgation (J.O., 9 mars, p. 2998).**

2 — **Proposition de loi relative à l'évaluation des stocks pour la détermination des sommes dues au titre des bénéfices de guerre, déposée par M. Japy. Renvoi à la Commission des finances [21 juin] (A. t. I, p. 1618; J.O., p. 457).**

3 — **Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de régler la procédure applicable en vue de la répression des dissimulations frauduleuses des bénéfices de guerre, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [30 novembre] (A. t. II, p. 237; J.O., p. 1994; I. n° 742). Renvoi, pour avis, à la Commission de législation civile et criminelle [8 décembre] (A. t. II, p. 299; J.O., p. 2047).**

BÉNERVILLE (Calvados). — Voir Communes et cantons, 1.

BIENS FAISANT L'OBJET DE SÈQUESTRE DE GUERRE. — Voir Liquidation des biens.

BIENS MEUBLES. — **Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative au mode de paiement des indemnités par la loi du 17 avril 1919 pour la réparation des dommages causés aux biens meubles, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [9 juillet] (A. t. I, p. 1879; J.O., p. 1648; I. n° 619). M. Raphaël-Georges Lévy dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [12 juillet] (A. t. I, p. 1967; J.O., p. 1720; I. n° 649). Promulgation (J.O., 24 juillet 8547).**

BLÉ, MÉTEIL ET SEIGLE. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à allouer, pour la moisson de 1924, des primes aux surfaces ensemencées de blé, méteil et seigle dans les régions dévastées, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission de l'agriculture [12 juillet] (A. t. I, p. 2029 ; J.O., p. 1770 ; I. n° 666).

BLÉ (Surfaces ensemencées en). — Voir Crédits, 4.

BLIDAH (Deuxième chambre au tribunal de). — Voir Algérie, 2, 7.

BLOIS (Ville de). — Voir Taxes de remplacement, 12.

BOISSONS (Débits de).

1 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à la modification de l'article 11 de la loi du 9 novembre 1915 sur la limitation du nombre des débits de boissons, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [28 février] (A. t. I, p. 185 ; J.O., p. 187 ; I. n° 87). M. Henri Merlin dépose le rapport [22 mars] (A. t. I, p. 253 ; J.O., p. 257 ; I. n° 175). Adoption de l'article unique. Vote sur le passage à une 2^e délibération. Adoption [26 mai] (A. t. I, p. 1338 ; J.O., p. 1215). M. Henri Merlin dépose un rapport supplémentaire [30 juin] (A. t. I, p. 1669 ; J.O., p. 1469 ; I. n° 488). Adoption [9 juillet] (A. t. I, p. 1832 ; J.O., p. 1610). Promulgation (J.O., 15 novembre p. 12638).

2 — Proposition de loi tendant à modifier la loi du 9 novembre 1915, relative à la réglementation de l'ouverture des nouveaux débits de boissons, déposée par M. Albert Lebrun. Renvoi à la Commission d'administration générale, départementale et communale [19 mai] (A. t. I, p. 1331 ; J.O., p. 1160 ; I. n° 363).

BOISSONS HYGIÉNIQUES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant le régime fiscal des boissons hygiéniques, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [5 juillet] (A. t. I, p. 1705 ; J.O., p. 1501 ; I. n° 541). M. Henry Chéron dépose et lit le rapport (I n° 612). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale : M. Henry Chéron, *rapporteur général*. Discussion des articles. Article premier : MM. Gaston Doumergue, Paul Doumer, *Ministre des Finances* ;

Ribot, Guillaume Chastenet, Maurice Sarraut, François-Marsal, Touron et de Monzie. Scrutin. Pointage. Résultat du scrutin, après pointage, sur l'article premier. Rejet de l'article. Demande de renvoi à la Commission : MM. Paul Doumer, *Ministre des Finances* ; Milliès-Lacroix, *Président de la Commission*, et Maurice Sarraut. Adoption [9 juillet] (A. t. I, p. 1879 ; J.O., p. 1635, 1648). M. Henry Chéron dépose et lit un rapport supplémentaire (I. n° 625). Discussion immédiate. Discussion générale : M. Paul Doumer, *Ministre des Finances*. Discussion des articles : Article premier : MM. Gaston Doumergue, Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances* ; James Hennessy, Henry Bérenger et le *Ministre des Finances*. Adoption. Article 2. Adoption. Article 3 : Amendement de M. Henri Merlin : MM. Henri Merlin, Buhan, Henry Chéron, Guillaume Chastenet, Guillier et le *Ministre des Finances*. Scrutin. Pointage. Résultat du scrutin, après pointage, sur l'amendement de M. Henri Merlin. Rejet de l'amendement. Sur l'ensemble : MM. Lafferre, Henry Bérenger et Maurice Sarraut. Adoption de l'ensemble du projet de loi [11 juillet] (A. t. I, p. 1917 ; J.O., p. 1672). Promulgation (J.O., 16 juillet, p. 8220).

BONNES MŒURS. — Voir Outrages aux bonnes mœurs.

BOUGIE (Port de). — Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier les articles 3, 4 et 5 de la loi du 13 août 1914 relative à la création d'un avant-port et d'un arrière-port à Bougie et à la concession à la Chambre de commerce de cette ville d'une partie des terre-pleins dudit port, déposé par M. le *Ministre du Commerce*, M. le *Ministre des Travaux publics*, M. le *Ministre de l'Intérieur* et M. le *Ministre des Finances*. Renvoi à la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national [6 décembre] (A. t. II, 295 ; J.O., p. 2042 ; I. n° 763). M. Maurice Ordinaire dépose le rapport [28 décembre] (A. t. II, p. 664 ; J.O., p. 2335 ; I. n° 863). Adoption [31 décembre] (A. t. II, p. 944 ; J.O., p. 2578). Promulgation (J.O., 14 janvier 1922, p. 675).

BOULOGNE-SUR-MER. — Voir Chambre de commerce.

BOURGET (Seine). — Voir Communes et cantons, 4.

BOURGOIN. — Voir Taxes de remplacement, 13.

BRODERIES MÉCANIQUES. — Voir Douanes, 2.

BUDGETS

I. — BUDGETS GÉNÉRAUX.

II. — RÈGLEMENTS DÉFINITIFS DES BUDGETS.

I — BUDGETS GÉNÉRAUX

BUDGET DE 1920.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 28 octobre 1920 relatif à l'introduction dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle des dispositions des articles 150 à 160 inclus de la loi du 31 juillet 1920, portant fixation du budget général de l'exercice 1920, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission des finances [21 juin] (A. t. I, p. 1596; J.O., p. 1400; I. n° 450).

BUDGET DE 1921.

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général de l'exercice 1921, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [28 février] (A. t. I, p. 185; J.O., p. 188; I. n° 84). M. Henry Chéron dépose le rapport général [4 mars] (A. t. I, p. 189; J.O., p. 202; I. n° 92). M. Debierre dépose un rapport (Hygiène, Assistance et Prévoyance sociales, I. n° 93). M. Brangier dépose un rapport (Justice et Légion d'honneur, I. n° 94). M. Albert Lebrun dépose un rapport (Guerre et Poudres et Salpêtres, I. n° 95) [4 mars] (A. t. I, p. 189; J.O., p. 202). M. Jean Morel dépose un rapport (Colonies, I. n° 101). M. Jean Morel dépose un rapport (Chemins de fer et Port de la Réunion, I. n° 102). M. le Général Hirschauer dépose un rapport (Aéronautique et Transports aériens, I. n° 106). M. Milan dépose un rapport (Forces hydrauliques et distribution d'énergie électrique, Mines, I. n° 109). M. Jeanneney dépose un rapport (Chemins de fer, I. n° 110). M. Alexandre Bérard dépose un rapport (Intérieur, I. n° 111). M. Berthelot dépose un rapport (Travaux publics, I. n° 113) [10 mars] (A. t. I, p. 201; J.O., p. 208). M. Jénouvrier dépose un rapport (Justice, I. n° 118). M. Jénouvrier dépose un rapport (Services pénitentiaires). M. Louis Dausset dépose un rapport (Finances, I. n° 120). M. le Colonel Stuhl dépose un rapport (Pensions, Primes et Allocations de guerre, I. n° 130). M. Peyronnet dépose un rapport (Travail, I. n° 133) [11 mars] (A. t. I, p. 210; J.O., p. 218 à 235).

M. Lucien Hubert dépose un rapport (Affaires étrangères, I. n° 145). M. Brangier dépose un rapport (Commerce : Liquidation des stocks, I. n° 150) [15 mars] (A. t. I, p. 237; J.O., p. 240). M. Henry Béranger dépose un rapport (Marine, I. n° 162). M. Chastenet dépose un rapport Beaux-Arts, I. n° 154). M. Chastenet dépose un rapport (Monnaies et Médailles, I. n° 155). M. Rouland dépose un rapport (Caisse des invalides de la marine, I. n° 162). M. Rouland dépose un rapport (Ports, Marine marchande et Pêches, I. n° 163). M. Fernand David dépose un rapport (Agriculture, I. n° 164). M. Paul Pelisse dépose un rapport (Postes, Télégraphes et Téléphones, I. n° 165). M. Clémentel dépose un rapport (Commerce et Industrie, I. n° 168). M. Perchot dépose un rapport (Ravitaillement, I. n° 169). M. Schrameck dépose un rapport (Instruction publique, I. n° 170). M. Schrameck dépose un rapport (Enseignement technique, I. n° 171). M. Schrameck dépose un rapport (Ecole centrale, I. n° 172) [17 mars] (A. t. I, p. 246; J.O., p. 244, 249). M. Jeanneney dépose un rapport (Chemins de fer de l'Etat, I. n° 179) [22 mars] (A. t. I, 253; J.O., p. 257). M. Catalogne dépose l'avis de la Commission d'administration générale (art. 42 à 48 : substitution de tribunaux administratifs aux conseils de préfecture, I. n° 185) [22 mars] (A. t. I, p. 253; J.O., p. 277). M. Rouland dépose un rapport supplémentaire (Marine marchande, I. n° 211) [29 mars] (A. t. I, p. 419; J.O., p. 398). Discussion. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Henry Chéron, *rapporteur général de la Commission des finances*; Gaudin de Villaine et Massabuau [22 mars] (A. t. I, p. 254; J.O., p. 257). Renvoi, pour avis, à la Commission de l'hygiène, de l'assurance, de l'assistance et de la prévoyance sociales, de l'article 70 de la loi de finances du budget de l'exercice 1921 [22 mars] (A. t. I, p. 278; J.O., p. 277). Suite de la discussion générale : MM. Lucien Hubert, Louis Dausset, Raphaël-Georges Lévy et Gourju [23 mars] (A. t. I, p. 282; J.O., p. 284). Discussion générale (fin) : MM. François-Albert, Roustan, Paul Doumer, *Ministre des Finances*, Ribot et Dominique Delahaye. Vote sur le passage à la discussion des articles. Adoption. Observations de MM. Driwet, Paul Doumer, *Ministre des Finances*; Victor Bérard, Millières-Lacroix, *Président de la Commission des finances*; Gaston Doumergue, Henry Chéron, *rapporteur général*; Dominique Delahaye, Antony Ratier, de Jouvenel, Paul Strauss, Léon Perrier, Hervey et Touron [24 mars] (A. t. I, p. 306; J.O., p. 304). Article premier. Etat A. — Budget du Ministère de l'Intérieur. Discussion générale : MM. de Lamarzelle, Pierre Marraud, *Ministre de l'Intérieur*; Bonneval, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*; Jean Durand, Louis Dausset et Paul Doumer, *Ministre des Finances*. Discussion des chapitres. Chapitre premier :

M. Henry Chéron, *rapporteur général* et M. Paul Doumer, *Ministre des Finances*. Amendement de M. Cuttoli : MM. Cuttoli, Alexandre Bérard, *rapporteur* ; Etienne, Paul Doumer, *Ministre des Finances* ; de Monzie et le Rapporteur général. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Chapitre premier (réservé). Chapitres 2 à 6. Adoption. Chapitre 7 (réservé). Chapitres 8 à 21. Adoption. Chapitre 22 : MM. Dominique Delahaye, le Ministre de l'Intérieur et Gourju. Adoption. Chapitres 23 et 24. Adoption. Chapitre 25 : MM. Laboulbène, le Ministre de l'Intérieur, Guillois, Bouveri, le Rapporteur général et Gourju. Adoption. Chapitres 26 et 27. Adoption. Chapitre 28 : MM. Henri Merlin, le Ministre de l'Intérieur et Alexandre Bérard, *rapporteur*. Adoption. Chapitres 29 à 35. Adoption. Chapitre 36 : MM. André Lebert, le Ministre de l'Intérieur, Dominique Delahaye et Henri Merlin. Adoption. Chapitres 37 à 87. Adoption. Article 24 de la loi de finances. Budget extraordinaire du Ministère de l'Intérieur. Etat D. Chapitres A et B. Adoption. Chapitre C : M. le Rapporteur général. Adoption. Chapitres D à H. Adoption. Chapitre I : Amendement de MM. Henri Merlin, Monfeuillart et Charpentier : MM. Henri Merlin, le Rapporteur général : le Ministre des Finances, de Lubersac. Rejet de l'amendement. Adoption du chapitre I. Chapitre J : Amendement de MM. Lebrun, Lucien Hubert, Gouge, Tournon et plusieurs de leurs collègues : MM. Albert Lebrun et le Rapporteur général. Retrait. Adoption du chapitre J modifié. Chapitre K à N. Adoption. Chapitre O : Amendement de MM. Machet, Gallet, Mauger et plusieurs de leurs collègues : MM. Machet, Alexandre Bérard, *rapporteur* ; Drivet, le Ministre des Finances. Scrutin. Pointage. Proclamation réservée. Chapitres P. à T. Adoption. Chapitre U : MM. le Colonel Stuhl, Bompard, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre des Finances et le Président. Adoption. Chapitre V. Adoption. Chapitres W, X, Y. (Mémoire). Résultat du scrutin après pointage, sur l'amendement de M. Machet et ses collègues au chapitre O. Rejet de l'amendement [25 mars] (A. t. I, p. 337 ; J.O., 328). Renvoi à la Commission de l'enseignement, pour avis, des dispositions du projet de loi, fixant le budget de 1921, relatives aux membres de l'enseignement [25 mars] (A. t. I, p. 356 ; J.O., p. 345). — Etat A (suite) Ministère des Travaux publics : Discussion générale : MM. Massabuau et Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics*. Chapitre premier : Amendement de M. Perreau : MM. Perreau, de Lubersac, Henry Chéron, *rapporteur général*, et Paul Doumer, *Ministre des Finances*. Retrait. Sur le chapitre : MM. Pasquet, Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics*, le Rapporteur général. Amendement de M. de Lubersac : MM. de Lubersac et le Ministre des Finances. Retrait. Chapitre pre-

mier. Réservé. Observations de M. Massabuau. Chapitre 2. Adoption. Chapitre 3 : MM. Schrameck et le Ministre des Travaux publics. Adoption. Chapitres 3 bis et 4. Adoption. Chapitre 5. Réservé. Chapitre 6. Adoption. Chapitre 7. Réservé. Chapitre 8. Adoption. Chapitre 9 : Amendement de M. Perreau : MM. Perreau, André Berthelot, *rapporteur*, et le Ministre des Travaux publics. Rejet. Adoption du chapitre 9. Chapitres 10 à 35. Adoption. Chapitre 36 : MM. Gourju et le Ministre des Travaux publics. Adoption. Amendement de M. Sari et amendement de M. Roche (chap. 66 de la Chambre des Députés) : MM. Roche, le Ministre des Finances, Emile Sari et André Berthelot, *rapporteur*. Retrait. Chapitres 37 à 39. Adoption. Chapitre 40 : MM. Laboulbène, le Ministre des Travaux publics. Adoption. Chapitres 41 à 43. Adoption. Chapitre 44 : MM. Drivet, le Ministre des Travaux publics, Louis Dausset et Coignet. Adoption. Chapitres 45 à 49. Adoption. Chapitre 50 : MM. Roustan et le Ministre des Travaux publics. Adoption. Observations de MM. Jean Durand, Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*; le Président et Léon Perrier. Ajournement de la discussion des chapitres 50 à 58 (Ports maritimes, forces hydrauliques et distribution d'énergie électrique). Chemins de fer : Chapitre 69 : MM. Jean Cazelles, Mazurier, Jeanneney, *rapporteur*; le Ministre des Travaux publics, Leneveu, le général Hirschauer, Mauger, le Rapporteur général et Dominique Delahaye. Adoption. Chapitre 70 à 89. Adoption. Chapitres 90, 91 et 91 bis. Réservés. Chapitre 92. Adoption. Chapitre 93 : M. Jeanneney, *rapporteur*. Adoption. Amendement de M. Sari : MM. Sari, Jeanneney, *rapporteur*; le rapporteur général et le Ministre des Travaux publics. Rejet. Chapitres 93 bis à 96. Adoption. Chapitre 97 : MM. Louis Brindeau et le Ministre des Travaux publics. Chapitres 98 et 98 bis. Adoption. Chapitres 99 à 126. Réservés (Mines et combustibles). Budget extraordinaire : Chapitres A à C. Adoption. Chapitre D. Réservé. Chapitres E et F. Adoption. Chapitre G : Amendement de M. Tournon : MM. Jeanneney, *rapporteur*, et Tournon. Retrait. Adoption du chapitre G. Chapitres H à K. Adoption [26 mars] (A.t. I, p. 363 ; J.O., p. 351). — Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Etat A : Ministère des Finances : Discussion générale : MM. Mazurier, Henri Cosnier et Paul Doumer, *Ministre des Finances*. Discussion des articles : Chapitres premier à 35. Adoption. Chapitre 36 : MM. Louis Dausset, *rapporteur*. Adoption. Chapitres 37 à 50. Adoption. Chapitre 51 : MM. Henri Cosnier et le Ministre des Finances. Adoption. Chapitres 52 à 55. Adoption. Chapitre 56 : Amendement de M. Guillaume Poulle. Adoption. Adoption du chapitre 56 modifié. Chapitre 57. Adoption. Chapitre 58 : MM. Brangier, le Ministre des Finances, Henry Chéron, *rapporteur Général de la*

Commission des finances, et Victor Bérard. Adoption. Chapitre 59 : Amendement de M. Perreau : MM. Perreau, Louis Dausset, rapporteur ; le Ministre des Finances, Dominique Delahaye, le Rapporteur général, Milliès-Lacroix, président de la Commission des finances, et Mauger. Retrait. Adoption du chapitre 59. Chapitre 81. Adoption. Chapitre 82. Réservé. Chapitre 83. Adoption. Chapitre 84. Réservé. Chapitres 85 à 93. Adoption. Chapitre 94 : M. le Rapporteur général. Adoption. Chapitre 95 à 115. Adoption. Chapitre 116 : MM. Mazurier, le Ministre des Finances et Brocard. Adoption. Chapitres 60 à 65. Adoption. Chapitre 66 : M. le Rapporteur général. Adoption. Chapitre 67 à 76. Adoption. Chapitre 77. Réservé. Chapitre 78. Adoption. Chapitre 79. Réservé. Chapitre 80. Adoption. Rejet du chapitre 81 (de la Chambre des Députés). Chapitres 117 à 119. Réservés. Chapitres 120 à 127. Adoption. Chapitre 128 : Amendement de M. Dudouyt : MM. Dudouyt, le Ministre des Finances, le Rapporteur général et Mauger. Retrait. Adoption du chapitre 128. Chapitre 129 à 133. Adoption. Chapitre 134 : MM. Mauger et le Ministre des Finances. Adoption. Chapitres 135 à 139. Adoption. Chapitre 140 : MM. le Ministre des Finances, le Rapporteur, le Rapporteur général et Brangier. Adoption. Chapitres 141 à 143. Adoption. Chapitre 144 : MM. le Rapporteur général, Brindeau, le Ministre des Finances et le Rapporteur. Adoption. Chapitres 145 à 147. Adoption. Chapitre 148 : MM. Mauger, le Ministre des Finances et le Rapporteur général. Adoption. Chapitre 149 à 156. Adoption. Chapitre 157 : MM. Brangier, le Ministre des Finances, le Rapporteur, Debierre et Dominique Delahaye. Adoption. Chapitres 158 à 163. Adoption. Chapitre 164 : MM. Clémentel et le Ministre des Finances. Adoption. Chapitres 165 à 187. Adoption. Budget extraordinaire : Chapitres A à T. Adoption [29 mars] (A. t. I, p. 395 ; J.O., p. 377). — M. Paul Strauss dépose un avis de la Commission de l'hygiène, de l'assistance de l'assurance et de la prévoyance sociales chargée d'examiner l'article 62 du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général de l'exercice 1921 (Allocations d'assistance aux femmes en couches et primes d'allaitement, I. n° 214). — Etat A, (suite) Ministère de l'Intérieur : Chapitres premier et 7 précédemment réservés. Adoption. Ministère de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales : Discussion générale : MM. Fernand Merlin, Pottevin, Debierre, rapporteur ; Bouveri, Leredu Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales ; le Chanoine Collin et Dominique Delahaye. Discussion des chapitres : Chapitre premier : MM. Albert Peyronnet, Henry Chéron, rapporteur général de la Commission des finances, et le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales. Réservé. Chapitres 2 à 7. Adoption. Chapitre 8 : M. le Rap-

porteur général. Adoption. Chapitres 9, 10 et 11. Adoption. Chapitre 12. Amendement de MM. J.-L. Breton, le Rapporteur général, Mauger, Pottevin, Fernand Merlin et Pajot : MM. J.-L. Breton, le Colonel Stuhl et le Ministre de l'Hygiène. Retrait. Adoption du chapitre 12. Chapitre 13 : Amendement de M. Fernand Merlin : MM. Fernand Merlin, le Ministre de l'Hygiène et le Rapporteur général. Retrait. Adoption du chapitre 13. Chapitre 14 : Amendement de M. J.-L. Breton, Mauger, Pottevin, Fernand Merlin et Pajot : MM. J.-L. Breton, Paul Strauss et le Rapporteur. Chapitre 14. Réservé. Chapitre 15 : Amendement de MM. J.-L. Breton, Mauger, Pottevin, Fernand Merlin et Pajot : MM. J.-L. Breton, le Rapporteur, Milliès-Lacroix, *Président de la Commission*; Paul Strauss, Magny, le Rapporteur général, Fernand Merlin et le Ministre de l'Hygiène. Rejet. Adoption du chapitre 15. Chapitre 16. Adoption. Chapitre 17 : Amendement de M. Fernand Merlin : M. Fernand Merlin, Paul Strauss et le Rapporteur général. Rejet. Amendement de M. Paul Strauss. Rejet. Adoption du chapitre 17. Chapitre 18 à 23. Adoption. Chapitre 24 : M. Paul Strauss. Adoption. Chapitre 25 : Amendement de MM. Pottevin et J.-L. Breton : MM. Pottevin, le Ministre de l'Hygiène, le Rapporteur, le Rapporteur général. Retrait. Adoption du chapitre 25 modifié. Chapitres 26 et 27. Adoption. Chapitre 28 : MM. Roustan et le Ministre de l'Hygiène. Adoption. Chapitre 29 et 30. Adoption. Chapitre 31 : Amendement de M. Fernand Merlin et amendement de MM. Pottevin et J.-L. Breton : MM. Fernand Merlin, le Rapporteur général, Pottevin, Chomet et le Ministre de l'Hygiène. Retrait. Adoption du chapitre 31. Chapitre 32 : MM. Lucien Cornet, le Ministre de l'Hygiène. Adoption. Chapitre 33 : Amendement de MM. Pottevin et J.-L. Breton et amendement de M. Fernand Merlin : MM. Pottevin, le Rapporteur général et le Ministre de l'Hygiène. Retrait. Adoption du chapitre 33. Chapitres 34 à 41. Adoption. Chapitre 42 : MM. Paul Strauss, le Rapporteur et Ermant. Adoption. Chapitres 43 à 48. Adoption. Chapitre 49 : MM. Paul Strauss, Le Hars et le Ministre de l'Hygiène. Adoption. Chapitres 50 à 65. Adoption. Chapitres 66 à 70. Réservés. Chapitres 71 à 76. Adoption. Budget extraordinaire : Chapitres A à H. Adoption. — Budget des Monnaies et Médailles : Discussion générale : MM. Dominique Delahaye et Guillaume Chastenet, *rapporteur*. Chapitres premier à 8. Adoption. Chapitre 9 : MM. Brager de La Ville-Moysan, Paul Doumer, *Ministre des Finances* et Bodinier. Adoption. Chapitres 10 à 23. Adoption. — Budget du Ministère du Commerce et de l'Industrie : Chapitres premier à 15. Adoption. Chapitre 16 : Amendement de M. Humblot. Non soutenu. Adoption du Chapitre 16. Chapitres 17 à 19. Adoption. Chapitre 20 : MM. Serre, le Ministre du Commerce, le Rapporteur général, le Mi-

nistre des Finances. Clémentel, *rapporteur*; Le Hars et Jean Durand. Adoption. Chapitres 21 et 22. Adoption. Chapitre 23 : MM. Henri Merlin et Dior, *Ministre du Commerce et de l'Industrie*. Adoption. Chapitres 24 à 30. Adoption. Chapitre 31 : MM. Victor Bérard et le Ministre du Commerce. Adoption. Chapitres 32 à 43. Adoption. Budget extraordinaire : Chapitres A et B. Adoption. Chapitre C : MM. Mauger, le Ministre du Commerce, le Rapporteur général. Chapitres C, D et suivants. Transférés à la 2^e section. Chapitres E à H. Adoption [30 mars] (A. t. I. p. 424; J.O., p. 403). — Etat A (suite) : Ministère des Pensions, Primes et Allocations de guerre : Discussion générale : MM. Henri Merlin, Maginot, *Ministre des Pensions, Primes et Allocations de guerre*; Henry Chéron, *rapporteur général*; Paul Strauss, Mauger et Sabaterie. Discussion des chapitres : Chapitre premier : Amendement de MM. Carrère, Vallier, Jean Philip et Enjolras : MM. Carrère, le Rapporteur général et le Ministre des Pensions. Retrait. Adoption du chapitre premier. Chapitres 2 et 3. Adoption. Chapitre 4 : M. le Colonel Stuhl, *rapporteur*. Adoption. Chapitres 5 à 10. Adoption. Budget extraordinaire : Chapitre A. Adoption. Chapitre : MM. Henri Cosnier et le Ministre des Pensions. Adoption. Chapitre C. Adoption. Chapitre D : MM. Mauger, le Ministre des Pensions, le Rapporteur, le Rapporteur général et Gallet. Adoption. Chapitre E à H. Adoption. — Ministère du Commerce : Budget extraordinaire (chapitres précédemment réservés) Chapitres B bis et B ter nouveaux. Adoption. Chapitres L, M, N. Mémoire. Chapitre C : MM. le rapporteur général, Mauger, André Paisant, *Sous-Secrétaire d'Etat*. Adoption. Chapitre D : Amendement de M. Mauger. Rejet. Adoption du chapitre D. Chapitre I : MM. Pierre Berger, André Paisant, *Sous-Secrétaire d'Etat*; le Président de la Commission, le rapporteur général, Brangier, Dominique Delahaye, Victor Bérard, d'Estournelles de Constant, Jénouvrier, Pasquet et de Lubersac. Adoption. Chapitres J et K. Adoption [31 mars] (A. t. I. p. 460; J.O., p. 443). — Etat A (suite) : Ministère des Travaux publics : Ports, Marine marchande et Pêches : Discussion générale : MM. Cuttoli, Alfred Brard, Louis Brindeau, Dominique Delahaye, Rouland, *rapporteur*; Paul Doumer, *Ministre des Finances*; Buhan, François Saint-Maur, Rio, *Sous-Secrétaire d'Etat*; d'Estournelles de Constant, Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics*; Jénouvrier, Japy et Dudouyt. Discussion des chapitres : Articles premier, 2 et 3. Adoption. Chapitre 4 : Amendement de M. Roustan : MM. Roustan, Henry Chéron, *rapporteur général*. Chapitre 4. Réservé. Chapitres 5 à 8. Adoption. Chapitre 9 : Amendement de MM. Alfred Brard, le rapporteur général, le Rapporteur et M. de Monzie. Retrait. Adoption du chapitre 9. Chapitres 10 à 17. Adoption. Chapitre 18 : Amen-

dement de M. Alfred Brard : M. Alfred Brard. Retrait. Adoption du chapitre 18. Chapitres 19 à 22. Adoption. Chapitre 23 : Amendement de M. Roustan : MM. Roustan, le Rapporteur et le Rapporteur général. Retrait. Adoption du chapitre 23. Chapitre 24 : MM. Bergeon, Léon Perrier, Gaston Menier, le Sous-Secrétaire d'État, le Ministre des Finances et le Ministre des Travaux publics. Adoption. Chapitres 25 à 32. Adoption. Chapitre 33 : MM. Henry Bérenger et le Sous-Secrétaire d'État. Adoption. Chapitres 34 à 37. Adoption. Chapitre 38 : M. le Rapporteur. Adoption. Chapitres 39 à 48. Adoption. Budget extraordinaire : Chapitres A et B. Adoption. Chapitre C : amendement de M. Roustan : MM. Roustan, le Rapporteur général, le Ministre des Finances et le Sous-Secrétaire d'État. Rejet. Adoption du chapitre C. Chapitres D et E. Adoption. Chapitre F : MM. Gaston Doumergue, le Sous-Secrétaire d'État et le Rapporteur. Adoption. Chapitre G. Adoption. Chapitre H (de la Chambre des Députés) : MM. Alfred Brard, Roustan, le Ministre des Finances et le Rapporteur général. Adoption. Chapitre H bis (de la Commission des finances) : Amendement de M. Roustan : MM. Roustan et le Rapporteur général. Retrait. Adoption du chapitre H bis. Chapitre I, J et K. Mémoire. Ports maritimes : Chapitres 50 à 55. Adoption. Caisse des invalides de la marine : Adoption de tous les chapitres. — Forces hydrauliques et distributions d'énergie électrique : Discussion générale : MM. Drivet, Milan, rapporteur, et le Ministre des Travaux publics. Discussion des chapitres : Chapitres 56 à 59. Adoption. Chapitre 60 : Amendement de M. Léon Perrier : MM. Léon Perrier, le Rapporteur, le Ministre des Finances, le Rapporteur général. Retrait. Adoption du chapitre 60. Chapitres 61 à 66. Adoption. Chapitre 67. Amendement de M. Léon Perrier : MM. Léon Perrier, le rapporteur, le Ministre des finances et Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*. Retrait. Adoption du chapitre 67. Chapitre 68 : Amendement de M. Léon Perrier : M. Léon Perrier. Adoption (chiffre de la Chambre des Députés). Amendement de M. Léon Perrier (art. 93 de la Chambre des Députés) : MM. Léon Perrier, le Ministre des Finances et le Ministre des Travaux publics. Rejet. — Mines et Combustibles : Chapitre 99. Réservé. Chapitres 100 à 108. Adoption. Chapitre 109. Réservé. Chapitres 110 à 114. Adoption. Chapitre 115 : Amendement de M. Léon Perrier. Adoption (chiffre de la Chambre des Députés). Chapitres 115 bis à 117. Adoption. Chapitre 118 : Amendement de M. Léon Perrier : MM. Léon Perrier, le Ministre des Finances, le Ministre des Travaux publics, Jean Durand, François-Saint-Maur, Henry Bérenger. Adoption de l'amendement modifié. Chapitres 119 et 120. Adoption. Budget extraordinaire : Chapitre D, précédemment réservé : Amendement de M. Mauger : MM. Mau-

ger, Gaston Menier, Cauvin, Bouctot, Milan, *rapporteur*; le Rapporteur général et le Ministre des Travaux publics. Retrait. Adoption du chapitre D (modification du libellé). Chapitre 109 (des Mines et Combustibles) : Observations de M. le Rapporteur général et de M. le Rapporteur. Amendement de M. Mauger : MM. Mauger et le Ministre des Travaux publics. Rejet. Chapitre 99 (précédemment réservé). Adoption. Imprimerie nationale : Adoption de tous les chapitres [1^{er} avril] (A. t. I, p. 493 ; J.O., p. 462). — Etat A (suite). Ministère des Travaux publics : Aéronautique et Transports aériens : Discussion générale : MM. d'Estournelles de Constant, le général Hirschauer, *rapporteur*; de Lubersac, le général Bourgeois et Laurent Eynac, *Sous-Secrétaire d'Etat*. Discussion des chapitres : Chapitres premier à 7. Adoption. Chapitre 8 : MM. de Lubersac, le Rapporteur et Henry Chéron, *rapporteur général*. Adoption. Chapitres 9 et 10. Adoption. Chapitre 11 : M. de Lubersac. Adoption. Chapitre 12 : MM. le Rapporteur général, de Lubersac et le Sous-Secrétaire d'Etat. Adoption. Chapitre 13 : MM. de Lubersac, le Sous-secrétaire d'Etat, le Rapporteur et Mauger. Adoption. Chapitres 14 à 10. Adoption. Chapitre 20 : MM. de Lubersac et le Rapporteur général. Adoption. Budget extraordinaire : Chapitres A à D. Mémoire. — Marine : Discussion générale : MM. de Lavrignais, Louis Martin, Babin-Chevaye, Dominique Delahaye, Tissier, Henry Bérenger et Guist'hau *Ministre de la Marine*. Discussion des chapitres : Chapitre premier. Réservé. Chapitre 2. Adoption. Chapitre 3. Réservé. Chapitre 4. Adoption. Chapitre 5. Réservé. Chapitres 6 et 7. Adoption. Chapitres 8 et 9. Réservés. Chapitres 10 et 11. Adoption. Chapitre 12 : MM. Le Hars et le Ministre de la Marine. Adoption. Chapitres 13 à 29. Adoption. Chapitre 30. Réservé. Chapitres 31 à 44. Adoption. Chapitre 45 : MM. Louis Martin et le Rapporteur. Adoption. Chapitres 46 à 52. Adoption. Chapitre 53. Réservé. Chapitres 54 à 59. Adoption. Chapitre 60. Réservé. Chapitre 61 à 71. Adoption. Budget extraordinaire : Chapitres A, B, C. Adoption. Chapitre D : MM. Victor Bérard, le Ministre de la Marine et Dominique Delahaye. Adoption. Chapitres E à N. Adoption [2 avril] (A. t. I, p. 530 ; J.O., p. 494). — Etat A (suite) : Marine (chapitres précédemment réservés) : Chapitre premier : MM. Louis Tissier, Guist'hau, *Ministre de la Marine*, et Dominique Delahaye. Adoption. Chapitre 3 : Amendement de M. Tissier : MM. Louis Tissier, Paul Doumer, *Ministre des Finances*; Hervey, Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*, Rejet. Adoption du chapitre 3. Chapitre 5 : Amendement de M. Tissier. Retrait. Adoption du chapitre 5. Chapitre 8 : Amendement de M. Tissier : MM. Louis Tissier, le Ministre de la Marine et Henry Bérenger, *rapporteur*. Rejet. Adoption du chapitre 8. Chapitre 9. Adoption. Chapitre 30 : Amende-

ment de M. Tissier : MM. Louis Tissier et le Rapporteur. Rejet. Adoption du chapitre 30. Chapitre 53 : Amendement de M. Tissier : MM. Louis Tissier, le Ministre de la Marine et le Rapporteur. Retrait. Adoption du chapitre 53. Chapitre 60 : Amendement de M. Tissier : MM. Louis Tissier et le Rapporteur. Retrait. Adoption du chapitre 60. — Finances (chapitres précédemment réservés) : Chapitre 77 : MM. Henry Chéron, *rapporteur général*. Adoption. Chapitre 79 : M. Louis Dausset, *rapporteur*. Adoption. Chapitres 80 et 82. Adoption. Chapitre 84. Réservé. Chapitres 117, 118 et 119. Adoption. — Hygiène (chapitres précédemment réservés) : Observations de MM. Albert Peyronnet, Paul Strauss, Henry Chéron, *rapporteur général*; Reynald, Pottevin, Touron et Charles Deloncle. Chapitre premier. Adoption. Chapitre 14. Réservé. Chapitres 66, 67 et 68. Adoption. Chapitre 69 : M. Paul Strauss. Adoption. Chapitre 70. Adoption. — Travail : Discussion générale : MM. Serre, François-Saint-Maur, Gaston Menier, Charles Deloncle, Dominique Delahaye et Daniel-Vincent, *Ministre du Travail*. Discussion des chapitres : Chapitres premier à 16. Adoption. Chapitre 17 : M. Albert Peyronnet, *rapporteur*. Amendement de M. Paul Strauss. Retrait. Adoption du chapitre 17. Chapitres 18 à 26. Adoption. Chapitre 27 : Amendement de MM. Charles Deloncle, Dausset et plusieurs de leurs collègues. M. le Rapporteur général. Amendement non appuyé. Adoption du chapitre 27. Chapitres 28 à 31. Adoption. Chapitre 32 : MM. Mauger et le Ministre du Travail. Adoption. Chapitres 33 à 48. Adoption. Chapitre 49 : MM. le Rapporteur général et le Ministre du Travail. Adoption. Chapitres 50 à 66 : Adoption. Budget extraordinaire : Chapitre A à B. Adoption. Ravitaillement général : Discussion générale : MM. de Rougé, Paul Doumer, *Ministre des Finances*; Marcel Donon, de Monzie, Paisant, *Sous-Secrétaire d'Etat*; Pierre Codet, le Rapporteur général et Jénouvrier. Chapitres A à E. Adoption. Chapitre F : MM. Machet et le Sous-Secrétaire d'Etat. Adoption. Chapitres G à L. Adoption [4 avril] (A. t. I, p. 563; J.O., p. 523). — Etat A (suite) : Agriculture : Discussion générale : MM. Chauveau, Mando, Léon Roland, de Monzie et Massabuau. Chapitre premier Réservé. Chapitres 2 à 10 : Adoption. Chapitre 11. Réservé. Chapitre 12. Adoption. Chapitre 13 : MM. André Lebert et Marcel Donon. Réservé [5 avril, 1^{re} séance] A. t. I, p. 602; J.O., p. 555). — Affaires étrangères : Discussion générale : MM. Gaston Menier, Etienne Flandin, de Lamarzelle, Jonnart, de Jouvenel, Gaudin de Villaine et Aristide Briand, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères* [5 avril, 2^e séance] (A. t. I, p. 647; J.O., p. 567. — Etat A (suite) : Agriculture (suite) : Chapitre premier (précédemment réservé) : MM. Marcel Donon, Fernand David, *rapporteur*; Louis David, Roustan, Louis Michel, Henry Chéron, *rapporteur général*; Damecour,

Lefebvre du Prey, *Ministre de l'Agriculture* ; Louis Martin, Jean Durand, Bachelet et le Marquis de Marguerie. Adoption. Chapitre 11 (précédemment réservé) : Amendement de M. Donon : MM. Marcel Donon, Paul Doumer, *Ministre des Finances* ; Carrère, Méline et le Rapporteur général. Retrait. Adoption du chapitre 11. Chapitre 13 (précédemment réservé) : Amendement de M. Marcel Donon. Retrait. Adoption du chapitre 13. Chapitre 15. Adoption. Chapitre 16 : MM. Dron, le Rapporteur général, le *Ministre des Finances*, le *Ministre de l'Agriculture et Milliès-Lacroix, Président de la Commission des finances*. Adoption. Chapitres 17 à 26. Adoption. Chapitre 27. Réservé [6 avril, 1^{re} séance] (A. t. I, p. 645 ; J.O., p. 591). — Etat A (suite) : Affaires étrangères (suite) : Discussion générale (suite) : MM. Dominique Delahaye, François Albert, Ribot, de Lamarzelle, Aristide Briand, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères* et d'Estournelles de Constant. Discussion des chapitres : Chapitre premier : M. Victor Bérard. Adoption. Chapitres 2 à 7. Adoption. Chapitre 8 : Amendement de M. Philip : MM. Jean Philip et Paul Doumer, *Ministre des Finances*. Retrait. Adoption du chapitre 8. Chapitres 9 et 10. Adoption. Chapitre 11 : Amendement de M. Gaston Menier : MM. Gaston Menier, Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*, et Lucien Hubert, *rapporteur*. Retrait. Adoption du chapitre 11. Chapitres 12 à 29 bis. Adoption. Chapitre 30 : MM. Chênebenoit et Roustan. Adoption. Chapitres 31 à 40. Adoption. Chapitre 41 bis : M. le Rapporteur. Adoption. Chapitre 42 : MM. le *Ministre des Finances* et Massabuau. Adoption. Chapitres 43 à 52. Adoption. Budget extraordinaire : Chapitres A à D. Adoption. Chapitre E : Amendement de MM. Henri Merlin, Monfeuillart, Chênebenoit, Penancier, Chalamet, Roustan et Loubet : M. Henri Merlin. Retrait. Adoption du chapitre E. Chapitre F : MM. Bouveri et le *Ministre des Finances*. Adoption. Chapitre G : M. le Rapporteur. Amendement de M. Bompard. Amendement de MM. Victor Bérard, Gaston Doumergue, Alexandre Bérard et plusieurs de leurs collègues : MM. Bompard, Victor Bérard, le *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, le Ministre des Finances, Henry Chéron, rapporteur général de la Commission des finances* ; Ribot, Gaston Doumergue, d'Estournelles de Constant, Dominique Delahaye et François-Albert. Adoption, au scrutin, du chapitre G (chiffre de la Commission). Rejet de l'amendement de M. Victor Bérard et ses collègues. Retrait de l'amendement de M. Bompard. Chapitre H. Adoption. Chapitre I : Amendement de M. le Colonel Stuhl : M. le Colonel Stuhl. Adoption. Chapitres J à U. Adoption. [6 avril, 2^e séance] (A. t. I, p. 633 ; J.O., p. 606). — Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Etat A (suite) : Agriculture (suite) : Chapitre 27 : Amendement de MM. Damecour,

Bouctot, de Rougé, Guesnier et plusieurs de leurs collègues : MM. Damecour, Carrère et Henry Chéron, *rapporteur général*. Retrait. Adoption du chapitre 27 modifié. Chapitre 28 : MM. d'Estournelles de Constant, Gaston Menier, Jénouvrier, Beaumont, Jean Durand et Lefebvre du Prey, *Ministre de l'Agriculture*. Amendement de M. Chênebenoit : MM. Chênebenoit, Fernand David, *rapporteur*; Maurice Guesnier, le Rapporteur général, le Colonel Stuhl, Damecour, Paul Doumer, *Ministre des Finances*; Dominique Delahaye, Louis Michel, Mauger et Hervey. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Sur l'article : MM. Gaudin de Villaine, Leneveu et Louis Dausset. Adoption du chapitre 28. Chapitre 29. Adoption. Chapitre 30 : Amendement de MM. de Rougé, Goy, Carrère, Marsot et plusieurs de leurs collègues : MM. le Rapporteur général, de Rougé, Jules Méline, André Lebert, le Ministre de l'Agriculture, Guilloteaux, Gaston Menier, Mazurier, le Ministre des Finances et Duchein. Retrait. Adoption du chapitre 30 (nouveau libellé). Chapitre 31. Adoption. Chapitre 32 : M. Louis Martin. Adoption. Chapitres 33 à 37. Adoption. Chapitre 38 : M. Alfred Brard. Mémoire. Chapitres 39 à 44. Adoption. Chapitre 45 : Amendement de MM. Gourju, Roustan, Beaumont, Pajot et plusieurs de leurs collègues : MM. Gourju, Roustan, le Ministre des Finances et Pajot. Retrait. Adoption du chapitre 45. Chapitres 46 à 56. Adoption. Chapitre 57 : M. Jean Durand. Adoption. Chapitres 58 à 62. Adoption. Chapitre 63 : MM. Gaudin de Villaine et Puis, *Sous-Secrétaire d'Etat*. Adoption. Chapitres 64 à 68. Adoption. Chapitre 69 : Amendement de MM. Damecour, Carrère, Royneau et Louis Michel. Retrait. Adoption du chapitre 69. Chapitres 70 à 74. Adoption. Chapitre 75 : Amendement de M. Damecour : M. le Rapporteur général. Adoption. Chapitres 76 et 77. Adoption. Renvoi de la suite de la discussion à la séance de l'après-midi [7 avril, 1^{re} séance] (A. t. I, p. 698; J.O., p. 636). Chapitre 78 : MM. Leneveu, Puis, *Sous-Secrétaire d'Etat*; Damecour et Mando. Adoption. Chapitres 79 à 82. Adoption. Chapitre 83 : M. Louis Michel et Chéron, *rapporteur général*. Adoption. Chapitre 84 : Adoption. Chapitre 85 : Amendement de MM. Machet, Milan, Mollard et Clémentel : MM. Machet, le Rapporteur général, Alfred Brard, Paul Doumer, *Ministre des Finances*, et le *Sous-Secrétaire d'Etat*. Scrutin. Pointage. Rejet. Adoption du chapitre 85. Chapitre 86 : Amendement de MM. Vayssière, Chastenet, Courrégelongue, Louis David et plusieurs de leurs collègues : MM. le Rapporteur général, Vayssière, le *Sous-Secrétaire d'Etat*, Gaston Doumergue, le Général Bourgeois et Gourju. Retrait. Adoption du chapitre 86. Chapitres 87 à 89. Adoption. Chapitre 100 : Amendement de M. Bonniard : MM. Bonniard, le Rapporteur général, Tissier et le *Sous-Secrétaire d'Etat*. Chapitre réservé. Chapitres 101 à 103. Adoption.

Chapitre 104 : Amendement de M. Louis Michel. Adoption. Adoption du chapitre 104 modifié. Chapitre 105 : Amendement de MM. Machet, Milan et Mollard : MM. Machet, le Rapporteur général, Pédebidou, Fernand Merlin, Pierre Berger, Louis Martin et le Sous-Secrétaire d'Etat. Retrait. Adoption du chapitre 105 modifié. Chapitres 106 et 107. Adoption. Chapitre 108 : Amendement de M. Léon Perrier : MM. Léon Perrier, le Rapporteur général et le Ministre des Finances. Retrait. Adoption du chapitre 108 modifié. Chapitre 109 : M. Gaston Menier. Adoption. Chapitres 110 à 112. Adoption. Chapitre 113 : Amendement de M. Beaumont : MM. Beaumont, Fernand David, *rapporteur*; le Sous-Secrétaire d'Etat et le Rapporteur général. Rejet. Adoption du chapitre 113. Chapitres 114 à 117. Adoption. Budget extraordinaire : Adoption de tous les chapitres (A à N). — Colonies : Discussion générale : MM. Gaudin de Villaine, Albert Sarraut, *Ministre des Colonies*; Henry Bérenger, Lucien Hubert, Jean Morel, *rapporteur*, et Gourju. Discussion des chapitres : Chapitres premier à 16. Adoption. Chapitre 17 : M. Schrameck. Adoption. Chapitres 18 à 49. Adoption. Chapitre 50 : M. le Rapporteur. Adoption. Chapitres 51 à 53. Adoption. Chapitre 54 : MM. Lucien Hubert, le Président et Dominique Delahaye. Adoption. Chapitres 55 à 80. Adoption. Chapitre 81 : MM. Guillois et le Ministre des Colonies. Adoption. Chapitres 82 à 87. Adoption. Budget extraordinaire : Adoption de tous les chapitres (A à L). — Chemin de fer et Port de la Réunion : Adoption de tous les chapitres. — Guerre : Discussion générale : MM. Albert Lebrun, de Lamarzelle, Cazals, Victor Bérard, François-Saint-Maur, Mauger, Louis Barthou, *Ministre de la Guerre*, et François-Albert. Chapitres premier à 5. Adoption [7 avril, 2^e séance] (A. t. I, p. 720; J.O. p. 652). Chapitre 6 : Amendement de M. le Général Bourgeois : MM. le Général Bourgeois, le Général Taufflieb, le Colonel Stuhl, Louis Barthou, *Ministre de la Guerre*, et Henry Chéron, *rapporteur général*. Retrait. Adoption du chapitre 6. Chapitre 7 à 14. Adoption. Chapitre 15 : MM. de Lubersac, le Ministre de la Guerre, le Président et le Général Taufflieb. Réservé. Chapitres 16 à 32. Adoption. Chapitre 33 : MM. Brager de La Ville-Moysan, André Lebert, le Ministre de la Guerre et de Landemont. Adoption. Chapitre 34. Adoption. Chapitre 35 : MM. le Général Bourgeois, le Rapporteur général et le Ministre de la Guerre. Adoption. Chapitres 36 et 37. Adoption. Chapitre 38 : MM. Trouvé, le Rapporteur général et le Ministre de la Guerre. Adoption. Chapitres 39 et 40. Adoption. Chapitre 41 : MM. Mauger et le Ministre de la Guerre. Adoption. Chapitre 42 : MM. le Général Taufflieb et le Ministre de la Guerre. Adoption. Chapitres 43 à 48. Adoption. Chapitre 49 : MM. de Lubersac, le Ministre de la Guerre et Albert Lebrun, *rapporteur*. Adoption. Chapi-

tres 50 à 58. Adoption. Chapitre 59 : MM. Fernand Merlin, Paul Doumer, *Ministre des Finances*, et le *Ministre de la Guerre*. Adoption. Chapitre 60 : MM. François-Saint-Maur, le *Ministre de la Guerre*, Bouveri, Leneveu, Guillois. Adoption. Chapitres 61 à 144. Adoption. Chapitre 145 : MM. de Lubersac, le *Ministre de la Guerre*, Mauger, le *Rapporteur général* et Hervey. Adoption. Chapitres 146 à 154. Adoption. Chapitre 155 : MM. Albert Lebrun, *rapporteur*; Louis Martin et le *Rapporteur général*. Adoption. Chapitres 156 à 211. Adoption. Budget extraordinaire : Chapitres E 1 à E 9. Adoption. Chapitre E 10 : MM. Georges Berthoulat et le *Ministre de la Guerre*. Adoption. Chapitres E 11 à E 13. Adoption. Chapitre E 14 : MM. André Lebert et le *Ministre de la Guerre*. Adoption. Chapitres E 15 à E 31, Adoption. Chapitre E 32 : MM. le *Rapporteur général* et le *Ministre des Finances*, Réservé. Chapitres E 33 à E 36. Adoption. — Poudres : Chapitre premier : MM. Pottevin, le *Ministre de la Guerre*, le *Ministre des Finances* et Marcel Donon. Adoption. Chapitres 2 à 33. Adoption. [8 avril, 1^{re} séance] (A. t. I, p. 754; J.O., p. 684). — M. Jossot dépose l'avis de la Commission de l'enseignement sur les articles 53 à 60 du budget de l'exercice 1921 [8 avril, 2^e séance] A. t. I. p. 754; J.O., p. 705 : I. n° 239). — Etat A (suite) : Chemins de fer de l'Etat : Discussion générale : MM. Jeanneney, *rapporteur*; Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics*; Louis Soulié, Marcel Régnier, Charpentier et le Général Taufflieb. Discussion des chapitres : Chapitre premier : M. le *Rapporteur*. Adoption. Chapitre 2. Adoption. Chapitre 3 : MM. André Lebert et le *Ministre des Travaux publics*. Adoption. Chapitres 4 à 33. Adoption. — Chemins de fer : Chapitres 90, 91 et 91 bis (précédemment réservés). Adoption. — Postes et Télégraphes : Discussion générale : MM. Paul Pelisse, *rapporteur*; Pasquet, Guillaume Poulle, Cadilhon, Gourju, Jénouvrier, Guillaume Chastenet et Paul Laffont, *Sous-Secrétaire d'Etat*. — Proposition de résolution : MM. Antony Ratier, Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*, et Busson Billault. Ajournement du renvoi à une Commission [8 avril, 2^e séance] (A. t. I, p. 781; J.O., p. 705). — M. François-Albert dépose un avis de la Commission de l'enseignement sur les articles 53 à 60 du budget de l'exercice 1921 (Traitements du personnel de l'enseignement secondaire, I. n° 240). — M. Léon Perrier dépose l'avis de la Commission de l'enseignement sur les articles 53 à 60 du budget de l'exercice 1921 (Traitements de l'enseignement supérieur, I. n° 251) — M. Cuminal dépose l'avis de la Commission de l'enseignement sur les articles 53 à 60 du budget de l'exercice 1921 (Traitements de l'enseignement technique, I. n° 242) [8 avril, 2^e séance] (A. t. I, p. 809; J.O., p. 727). — Etat A (suite) : Guerre : Chapitre E 32 (précédemment réservé) : MM. Louis Barthou, *Ministre de la Guerre*; Victor

Bérard, Dominique Delahaye et Henry Chéron, *rapporteur général*. Adoption. — Postes et Télégraphes : Discussion générale (suite) : MM. Paul Laffont, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Postes et Télégraphes* ; Gustave Lhopiteau, Serre, de Lubersac, Guillaume Poulle, le Rapporteur général et Antony Ratier. Proposition de résolution de M. Guillaume Poulle. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes. — Reprise de la discussion générale : MM. Bouctot, Jean Durand, le Sous-Secrétaire d'Etat, Sabaterie et Ernest Cauvin. Discussion des chapitres : Chapitre premier : Amendement de M. Serre : MM. Serre et Paul Pelisse, *rapporteur*. Retrait. Amendement de MM. Roustan, Pasquet et Guillaume Poulle : MM. Roustan, le Sous-Secrétaire d'Etat et Pasquet. Retrait. Adoption du chapitre premier. Chapitre 2 : Amendement de MM. Serre et Roustan. Retrait. Adoption du chapitre 2. Chapitres 3 à 10. Adoption. Chapitre 11 : MM. Pasquet, de Selves, le Sous-Secrétaire d'Etat. Adoption. Chapitres 12 à 14. Adoption. Chapitre 15 : Amendement de M. Serre : MM. Serre, le Rapporteur et le Rapporteur général. Rejet. Amendement de M. Roustan : M. Roustan. Retrait. Sur le chapitre : MM. Pasquet, Mauger, Gallet, Ernest Cauvin, Jénouvrier, le rapporteur général et le Sous-Secrétaire d'Etat. Adoption. Chapitre 16. Adoption. Chapitre 17 : Amendement de M. Serre. Retrait. Sur l'article : MM. Daudé, Cuminal, Louis Martin, le Sous-Secrétaire d'Etat. Adoption du chapitre 17. Chapitres 18 et 19. Adoption. Chapitre 20 : Amendement de M. Philip : MM. Jean Philip et le Rapporteur général. Retrait. Adoption du chapitre 20. Chapitres 21 et 22. Adoption. Chapitre 23 : Amendement de M. Serre : MM. Serre, le Rapporteur général, Le Hars, Paul Doumer, *Ministre des Finances*, et le Sous-Secrétaire d'Etat. Retrait. Adoption du chapitre 23. Chapitre 24. Adoption. Chapitre 25 : Amendement de M. Brard : MM. Alfred Brard, le Rapporteur général et le Sous-Secrétaire d'Etat. Retrait. Adoption du chapitre 25. Chapitre 26. Adoption. Chapitre 27 : Amendement de MM. Roustan, Victor Bérard, Milan, Cuminal et plusieurs de leurs collègues : MM. Victor Bérard, le Rapporteur général, le Sous-Secrétaire d'Etat et le *Ministre des Finances*. Retrait. Adoption du chapitre 27. Chapitre 28 : Amendement de M. Roustan : MM. Roustan et le Rapporteur. Retrait. Adoption du chapitre 28. Chapitre 29. Adoption. Chapitre 30 : Amendement de M. Philip : MM. Jean Philip et le Rapporteur général. Retrait. Adoption du chapitre 30. Chapitre 31 : Amendement de M. Machet : MM. Machet, le Rapporteur général et le Sous-Secrétaire d'Etat. Retrait. Adoption du chapitre 31. Chapitre 32 : Amendement de M. Serre : MM. Serre et le Rapporteur général. Retrait. Adoption du chapitre 32. Chapitres 33 à 36. Adoption. Chapitre 37 :

Amendement de M. Serre : M. le Rapporteur général. Retrait. Adoption du chapitre 37. Chapitre 38 : M. Pasquet. Adoption. Chapitre 39 à 85. Adoption. Budget extraordinaire : Adoption de tous les chapitres (A à D). — Caisse nationale d'épargne : Adoption de tous les chapitres (1^{er} à 22) [9 avril] (A. t. I, p. 813; J.O., p. 732). — M. Henry Chéron dépose un rapport (Loi de finances) [9 avril] (A. t. I, p. 842; J.O., p. 756; I. n° 246). — M. Humblot dépose l'avis de la Commission de l'enseignement (Traitements du personnel de l'enseignement des Beaux-Arts, I. n° 249) [11 avril] (A. t. I, p. 844; J.O., p. 759). — Etat A (suite) : Justice : Discussion générale : MM. Jénouvrier, *rapporteur*; Louis Martin, Chênebenoit, Pierre Berger, Paul Doumer, *Ministre des Finances*; Louis David, Busson Billault, Guillaume Chastenet, Dominique Delahaye et Bonnevey, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Discussion des chapitres : Chapitres premier à 6. Adoption. Chapitre 7 : Amendement de M. Joseph Reynaud : MM. Joseph Reynaud, le Rapporteur et Henry Chéron, *rapporteur général*. Retrait. Adoption du chapitre 7. Chapitres 8 à 21. Adoption. Chapitre 22 : MM. Magny, Louis Martin, le Garde des Sceaux, le Rapporteur général et Gaudin de Villaine. Adoption. Chapitres 23 à 33. Adoption. Chapitre 33 bis : MM. Vieu et le Rapporteur général. Réservé. Chapitres 34 à 38. Adoption. Budget extraordinaire : Adoption de tous les chapitres (A à F). — Ecole centrale : Adoption des chapitres (1^{er} à 5). — Services pénitentiaires : Discussion générale : MM. Jénouvrier et Bonnevey, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Discussion des chapitres : Chapitres premier à 4. Adoption. Chapitre 5 : MM. Deloncle et Dautresme, *directeur de l'Administration pénitentiaire, commissaire du Gouvernement*. Adoption. Chapitres 6 à 8. Adoption. Chapitre 9 : MM. Le Hars, le Rapporteur général et le Ministre des Finances. Adoption. Chapitres 10 à 30. Adoption. Budget extraordinaire : Adoption des chapitres (A à D). — Travaux publics : Chapitres premier, 5 et 7 (précédemment réservés). Adoption. — Ports, Marine marchande et Pêches : Chapitre 4 (précédemment réservé) : MM. le Rapporteur général et Roustan. Adoption. — Hygiène : Chapitre 14 (précédemment réservé) : MM. le Rapporteur général et Paul Strauss. Adoption. — Finances : Chapitre 84 (précédemment réservé) : M. le Rapporteur général. Adoption. — Agriculture : Chapitre 100 (précédemment réservé) : M. le Rapporteur général. Adoption [11 avril] (A. t. I, p. 843; J.O., p. 760). — Beaux-Arts : Discussion générale : M. Guillaume Chastenet. Discussion des chapitres : Chapitres premier à 3. Adoption. Chapitre 4 : Amendement de M. Humblot : MM. Emile Humblot, Henry Chéron, *rapporteur général*, et Léon Bérard, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*. Retrait. Adoption du chapitre 4 modifié. Chapitres 5 à 14. Adoption.

Chapitre 15 : Amendement de M. Humblot. Retrait. Adoption du chapitre 15. Chapitre 16 : Sur les chapitres 16, 17, 18 et 19 : MM. Victor Bérard, le Rapporteur général et Paul Doumer, *Ministre des Finances*. Amendement de M. Humblot : M. Emile Humblot. Chapitre 16 et amendement réservés. Observations de MM. Mauger, Paul Strauss et le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Chapitres 17 à 19. Adoption. Chapitre 20 : Amendement de M. Humblot : MM. Emile Humblot et le Rapporteur général. Retrait. Adoption du chapitre 20. Chapitres 21 à 24. Adoption. Chapitre 25 : MM. Gaudin de Villaine, le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, Victor Bérard et Paul Strauss. Adoption. Chapitres 26 à 29. Adoption. Chapitre 30 : Amendement de M. Humblot : MM. Emile Humblot, le Rapporteur général, Victor Bérard, le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et Millières-Lacroix, *Président de la Commission des finances*. Retrait. Adoption du chapitre 30. Chapitres 31 à 59. Adoption. Chapitre 60 : MM. Victor Bérard, le Rapporteur général et le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts ; Adoption. Chapitre 61 : MM. Gaudin de Villaine, le Rapporteur, Paul Strauss, le Ministre des Finances, Dominique Delahaye, Victor Bérard et le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Adoption. Chapitres 62 à 76. Adoption. Chapitre 77 : MM. Gaudin de Villaine et le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Adoption. Chapitres 78 à 84. Adoption. Chapitre 85 : Amendement de M. Humblot : MM. Emile Humblot, le Ministre des Finances, Victor Bérard, Lafferre, le Président de la Commission des finances, le Général Hirschauer, Morand, le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, Honnorat et le Rapporteur général. Chapitres 85, 86 et 87. Réservés. Chapitres 88 à 91. Adoption. Chapitre 92 : Amendement de M. Honnorat : M. André Honnorat. Adoption. Adoption du chapitre 92 modifié. Chapitres 93 à 95. Adoption. Chapitre 96 : MM. Georges Berthoulat, le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, le Général Hirschauer et le Ministre des Finances. Adoption. Chapitres 97 à 101. Adoption. Chapitre 102 : MM. le Général Hirschauer, Gaston Menier, le Rapporteur et le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Adoption. Chapitres 103 à 119. Adoption. Budget extraordinaire : Adoption des chapitres A à D [12 avril, 1^{re} séance] (A. t. I, p. 872; J. O., p. 784). — Loi de finances : Article 34 : Amendement de M. Jean Philip, Machet, Pajot et plusieurs de leurs collègues : MM. Jean Philip, Victor Bérard, Henry Chéron, *rapporteur général*. Retrait. Adoption de l'article 34. Article 56 : Amendement de MM. Mauger, J.-L. Breton, Bouveri et plusieurs de leurs collègues : MM. le Rapporteur général, Paul Doumer, *Ministre des Finances*; Léon Bérard, *Ministre de l'Instruction publique et des*

Beaux-Arts; René Besnard, Victor Bérard et Mauger. Retrait [12 avril, 2^e séance] (A. t. I, p. 897; J. O., p. 802). Article 56 (suite) : Amendement de MM. Jossot, Victor Bérard, Léon Perrier, François-Albert, Cuminal et Humblot : MM. Jossot, Lafferre, Dominique Delahaye, Roustan, Gaston Doumergue et Cuminal [13 avril, 1^{re} séance] (A. t. I, p. 919; J. O., p. 819). Article 56 (suite) : Amendement de MM. Jossot, Victor Bérard, Léon Perrier, François-Albert, Cuminal et Humblot (suite) : MM. Léon Perrier, Honnorat, Paul Strauss, Duplantier, Labrousse, François-Albert, Henry Chéron, *rapporteur général*; Pottevin, Victor Bérard, *président de la Commission de l'enseignement*; Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*; Léon Bérard, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*. Renvoi de l'article et des amendements à la Commission. Suspension et reprise de la séance. Observation de M. Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances* [13 avril, 2^e séance] (A. t. I, p. 933; J. O., p. 830). Article 56. Nouvelle rédaction (suite) : MM. Henry Chéron, *rapporteur général*; Victor Bérard, *président de la Commission de l'enseignement*; Paul Doumer, *Ministre des Finances*; Jénouvrier, Gaudin de Villaine, François-Saint-Maur et Brager de la Ville-Moysan. Amendement de MM. Jossot, Victor Bérard, Léon Perrier, François-Albert, Cuminal et Humblot. Sur l'article : MM. François-Albert, le *Ministre des Finances*, le *Rapporteur général* et Léon Bérard, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*. Vote sur l'amendement de M. Jossot et plusieurs de ses collègues. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Sur le texte de l'article 56 : MM. Gaston Doumergue, Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*, et Mauger. Adoption, au scrutin, de l'article 56. Amendement de MM. Carrère, Méline et plusieurs de leurs collègues : M. Carrère. Renvoi à la Commission des finances. Amendement de MM. Bouveri et Fourment : MM. Bouveri et le *Ministre de l'Instruction publique*. Retrait. — Etat A : Instruction publique : Discussion générale : MM. de Lamarzelle, Pottevin, Vayssière, Roustan et François-Saint-Maur. Renvoi de la suite de la discussion à une séance ultérieure. — Enseignement technique : Discussion générale : MM. Cuminal, Bouveri, Dominique Delahaye et Gaston Vidal, *Sous-Secrétaire d'Etat*. Discussion des chapitres : Chapitre premier : MM. le *Rapporteur*, Victor Bérard, le *Sous-Secrétaire d'Etat*, Paul Doumer, *Ministre des Finances*, et Henry Chéron, *rapporteur général*. Adoption. Chapitre 2 : MM. le *Sous-Secrétaire d'Etat* et le *Rapporteur général*. Adoption. Chapitres 3 à 10. Adoption. Chapitre 11 : MM. François-Albert, le *Sous-Secrétaire d'Etat* et Tissier. Amendement de MM. Cuminal, Clémentel et plusieurs de leurs collègues : MM. Cuminal et le *Rapporteur général*. Retrait. Adoption du chapitre 11. Chapitres 12 à 18. Adoption. Chapi-

tre 19 : Amendement de MM. Mauger, J.-L. Breton et Pajot : MM. Mauger et le Sous-Secrétaire d'Etat. Retrait. Adoption du chapitre 19. Chapitres 20 à 22. Adoption. Chapitre 23 : Amendement de MM. Goy et Gallet : MM. Goy et le Rapporteur général. Retrait. Adoption du chapitre 23. Chapitre 24. Adoption. Chapitre 25 : Amendement de M. Pasquet : M. le Rapporteur général. Retrait. Adoption du chapitre 25. Chapitre 26. Adoption. Chapitre 27 : Amendement de M. Bergeon : MM. le Sous-Secrétaire d'Etat, Schrameck, *rapporteur*, et le Rapporteur général. Retrait. Chapitres 28 et 29. Adoption. Chapitre 30 : Amendement de MM. Cuminal, Clémentel et plusieurs de leurs collègues : MM. Cuminal et le Sous-Secrétaire d'Etat. Retrait. Adoption du chapitre 30. Chapitres 31 à 33. Adoption. Chapitre 34 : MM. le Sous-Secrétaire d'Etat, Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*, et Clémentel. Adoption. Chapitre 35 (de la Chambre des Députés) : Amendement de MM. Goy et le Général Bourgeois : MM. le Général Bourgeois, le Rapporteur général, Goy, Tissier et Clémentel. Adoption (sous le n° chapitre 34 bis). Chapitres 35 et 36. Adoption. Chapitre 37 : Amendement de MM. Cuminal, Clémentel, Fernand David et plusieurs de leurs collègues : MM. le Sous-Secrétaire d'Etat et Cuminal. Retrait. Adoption du chapitre 37. Chapitres 38 à 40. Adoption. Chapitre 40 bis (nouveau) : M. le Rapporteur général. Adoption. Chapitres 41 à 44. Mémoire. Budget extraordinaire : Adoption de tous les chapitres (A à F) [14 avril] (A. t. I, p. 946; J.O., p. 842). — Observation de M. Henry Cheron, *rapporteur général*. — Etat A (suite) : Instruction publique Discussion générale (suite). M. Schrameck, *rapporteur*. Discussion des chapitres : Chapitres premier à 9. Adoption. Chapitre 10 : Amendement de MM. Mauger, Breton, Bouveri et plusieurs de leurs collègues : M. Mauger. Retrait. Adoption du chapitre 10. Chapitre 11. Adoption. Chapitre 12 : Amendement de M. Perrier : M. Léon Perrier. Retrait. Adoption du chapitre 12. Chapitres 13 à 20. Adoption. Chapitre 21 : MM. le Général Hirschauer, le Rapporteur général Léon Berard, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*; Jénouvrier, le Général Bourgeois et Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*. Amendement de MM. le Général Bourgeois et le Général Hirschauer. Chapitre 21 : Réservé. Chapitre 22. Adoption. Chapitre 23 : MM. Léon Perrier, Victor Bérard, le Ministre de l'Instruction publique et Laboulbène. Adoption. Chapitre 24. Adoption. Chapitres 25 et 26. Réservés. Chapitres 27 à 29. Adoption. Chapitre 30 : MM. Victor Bérard et le Rapporteur général. Adoption. Chapitres 31 à 33. Adoption. Amendement de MM. Goy et François-Albert : MM. Goy, le Rapporteur général, le Ministre de l'Instruction publique et Léon Perrier. Adoption. Adoption du chapitre sous le n° 33 bis. Chapitre 34 :

MM. Léon Perrier et Coville, *directeur de l'enseignement supérieur, commissaire du Gouvernement*. Adoption. Chapitre 35 : MM. Victor Bérard, le Rapporteur, Honnorat, le Président de la Commission, Pottevin, le Rapporteur général et le Ministre de l'Instruction publique. Adoption. Chapitres 36 à 55. Adoption. Chapitre 56 : M. Louis Martin. Réservé. Chapitre 57. Adoption. Chapitre 58 : Amendement de MM. Goy et Lafferre : MM. Goy, Le Rapporteur général, Léon Perrier, le Ministre de l'Instruction publique et le Rapporteur. Adoption. Adoption du chapitre 58 modifié. Chapitres 59 à 62. Adoption. Chapitres 63, 64 et 65. Réservés. Chapitre 66 : Amendement de MM. le Général Bourgeois et Goy : MM. le Général Bourgeois, le Rapporteur général et le Ministre de l'Instruction publique. Retrait. Adoption du chapitre 66. Chapitres 67 à 82. Adoption. Chapitre 83 : MM. Victor Bérard et le Président de la Commission des finances. Adoption. Chapitres 84 à 88. Adoption. Chapitre 89 : MM. Victor Bérard, le Rapporteur général et le Ministre de l'Instruction publique. Adoption. Chapitres 90 à 93. Adoption. Chapitre 94 : MM. le Général Hirschauer, le Ministre de l'Instruction publique et Jénouvrier. Adoption. Chapitres 95 à 104. Adoption. Chapitre 105 : Amendement de MM. Pottevin, Mauger, Breton et un grand nombre de leurs collègues : MM. Louis Tissier et le Rapporteur général. Chapitre réservé. Chapitres 106 à 108. Adoption. Chapitre 109 : M. le Ministre de l'Instruction publique. Adoption. Chapitre 110. Adoption. Chapitre 111 : MM. Duplantier, Jénouvrier et le Ministre de l'Instruction publique. Adoption. Chapitre 112 : MM. Roustan et le Rapporteur général. Réservé. Chapitres 113 et 114. Adoption. Chapitre 115 : MM. Roustan et Louis Martin. Adoption. Chapitre 116 : Amendement de M. François-Albert : MM. François-Albert et le Rapporteur général. Adoption. Adoption du chapitre 116. Chapitre 117 : M. Roustan. Adoption. Chapitre 118 : Amendement de M. François-Albert. Adoption. Sur l'article : MM. Roustan et Bellin, *directeur de l'enseignement secondaire, commissaire du Gouvernement*. Adoption du chapitre 118 modifié. Chapitres 119 à 122. Adoption. Chapitre 123. Réservé. Chapitres 124 à 128. Adoption [15 avril, 1^{re} séance] (A. t. I, p. 977; J.O., p. 870). — Instruction publique (suite) : Chapitre 129 : Amendement de MM. de Lamarzelle, de Lavrignais, de Landemont et plusieurs de leurs collègues; premier amendement de MM. Dominique Delahaye et Jules Delahaye; deuxième amendement de MM. Dominique Delahaye et Jules Delahaye : MM. de Lamarzelle, Léon Bérard, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*; Henry Chéron, *rapporteur général*; Jénouvrier et Coignet. Rejet, au scrutin, de l'amendement de M. de Lamarzelle et de ses collègues. MM. Dominique Delahaye et le

Ministre de l'Instruction publique. Rejet, au scrutin, du premier amendement de MM. Dominique Delahaye et Jules Delahaye. M. Dominique Delahaye. Rejet du deuxième amendement de MM. Dominique et Jules Delahaye. Adoption du chapitre 129. Chapitres 130 et 131. Adoption. Chapitre 132 : Amendement de M. Roustan : MM. Roustan et Schrameck, *rapporteur*. Retrait. Adoption du chapitre 132. Chapitres 133 à 148. Adoption. Chapitre 149 : Amendement de MM. Bouveri et Fourment. Retrait. Adoption du chapitre 149. Chapitres 150 et 151. Adoption. Chapitre 152 : Amendement de M. François-Saint-Maur : MM. François-Saint-Maur, le Ministre de l'Instruction publique et Mauger. Retrait. Sur le chapitre : MM. de Lamarzelle, le Ministre de l'Instruction publique, Roustan, Louis Soulié et Louis Martin. Adoption du chapitre 152. Chapitre 152 bis : Amendement de M. Ruffier. Retrait. Sur le chapitre : MM. Duquaire et le Ministre de l'Instruction publique. Adoption du chapitre 152 bis. Chapitres 153 à 156. Adoption. Chapitre 157 : M. Fernand Merlin. Adoption. Chapitres 158 et 159. Adoption. Chapitre 160 : MM. Fernand Merlin et le Ministre de l'Instruction publique. Adoption. Chapitres 161 à 170 : Adoption. Chapitre 170 bis : Amendement de MM. Lebrun, Louis Michel et Michaut : MM. Albert Lebrun, le Rapporteur général et Guillaume Poulle. Retrait. Adoption du chapitre 170 bis. Chapitres 171 à 175. Chapitre 175 bis (nouveau) : M. le Rapporteur général. Adoption. Chapitres 176 à 179. Mémoire. Budget extraordinaire : Adoption de tous les chapitres (A à G). — Légion d'honneur. Adoption de tous les chapitres (1^{er} à 24). — Instruction publique : Chapitres 21 à 25 (précédemment réservés). Adoption. Chapitre 26 (précédemment réservé) : Amendement de M. Goy : MM. Goy et le Rapporteur général. Rejet. Adoption du chapitre 26. Chapitres 56, 63, 65 (précédemment réservés). Adoption. Chapitre 105 (précédemment réservé) : MM. le Rapporteur général, Louis Tissier et J.-L. Breton. Adoption. Chapitre 112 (précédemment réservé). Adoption. Chapitre 123 (précédemment réservé) : Amendement de M. Mauger. Retrait. Adoption du chapitre 123. — Guerre : Chapitre 15 (précédemment réservé) : MM. le Rapporteur général, le Colonel Stuhl et Hervey. Adoption. — Beaux-Arts : Chapitre 16 (précédemment réservé) : MM. Guillaume Chastenet, *rapporteur*, et le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Adoption. Chapitres 85, 86, 87 et 88. Adoption. — Loi de finances : Article 50 (nouvelle rédaction) : MM. Jénouvrier, *rapporteur*; Bonnevey, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*; Pierre Berger, Gourju, Louis Tissier, Dominique Delahaye, Guillaume Poulle, Guillaume Chastenet, Paul Doumer, *Ministre des Finances*; Louis Martin, le Président de la Commission des finances et Antony Ratier. Adoption. — Etat A : Justice : Chapitre 33 bis (précédemment

réservé), Adoption [15 avril, 2^e séance] (A. t. I, p. 1001 ; J.O., p. 889). — Loi de finances (suite) : Observation de M. Henry Chéron, *rapporteur général de la Commission des finances*. Article 47 (nouvelle rédaction). Adoption. Article 2 : Amendement de M. le Colonel Stuhl : MM. le Colonel Stuhl, Paul Doumer, *Minist. e des Finances*, le Rapporteur général et Brager de La Ville Moysan. Rejet. Adoption de l'article 2. Amendement de MM. Dausset, Cornet, Machet et plusieurs de leurs collègues : MM. Louis Dausset, le Rapporteur général de la Commission des finances, le Ministre des Finances, Blaignan, Brager de La Ville-Moysan et le Colonel Stuhl. Renvoi à la Commission. Article 3 : MM. Damecour, et Baudouin-Bugnet, *directeur général des contributions directes, commissaire du Gouvernement*. Adoption. Amendement de MM. Dominique Delahaye et Jules Delahaye : MM. Dominique Delahaye et le Rapporteur général. Rejet, Articles 4 et 5. Adoption. Amendement de M. Chanal. Non appuyé. Amendement de MM. Guillo-teaux, Brindeau, Dudouyt et plusieurs de leurs collègues : MM. Guil-loteaux, le Rapporteur général, le Ministre des Finances et Roustan. Retrait. Amendement de M. André Lebert : MM. André Lebert et le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission. Amendement de M. Lémery : MM. Lémery, le Rapporteur général et Jénouvrier. Adop-tion de l'amendement modifié (sous le n^o article 5 bis). Amendement de MM. Chastenet, Courrégelongue, Louis David, Buhan et Vayssièrè : MM. Guillaume Chastenet, le Ministre des Finances, Hervey, Jénou-vrier, Guillier, le Rapporteur général, Massabuau, Dominique De-lahaye, Damecour, Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*, et Mauger. Renvoi à la Commission. Amendement de MM. Jénouvrier, Brager de La Ville-Moysan, Porteu, Garnier et de Las Cases. Retrait. Articles 6 et 7. Adoption. Article 8 : Amendement de M. Gouge : M. le Rapporteur général. Amendement non appuyé. Article 9. Amendement de MM. Pasquet, Clémentel, Babin-Chevaye et plusieurs de leurs collègues : MM. Mauger et le Rapporteur général. Renvoi à la Commission. Amendement de MM. Pasquet, Clémentel, Babin-Chevaye et plusieurs de leurs collègues : M. le Rapporteur gé-néral. Renvoi à la Commission. Amendement de MM. Pasquet, Clé-mentel, Babin-Chevaye et plusieurs de leurs collègues : M. le Rappor-teur général. Renvoi à la Commission. Disposition additionnelle de M. Pasquet. Renvoi à la Commission. Article 10 : MM. Henri Cos-nier et le Ministre des Finances. Adoption. Articles 11 à 17. Adoption. Article 18 : MM. Victor Bérard et le Président de la Commission. Adoption. Articles 19 et 20. Adoption. Article 21 : Amendement de M. Massabuau : M. Massabuau. Retrait [16 avril, 1^{re} séance] (A. t. I, p. 1041 ; J.O., p. 922). — Loi de finances (suite) : Article 21 : MM. Guil-

laume Poule et Paul Doumer, *Ministre des Finances*. Adoption. Article 22. Adoption. Articles 23, 24 et 25. Réservés. Article 26 : Adoption. Article 27. Réservé. Article 28. Adoption. Article 29 : MM. le Ministre des Finances et le Rapporteur général. Adoption. Article 30. Adoption. Article 31 : MM. le Ministre des Finances et le Rapporteur général. Adoption. Article 32 : MM. le Rapporteur général et le Ministre des Finances. Adoption. Article 33 : MM. le Ministre des Finances, le Rapporteur général, le Président de la Commission des finances, Paul Strauss, Léon Perrier, Alexandre Berard et de Monzie. Adoption (par rejet, au scrutin, de la disjonction). Article 34. Précédemment adopté. Article 35 : MM. le Ministre des Finances, le Président de la Commission et Massabuau. Adoption. Article 36 : Amendement de M. Massabuau : MM. Massabuau, Louis Tissier et le Président de la Commission. Retrait. Adoption de l'article 36. Article 37 (nouvelle rédaction). Amendement de M. Louis Dausset : MM. Louis Dausset et le Ministre des Finances. Retrait. Adoption de l'article 37. Article 38 : M. le Ministre des Finances. Adoption. Article 39 : MM. le Rapporteur général et le Ministre des Finances. Adoption. Amendement de M. Chalamet (non appuyé) : MM. le Ministre des Finances et le Rapporteur général. Article 40 : M. le Rapporteur général. Adoption de l'article 40 modifié. Amendement de M. Mauger : MM. Mauger, le Ministre des Finances et le Rapporteur général. Renvoi à la Commission des finances. Articles 41 et 42. Adoption. Amendement de M. Pasquet : MM. Schrameck, le Ministre des Finances et le Rapporteur général. Retrait. Articles 43 à 45. Adoption. Article 46 : MM. de Monzie, le Ministre des Finances, Hervey, François-Marsal, Dominique Delahaye et le Président de la Commission. Adoption. Article 47. Précédemment adopté. Articles 48 et 49. Adoption. Article 50. Précédemment adopté. Article 51. Adoption. Article 42 (de la Chambre des Députés). Rejet. Articles 43 à 49 (de la Chambre des Députés) : MM. Pierre Marraud, *Ministre de l'Intérieur*, T. Steeg et Schrameck. Amendement de M. Schrameck : M. Schrameck. Demande de disjonction des articles 43 à 49. Vote de la disjonction. Sur l'amendement : MM. Schrameck et le Rapporteur général. Renvoi à la Commission. Amendement de M. Poulle. MM. Guillaume Poulle et le Rapporteur général. Adoption (sous le n° 51 bis). Article 52 : MM. le Général Taufflieb, le Ministre des Finances et le Rapporteur général. Adoption. Articles 53 à 55. Adoption. Article 56. Précédemment adopté. Amendement de M. Carrère : MM. Gaston Carrère et le Rapporteur général. Adoption (sous le n° 56 bis). Amendement de M. Massabuau : MM. Massabuau et le Rapporteur général. Renvoi à la Commission des pensions. Amendement de M. Tissier : MM. Louis Tissier, le Rapporteur général et Victor

Bérard. Adoption (sous le n° 56 *ter*). Amendement de M. Léon Perrier. MM. Léon Perrier, le Rapporteur général, le Président de la Commission, Pottevin et Victor Bérard. Renvoi à la Commission de l'enseignement. Amendement de M. Pottevin : M. Pottevin. Renvoi à la Commission d'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales. Article 57 : Amendement de M. Mauger : MM. Mauger, le Rapporteur général et Paul Strauss. Renvoi à la Commission des pensions. Article 58 : Amendement de M. Léon Perrier : M. Léon Perrier. Adoption. Article 59. Adoption. Article 60 : Amendement de M. Peyronnet : M. Albert Peyronnet, Adoption. Articles 61 et 62. Adoption. Article 63 : Amendement de MM. Carrère, Léon Rolland et Louis Michel. Non appuyé. Adoption de l'article 63. Articles 64 à 67. Adoption. Article 68. Amendement de M. Brindeau : M. le Ministre des Finances. Retrait. Observations de M. Farjon. Adoption de l'article 68. Amendement de M. Farjon : MM. le Ministre des Finances et Farjon. Renvoi à la Commission de la marine et, pour avis, à la Commission des finances. Articles 69 et 70. Adoption. Article 71 : Amendement de M. le Colonel Stuhl : MM. le Colonel Stuhl, le Rapporteur général, Henri Cosnier et le Ministre des Finances. Adoption de l'article 71 modifié. Article 72. Adoption. Article 70 (de la Chambre des Députés) : MM. Paul Strauss et Mauger. Renvoi à la Commission de l'hygiène et, pour avis, à la Commission des finances. Article 73. Adoption. Article 74 : Amendement de M. Paul Strauss ; amendement de M. François-Saint-Maur ; amendement de MM. Bouveri et Fourment : MM. Paul Strauss, François-Saint-Maur, Bouveri et le Rapporteur général. Retrait de l'amendement de M. François-Saint-Maur et de l'amendement de M. Bouveri. Adoption de l'amendement modifié de M. Paul Strauss (devenant l'article 74). Amendement de MM. Bouveri et Fourment : MM. Bouveri, Leredu, *Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales*. Renvoi à la Commission. Articles 75 à 89. Adoption. Article 90 : Amendement de MM. Bouveri et Fourment : M. Bouveri. Adoption. Adoption de l'article 90 modifié. Article 91 : Amendement de M. Perrier : MM. Léon Perrier, Mathieu, *secrétaire général du Ministère des Travaux publics*. Retrait. Adoption de l'article 91. Articles 92 à 102. Adoption. Article 103 : Amendement de M. Bompard : MM. Bompard, Victor Bérard et le Rapporteur général. Adoption. Adoption de l'article 103. Articles 104 et 105. Adoption. Observations de M. le Rapporteur général. Articles premier, 23, 24, 25 et 27 (précédemment réservés). Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [16 avril, 3^e séance] (A. t. I, p. 1067 ; J.O., p. 941). || Déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [28 avril] (A. t. I, p. 1193 ; J.O., p. 1051 ; I. n° 313).

M. Henry Chéron dépose le rapport [23 avril] (A. t. I, p. 1193 ; J.O., p. 1051 ; I. n° 316). Renvoi, pour avis, à la Commission de l'enseignement des articles 58 à 59 bis [29 avril (A. t. I, p. 1222 ; J.O., p. 1072)]. Article premier. Etat A : Finances : Adoption des chapitres 20, 27, 36 et 56. Chapitre 58 : MM. Jénouvrier, Paul Doumer, *Ministre des Finances*, et Dominique Delahaye. Adoption. Adoption des chapitres 79, 84, 94, 94 bis ; 117, 143, 144 et 182. — Justice : Chapitre premier : MM. Dominique Delahaye, Tournon et le *Ministre des Finances*. Adoption. Adoption des chapitres 9, 10, 26 et 43ter. — Services pénitentiaires : Adoption du chapitre 25 bis. — Affaires étrangères : Adoption des chapitres premier, 20 bis et 20 ter. Chapitre 35 : MM. le *Ministre des Finances* et Henry Chéron, *rapporteur général*. Adoption. Adoption du chapitre 36. Chapitre 42 : M. Dominique Delahaye. Adoption. Adoption du chapitre 43. — Intérieur : Adoption des chapitres premier, 8, 19 bis et 78 bis. — Guerre : Adoption des chapitres 2 et 12. Chapitre 15. Réservé. Adoption des chapitres 46, 47, 48, 51 et 53. Chapitre 57 : MM. Bouveri, le *Ministre des Finances*, le *Rapporteur général*, Louis Barthou, *Ministre de la Guerre* ; Brager de La Ville-Moysan et Paul Strauss. Adoption. Adoption des chapitres 58, 91 et 100 ter. Chapitre 143 : MM. le *Ministre de la Guerre*, le *Rapporteur général* et le *Ministre des Finances*. Adoption. — Marine : Adoption des chapitres premier et 4. Chapitre 7 : MM. le *Ministre des Finances* et le *Rapporteur général*. Adoption. Adoption du chapitre 52 bis (nouveau). — Instruction publique : Adoption des chapitres premier, 3 et 13. Chapitre 21 : M. le *Rapporteur général*. Adoption. Adoption des chapitres 26 et 34. Chapitre 40 : M. Gourju. Adoption. Adoption des chapitres 46, 49, 66, 74, 75, 79, 109, 110, 129, 134 bis, 139 bis, 160 et 163. Chapitre 175 bis. Réservé. Adoption du chapitre 175 ter. — Beaux-Arts : Adoption des chapitres premier, 13, 15 et 115 bis. — Enseignement technique : Adoption des chapitres premier, 11 et 30. Chapitre 40 bis. Réservé. Adoption du chapitre 40 ter. — Commerce et industrie : Adoption des chapitres premier, 22 et 39 bis. — Travail : Adoption des chapitres premier, 35 et 69 bis. — Colonies : Adoption des chapitres premier, 20 bis, 27 bis, 43 et 51. Chapitre 51 : M. le *Rapporteur général*. Adoption. Adoption des chapitres 58, 61, 64 et 69. — Agriculture : Adoption du chapitre premier. Chapitre 28 : MM. Chênebenoit, le *Rapporteur général*, le *Ministre des Finances* et de Rougé. Adoption. Adoption du chapitre 30. Chapitre 56 bis. Réservé. Adoption des chapitres 64 et 68. Chapitre 85 : Amendement de MM. Machet, Gallet et plusieurs de leurs collègues : MM. Machet, le *Rapporteur général* et Gaston Carrère. Adoption. Adoption du chapitre 85 modifié. Chapitre 86 : MM. Vayssière, Gaston Carrère et le *Rapporteur général*. Adoption. Adoption des chapitres 90 bis et 110. —

Travaux publics : Adoption des chapitres premier, 19, 25 bis, 60, 89 et 93. Chapitre 93 ter (de la Chambre des Députés) : MM. Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics*, et Jeanneney, *rapporteur*. Adoption du chapitre 118. — Postes et télégraphes : Chapitre premier : MM. le Rapporteur général et le Ministre des Finances. Adoption. Adoption des chapitres 5 bis, 15, 20, 23, 27, 29 et 37. — Ports, Marine marchande et Pêches : Adoption des chapitres premier, 4 et 37 bis. — Aéronautique et Transports aériens : Adoption du chapitre premier. — Pensions, Primes et Allocations de guerre : Adoption des chapitres 2 bis et 4. — Hygiène, Assistance et Prévoyance sociales : Adoption du chapitre premier. Chapitre 2 : MM. le Ministre des Finances et le Rapporteur général. Adoption des chapitres 8, 17, 33 et 87 bis. — Budget extraordinaire : Affaires étrangères : Adoption du chapitre E. — Intérieur : Adoption du chapitre O. — Guerre : Adoption du chapitre E 8. Chapitre E 14 : MM. le Ministre des Finances et le Rapporteur général. Adoption. Adoption du chapitre E 16. Chapitre E 18 : MM. le Ministre des Finances, le Rapporteur général, Mauger et Hervey. Adoption. Adoption du chapitre E 32. — Commerce et Industrie : Adoption du chapitre B bis. — Ravitaillement : Adoption des chapitres A et H quater. — Travail : Adoption du chapitre A. — Travaux publics : Chapitre G : MM. le Ministre des Travaux publics et le Rapporteur général. Adoption. — Légion d'honneur : Adoption des chapitres premier, 2 et 25. — Justice (suite) : Observations de MM. Dominique Delahaye, Pierre Codet, le Rapporteur général, Bonnevey, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* ; Bouveri et Tournon [29 avril, 1^{re} séance] (A. t. I, p. 1222 ; J.O., p. 1073). — M. Perrier dépose l'avis de la Commission de l'enseignement sur l'article 58 [29 avril] (A. t. I, p. 1243 ; J.O., p. 1090 ; I. n° 335). — Loi de finances : Articles 5 bis et 6 bis. Adoption. Article 6 ter : MM. André Lebert, Henry Chéron, *rapporteur général* ; Bouveri, Paul Doumer, *Ministre des Finances* ; Blaignan. Rejet de la disjonction. Adoption de l'article 6 ter. Article 8 bis (de la Chambre des Députés). MM. le Ministre des Finances et le Rapporteur général. Adoption. Article 13 bis. Adoption. Amendement (article additionnel) de MM. Guillaume Chasteney, Courrégelongue, Louis David, Buhan et Vayssié : MM. Hervey, le Ministre des Finances, Boivin-Champeaux, Guiraud, *directeur de la comptabilité publique, commissaire du Gouvernement* ; le Rapporteur général, Jénouvrier, Tournon. Renvoi à la Commission de législation. Article 24. Réservé. Articles 25, 26, 28, 29 et 30. Adoption. Article 30 bis (de la Chambre des Députés) : MM. Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics* et le Rapporteur général. Adoption. Article 31. Adoption. Article 33 : M. le Ministre des Finances et le Rapporteur général. Adoption. Articles 35, 36, 38, 40 à 43.

Adoption. Article 44 bis (de la Chambre des Députés). Disjonction. Article 50 bis. Adoption. Article 50 ter (de la Chambre des Députés) : MM. Guillaume Poulle et Jénouvrier, *rapporteur*. Adoption. Article 51. Adoption. Articles 53 bis et suivants : MM. Pierre Marraud, *Ministre de l'Intérieur* ; le Rapporteur général, le Ministre des Finances, Catalogne, Louis Tissier et Guillaume Chastenot. Disjonction. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale. Amendement de M. Laboulbène : MM. Laboulbène, le Ministre de l'Intérieur, le Rapporteur général et T. Steeg. Adoption (sous le n° 54 quater). Articles 54 et 55. Adoption. Articles 58 et suivants : MM. le Rapporteur général, Léon Bérard, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts* ; le Ministre des Finances, Victor Bérard et Ribot. Amendement de M. Léon Perrier : MM. Léon Perrier et le Rapporteur général. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 58. Article 58 ter (de la Chambre des Députés) : MM. Roustan et Mauger. Réserve. Article 58 quater. Rejet. Article 58 quinquies : M. Mauger. Amendement de M. Jossot : MM. Jossot et le Rapporteur général. Retrait. Amendement de M. Jossot (aux alinéas 4 et 5) : MM. Jossot, Pottevin, le Ministre de l'Instruction publique et Millies-Lacroix, *Président de la Commission*. Adoption. Article 59 : Amendement de M. Jossot : MM. Jossot, Paul Strauss, le Ministre de l'Instruction publique. Adoption. Adoption de l'article 59. Article 58 ter, précédemment réservé : M. François-Albert. Adoption. Article 59 bis (de la Chambre des Députés). Rejet. Articles 59 bis, 62 bis 62 ter. Adoption. Article 66 (de la Chambre des Députés) : MM. Gaston Carrère et le Ministre des Finances. Articles 68 bis, 68 ter et 68 quater. Adoption. Article 75 bis : MM. François-Albert, le Rapporteur général, le Ministre des Finances. Adoption. Article 76. Adoption. Article 76 bis (de la Chambre des Députés). Renvoi à la Commission de l'hygiène. Articles 76 ter, 77. Adoption. Article 94. Adoption. Amendement de MM. Bouveri et Fourment : MM. Bouveri, Lefebvre du Prey, *Ministre de l'Agriculture*, le Ministre des Finances, le Rapporteur général. Rejet. Article 107. Adoption. Amendement de M. Pottevin : M. Pottevin. Disjonction. Renvoi à la Commission de l'enseignement. Chapitres précédemment réservés : Guerre : Chapitre 15 : M. le Rapporteur général. Adoption. — Instruction publique : Chapitre 175 bis. Adoption. — Enseignement technique : Chapitre 40 bis. Adoption. — Agriculture : Chapitre 56 bis. Adoption. Observations de M. le Rapporteur général. Adoption de l'article premier. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [29 avril, 2^e séance] (A. t. I, p. 1247 ; J.O., p. 1092). ¶ Déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances. M. Henry Chéron dépose le rapport [29 avril,

3^e séance] [A. t. I, p. 1297; (J.O., p. 1129). Lecture par M. Henry Chéron, *rapporteur général*, des conclusions de la Commission. Urgence déclarée. Discussion immédiate. Discussion générale : MM. Paul Doumer, *Ministre des Finances*; Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*; Léon Bérard, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*; T. Steeg, Dominique Delahaye, Gourju et Paul Strauss. Article premier. — Etat A : Affaires étrangères : Adoption des chapitres 35 et 36. — Instruction publique : Chapitre 129 : M. le Ministre des Finances. Adoption. — Enseignement technique : Adoption du chapitre 11. — Commerce et Industrie : Chapitre 22 : M. le Ministre des Finances. Adoption. — Agriculture : Adoption des chapitres 30 et 86. Adoption. — Postes et Télégraphes : Chapitre 23 : M. le Président de la Commission. Adoption. — Hygiène : Chapitre 17 : Adoption. — Loi de finances : Article 44 bis. Disjonction. Article 53 bis : MM. T. Steeg, Pierre Marraud, *Ministre de l'Intérieur*; le Président de la Commission des finances, Busson Billault. Disjonction. Article 50 quater : MM. le Rapporteur général, le Ministre des Finances. Adoption. Article 58 quater (de la Chambre des Députés). Adoption. Article 58 quinquies : MM. le Rapporteur général, Belin, *directeur de l'enseignement secondaire, commissaire du Gouvernement*. Adoption. Article 59 : MM. le Ministre des Finances et le Rapporteur général. Vote sur l'article 7 (de l'article 59). Scrutin. Pointage. Article 20. Réservé. Article 24 : M. le Rapporteur général. Adoption. Article 59 bis : MM. le Rapporteur général et le Ministre des Finances. Adoption. Article 76 : MM. le Rapporteur général, le Ministre des Finances et Paul Strauss. Adoption du texte de la Commission. Article premier (précédemment réservé) : M. le Rapporteur général. Adoption. Résultat, après pointage, du scrutin sur l'article 7 (de l'article 59) (de la Chambre des Députés). Rejet. Article 7 (de la Commission). Adoption. Article 20 (précédemment réservé). Adoption. Sur l'ensemble : MM. Brager de La Ville-Moysan et le Ministre des Finances. Adoption, au scrutin, des l'ensemble du projet de loi [30 avril, 1^{re} séance] (A. t. I, p. 1300; J.O., p. 1136). || Déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 353). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances. M. Henry Chéron dépose et lit le rapport (I. n° 354). Observation de M. Henry Chéron, *rapporteur général de la Commission des finances*. Discussion immédiate. Discussion générale : M. Dominique Delahaye. Loi de finances : Article 59 (concernant les articles 7 et 20 de la loi du 19 juillet 1889-25 juillet 1893). Adoption. Article 76. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [30 avril, 2^e séance] (A. t. I, p. 1917; J.O., p. 1148). Promulgation (J.O., 1^{er} mai, p. 5210).

BUDGET DE L'EXERCICE 1921 (Dépenses recouvrables).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général de l'exercice 1921. (Budget spécial des dépenses recouvrables sur les versements à recevoir en exécution des traités de paix.) Déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [23 avril] (A. t. I, p. 1122; J.O., p. 990; I. n° 276). M. Henry Chéron dépose le rapport (I. n° 359). M. le Colonel Stuhl dépose un rapport (Pensions, Primes et Allocations de guerre, I n° 360). M. Raphaël-Georges Lévy dépose un rapport (Régions libérées, I. n° 361) [19 mai] (A. t. I, p. 1328; J.O., p. 1158). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Henry Chéron, *rapporteur général de la Commission des finances*; Chênebenoit, Aristide Briand, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*; Ribot, Paul Doumer, *Ministre des Finances*; Dominique Delahaye, le Général Hirschauer, Héry, Japy et Gaudin de Villaine [30 mai] (A. t. I, p. 0394; J.O., p. 1222). M. Dausset dépose un rapport (Ministère des Finances). Discussion des articles : Observation de M. Henry Chéron, *rapporteur général*. Article premier. — Etat A. Finances : Chapitre premier à 14. Adoption. — Justice : Chapitre 15. Adoption. — Services pénitentiaires : Chapitre 16. Adoption. — Guerre : Chapitre 17 : MM. Fernand Merlin, Morand, Gaudin de Villaine, Bouverï, Paul Doumer, *Ministre des Finances*, Ernest Cauvin, Mauger. Adoption. Chapitre 18 : MM. le Rapporteur général, le Ministre des Finances et Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*. Adoption. — Marine : Chapitre 19. Adoption. — Instruction publique : Chapitres 20 à 24. Adoption. — Beaux-Arts : Chapitres 25 à 27. Adoption. — Enseignement technique : Chapitre 28. Adoption. — Colonies : Chapitres 29 et 29 bis. Adoption. — Agriculture : Chapitres 30 à 35. Adoption. — Travaux publics : Chapitres 36, 36 bis [nouveau], 36 ter [nouveau], 37 à 42. Adoption. — Postes et Télégraphes : Chapitres 43 et 44. Adoption. — Ports, Marine marchande et Pêches : Chapitre 45. Adoption. — Régions libérées : Observation de MM. Raphaël-Georges Lévy, *rapporteur*; Lucien Hubert, René Gouge et Albert Lebrun, [31 mai, 1^{re} séance] (A. t. I, p. 1436; J. O., p. 1247). Régions libérées (suite) : M. Loucheur, *Ministre des Régions libérées*; Ermant et Jules Delahaye. Chapitres 46 à 52. Adoption. Chapitre 53. M. le Ministre des Régions libérées. Adoption. Chapitres 54 et 55. Adoption. Chapitre 56 : MM. de Lubersac, le Ministre des Régions libérées et Raphaël-Georges Lévy, *rapporteur*. Adoption. Chapitre 56 bis. Adoption. Chapitre 57 : MM. de Lubersac, le Rapporteur, le Ministre des Régions libérées. Adoption. Chapitre 58. Adoption. Chapitre 59 : MM. Touron, le Ministre

des Finances, de Lubersac, le Ministre des Régions libérées. Adoption. Chapitre 60 : MM. Debierre, le Ministre des Régions libérées, le Rapporteur général, le Ministre des Finances et Ermant. Adoption. Chapitre 61. Adoption. Chapitre 61 bis : MM. Touron, le Ministre des Finances. Mémoire. Chapitre 62. Adoption. Chapitre 63 : MM. le Lieutenant-Colonel Plichon et le Ministre des Finances. Adoption. Chapitres 64 et 65. Adoption. Chapitre 66 : MM. de Lubersac, le Ministre des Régions libérées et Ermant. Adoption. Chapitre 67 à 70. Adoption. Chapitre 71 : MM. de Lubersac, le Ministre des Régions libérées. Adoption. Chapitres 72 et 73. Adoption. Chapitre 74 : MM. Milan, le Ministre des Régions libérées et Ermant. Adoption. Chapitre 75 : MM. de Lubersac, le Ministre des Régions libérées, Touron, René Gouge. Adoption. Chapitres 76 à 79. Adoption. Chapitre 80 : MM. Cadilhon et le Ministre des Régions libérées. Adoption. Chapitres 81 et 82. Adoption. Chapitre 83 : M. de Lubersac. Adoption. Chapitre 84 à 90. Adoption. Chapitre 91 : Amendement de M. Gouge : MM. Henry Chéron, rapporteur général ; René Gouge, de Lubersac et le Ministre des Régions libérées. Retrait. Adoption du chapitre 91. Chapitres 92 à 97. Adoption. — Pensions, Primes et Allocations de guerre : Observations de MM. le Colonel Stuhl, rapporteur et Maginot, *Ministre des Pensions et Allocations de Guerre*. Chapitres 98 à 110. Adoption. Chapitre 111 : MM. Mauger et le Ministre des Pensions. Adoption. Chapitres 112 à 118. Adoption. — Hygiène, Assistance et Prévoyance sociales : Chapitres 119 à 122. Adoption. Chapitres 123 à 127. Mémoire. Vote sur l'ensemble de l'article premier réservé. Article 2 : Observations de MM. le Ministre des Finances et le Rapporteur général. Proposition de résolution de M. Héry (transformée en amendement) : MM. le Ministre des Finances, Héry et Aristide Briand, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*. Rejet au scrutin de l'amendement. Adoption de l'article 2. Article 3 (état B), 4 et 5. Adoption. Sur les articles 9 à 27 de la Chambre des Députés : M. le Rapporteur général. Articles 6 à 22. Adoption. Articles 26 et 27 de la Chambre des Députés : MM. le Ministre des Régions libérées, Ribot, le Ministre des Finances, Reynald. Vote de la disjonction. Renvoi à la Commission des départements libérés de l'invasion. Articles 23 et 24. Adoption. Article 25 : M. le Rapporteur général. Adoption. Articles 26 à 31. Adoption. Article premier (précédemment réservé). Adoption. Sur l'ensemble : MM. Jules Delahaye, le Ministre des Finances et de Lamarzelle. Adoption, au scrutin de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [31 mai, 2^e séance] A. t. I, p. 1448 ; J. O., p. 1265). Promulgation (J.O., 1^{er} juin, p. 6378).

BUDGET DE 1922.

4 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général de l'exercice 1922, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances. Sur la discussion : MM. Paul Doumer, *Ministre des Finances*, et Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances* [15 décembre] (A. t. II, p. 368 ; J.O., p. 2108 ; I. n° 792). M. Henry Chéron dépose le rapport général (L. n° 796). M. Henry Bérenger dépose deux rapports (Marine de guerre, I. n° 797 ; Ports, Marine marchande et Pêches, I. n° 796). M. le Colonel Sihul dépose un rapport (Ministère des Pensions, des Primes et Allocations de guerre, L. n° 800) [16 décembre] (A. t. II, p. 412 ; J.O., p. 2145). M. Boivin-Champeaux dépose un rapport (Légion d'honneur, I. n° 803). M. Jean Morel dépose deux rapports (Colonies et Port de la Réunion, I. n° 806 et 807). M. Albert Peyronnet dépose un rapport (Travail, I. n° 809). M. Guillaume Chastenet dépose un rapport (Monnaies et médailles, I. n° 810). M. Lucien Hubert dépose un rapport (Affaires étrangères, I. n° 818). M. Schrameck dépose un rapport (Intérieur, I. n° 817). M. Dausset dépose un rapport (Finances, I. n° 819). M. Dausset dépose un rapport (Manufactures de l'Etat en Alsace-Lorraine, I. n° 820). M. Debierre dépose un rapport (Hygiène, Assurance et Prévoyance sociales, I. n° 814). M. Pelisse dépose un rapport (Caisse nationale d'épargne, I. n° 815) [22 décembre] (A. t. II, p. 483 ; J.O., p. 2192). Dépôt de dix-huits rapports, au nom de la Commission des finances, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général de l'exercice 1922 : le 1^{er}, de M. Blaignan, sur le budget annexe de l'Imprimerie nationale (I. n° 826) ; le 2^e, de M. Milan, sur le budget du Ministère des Travaux publics (I. n° 838) ; le 3^e, de M. Fernand David sur le budget du Ministère de l'Agriculture (I. n° 828) ; le 4^e, de M. Clémentel, sur le budget du Commerce et de l'Industrie (I. n° 829) ; le 5^e, de M. Lebrun, sur le budget du Ministère de la Guerre et sur le budget annexe des Poudres et Salpêtres (I. n° 831) ; le 6^e, de M. Perchot, sur le budget du Ministère du Commerce et de l'Industrie (Ravitaillement, I. n° 830) ; le 7^e, de M. Guillaume Chastenet, sur le budget des Beaux-Arts (I. n° 827) ; le 8^e, de M. Serre, sur le budget de l'Enseignement technique et le budget de l'École centrale des Arts et Manufactures (I. n° 833) ; le 9^e, de M. Jénouvrier, sur le budget du Ministère de la Justice (I. n° 834) ; le 10^e, de M. Busson Billault, sur le budget des services pénitentiaires (I. n° 835) ; le 11^e, de M. Henry Bérenger, sur le budget annexe de la Caisse des Invalides de la marine (I. n° 836) ; le 12^e, de M. René Besnard, sur le budget du Ministère de l'Instruction publique (I. n° 832) ; le 13^e, de M. le Général Hirschauer,

sur le budget de l'Aéronautique et des Transports aériens (I. n° 839) ; le 14^e, de M. Jeanneney, sur le budget des Chemins de fer (Conventions et garanties des grands réseaux et le budget annexe des chemins de fer de l'Etat (I. n° 840) ; le 15^e, de M. Léon Perrier, sur le budget des forces hydrauliques et distributions d'énergie électrique ; mines (I. n° 841) ; le 16^e, de M. Paul Pelisse, sur le budget des Postes, Télégraphes et Téléphones (I. n° 842) ; le 17^e, de M. Henry Chéron, sur le Ministère des Finances (services d'Alsace et de Lorraine, I. n° 837) ; le 18^e, de M. Henry Chéron, sur le budget du Ministère des Travaux publics (budget annexe des chemins de fer d'Alsace et de Lorraine I. n° 845) [23 décembre] (A. t. II, p. 501 ; J.O., p. 2224). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : M. Henry Chéron, *rapporteur général de la Commission des finances* ; Gaudin de Villaine, Louis Dausset, Hervey de Kerguézec, Massabuau, Brangier, Léon Perrier, Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances* ; Paul Doumer, *Ministre des Finances*, et Debierre. Article premier : Etat A. — Ministère des Finances : Chapitres premier à 59. Adoption [26 décembre, 1^{re} séance] (A. t. II, p. 506 ; J.O., p. 2226). Ministère des Finances (suite). Chapitres 60 à 73. Adoption. Chapitre 74 : M. Henry Chéron, *rapporteur général*, et Louis Dausset, *rapporteur*. Adoption. Chapitres 75 à 81. Adoption. Chapitre 82 : M. le Rapporteur général. Adoption. Chapitres 83 à 132 : Adoption. Chapitre 133 : MM. Mauger et Paul Doumer, *Ministre des Finances*. Adoption. Chapitres 134 à 147. Adoption. Chapitre 148 : MM. Pasquet, Dausset, *rapporteur* ; Schrameck, le Ministre des Finances, le Rapporteur général. Adoption. Chapitre 149 : M. le Rapporteur général. Adoption. Chapitres 150 à 152. Adoption. Chapitre 153 : MM. Mauger, le Ministre des Finances, Roustan, Dausset, *rapporteur* ; le Rapporteur général, de Monzie, Henri Merlin, le Lieutenant-Colonel Plichon et Ruffier. Adoption. Chapitre 154 à 168. Adoption. Chapitre 169 : MM. Paul Strauss le Ministre des Finances, Hervey et Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*. Adoption. Chapitre 170 à 191. Adoption. Chapitres 192 à 208 (services d'Alsace et de Lorraine). Réservés. Dépenses extraordinaires : Chapitres A à F. Adoption. Chapitres G : Amendement de M. Mauger : MM. Mauger, le Rapporteur général, le Ministre des Finances, Dausset, *rapporteur*, et le Président de la Commission des finances. Rejet. Adoption du chapitre G (chiffre de la Commission des finances). Chapitres H à P. Adoption. Observations de MM. Henri Merlin et Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*. — Monnaies et médailles. Observations de M. Guillaume Chastenot et de M. le Ministre des Finances. Adoption de tous les chapitres. — Imprimerie nationale. Adoption de tous les chapitres. — Ministère de la Jus-

tice : Discussion générale : MM. Gaudin de Villaine, Bonnevey, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*. Chapitre premier : MM. le *Garde des Sceaux*, le *Rapporteur général*, Morand, André Lebert, Duplantier, le *Ministre des Finances* et François-Albert. Adoption. Chapitres 2 à 13. Adoption. Chapitre 14 : MM. François-Albert et le *Garde des Sceaux*. Adoption. Chapitre 15 : MM. le *Garde des Sceaux* et le *Rapporteur général*. Adoption. Chapitres 16 à 21. Adoption. Chapitre 22 : MM. le *Garde des Sceaux* et le *Rapporteur général*. Adoption. Chapitre 23 : Adoption. Chapitre 24 : M. Duplantier. Adoption. Chapitre 25 : MM. de Monzie, le *Rapporteur général*, le *Garde des Sceaux* et Henri Merlin. Adoption. Chapitres 26 à 30. Adoption. Chapitre 31 : MM. le *Garde des Sceaux* et le *Rapporteur général*. Adoption. Chapitres 32 à 39. Adoption. Dépenses extraordinaires : Chapitres A, B et C. Adoption. — Services pénitentiaires : Chapitres premier à 4. Adoption. Chapitre 5 : MM. le *Garde des Sceaux* et Busson Billaut, *rapporteur*. Adoption. Chapitre 6 : M. le *Garde des Sceaux*. Adoption. Chapitre 7 à 10 : Adoption. Chapitre 11 : MM. le *Garde des Sceaux*, le *Rapporteur* et le *Rapporteur général*. Adoption. Chapitre 12 à 31. Adoption. Dépenses extraordinaires : Chapitre A. Adoption. — Légion d'honneur : Chapitres premier et 2. Adoption. Chapitre 3 : M. Boivin-Champeaux, *rapporteur*. Chapitres 4 à 27. Adoption. — Ministère de l'Intérieur : Chapitre premier : MM. Pierre Marraud, *Ministre de l'Intérieur* ; Schrameck, *rapporteur* et le *Rapporteur général*. Adoption. Chapitres 2 à 6. Adoption. Chapitre 7 : MM. le *Ministre de l'Intérieur* et le *Rapporteur général*. Adoption. Chapitres 8 et 9. Adoption. Chapitre 10 : Amendement de M. Laurent Thiéry et ses collègues : MM. Laurent Thiéry, Schrameck, *rapporteur* ; le *Rapporteur général*, Magny, Dominique Delahaye, Clémentel, le *Ministre de l'Intérieur*, le *Rapporteur général*. Réservé. Chapitres 11 à 19. Adoption. Chapitre 20 : MM. Maranget, le *Ministre de l'Intérieur* et le *Président de la Commission des finances*. Adoption. Chapitre 21 à 23. Adoption. Chapitre 10, précédemment réservé. Adoption. Chapitres 24 à 26. Adoption. Chapitre 27 : MM. Monsservin, Henri Merlin, le *Ministre de l'Intérieur*. Adoption. Chapitre 28 à 44. Adoption. Chapitre 45 : MM. Maurice Ordinaire, le *Ministre de l'Intérieur*. Adoption. Chapitre 46 à 49 : Adoption. Chapitre 50 : MM. le *Ministre de l'Intérieur*, Schrameck, *rapporteur* ; Paul Strauss. Adoption. Chapitre 51 à 64. Adoption. Chapitre 65 : MM. Montenot et le *Ministre de l'Intérieur*. Adoption. Chapitres 66 à 85. Adoption. Dépenses extraordinaires : Chapitres A à F. Adoption. Chapitre G : Amendement de M. Machet et plusieurs de ses collègues : MM. Machet et le *Rapporteur général*. Adoption. Adoption du chapitre G modifié. Chapitre H : MM. de Lubersac et le *Min*

nistre de l'Intérieur. Adoption. Chapitres I à K. Adoption [26 décembre, 2^e séance] (A. t. II, p. 530 ; J.O., p. 2245). — Ministère de la Guerre : Discussion générale : MM. Albert Lebrun, *rapporteur* ; Louis Barthou, *Ministre de la Guerre* ; André Lebert, le Général Ragueneau, *Commissaire du Gouvernement* ; le Colonel Sthul, Gaston Carrère, Gaudin de Villaine, Beaumont, Ernest Cauvin et Mauger. Dépenses ordinaires : Chapitres premier à 4. Adoption. Chapitre 5 : MM. Debierre et le Ministre de la Guerre. Adoption. Chapitres 6 et 7. Adoption. Chapitre 8 : MM. Pasquet et le Ministre de la Guerre. Adoption. Chapitres 9 et 11. Adoption. Chapitre 12 : MM. Debierre, le Ministre de la Guerre et Dominique Delahaye. Adoption. Chapitres 13 à 17. Adoption. Chapitre 18 : MM. Louis Tissier et le Ministre de la Guerre. Adoption. Chapitres 19 à 23. Adoption. Chapitre 24 : MM. de Lubersac, le Ministre de la Guerre, le Colonel Pujo, *Commissaire du Gouvernement* ; Gaston Menier et le Général Hirschauer. Adoption. Chapitres 25 et 26. Adoption. Chapitre 27 : MM. André Lebert, Henry Chéron, *rapporteur général* ; Gourju, Lebrun, *rapporteur*. Adoption. Chapitres 28 à 45. Adoption. Chapitre 46 : MM. le Général Hirschauer, le Ministre de la Guerre et Brangier. Adoption. Chapitres 47 à 55. Adoption. Chapitre 56 : MM. Debierre, de Rougé, Albert Lebrun, *rapporteur* ; le Ministre de la Guerre, Dominique Delahaye. Paul Strauss et Paul Doumer, *Ministre des Finances*. Adoption, au scrutin, du chiffre de la Commission. Chapitres 57 à 59. Adoption [27 décembre, 1^{re} séance] (A. t. II, p. 570 ; J.O., p. 2282). — Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Suite du Ministère de la Guerre. Dépenses ordinaires : Chapitre 60 : MM. Henri Cosnier, Rimbart, *commissaire du Gouvernement* ; Louis Barthou, *Ministre de la Guerre*. Adoption du chapitre 60 modifié. Chapitres 61 à 73. Adoption. Chapitre 74 : MM. Léon Perrier, le Ministre de la Guerre, Henry Chéron, *rapporteur général* et Laboulbène. Adoption. Chapitres 75 à 110. Adoption. Chapitre 111 : MM. Debierre, le Ministre de la Guerre et Hervey. Adoption. Chapitres 112 à 149. Adoption. Chapitre 150 : MM. Mauger et le Ministre de la Guerre. Adoption. Chapitres 151 à 155. Adoption. Chapitre 156 : MM. Debierre, le Ministre de la Guerre, Pierre Berger, de Monzie, Victor Bérard et Henri Merlin. Adoption. Chapitre 157 à 167. Adoption. Chapitre 168 : Amendement de MM. Victor Bérard, Machet, Perrier et leurs collègues : MM. Victor Bérard, le Ministre de la Guerre, Paul Doumer, *Ministre des Finances*, et Albert Lebrun, *rapporteur*. Rejet (par l'adoption du chiffre de la Commission). Chapitres 169 à 223. Adoption. Dépenses extraordinaires : Chapitres premier à 24. Adoption. Chapitres 25 et 26. Réservés. — Service des poudres : Chapitres premier à 23. Adoption. Chapitre 24 : MM. Jean Durand et

le Ministre de la Guerre. Adoption. Chapitres 25 à 34. Adoption. — Ministère de la Marine : Discussion générale : MM. Henry Bérenger, *rapporteur* ; de Kerguézec, Guist'hau, *Ministre de la Marine*, et James Hennessy. Chapitres premier à 4. Adoption. Chapitre 5 : MM. Louis Tissier, le Rapporteur. Adoption. Chapitres 6 à 9. Adoption. Chapitre 10 : Amendement de M. de Kerguézec : MM. de Kerguézec, le Ministre de la Marine, le Rapporteur général. Retrait. Adoption du chapitre 10. Chapitres 11 à 21. Adoption. Chapitre 22 : MM. le Rapporteur général et Henry Bérenger, *rapporteur*. Adoption. Chapitres 23 et 24. Adoption. Chapitre 25 : MM. Reynald, Pottevin, Louis Tissier. Adoption. Chapitres 26 à 28. Adoption. Chapitre 29 : M. Perreau. Adoption. Chapitres 30 à 39. Adoption. Chapitre 40 : MM. Guilloteaux et le Ministre de la Marine. Adoption. Chapitres 41 à 65. Adoption. Chapitre 66 : Amendement de M. Tissier : MM. Louis Tissier, Henry Bérenger, *rapporteur*, et le Ministre de la Marine. Rejet. Adoption du chapitre 66. Chapitres 67 à 71. Mémoire. Dépenses extraordinaires : Chapitres A à H. Adoption. Chapitre I : MM. de Kerguézec, le Ministre de la Marine et Henry Bérenger, *rapporteur*. Mémoire. Demande d'intervention de l'ordre du jour. Adoption. — Ministère du Travail : Discussion générale : MM. Pottevin et Daniel-Vincent, *Ministre du Travail*. Chapitres premier à 70. Adoption. Dépenses extraordinaires : Chapitres A à E. Adoption [27 décembre, 2^e séance] (A. t. II, p. 592 ; J.O., p. 2299). — Ministère de l'Instruction publique : Discussion générale : MM. de Lamarzelle, Dominique Delahaye, Guilloteaux, Léon Bérard, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts* ; Roustan, Jossot, Alfred Brard, de Lubersac, Lapie, *commissaire du Gouvernement*, et Mauger. Dépenses ordinaires : Chapitre premier : Amendement de M. Etienne Flandin : M. Etienne Flandin, Henry Chéron, *rapporteur général*, le Ministre de l'Instruction publique. Adoption. Chapitres 2 à 11. Adoption. Chapitre 12 : MM. Brager de La Ville-Moysan, René Besnard, *rapporteur*, et Pasquet. Adoption. Chapitres 13 à 15. Adoption. Chapitre 16 : MM. Goy, René Besnard, *rapporteur* ; le Ministre de l'Instruction publique. Adoption. Chapitre 17 à 19. Adoption. Chapitre 20 : MM. Roustan et Pottevin. Adoption. Chapitres 21 à 38. Adoption. Chapitre 39 : MM. Dominique Delahaye et le Ministre de l'Instruction publique. Adoption. Chapitres 40 à 89. Adoption. Chapitre 90. Amendement de M. Charles Deloucle : MM. Charles Deloucle, le Rapporteur général, Paul Doumer, *Ministre des Finances*, François Albert et Pottevin. Retrait. Adoption du chapitre 90. Chapitre 91 à 99. Adoption. Chapitre 100 : M. Goy. Adoption. Chapitre 100 bis : MM. René Besnard, *rapporteur* ; le Ministre de l'Instruction publique, le Rapporteur général, Guillaume Chastenet, Goy, Léon Perrier et Vayssière. Adoption.

Chapitre 101 : M. Victor Bérard. Adoption. Chapitres 102 et 103. Adoption. Chapitre 104 : M. René Besnard, *rapporteur*. Adoption. Chapitres 105 à 108. Adoption. Chapitre 109 : MM. Eugène Chanal, le Ministre de l'Instruction publique, Victor Bérard, Louis Tissier et Mauger. Adoption. Chapitres 110 à 120. Adoption. Chapitre 121 : MM. François-Albert, le Ministre de l'Instruction publique, Mauger, Reynald, Henry Béranger, Victor Bérard et Milliès-Lacroix, *président de la Commission des finances*. Adoption. Chapitres 122 à 132. Adoption. Chapitre 133 : MM. Roustan et René Besnard, *rapporteur*. Adoption. Chapitre 134 à 137. Adoption. Chapitre 138 : M. Roustan. Adoption. Chapitres 139 et 140. Adoption. Chapitre 141 : M. Roustan. Adoption. Chapitres 142 à 151. Adoption. Chapitre 152 : MM. Pol-Chevalier, le Ministre de l'Instruction publique. Adoption. Chapitres 153 et 154. Adoption. Chapitre 155 : M. Roustan. Adoption. Chapitres 156 à 163. Adoption. Chapitre 164 : Amendement de M. Fernand Merlin et plusieurs de ses collègues : MM. Fernand Merlin, le Rapporteur général, Mauger, Labrousse et le Ministre de l'Instruction publique. Adoption. Chapitres 165 à 170. Adoption. Chapitre 171 : MM. Milan, Clémentel, le Ministre de l'Instruction publique, le Président de la Commission des finances, le Ministre des Finances et Vallier. Adoption. Chapitres 172 à 177. Adoption. Chapitre 177 *bis* : Amendement de M. Mauger, Machret, Milan et plusieurs de leurs collègues : MM. le Rapporteur général et Mauger. Retrait. Chapitres 178 à 180. Mémoire. Dépenses extraordinaires : Chapitres A, B et C. Adoption. Chapitre D. Rejet [28 décembre, 1^{re} séance] (A. t. II, p. 634 ; J.O., p. 2334). — Beaux-Arts. Chapitres premier à 3. Adoption. Chapitre 4 : Amendement de MM. Humblot, Victor Bérard, Lafferre, Cuminal et Labrousse. Non appuyé. Adoption du chapitre 4. Chapitres 5 à 8. Adoption. Chapitre 9 : Amendement de M. Humblot : MM. Humblot, Henry Chéron, *rapporteur général de la Commission des finances* ; Léon Perrier, Gaston Doumergue, Paul Doumer, *Ministre des Finances*. Retrait. Adoption du chapitre 9. Chapitres 10 à 39. Adoption. Chapitre 40 : M. Guillaume Chastenet, *rapporteur*. Adoption. Chapitres 41 à 59. Adoption. Chapitre 60 : MM. Gaudin de Villaine, Léon Bérard, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts* ; Clémentel et Dominique Delahaye. Adoption. Chapitres 61 à 75. Adoption. Chapitre 76 : MM. Mauger, le Rapporteur général, Gaudin de Villaine et le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Adoption. Chapitres 77 à 91. Adoption. Chapitre 92 : MM. le Général Hirschauer, le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Adoption. Chapitres 93 à 117 : Adoption. Dépenses extraordinaires : Chapitre A. Adoption. — Enseignement technique : Discussion générale : M. Cuminal. Chapitres premier à 13. Adoption. Chapi-

tre 14 : MM. Dominique Delahaye, Gaston Vidal, *Sous-Secrétaire d'Etat*. Adoption. Chapitre 15 à 24. Adoption. Chapitre 25 : M. Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*. Adoption. Chapitres 26 à 36. Adoption. Chapitre 37 : MM. Bouveri, Louis Serre, *rapporteur*, et le Rapporteur général. Adoption. Chapitres 38 à 50. Adoption. Dépenses extraordinaires : Chapitres A et B. Adoption. Observation de M. Gallini. — Ecole centrale des arts et manufactures : Adoption de tous les chapitres. — Ministère du Commerce : Chapitre premier : MM. le Rapporteur général, Dior, *Ministre du Commerce*, et de Monzie. Adoption. Articles 2 à 14. Adoption. Article 15 : Amendement de MM. Humblot, Lafferre, Labrousse, de Jouvenel et de Kerguézec : MM. Humblot, le Rapporteur général et le Ministre des Finances. Retrait. Adoption du chapitre 15. Chapitres 16 à 43. Adoption. Dépenses extraordinaires : Chapitres A à E. Adoption. — Liquidation des stocks et ravitaillement général : Discussion générale : MM. Louis Serre, *rapporteur* ; Pierre Berger, Gaston Carrère, Paisant, *Sous-Secrétaire d'Etat* ; Mauger, François-Marsal et Royneau. Adoption de tous les chapitres. — Colonies : Discussion générale : MM. Auber, Etienne Flandin, Maginot, *Ministre des Colonies par intérim* ; Jean Morel, *rapporteur*. Chapitres premier à 21. Adoption. Chapitre 22 : MM. Auber, Jean Morel, *rapporteur*. Adoption. Chapitres 23 à 90. Adoption. Dépenses extraordinaires : Chapitres A à H. Adoption. — Chemin de fer et port de la Réunion : Discussion générale : MM. Auber et Maginot, *Ministre des Colonies par intérim*. Adoption de tous les chapitres. — Agriculture : Discussion générale : MM. Gaston Menier, Louis Michel, Mchet, Lefèvre du Prey, *Ministre de l'Agriculture* ; Gaudin de Villaine et Pichery. Chapitres premier à 26. Adoption. Chapitre 27 : M. Roche. Adoption. Chapitres 28 et 29. Adoption. Chapitre 30 : M. Fernand David, *rapporteur*. Amendement de MM. Marcel Donon, Gomot, Méline et plusieurs de leurs collègues : MM. Marcel Donon, le Ministre de l'Agriculture, d'Estournelles de Constant, Damecour, Hervey. Adoption du chapitre 30. Chapitre 31. Adoption. Chapitre 32 : M. Guilloteaux. Adoption. Chapitres 33 à 51. Adoption. Chapitre 52 : M. Louis Michel. Adoption. Chapitre 53. Adoption. Chapitre 54 : M. Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*. Adoption. Chapitres 55 à 59. Adoption. Chapitre 60 : Amendement de MM. Paul Le Roux, de Lavrignais, de Rougé, de Landemont et Morand. Amendement de MM. Bollet, Carrère et leurs collègues : MM. Paul Le Roux, Bollet, le Rapporteur général, Leneveu, Damecour. Adoption du chapitre 60 modifié. Chapitres 61 à 78. Adoption. Chapitre 79 : Amendement de MM. Mchet, Beaumont, Milan et plusieurs de leurs collègues : MM. Mchet et le Rapporteur général. Adoption. Adoption du chapitre 79, Chapitres 80

à 94. Adoption. Chapitre 95 : M. Pierre Berger. Adoption. Chapitres 96 à 106. Adoption. Chapitre 107 : MM. Labrousse, Gaston Menier, Puis, *Sous-Secrétaire d'Etat*, et de La Batut. Adoption. Chapitres 108 et 109. Adoption. Chapitre 110 : MM. Milan et Puis, *Sous-Secrétaire d'Etat*. Adoption. Chapitres 111 à 115. Adoption. Dépenses extraordinaires : Chapitres A à E. Adoption. — Travaux publics. Discussion générale : MM. Georges Berthoulat, Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics*, et Maranget. Chapitres premier et 2. Adoption. Chapitre 3 : Amendement de M. Marcel Régnier : MM. Marcel Régnier et le rapporteur général. Rejet. Adoption du chapitre 3. Chapitre 4. Adoption. Chapitre 5 : MM. Marcel Régnier et le Rapporteur général. Adoption. Chapitre 6 : Amendement de MM. Jossot et Perreau : MM. Jossot, Brindeau, Gourju, le *Ministre des Travaux publics*. Retrait. Adoption du chapitre 6. Chapitre 7 : MM. Marcel Régnier et le Rapporteur général. Adoption [28 décembre, 2^e séance] (A. t. II, p. 664 ; J.O. p. 2355). — Travaux publics (suite). Chapitre 8 : Amendement de MM. Perreau, Labrousse, Cuminal, Fenoux et Lancien : MM. Perreau, Milan, *rapporteur* ; Brager de la Ville-Moysan, Chéron, *rapporteur général* ; Milliès-Lacroix, *Président de la Commission* ; Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics*, et Louis Pasquet. Adoption, au scrutin, de l'amendement. Chapitre 9. Adoption. Chapitre 10 : MM. Marcel Régnier et Milan, *rapporteur*. Adoption. Chapitres 11 à 33. Adoption. Chapitre 34 : MM. Léon Roland et le *Ministre des Travaux publics*. Adoption. Chapitre 35. Adoption. Chapitre 36 : MM. Emile Sari et le *Ministre des Travaux publics*. Adoption. Chapitre 36 bis (de la Chambre des Députés) : MM. Monsservin et Milan, *rapporteur*. Retrait. Chapitres 37 à 39. Adoption. Chapitre 40 : MM. Monsservin et le *Ministre des Travaux publics*. Adoption. Articles 41 à 43. Adoption. Article 44 : MM. Busson Billault, le *Ministre des Travaux publics*, Gourju, Mauger et Roustan. Adoption. Chapitre 44 : MM. de Rougé, Dominique Delahaye, Touron, de Landemont, Drivet, le *Ministre des Travaux publics*. Adoption. Chapitres 46 à 48. Adoption. Chapitre 49 : Amendement de M. Perreau : MM. Perreau, Roustan, Milan, *rapporteur* ; le Rapporteur général, le *Ministre des Travaux publics* et Hervey. Disjonction de l'amendement. Adoption du chapitre 49. Chapitre 50 : MM. Albert Peyronnet, le Rapporteur général, le *Ministre des Travaux publics*, le *Président de la Commission*, Paul Doumer, *Ministre des Finances*, et Henry Bérenger. Adoption du chapitre 50 modifié. Chapitres 51 et 52. Adoption. Chapitre 53 : MM. Perreau, le Rapporteur général et le *Ministre des Travaux publics*. Adoption. Chapitre 54. Adoption. Chapitres 55 à 67. Réservés. Chapitre 63 : MM. Laboulbène, le *Ministre des Travaux publics*. Adoption. Chapitres 69 à 73. Adoption. Chapitre 74 :

MM. Chomet et le Ministre des Travaux publics. Adoption. Chapitres 75 à 86. Adoption. Dépenses extraordinaires : Chapitres A à C : Adoption [29 décembre, 1^{re} séance] (A. t. II, p. 708 ; J.O., p. 2390) — Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Travaux publics (suite). Chapitres 55 à 64. Adoption. Chapitre 65 : Amendement de M. Duchein : MM. Duchein, Maurice Sarraut, Léon Perrier, *rapporteur*, Paul Doumer, *Ministre des Finances*, et Reynald. Adoption. Adoption du chapitre 65. Chapitres 66 et 67. Adoption. Chapitres 68 à 100, précédemment adoptés. Chapitres 101 à 103. Adoption. Chapitre 104 : MM. Drivet et Léon Perrier, *rapporteur*. Adoption. Chapitre 105 et 106. Adoption. Chapitre 107 : M. Léon Perrier, *rapporteur*. Adoption. Chapitres 108 à 114. Adoption. Chapitre 115 : MM. Bouveri, Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics* ; Henry Chéron, *rapporteur général*. Adoption. Chapitres 116 à 119. Adoption. Chapitre 120 : MM. Marcel Régnier, le Rapporteur général, le Ministre des Finances. Adoption. Chapitre 121 : MM. Bouveri et le Ministre des Travaux publics. Mémoire. Chapitre 122 et 123. Adoption. — Affaires étrangères : Discussion générale : MM. Lucien Hubert, *rapporteur* ; Etienne Flandin, de Lamarzelle, Ribot et Aristide Briand, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*. Chapitres premier à 7. Adoption. Chapitre 8 : MM. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, et Lucien Hubert, *rapporteur*. Adoption au scrutin. Chapitres 9 à 42 bis. Adoption. Chapitre 43 : MM. Reynald et le Rapporteur général. Adoption. Chapitres 44 et 45. Adoption. Chapitre 46 : M. d'Estournelles de Constant. Adoption. Chapitres 47 à 56 bis. Adoption. — Services d'Alsace et de Lorraine : Chapitres 57 à 62 Adoption. Dépenses extraordinaires : Chapitres A à F. Adoption. Chapitre G : Amendement de M. Hervey : MM. le Ministre des Finances, Lucien Hubert, *rapporteur* ; le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Adoption. Chapitre H. Adoption. Chapitre I : Amendement de M. Sthul : MM. le Colonel Sthul, le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, Gaston Menier, Lucien Hubert, *rapporteur* ; Brangier et Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*. Adoption. Chapitres J à O *ter*. Adoption. — Guerre. Dépenses extraordinaires : Chapitre 26, précédemment réservé. Amendement de MM. Victor Bérard, Doumergue, Poirson et plusieurs de leurs collègues : M. le Ministre des Finances. Adoption. Chapitre 27, précédemment réservé. Adoption. — Services d'Alsace et de Lorraine. Finances. Chapitres 192 à 208. Adoption. Dépenses extraordinaires : Chapitre Q. Adoption. Justice : Chapitres 40 à 43. Adoption. Services pénitentiaires : Chapitres 32 à 36. Adoption. Intérieur : Chapitres 86 et 87. Adoption. Chapitre 88 : M. le Général Hirschauer. Adoption.

Chapitres 89 à 100. Adoption. Dépenses extraordinaires : Chapitres L et M. Adoption. Guerre : Chapitres 224 et 225. Adoption. Dépenses extraordinaires : Chapitre 28. Adoption. Instruction publique : Chapitres 181 à 192. Adoption. Dépenses extraordinaires : Chapitres D à G. Adoption. Beaux-Arts : Chapitres 118 et 119. Adoption. Dépenses extraordinaires : Chapitres B et C. Adoption. Enseignement technique : Chapitres 51 à 54. Adoption. Commerce et Industrie : Chapitres 44 à 49. Adoption. Travail : Chapitres 71 à 85. Adoption. Agriculture : Chapitres 116 à 132. Adoption. Dépenses extraordinaires : Chapitres F à H. Adoption. Travaux publics : Chapitres 124 à 136. Adoption. Dépenses extraordinaires : Chapitres D à I. Adoption. Régions libérées : Chapitres A à N. Adoption. Pensions : Dépenses extraordinaires : Chapitres F à M. Adoption. Hygiène : Chapitres 79 à 83. Adoption. Dépenses extraordinaires : Chapitre F. Adoption. Manufactures de l'Etat : Chapitres premier à 26. Adoption. Chemins de fer : Chapitres premier à 17. Adoption [29 décembre, 2^e séance] (A. t. II, p. 732 ; J.O., p. 2408). — Postes, Télégraphes et Téléphones. Discussion générale : MM. de Lamarzelle, Charles Chabert, Guillaume Poulle, Millières-Lacroix, *Président de la Commission des finances* ; Paul Pelisse, *rapporteur* ; Paul Laffont, *Sous-Secrétaire d'Etat*, Brindeau et Bollet. Chapitres premier à 7. Adoption. Chapitre 8 (de la Chambre des Députés) : M. le Sous-Secrétaire d'Etat. Rejet. Chapitres 8 à 10. Mémoire. Chapitre 11 : MM. le Général Hirschauer et Louis Pasquet. Adoption. Chapitre 12 à 14. Adoption. Chapitre 15 : MM. Albert Lebrun, Drivet, le Sous-Secrétaire d'Etat, Fernand Merlin et Roustan. Adoption. Chapitre 16 : MM. Le Hars et le Sous-Secrétaire d'Etat. Adoption. Chapitre 17 : MM. Louis Pasquet, le Sous-Secrétaire d'Etat, Henry Bérenger, Paul Pelisse, *rapporteur*. Adoption. Chapitres 18 et 19. Adoption. Chapitre 20 : MM. Gourju, Paul Doumer, *Ministre des Finances*. Adoption. Chapitre 21. Adoption. Chapitre 22 : M. Duquaire. Adoption. Chapitres 23 et 24. Adoption. Chapitre 25 : MM. Alfred Brard, le *Ministre des Finances*, Paul Pelisse, *rapporteur*. Adoption. Chapitres 26 et 27. Adoption. Chapitre 28 : MM. Charles Chabert et le Sous-Secrétaire d'Etat. Adoption. Chapitre 29 : MM. Monsservin, de Monzie, Victor Bérard, le Sous-Secrétaire d'Etat, Drivet et Maurice Sarraut. Adoption. Chapitres 30 à 32. Adoption, Chapitre 33 : MM. Emile Sari, le Sous-Secrétaire d'Etat. Adoption. Chapitres 34 et 35. Adoption. Chapitre 36 : M. Louis Pasquet. Adoption. Chapitres 37 à 46. Adoption. Chapitre 47 : MM. Charles Chabert et le Sous-Secrétaire d'Etat. Adoption. Chapitres 48 et 49. Adoption. Dépenses extraordinaires : Chapitre A. Adoption. — Chemins de fer : Conventions. Chapitre 87 MM. Jeanneney, *rapporteur* ; Cazelles, Monsservin, Roustan, Yves Le

Trocquer, *Ministre des Travaux publics* ; Mauger, le Colonel Sthul, Babin-Chevaye. Adoption. Chapitre 88 : MM. Jean Philip, Pédebidou, le *Ministre des Travaux publics*. Adoption. Chapitres 89 à 92. Adoption. Chapitre 93 : MM. André Lebert, le *Ministre des Travaux publics*. Victor Bérard et Jeanneney, *rapporteur*. Adoption. Chapitres 94 à 96. Adoption. Chapitre 97 MM. Maurice Sarraut, le *Ministre des Travaux publics*. Mémoire. Chapitres 98 et 99. Adoption. Chapitre 100 : MM. Emile Sari et le *Ministre des Travaux publics*. Adoption. — Chemins de fer de l'Etat : Adoption de tous les chapitres. — Ports, Marine marchande et Pêches. Discussion générale : MM. Farjon, Schrameck et Rio, *Sous-Secrétaire d'Etat*. Chapitre premier : MM. le *Sous-Secrétaire d'Etat* et Henry Bérenger, *rapporteur*. Chapitres 2 à 4. Adoption. Chapitre 5 : MM. Louis Serre et Henry Bérenger. Adoption [30 décembre, 1^{re} séance] (A. t. II, p. 779 ; J.O., p. 2446). — Ports, Marine marchande et Pêches (suite). Chapitres 6 à 11. Adoption. Chapitre 12 : Amendement de M. Brard : MM. Alfred Brard et Henry Bérenger, *rapporteur*. Adoption. Chapitre 13 et 14. Adoption. Chapitre 15 : MM. Rio, *Sous-Secrétaire d'Etat* et Henry Bérenger, *rapporteur*. Adoption. Chapitres 16 à 22. Adoption. Chapitre 23 : Amendement de M. Brard : MM. Alfred Brard et Henry Bérenger, *rapporteur*. Adoption. Chapitre 24 : MM. Roustan et Henry Bérenger, *rapporteur*. Adoption. Chapitres 25 à 29. Adoption. Chapitre 30 : Amendement de M. Brard : MM. Alfred Brard, Emile Sari, Henry Bérenger, *rapporteur* ; Rio, *Sous-Secrétaire d'Etat* ; Henry Chéron, *rapporteur général de la Commission des finances* ; Gallini, Louis Pasquet, Brager de la Ville-Moysan, Paul Doumer, *Ministre des Finances*. Rejet de l'amendement. Adoption du chapitre 30. Chapitre 31 : Amendement de M. Brard : MM. Auber, le *Sous-Secrétaire d'Etat* et le *Ministre des Finances*. Adoption de l'amendement. Chapitres 32 et 33. Adoption. Chapitre 34 : Amendement de M. Brard : MM. Alfred Brard, Henry Bérenger et le *Sous-Secrétaire d'Etat*. Rejet. Adoption du chapitre 34. Chapitre 35. Réservé. Chapitres 36 à 39. Adoption. Chapitre 40 : Amendement de MM. Brindeau, Trystram, de Pomereu et plusieurs de leurs collègues : MM. Brindeau et le *Rapporteur général*. Adoption. Chapitres 41 et 42. Adoption. Chapitre 43 : Amendement de M. Brindeau : MM. Brindeau, de Pomereu, Henry Bérenger, Le Barillier, le *Sous-Secrétaire d'Etat*. Rejet de l'amendement. Adoption du chapitre 43. Chapitre 44. Adoption. Chapitre 45 : Amendement de M. Brindeau : MM. Brindeau et le *Rapporteur général*. Rejet. Adoption du chapitre 45. Chapitres 46 à 50. Mémoire. Dépenses extraordinaires : Chapitre A. Adoption. Chapitre B : MM. Roustan et Henry Bérenger, *rapporteur*. Adoption. Chapitre C à F bis. Adoption.

Chapitre G : Amendement de M. Brard : MM. Alfred Brard et Henry Bérenger, *rapporteur*. Rejet. Adoption du Chapitre G. — Caisse des Invalides de la marine : Chapitre premier : Observations de M. Roustan. Adoption. Chapitres 2 à 9. Adoption. Chapitre 10 : MM. Emile Sari, Rio, *Sous-Secrétaire d'Etat*, et Pottevin. Adoption. Chapitres 11 à 18. Mémoire. — Ports, Marine marchande et pêches : Chapitre 35. Précédemment réservé. — Aéronautique et Transports aériens : Chapitres premier à 6. Adoption. Chapitre 7 : Amendement de M. de Lubersac : MM. de Lubersac, le Ministre des Finances, Laurent Eynac, *Sous-Secrétaire d'Etat*, le Général Hirschauer, *rapporteur*, Hervey, d'Estournelles de Constant. Adoption. Chapitres 8 à 15. Adoption. Chapitre 16 : Amendement de M. de Lubersac : MM. de Lubersac, le Sous-Secrétaire d'Etat, le Ministre des Finances, le Rapporteur général, d'Estournelles de Constant et le Général Hirschauer, *rapporteur*, Mauger et le Sous-Secrétaire d'Etat. Adoption. Adoption du chapitre 16 : Chapitre 17 : MM. Mauger, le Général Hirschauer, *rapporteur*, Mauger et le Sous-Secrétaire d'Etat. Adoption. Chapitres 18 et 19. Adoption. Chapitre 20 : M. le Général Hirschauer. Adoption. Chapitres 21 à 28. Adoption. — Pensions, Primes et Allocations de guerre : Discussion générale : MM. Duquaire, Monsservin, Guillaume Poulle, Simonet, Jean Cazelles, Mazurier, Pion, *commissaire du Gouvernement*, Mauger, Henri Merlin, Vayssière, Maginot. *Ministre des Pensions et Allocations de guerre*, Ernest Cauvin, Paul Strauss et Maurice Sarraut. Adoption de tous les chapitres. Dépenses extraordinaires : Adoption de tous les chapitres. — Hygiène, Assistance et Prévoyance sociales : Discussion générale : MM. Debierre, *rapporteur*, Emile Sari, Hervey, Pottevin, Gaudin de Villaine, Paul Strauss, Ernest Cauvin, Leredu, *Ministre de l'Hygiène*. Chapitres premier à 13. Adoption. Chapitre 14 : Amendement de MM. Fernand Merlin, Bollet, Chaumet et plusieurs de leurs collègues : MM. Fernand Merlin, le Rapporteur général. Adoption. Chapitre 15 : MM. Hervey, Debierre, *rapporteur*, Paul Strauss, Mauger. Adoption. Chapitres 16 et 17. Adoption. Chapitre 18 : Amendement de M. Paul Strauss : MM. Paul Strauss et Henry Chéron, *rapporteur général*. Adoption. Chapitre 19. Adoption. Chapitre 20 : MM. Gaston Carrière et le Ministre de l'Hygiène. Adoption. Chapitre 21. Adoption. Chapitre 22 : M. le Rapporteur général. Adoption. Chapitres 23 à 25. Adoption. Chapitre 26 : Amendement de MM. Fernand Merlin, Bollet, Marsot et plusieurs de leurs collègues, et amendement de M. Pottevin : MM. Pottevin, le Ministre de l'Hygiène, Schrameck, le Président de la Commission. Retrait. Adoption du chapitre 26. Chapitres 27 à 30. Adoption. Chapitre 31 : Amendement de M. Fernand Merlin : M. Fernand Merlin. Adoption. Chapitre 32 : Amendement de M. Paul Strauss :

MM. Paul Strauss, le Rapporteur général. Retrait. Chapitres 33 à 39. Adoption. Chapitre 40 : Amendement de M. Paul Strauss : M. le Rapporteur général. Adoption. Chapitres 41 à 78. Adoption. Dépenses extraordinaires. Adoption de tous les chapitres. — Caisse nationale d'épargne. Adoption de tous les chapitres. Observations : MM. Dominique Delahaye et Henry Chéron, *rapporteur général de la Commission des finances* [30 décembre, 2^e séance] (A. t. II, p. 807 ; J.O., p. 2468).. — Loi de finances : Article premier. Réservé. Article 2 : MM. Henri Merlin et Paul Doumer, *Ministre des Finances*. Adoption. Article 3 : Amendement de M. Blaignan : MM. Blaignan, Henry Chéron, *rapporteur général*, Louis Dausset, de Monzie, Mazurier et Paul Doumer, *Ministre des Finances*. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Sur l'article : MM. de Las Cases et le Rapporteur général. Adoption de l'article 3. Articles 4, 5 et 6. Adoption. Amendement (disposition additionnelle) de M. Pasquet. Réservé. Article 7 de la Chambre des Députés : MM. Touron, le Ministre des Finances, le Rapporteur général et Gaston Doumergue. Disjonction. Articles 7 à 10. Adoption. Article 12 de la Chambre des Députés. Disjonction. Articles 11 à 14. Adoption. Amendement de MM. Le Hars, Deloncle, Servain et plusieurs de leurs collègues : Disjonction. MM. Le Hars et le Rapporteur général. Articles 15 et 16. Adoption. Article 19 de la Chambre des Députés : MM. le Ministre des Finances et le Rapporteur général. Adoption. Articles 20 et 21 de la Chambre des Députés. Adoption. Articles 22 et 23 de la Chambre des Députés : Amendement (disjonction additionnelle) de MM. Guillaume Chastenet, Touron et plusieurs de leurs collègues : MM. Guillaume Chastenet, Touron, Boivin-Champeaux, le Rapporteur général, Antony Ratier, Guiraud, *commissaire du Gouvernement*, et Beaudouin-Bugnet, *commissaire du Gouvernement*. Adoption. Articles 17 et 18. Adoption. Article 19 : MM. Dominique Delahaye et le Ministre des Finances. Adoption. Article 27 de la Chambre des Députés : M. Guillaume Chastenet. Adoption. Articles 28 et 29 de la Chambre des Députés. Disjonction. Article 20. Adoption. Amendement (art. 31 de la Chambre des Députés) de MM. Billiet, Montenot, Lebert et plusieurs de leurs collègues : MM. Billiet et le Rapporteur général. Adoption, au scrutin, de l'amendement. Article 32 de la Chambre des Députés : Amendement de MM. Charles Deloncle, Humblot, de Monzie et plusieurs de leurs collègues : MM. Charles Deloncle, Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*, et le Ministre des Finances. Adoption. Articles 33 à 42 de la Chambre des Députés. Adoption. Article 43 de la Chambre des Députés. Disjonction. Amendement de MM. Louis Martin, Fourment et plusieurs de leurs collègues : MM. Louis Martin et le Rapporteur général. Disjonction. Article 44 de la Chambre des Députés.

Disjonction. Article 45 de la Chambre des Députés : MM. Mauger et le Rapporteur général. Disjonction. Articles 21 et 22. Adoption. Article 48 de la Chambre des Députés : MM. Claude Rajon, Gaston Carrère et le Ministre des Finances. Disjonction. Article 49 de la Chambre des Députés : MM. René Besnard, Gaston Menier, le Rapporteur général. Adoption. Article 50 de la Chambre des Députés. Disjonction. Articles 23 et 24. Adoption. Articles 53 et 54 de la Chambre des Députés. Disjonction. Articles 25, 26 et 27. Adoption. Article 58 de la Chambre des Députés. Disjonction. Articles 28 à 39. Adoption. Article 40 : MM. André Lebert, le Ministre des Finances, Dominique Delahaye et Bouveri. Adoption. Article 41. Réservé. Article 42. Adoption. Article 43 (texte nouveau) : MM. le Rapporteur général, Hervey et le Ministre des Finances. Adoption. Article 44. Adoption, Article 76 de la Chambre des Députés. Disjonction. Article 45. Adoption. Article 78 de la Chambre des Députés. Disjonction. Article 46. Adoption. Article 47. Réservé. Article 81 de la Chambre des Députés. Disjonction. Articles 48, 49 et 50. Adoption. Article 50 bis : M. le Rapporteur général. Adoption. Article 50 ter : MM. Henry Bérenger, Rio, *Sous-Secrétaire d'Etat à la Marine marchande*, Perreau et le Ministre des Finances. Adoption. Article 50 quater. Adoption. Article 51 : Amendement de M. de Jouvenel : MM. de Jouvenel, le Ministre des Finances, le Rapporteur général, Dominique Delahaye et Louis Pasquet. Disjonction et renvoi de l'article et de l'amendement à la Commission de l'administration générale, départementale et communale. Article 51 bis. Adoption. Amendement de MM. Pasquet, Léon Perrier, François-Albert et plusieurs de leurs collègues : MM. Louis Pasquet, le Rapporteur général. Adoption (devant 51 ter). Articles 52 et 53. Adoption. Amendement de M. Mauger : MM. le Ministre des Finances et Mauger. Disjonction. Article 54. Adoption. Article 89 de la Chambre des Députés. Disjonction. Article 90 de la Chambre des Députés. Rejet. Article 91 et 92 de la Chambre des Députés. Disjonction. Amendement de MM. Richard, Gerbe et Fernand David (93 de la Chambre des Députés) : MM. Richard et le Rapporteur général. Disjonction. Amendement (art. 91 de la Chambre des Députés) : MM. le Colonel Stuhl et le Rapporteur général. Amendement (art. 94 de la Chambre des Députés) : MM. Mauger, de Monzie, le Rapporteur général et Perreau. Retrait. Article 94 de la Chambre des Députés. Disjonction. Amendement de M. Louis Serre : MM. le Ministre des Finances et Louis Serre. Retrait. Articles 95 et 96 de la Chambre des Députés. Adoption. Articles 55 à 58, 58 bis et 58 ter. Adoption. Article 101 de la Chambre des Députés : MM. Tissier et le Rapporteur général. Adoption. Article 102 de la Chambre des Députés : MM. Maginot, *Ministre des Pensions*, le

Rapporteur général, Roustan, Bonneval, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption. Article 59. Adoption. Article 104 de la Chambre des Députés : M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Adoption. Article 105 de la Chambre des Députés : MM. Busson Billault, le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, le Rapporteur général. Adoption. Article 60. Adoption. Article 107 de la Chambre des Députés. Rejet. Amendement de M. Peytral : MM. Peytral, Pierre Marraud, *Ministre de l'Intérieur*; le Rapporteur général, Schrameck, Dominique Delahaye. Adoption. Article 61. Adoption. Amendement de M. Laboulbène, Tissier, Boivin-Champeaux, Pierre Marraud, *Ministre de l'Intérieur*, le Rapporteur général, Leneveu, James Hennessy. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Amendement de MM. Bouveri et Froment : MM. Bouveri, Lefebvre du Prey, *Ministre de l'Agriculture*, et le Rapporteur général. Disjonction. Articles 62 à 65. Adoption. Articles 114 et 115 de la Chambre des Députés. Disjonction. Articles 66 et 67. Adoption. Articles 119 et 120 de la Chambre des Députés. Disjonction. Articles 68 à 70. Adoption. Articles 123 à 125 de la Chambre des Députés. Disjonction. Article 71. Adoption. Article 71 bis nouveau : M. Henry Chéron. Adoption. Article 71 ter. : Amendement de M. Clémentel : M. Clémentel. Adoption. Article 71 quater. Amendement de MM. Clémentel, Chapsal et Milan. Adoption. Article 71 quinquies. Amendement de MM. Victor Bérard, François-Albert et Jouis : MM. Victor Bérard et le Rapporteur général. Adoption. Article 127 de la Chambre des Députés. Disjonction. Article 72 : MM. Roustan et Léon Bérard, *Ministre de l'Instruction publique*. Adoption. Articles 73 à 81. Adoption. Article 137 de la Chambre des Députés. Disjonction. Article 82. Adoption. Article 83. Disjonction. Article 140 de la Chambre des Députés. Disjonction. Amendement de MM. Jean Philip, Masclanis, Carrère et plusieurs de leurs collègues : MM. Jean Philip, Puis, *Sous-Secrétaire d'Etat à l'Agriculture*, James Hennessy. Retrait. Article 141 de la Chambre des Députés : M. le Ministre des Travaux publics. Adoption. Article 142 de la Chambre des Députés. Rejet. Amendement de MM. Donon, Sarraut, Labrousse et plusieurs de leurs collègues (art. 143 de la Chambre des Députés) : MM. Marcel Donon, le Rapporteur général, Paul Strauss, Raphaël-Georges Lévy, Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics*. Disjonction. Articles 84 et 85. Adoption. Articles 146 et 147 de la Chambre des Députés. Disjonction. Amendements de MM. Brindeau, Rouland, de Pomereu et Trystram : MM. Brindeau, le Rapporteur général et Clémentel. Adoption des amendements modifiés. Article 148 de la Chambre des Députés. Adoption. Amendement de M. le Colonel Stuhl : M. le Rapporteur général. Retrait. Article 149 de la Chambre des Députés. Disjonction.

Article 150 de la Chambre des Députés : M. Paul Strauss. Adoption. Article 87. Adoption. Amendement de MM. Ribot et Strauss. Amendement de MM. Le Hars et Vayssière : MM. Paul Strauss, le Rapporteur général, Le Hars. Retrait de l'amendement de MM. Le Hars et Vayssière et adoption de l'amendement de MM. Ribot et Strauss. Amendement de M. Goy : MM. Goy et le Rapporteur général. Disjonction. Articles 88 à 99. Adoption. Article 164 de la Chambre des Députés. Disjonction. Articles 100 à 106. Adoption. Article 107 : M. Machet. Adoption. Articles 108 à 117. Adoption. Article 118 : Amendement de M. Paul Strauss : MM. Paul Strauss, le Rapporteur général. Adoption de l'amendement modifié. Articles 119 à 121. Adoption. Observation de M. le Rapporteur général. Article premier. Adoption. Article 47 précédemment réservé. Adoption. Sur l'ensemble : MM. le Président de la Commission des finances, le Ministre des Finances, Gaston Menier, Vieu, Louis Dausset, Léon Perrier et Dominique Delahaye. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [30 décembre, 3^e séance] (A. t. II, p. 852; J. O., p. 2502). || Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modification par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général de l'exercice 1922, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances. M. Henry Chéron dépose et lit le rapport (I. n^o 906). Observation de M. Albert Peyronnet. Vote du passage à la discussion des articles. Article premier ; Etat A. — Finances : Chapitres 38, 60, 89, 123, 130, 131 et 132. Adoption. Chapitre 133 : MM. Blaignan, Henry Chéron, rapporteur général de la Commission des finances. Adoption. Chapitres 154, 162 et 193. Adoption. Dépenses extraordinaires : Chapitres F et G. Adoption. — Justice : Chapitres 22 et 34. Adoption. — Services pénitentiaires : Chapitres 2, 11 et 19. Adoption. — Affaires étrangères : Chapitres premier à 4, 21, 36, 38 et 57. Dépenses extraordinaires : Chapitres A, C et F. Adoption. Chapitre G : MM. Lucien Hubert, rapporteur, Aristide Briand, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, Roche, Victor Bérard, Dominique Delahaye, Bompard et Etienne Flandin. Adoption au scrutin. Chapitres M, N, N bis, O bis (nouveau). Adoption. — Intérieur : Chapitre premier à 4, 7 et 10. Adoption. Chapitre 12 : M. le Rapporteur général. Adoption. Chapitres 23, 33, 53, 57, 61, 64, 66, 93, 96, 98 et 100. Adoption. Dépenses extraordinaires : Chapitre A. Adoption. — Guerre : Chapitre 2 : M. le Rapporteur général. Adoption. Chapitres 3, 9, 32 et 74. Adoption. Chapitres 157 : MM. de Lavit, commissaire du Gouvernement, et le Rapporteur général. Adoption. Dépenses extraordinaires : Chapitres 10 et 26. Adoption. — Marine : Chapitres 14, 23, 31 et 46. Adoption. Chapitre 64 : M. le Rapporteur général. Adoption. — Instruction publique : Chapitre

premier : MM. le Rapporteur général et Léon Bérard, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*. Adoption. Chapitres 2, 30, 69, 121, 130, 131, 133, 134, 173 bis (nouveau), 186. Adoption. Dépenses extraordinaires : Chapitre B : M. le Rapporteur général. Adoption. — Enseignement technique : Chapitre premier, 27 et 34. Adoption. — Commerce et industrie : Chapitre premier : MM. Dior, *Ministre du Commerce*, et le Rapporteur général. Adoption. Chapitres 2, 3, 4, 15 et 36. Adoption. — Liquidation des stocks et Ravitaillement : Chapitre C. Adoption. — Beaux-Arts : Chapitre premier, 2 et 20. Adoption. Chapitre 112 bis : M. le Rapporteur général. Adoption. — Travail : Chapitre premier, 2, 3, 5 et 13. Adoption. — Colonies : Chapitre premier, 3, 4, 8, 16 et 41. Adoption. — Agriculture : Chapitre premier à 4, 15, 17 et 18 nouveau. Adoption. Chapitres 25, 26, 27 et 82. Adoption. Dépenses extraordinaires : Chapitre B. Adoption. — Travaux publics : Chapitres premier, 2, 5, 10 et 11. Adoption. — Ports maritimes : Chapitre 49 : MM. le Rapporteur général, Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics*. Adoption. — Chemins de fer : Chapitres 24 bis, 76, 100, 102 et 128. Adoption. Dépenses extraordinaires : Chapitre A. Adoption. — Postes et télégraphes : Chapitre premier : MM. le Rapporteur général. Paul Laffont, *Sous-Secrétaire d'Etat*. Adoption. Chapitres 17 et 27. Adoption. Chapitre 29 : M. Mauger. Adoption. Chapitres 31, 38 et 44. Adoption. — Ports, Marine marchande et pêches : Chapitres premier, 11, 18 et 25. Adoption. Chapitre 30 : M. Henry Béranger, *rapporteur*. Adoption. Chapitre 34 : M. Henry Béranger, *rapporteur*. Adoption. Chapitres 35, 43 et 45. Adoption. Dépenses extraordinaires : Chapitres B et C. Adoption. Chapitre H : M. le Rapporteur. Adoption. — Aéronautique et Transports aériens : Chapitres premier et 2. Adoption. Chapitre 7 bis : MM. le Rapporteur général et Laurent Eynac, *Sous-Secrétaire d'Etat*. Adoption. — Hygiène : Observation de M. le Rapporteur général. Chapitres premier à 6, 13 et 14. Adoption. Chapitre 15 : MM. Leredu, *Ministre de l'Hygiène*, et le Rapporteur général. Adoption. Chapitre 17 : MM. Paul Strauss et le Rapporteur général. Adoption. Chapitres 19 et 20. Adoption. Chapitre 21 : MM. Paul Strauss et le Rapporteur général. Adoption. Chapitres 22, 23 et 26. Adoption. Chapitre 32 : M. Paul Strauss. Adoption. Chapitre 33 : MM. Paul Strauss et le Rapporteur général. Chapitres 35, 36, 38, 39, 82 et 83. Adoption. — Légion d'honneur : Chapitres premier et 2. Adoption. — Poudres : Chapitre 5 : M. le Rapporteur général. Adoption, Chapitres 6, 11, 23, 24, 28 et 29. Adoption. — Chemins de fer de l'Etat : Observations de MM. le Rapporteur général, le Ministre des Travaux publics et Jeanneney, *rapporteur*, Chapitres premier, 1 bis, 5, 7 et 10. Adoption. Chapitre 13 bis : MM. Mauger et le Rapporteur général. Adoption. Dépenses extraordinaires : Chapi-

tres 19 à 22. Adoption. — Chemins de fer d'Alsace et de Lorraine : Chapitres premier, 3, 5, 7 et 10 *bis*. Adoption. — Caisse des Invalides de la marine : Chapitre 2. Adoption. — Loi de finances : Article 6 *bis*. Disjonction. Articles 10 *bis* et 20 (de la Chambre des Députés). Adoption. Article 20 (du Sénat) : M. le Rapporteur général. Disjonction. Articles 20 *bis* et 21 *ter*. Adoption. Article 24 *bis*. Disjonction. Article 24 *ter* : MM. Touron et le Rapporteur général. Disjonction. Article 37 *bis*. Adoption. Article 39 *bis*. Disjonction. Articles 40 *bis* et 42 *bis*. Adoption. Article 47 (nouvelle rédaction). Adoption. Article 62 *bis* : M. le Rapporteur général. Adoption. Article 64. Réservé. Article 70 *bis* : M. le Rapporteur général. Adoption. Article 72 : MM. le Rapporteur général et le Ministre des Finances. Adoption. Article 75 *bis*. Adoption. Article 75 *ter*. Disjonction. Article 90 *bis* : MM. le Rapporteur général, Paul Strauss, Mauger. Adoption. Article 98 *bis* : M. le Rapporteur général. Disjonction. Articles 101 *bis*, 101 *ter* et 101 *quater* : M. le Rapporteur général. Disjonction. Article 102 *bis* : M. le Rapporteur général. Adoption. Article 116 : MM. le Rapporteur général, Lefebvre du Prey, *Ministre de l'Agriculture*, Guilloteaux. Adoption. Article 116 *bis*. Adoption. Article 117 *bis*. Disjonction. Article 118 *bis* : MM. le Rapporteur général, Paul Strauss, le Ministre des Travaux publics, François-Albert, le Ministre des Finances, François-Marsal. Adoption. Articles 120 *bis*, 123 *bis*, 139 et 148 *bis*. Adoption. Article 158 : MM. le Rapporteur général et Paul Strauss. Adoption. Articles 159 et 160. Adoption. Articles premier, 59 et 64 (précédemment réservés). Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 décembre] (A. t. II, p. 960; J. O., p. 2590). || Projet de loi, adopté à nouveau avec des modifications par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général de l'exercice 1922, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances. M. Henry Chéron dépose et lit le rapport. Discussion immédiate prononcée. Article premier. Réservé. — Finances : Dépenses extraordinaires : Chapitres F. et G. Adoption. — Justice : Chapitre 34. Adoption. — Affaires étrangères : Chapitre 21. Adoption. Dépenses extraordinaires : Chapitre A. Adoption. — Intérieur : Chapitre premier. Réservé. Chapitre 23. Adoption. Chapitres 53, 57 et 61. Adoption. — Guerre : Chapitres 2 et 74. Adoption. — Instruction publique : Chapitre premier. Adoption. Dépenses extraordinaires : Chapitre B. Adoption. — Beaux-Arts : Chapitre premier et 112 *bis*. Adoption. — Colonies : Chapitre premier. Adoption. — Agriculture : Chapitres premier et 2. Adoption. — Travaux publics : Chapitre premier. Adoption. — Postes et Télégraphes : Chapitre 38. Adoption. — Ports, Marine marchande et Pêches : Chapitre premier. Adoption. Aéronautique et Transports aériens : Chapitre premier. Adoption. —

Hygiène : Chapitres 4, 5 et 26. Adoption. — Loi de finances : Article 75 *ter* : MM. Victor Bérard, le Rapporteur général, le Ministre des Finances, Mauger. Disjonction. Article 90 *bis* : MM. Pierre Marraud, *Ministre de l'Intérieur*, le Rapporteur général, Magny, Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*. Disjonction. Article 101 *bis*, 101 *ter*, 101 *quater*. Adoption. Article 117 *bis* : MM. Bollet, le Rapporteur général, le Ministre des Finances, Guilloteaux, Damecour, Gaston Carrère. Disjonction. Article 160. Adoption, Article premier (précédemment réservé). Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 décembre] (A. t. II, p. 960 ; J. O., p. 2613). || Projet de loi, modifié à nouveau par la Chambre des Députés, portant fixation du budget de 1922. Déposé par le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances. M. Henry Chéron dépose et lit le rapport. Discussion immédiate prononcée. Loi de finances : Article 90 *bis* : MM. le Président de la Commission des finances et le Ministre de l'Intérieur. Adoption. Chapitre premier (Intérieur). Adoption. Article 117 *bis* : MM. Bollet, Guilloteaux, le Président de la Commission des finances, Damecour, le Rapporteur général. Adoption (nouvelle rédaction). Chapitre premier (Intérieur). Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 décembre] (A. t. II, p. 590 ; J.O., p. 2620). Promulgation (J.O., 1^{er} janvier, 1922 ; p. 2).

II — RÈGLEMENTS DÉFINITIFS DES BUDGETS

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant règlement définitif du budget de 1907. (Voir Tables 1912-1914, p. 341 et 1918-1920, p. 444). Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Discussion générale : MM. Dominique Delahaye, Henry Chéron, *rapporteur général de la Commission des finances*, et Richard, *rapporteur*. Article premier : MM. Richard, *rapporteur* et Dominique Delahaye. Adoption. Articles 2 à 17. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [20 janvier] (A. t. I, p. 38, 46 ; J.O., p. 44). Promulgation (J.O., 21 février, p. 2269).

2 — Projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés, portant règlement définitif du budget des exercices 1907, 1908 et 1909 (Ministère de l'Agriculture) (Voir Tables 1912-1914, p. 342 et 1918-1920, p. 444). Proposition de résolution. Renvoi à la Commission des finances [20 janvier] (A. t. I, p. 46 ; J.O., p. 50).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1908 (Voir Table 1912-1914, p. 342). M. de La Batut dépose le rapport [28 février] (A. t. I, p. 169 ;

J.O., p. 188; I. n° 82). Adoption [26 mai] (A. t. I, p. 1384; J.O., p. 1212). Promulgation (J.O., 18 juin, p. 6954).

4 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1909. (Voir Table 1912-1914, p. 342). M. Mauger dépose le rapport [28 février] (A. t. I, p. 168; J.O. p.175; I. n° 80). Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Discussion générale : M. Mauger, *rapporteur*. Adoption successive des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [26 mai] (A. t. I, p. 1385; J.O., p. 1213). Promulgation (J.O., 18 juin, p. 6955).

5 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1910. (Voir Table 1912-1914, p. 342). M. Richard dépose le rapport [26 mai] (A. t. I, p. 1384; J.O., p. 1212; I. n° 382). Déclaration de l'urgence. Adoption [12 juillet] (A. t. I, p. 1919; J.O., p. 1730). Promulgation (J.O., 21 juillet, p. 8434).

6 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1911. (Voir Table 1912-1914, p. 342). M. Richard dépose le rapport [26 mai] (A. t. I, p. 1384; J.O., p. 1212; I. n° 383). Déclaration de l'urgence. Adoption [12 juillet] (A. t. I, p. 1981; J.O., p. 1731). Promulgation (J.O., 21 juillet, p. 8435).

7 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1912. (Voir Table 1918-1920, p. 443). M. Pasquet dépose le rapport [26 mai] (A. t. I, p. 1384; J.O., p. 1212; I. n° 384).

BUDGET DE L'ALGÉRIE. — Voir Algérie, § II, 1.

BUDGET DU SÉNAT. — Voir Résolutions, 6.

BUREAU DU SÉNAT. — Résultat du scrutin pour la nomination du Président du Sénat : M. Léon Bourgeois, élu. Résultat du scrutin pour la nomination de quatre Vice-Présidents : MM. Boudenoot, Alexandre Bérard, Bienvenu Martin et Jénouvrier, élus. Résultat du scrutin pour la nomination de huit Secrétaires : MM. Loubet, Maurice Ordinaire, Fenoux, Reynald, François-Saint-Maur, Lemarié, Paul Pelisse et Milan, élus. Résultat du scrutin pour la nomination de trois Questeurs : MM. Poirson, Ranson et Vieu, élus [13 janvier] (A. t. I, p. 8; J.O.. p. 10 et 12).

BUREAUX

11 janvier. — Tirage au sort des bureaux (A. t. I, p. 2; J.O., p. 2; F. 1).
Organisation des bureaux [13 janvier] (J.O., p. 737).

Le 7^e bureau (novembre 1915) a nommé membre de la Commission chargée d'examiner les marchés passés par le Gouvernement pendant la guerre : MM. Dausset et le marquis de Moustier, en remplacement de MM. Grosjean et Gabrielli. — Le 8^e bureau (novembre 1915) a nommé membre de la même Commission : M. Dominique Delahiaye en remplacement de M. Peschaud. — Le 9^e bureau (novembre 1915), a nommé membre de la même Commission : M. Perreau, en remplacement de M. Rouby. — Le 1^{er} bureau (novembre 1920) a nommé membre de la Commission des finances M. Schrameck, en remplacement de M. Pierre Marraud. — Le 9^e bureau (novembre 1920) a nommé membre de la même Commission M. Guillier, en remplacement de M. Paul Doumer [28 janvier] (J.O., p. 1365 ; F. 8).

18 octobre. — Tirage au sort des bureaux (A. t. II, p. 4; J.O., p. 1778).
Organisation des bureaux [26 octobre] (J.O., p. 12097; F. 94).

Le 1^{er} bureau (novembre 1920) a nommé membre de la Commission relative à la fréquentation scolaire M. Rajon, en remplacement de M. Savary, démissionnaire [30 novembre] (J.O., p. 13124; F. 105).

BUSSIÈRE-SUR-UCHE (Côte-d'Or). — Voir Communes et cantons, 8.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS. — Dépôt du rapport de la Commission de surveillance de la Caisse d'amortissement et de la Caisse des dépôts et consignations sur les opérations de l'année 1920 de ces deux établissements [7 juillet] (A. t. I, p. 1752; J.O., p. 1541).

CAISSES D'ÉPARGNE.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à compléter l'article 10 de la loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne, déposé par M. le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales [5 juillet] (A. t. I, p. 1726; J.O., p. 1518; I. n° 557). M. Mauger dépose le rapport [25 octobre] (A. t. II, p. 10; J.O., p. 1796; I. n° 675). Communi-

cation d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Mauger, rapporteur et Leredu, *Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales*. Adoption [22 novembre] (A. t. II, p. 156; J.O., p. 1922). Promulgation (J.O., 23 décembre, p. 13974).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la prescription des comptes abandonnés des caisses d'épargne ordinaires, déposé par M. le M. le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales. Sur le renvoi : MM. André Lebert, Milliès-Lacroix et Mauger. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales [26 mai] (A. t. I, p. 1387; J.O., p. 1215; I. n° 385). M. Mauger dépose le rapport [2 juin] (A. t. I, p. 1507; J.O., p. 1316; I. n° 396). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi [9 juin] (A. t. I, p. 1530; J.O., p. 1339). Promulgation (J.O., 17 juin, p. 6907).

CAISSES DE MALADES PRÉVUES PAR LE CODE D'ASSURANCES SOCIALES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 19 février 1921, relatif à la réorganisation des caisses de malades agréées prévues par le Code d'assurances sociales du 19 juillet 1911, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales [9 juillet] (A. t. I, p. 1851; J.O., p. 1625; I. n° 608).

CAISSES MINIÈRES DE SECOURS. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 22 décembre 1919, relatif aux conditions d'éligibilité des « Anciens » des caisses minières de secours prévues par la loi du 16 décembre 1873 sur les mines en vigueur en Alsace et Lorraine, et à la reconstitution des comités directeurs de ces caisses, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales, et, pour avis, à la Commission chargée de l'examen des projets et propositions de loi concernant l'Alsace et la Lorraine [15 mars] (A. t. I, p. 234; J.O., p. 238; I. n° 137).

CAISSE DES MONUMENTS HISTORIQUES. — Résultat du scrutin pour la nomination d'un membre du conseil d'administration de la

Caisse des monuments historiques : M. Guillaume Chastenet, élu [1^{er} décembre] (A. t. II, p. 272; J.O., p. 2022).

CAISSE DE RETRAITES DES OUVRIERS MINEURS. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de l'article 5 de la loi du 25 février 1914, créant une caisse autonome de retraites des ouvriers mineurs, déposé par M. le Ministre du Travail, M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales [25 janvier] (A. t. I, p. 50; J.O., p. 54; I. n° 11). Renvoi à la Commission relative aux questions minières et, pour avis, à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales [17 février] (A. t. I, p. 122; J.O., p. 129). M. Albert Peyronnet dépose le rapport [30 juin] (A. t. I, p. 1697; J.O., p. 1493; I. n° 518). M. Duquaire dépose l'avis de la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales [30 juin] (A. t. I, p. 1698; J.O., p. 1493). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption [12 juillet] (A. t. I, p. 1954; J.O., p. 1710). Promulgation (J.O., 23 juillet, p. 8514).

CALAIS (Ville de). — Voir Armée, § II, 4.

CANAUX. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant la perception de surtaxes temporaires sur les canaux d'irrigation et de submersion (Voir Table 1918-1920, p. 463). M. Fernand David dépose le rapport [15 mars] (A. t. I, p. 234; J.O., p. 238; I. n° 140). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Articles premier : Amendement de M. Serre : MM. Louis Serre, Henry Chéron, *rapporteur général de la Commission des finances*, et Puis, *Sous-Secrétaire d'Etat à l'Agriculture*. Retrait. Adoption de l'article premier modifié. Articles 2 et 3. Adoption. Article 4 : MM. Drivet et le Rapporteur général. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [21 avril] (A. t. I, p. 1915; J.O., p. 980). Promulgation (J.O., 4 mai, 5450).

CAROUBES OU CAROUGES. — Voir Douanes, 14.

CARPENTRAS (Vaucluse). — Voir Taxes de remplacement, 1.

CASIER JUDICIAIRE. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier les articles 2 et 4 de la loi du 26 mars 1891, dite « loi de sursis », et l'article 7, paragraphe 6^e, de la

loi du 5 août 1899 sur le casier judiciaire, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [28 juin] (A. t. I, p. 1645; J.O., p. 1445; I. n° 481).

CHAMBON-FEUGEROLLES (Loire). — Voir Taxes de remplacement, 8.

CHAMBRES D'AGRICULTURE.

1 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à proroger le délai prévu pour l'application de la loi du 25 octobre 1919 sur les Chambres d'agriculture, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'agriculture [11 mars] (A. t. I, p. 232; J.O., p. 235; I. n° 128). M. Chomet dépose le rapport [24 mars] (A. t. I, p. 306; J.O., p. 304; I. n° 190). Déclaration de l'urgence. Adoption [8 avril] (A. t. I, p. 754; J.O., p. 684). Promulgation (J.O., 20 avril, p. 4875).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à proroger, jusqu'au 31 décembre 1922, le délai prévu par les lois des 29 avril 1920, 13 août 1920 et 18 avril 1921, pour la mise en application de la loi du 25 octobre 1919 sur les Chambres d'agriculture, déposé par M. le Ministre de l'Agriculture. Renvoi à la Commission d'agriculture [29 décembre] (A. t. II, p. 774; J.O., p. 2413; I. n° 876). M. Chomet dépose et lit le rapport (I. n° 890). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Article unique : MM. Mauger, Méline, président de la Commission. Adoption de l'article unique du projet de loi [31 décembre] (A. t. II, p. 928; J.O., p. 2565). Promulgation (J.O., 27 janvier 1922, p. 1178).

CHAMBRE DE COMMERCE DE BOULOGNE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier le taux d'intérêt de l'emprunt que la Chambre de commerce de Boulogne est autorisée à contracter par la loi du 23 juillet 1911 en vue des travaux de reconstruction de la jetée nord-est du port de cette ville, déposé par M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie, M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [24 février] (A. t. I, p. 150; J.O., p. 158; I. n° 72). M. Chéron dépose le rapport [21 juin] (A. t. I, p. 1618; J.O., p. 1418; I. n° 459). Adoption [28 juin] (A. t. I, p. 1650; J.O., p. 1449). Promulgation (J.O., 30 novembre, p. 13102).

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. — Voir Crédits supplémentaires, § IV, 1, 8.

CHARLEVILLE (Ardennes). — Voir Taxes de remplacement, 14.

CHEMINOTS D'ALSACE-LORRAINE. — Voir Crédits supplémentaires, § IV, 1.

CHEMINS DE FER.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au nouveau régime des chemins de fer d'intérêt général (Voir Table 1918-1920, p. 475). M. le Général Bourgeois dépose l'avis de la Commission d'Alsace et de Lorraine [3 février] (A. t. I, p. 82; J.O., p. 86; I. n° 33). M. Fernand Rabier dépose un rapport supplémentaire [9 juin] (A. t. I, p. 1526; J.O., p. 1336; I. n° 421). M. Raphaël-Georges Lévy dépose l'avis de la Commission des finances [28 juin] (A. t. I, p. 1664; J.O., p. 1460; I. n° 486). M. Rabier dépose un deuxième rapport supplémentaire [30 juin] (A. t. I, p. 1673; J.O., p. 1472; I. n° 505). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Urgence précédemment déclarée. Discussion générale : MM. Fernand Rabier, *rapporteur de la Commission des chemins de fer* ; Raphaël-Georges Lévy, *rapporteur de la Commission des finances* ; Jean Cazelles et Gourju [5 juillet] (A. t. I, p. 1707; J.O., p. 1502). Discussion générale (suite) : MM. Marcel Régnier, François-Marsal et André Lebert [7 juillet, 1^{re} séance] (A. t. I, p. 1734; J.O., p. 1527). Discussion générale (fin) : MM. Coignet, Japy, Dominique Delahaye, Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics* ; le Général Bourgeois et Plaffain, *inspecteur général des finances, commissaire du Gouvernement*. Discussion des articles : Article premier : MM. Chagnaud, Vayssière et le Ministre des Travaux publics. Réservé. Discussion de la convention. Amendement de MM. Jeanneney, Alexandre Bérard, Brangier, Henry Bérenger, Paul Pelisse et Schrameck à l'alinéa 2^o de l'article premier : M. Jeanneney [7 juillet, 2^e séance] (A. t. I, p. 1754; J.O., p. 1542). Suite de la discussion des articles : Article premier (précédemment réservé). Discussion de la convention : Suite de la discussion de l'amendement de M. Jeanneney et ses collègues au 2^o de l'article premier de la convention : MM. Gustave Lhopiteau, *président de la Commission des chemins de fer* ; Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics* ; Jeanneney, Raphaël-Georges Lévy, *rapporteur de la Commission des finances*, et Dominique Delahaye. Rejet, au scrutin, de l'amendement de M. Jeanneney et ses collègues [8 juillet, 1^{re} séance] (A. t. I, p. 1790; J.O., p. 1575). Suite de la discussion de la convention : Amendement

de M. Coignet. Non appuyé. 2^e amendement de M. Coignet. Non appuyé. Amendement de MM. Sarraut, Durand, Gauthier, Doumergue, Cazelles, Crémieux, Loubet et Fontanille : M. Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics*. Retrait. Amendement de MM. Jeanneney, Alexandre Bérard, Brangier, Béranger, Pelisse et Schrameck : M. Jeanneney. Retrait. Amendement de MM. Régnier, Peyronnet et Beaumont. Non appuyé. Amendement à l'article 15 de la convention, de MM. Jeanneney, Alexandre Bérard, Brangier, Béranger, Pelisse et Schrameck : MM. Jeanneney et le Ministre des Travaux publics. Rejet de la prise en considération. Amendement à l'article 16 de la convention, de MM. Jeanneney, Alexandre Bérard, Brangier, Béranger, Pelisse et Schrameck : MM. le Ministre des Travaux publics, Jeanneney et Marcel Régnier. Rejet de la prise en considération. Amendement, à l'article 17 de la convention, de MM. Sarraut, Durand, Gauthier, Doumergue, Cazelles, Crémieux, Loubet et Fontanille : MM. Maurice Sarraut et le Ministre des Travaux publics. Retrait. Amendement de MM. Régnier, Peyronnet et Beaumont : MM. Marcel Régnier, le Ministre des Travaux publics, Lhopiteau, *président de la Commission* ; Jean Cazelles. Retrait. Amendement de MM. Régnier, Peyronnet et Beaumont : MM. Marcel Régnier et le Ministre des Travaux publics. Rejet. Amendement de MM. Régnier, Peyronnet et Beaumont. Retrait. Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye, Fernand Rabier, *rapporteur de la Commission des chemins de fer*, et le Président de la Commission. Rejet de l'amendement. Observations de MM. Coignet et le Ministre des Travaux publics. Discussion des articles du projet de loi. Adoption de l'article premier. Amendement de M. Japy (article additionnel) : MM. Japy et le Rapporteur de la Commission des chemins de fer. Disjonction. Article 2. Adoption. Article 3 : Amendement de M. Japy : MM. Japy et le Rapporteur de la Commission des chemins de fer. Réservé. Amendement de MM. Sarraut, Durand, Gauthier, Doumergue, Cazelles, Crémieux, Loubet et Fontanille : M. le Rapporteur de la Commission des chemins de fer. Non appuyé. Amendement de MM. Billiet, Delpierre, Berthoulat et plusieurs de leurs collègues. Amendement de M. Delpierre. Sur les amendements : MM. Milliès-Lacroix, *président de la Commission des finances*, Bragier de La Ville-Moysan, le Ministre des Travaux publics et le Rapporteur de la Commission des chemins de fer. Rejet de l'amendement de M. Japy. Amendement de MM. Billiet, Delpierre, Berthoulat et leurs collègues : MM. Noulens, le Rapporteur de la Commission des chemins de fer, Ernest Cauvin, Billiet, Delpierre, le Ministre des Travaux publics, Bouveri, Duquaire, Damecour, Maurice Sarraut, Brager de La Ville-Moysan, de Jouvenel. Scrutin. Pointage.

Résultat du scrutin, après pointage, sur l'amendement de M. Billiet et ses collègues. Adoption. Adoption des premiers alinéas de l'article 3. Amendement de MM. Jossot, Serre, Marsot, Richard, Soulié et Montenot. Non appuyé. 2^e amendement de M. Billiet et ses collègues. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 3. Article 4. Adoption. Article 5 : Amendement de MM. Sarraut, Durand, Gauthier, Doumergue, Cazelles, Crémieux, Loubet et Fontanille. Retrait. Amendement de MM. Pasquet, Serre, Roustan et Clémentel : M. le Rapporteur de la Commission des chemins de fer. Retrait. Adoption de l'article 5 (nouvelle rédaction). Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye et le Rapporteur de la Commission des finances. Disjonction [8 juillet, 2^e séance] (A. t. I, p. 1805, 1824 ; J.O., p. 1586, 1601). Discussion des articles : Amendement de M. Dominique Delahaye (article additionnel à l'article 5) : MM. Dominique Delahaye, Rabier, *rapporteur de la Commission des chemins de fer*. Rejet. Articles 6 et 7. Adoption. Amendement de MM. Hugues Le Roux, le Rapporteur, Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics* ; Paul Strauss. Retrait. Amendements de M. Roustan : MM. Roustan, le Rapporteur, le Ministre, Milliès-Lacroix, *président de la Commission des finances*. Retrait. Article 8. Adoption. Article 9 : Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye et le Rapporteur. Rejet. Adoption de l'article 9. Article 10. Adoption. Amendement (disposition additionnelle) de M. Maranget : MM. Maranget et le Rapporteur. Adoption de l'amendement modifié. Amendement (disposition additionnelle) de M. Machet : M. Machet. Retrait. Amendement (disposition additionnelle) de MM. Carrère, Laboulbène et Gallet : MM. le Rapporteur et Gaston Carrère. Adoption de l'amendement modifié. Amendement de M. Duquaire : MM. le Rapporteur, Duquaire et le Ministre. Retrait. Amendement de MM. Morand, Carrère, Laboulbène, le Comte d'Alsace, Louis Soulié et Guillois : MM. Morand, Gustave Lhopiteau, *président de la Commission* ; Simonet et le Ministre. Rejet. Amendement de MM. Jénouvrier et Morand : MM. Morand et le Ministre. Rejet. Amendement de M. Milliès-Lacroix, Chéron et Jeaneney : M. Milliès-Lacroix. Adoption (devenant l'article 11). Article 11. Adoption. Article 12 (ancien article 11). Adoption. Article 13 (ancien article 12) : Amendement de MM. Pasquet, Serre, Roustan et Clémentel : MM. le Rapporteur et Pasquet. Retrait. Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye et le Rapporteur. Rejet. Adoption de l'article 13. Amendement de M. Japy. Non appuyé. 2^e amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye et le Ministre. Retrait. Amendement (disposition additionnelle) de MM. Fernand Merlin, Masclanis, Drivet et Louis Soulié :

MM. Fernand Merlin et le Ministre. Retrait. Article 14 (ancien article 13) : Amendement de MM. de Monzie, Sarraut, Soulié et Strauss : MM. de Monzie, le Ministre et le Rapporteur. Retrait. Amendement de M. Peyronnet : MM. Albert Peyronnet et le Ministre. Retrait. Adoption de l'article 14. Article 15 (ancien article 14). Adoption. Sur l'ensemble : MM. Jeanneney et le Ministre des Travaux publics. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [9 juillet] (A. t. I, p. 1833 ; J.O., p. 1611). Promulgation (J.O., 12 novembre, p. 12550).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser le rachat et l'exploitation en régie, par le département, du deuxième réseau de chemins de fer d'intérêt local des Côtes-du-Nord, déposé par M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer, des transports et de l'outillage national [31 mars] (A. t. I, p. 488 ; J.O., p. 457 ; I. n° 223). M. de Jouvenel dépose le rapport [14 juin] (A. t. I, p. 1564 ; J.O., p. 1368 ; I. n° 429). Déclaration de l'urgence. Adoption [23 juin] (A. t. I, p. 1530 ; J.O., p. 1430). Promulgation (J.O., 9 juillet, p. 7962).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser le rachat et l'exploitation en régie, par le département, du premier réseau des chemins de fer d'intérêt local des Côtes-du-Nord, déposé par M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer, des transports et de l'outillage national [23 avril] (A. t. I, p. 1123 ; J.O., p. 990 ; I. n° 277). M. de Jouvenel dépose le rapport [14 juin] (A. t. I, p. 1564 ; J.O., p. 1368 ; I. n° 429). Déclaration de l'urgence. Adoption [23 juin] (A. t. I, p. 1630 ; J.O., p. 1429). Promulgation (J.O., 29 juin p. 1742).

4 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant l'incorporation au réseau des chemins de fer d'Alsace et de Lorraine de la ligne d'intérêt général de Saint-Dié à Saales, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, et M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission des chemins de fer, des transports et de l'outillage national [23 avril] (A. t. I, p. 1149 ; J.O., p. 1012 ; I. n° 282). M. le Général Bourgeois dépose l'avis de la Commission d'Alsace et Lorraine [14 juin] (A. t. I, p. 1564 ; J.O., p. 1369).

5 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver un avenant à la convention du 8 novembre 1909, passée avec la Compagnie des chemins de fer départementaux pour la

concession du chemin de fer d'intérêt général à voie étroite de Ghisonaccia à Bonifacio, déposé par M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer, des transports et de l'outillage national [26 avril] (A. t. I, p. 1184; J.O., p. 1042; I. n° 299).

6 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver une convention passée avec la Compagnie des chemins de fer du Midi, déposé par M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer, des transports et de l'outillage national [7 juin] (A. t. I, p. 1522; J.O., p. 1330; I. n° 411). M. Coignet dépose le rapport [8 juillet] (A. t. I, p. 1823; J.O., p. 1601; I. n° 599). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Avis de la Commission des finances, par M. Jeanneney (I. n° 614). Article premier : Amendement de MM. Maurice Sarraut, Gauthier et Jean Durand : MM. Coignet, *rapporteur* ; Maurice Sarraut et Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics*. Retrait. Adoption de l'article premier. Article 2. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [12 juillet] (A. t. I, p. 1958; J. O., p. 1713). Promulgation (J.O., 20 juillet, p. 8387).

7 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 30 novembre 1920, relatif au rattachement des chemins de fer d'Alsace et de Lorraine au Ministère des Travaux publics, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer, des transports et de l'outillage national [12 juillet] (A. t. I, p. 1992; J.O., p. 1741; I. n° 657). Renvoi, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [8 novembre] (A. t. II, p. 34; J.O., p. 1818).

8 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département du Cher, d'une voie ferrée d'intérêt local, raccordant au canal du Berry la ligne de Neuilly-en-Sancerre à Vierzon, déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission des chemins de fer [27 octobre] (A. t. II, p. 29; J.O., p. 1813).

9 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser le département du Finistère : 1° à racheter son deuxième réseau de chemins de fer d'intérêt local ; 2° à l'affermier à la Compagnie des chemins de fer départementaux du Finistère, déposé par M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre des Finances.

Renvoi à la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national [28 décembre] (A. t. II, p. 704; J.O., p. 2387; I. n° 865). M. Roy dépose et lit le rapport (I. n° 889). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption des trois articles et de l'ensemble du projet de loi [31 décembre] (A. t. II, p. 926; J. O., p. 2564). Promulgation (J.O., 15 janvier 1922, p. 738).

CHOMAGE (Fonds national de). — Voir Crédits supplémentaires, § IV, 3.

CHIMIE ANALYTIQUE. — Voir Conventions, 11.

CIRCULATION. — Proposition de loi sur la répression des conventions en matière de circulation, déposée par M. Pol-Chevalier. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [22 décembre] (A. t. II, p. 483; J.O., p. 2204; I. n° 816).

CITÉ UNIVERSITAIRE. — Voir Conventions, 8.

CITOYENS MORTS POUR LA PATRIE. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de perpétuer le nom des citoyens morts pour la Patrie, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [14 juin] (A. t. I, p. 1544; J.O., p. 1352; I. n° 423).

CLASSE 1921. — Voir Armée, § I, 1.

CLASSE 1922. — Voir Armée, § I, 4.

CLAUSE COMPROMISSOIRE. — Voir Code de procédure civile, 2.

CODE D'ASSURANCES SOCIALES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 17 novembre 1920, relatif aux conditions d'application dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, de certaines dispositions du Code d'assurances sociales du 19 juillet 1911, concernant l'assurance des invalides et des survivants, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales [25 octobre] (A. t. II, p. 15; J.O., p. 1800; I. n° 677). M. Guillois dépose le rapport [24 novembre] (A. t. II, p. 187; J.O., p. 1948; I. n° 732).

CODES

CODE CIVIL

1 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à la modification de l'article 673 du Code civil. (Voir table 1918-1920, p. 481). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption [3 février] (A. t. I, p. 71 ; J.O., p. 77). Promulgation (J.O., 15 février, p. 1978).

2 — Proposition de loi tendant à compléter l'article 310 du Code civil (conversion de séparation de corps en divorce), déposée par M. Lémery. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [29 mars] (A. t. I, p. 419 ; J.O. p. 398 ; I. n° 209). M. Louis David dépose le rapport [9 juin] (A. t. I, p. 1526 ; J.O. p. 1336 ; I. n° 414). Rejet, [25 octobre] (A. t. II, p. 14 ; J.O., p. 1799).

3 — Proposition de loi tendant à modifier les dispositions du paragraphe premier de l'article 295 du Code civil (abrogation de la disposition interdisant le mariage entre des époux divorcés, quand l'un d'eux a contracté un nouveau mariage, suivi d'un nouveau divorce), déposée par M. Charpentier. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle. [23 avril] (A. t. I, p. 1149 ; J.O., p. 1012 ; I. n° 285). M. Penancier dépose le rapport [25 octobre] (A. t. II, p. 10 ; J.O., p. 1796 ; I. n° 673). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption [31 décembre] (A. t. II, p. 956 ; J.O., p. 2587).

4 Proposition de loi tendant à modifier les articles 1499 et 1510 du Code civil et les articles 560 et 563 du Code de commerce quant à la preuve à fournir par la femme pour l'exercice de ses reprises sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, déposée par M. Boivin-Champeaux. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [24 mai] (A. t. I, p. 1355 ; J.O., p. 1188 ; I. n° 368). Renvoi, pour avis, à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [30 juin] (A. t. I, p. 1698 ; J.O., p. 1493).

5 — Proposition de loi tendant à modifier les articles 102 et 111 du Code civil (transformation de la déclaration de domicile de facultative en obligatoire et établissement de sanctions contre les contrevenants), déposée par M. Charpentier. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [14 juin] (A. t. I, p. 1568 ; J. O., p. 1372 ; I. n° 437).

6 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, précédemment adoptée par le Sénat, relative à la suppression du registre

de la transcription et modifiant la loi du 23 mars 1855 et les articles 1069, 2181 et 2182 du Code civil, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission précédemment saisie [28 juin] (A. t. I, p. 1645; J.O., p. 1445; I. n° 480). M. Milan dépose le rapport [7 juillet] (A. t. I, p. 1753; J.O., p. 1542). Déclaration de l'urgence. Adoption [11 juillet] (A. t. I, p. 1917; J.O., p. 1680). Promulgation (J.O., 26 juillet, p. 8648).

7 — Proposition de loi tendant à modifier divers articles du Code civil et du Code de procédure civile relatifs aux licitations et partages (Voir Table 1918-1920, p. 481). M. Guillaume Poulle dépose le rapport [5 juillet] (A. t. I, p. 1726; J.O., p. 1518; I. n° 554). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Guillaume Poulle, *rapporteur*. Article premier, 2 et 3. Adoption. Article 4 : MM. Guillaume Poulle, *rapporteur*, et Bonnevey, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Non maintenu. Article 4 (ancien art. 5). Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [25 octobre] (A. t. II, p. 11; J.O., p. 1796). Promulgation (J.O., 17 décembre, p. 13694).

8 — Proposition de loi ayant pour objet de compléter l'article 1384 du Code civil, déposée par MM. Ruffier et Duquaire. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [10 novembre] (A. t. II, p. 74; J.O., p. 1851; I. n° 698).

9 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 232 du Code civil concernant les causes du divorce, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [18 novembre] (A. t. II, p. 138; J. O., p. 1906; I. n° 723).

10 — Proposition de loi de M. Louis Martin, tendant à modifier les articles 1393, 1449, 1537 et 1538 du Code civil et à décider que le régime matrimonial de droit commun sera le régime de la séparation de biens (Voir Table 1918-1920, p. 480). Discussion de la prise en considération : MM. Duquaire, *rapporteur*, Louis Martin, Boivin-Champeaux, *président de la Commission de législation civile et criminelle*, Dominique Delahaye, *président de la Commission* [1^{er} décembre] (A. t. II, p. 272; J.O., p. 2022).

CODE DE COMMERCE. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet la modification de certains articles du Code de commerce concernant la lettre de change et le billet à ordre (Voir Table 1915-1917, p. 287). M. Serre dépose le rapport [2 juin] (A. t. I, p. 1507; J.O., p. 1316; I. n° 397).

CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier les articles 185 et 186 du Code d'instruction criminelle. (Voir Table 1918-1920, p. 482). M. Louis Martin dépose le rapport [15 mars] (A. t. I, p. 235; J.O., p. 238; I. n° 142). Observation de MM. Henry Chéron, Louis Martin, rapporteur, et Jénouvrier. Rejet de la proposition de loi [7 juin] (A. t. I, p. 1516; J.O., p. 1326).

CODE PÉNAL. — Voir Colonies, 3.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE.

1 — Proposition de loi tendant à modifier les articles 175 et 176 (action en garantie et sous-garantie), 260 (assignation à témoins), 563 et 564 (saisie-arrêt), 583 et 702 (saisie exécution), 673, 677, 691, 692, 725 et 731 (saisie immobilière) du Code de procédure civile (Voir Table 1918-1920, p. 485). M. Catalogne dépose le rapport [24 février] (A. t. I, p. 164; J.O., p. 169; I. n° 74). Déclaration de l'urgence. Adoption des quatorze articles et de l'ensemble de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [11 mars] (A. t. I, p. 210; J.O., p. 229).

2 — Proposition de loi ayant pour objet de modifier les articles 1003, 1004, 1005, 1006, 1007 et 1023 du Code de procédure civile, en déclarant valable la clause compromissoire ou engagement de soumettre à l'arbitrage les difficultés à naître de l'interprétation ou de l'exécution d'un contrat, déposée par M. Flandin. Renvoi à la Commission d'initiative parlementaire [18 janvier] (A. t. I, p. 16; J.O., p. 19; I. n° 4).

3 — Proposition de loi ayant pour but de modifier les articles 641, 762 et 993 du Code de procédure civile et l'article 5 de la loi du 2 juin 1862, déposée par M. Catalogne. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [29 mars] (A. t. I, p. 419; J. O., p. 398; I. n° 210).

4 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 1006 du Code de procédure civile en vue de reconnaître la validité de la clause compromissoire en matière commerciale, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre du Commerce et M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [7 juillet] (A. t. I, p. 1733; J. O., p. 1527; I. n° 566). Renvoi, pour avis, à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [8 juillet] (A. t. I, p. 1787; J. O., p. 1573).

5 — Projet de loi ayant pour objet de modifier et de compléter les articles 2 et 59, paragraphe premier, du Code de procédure civile; 2° la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant

à modifier l'article 59 du Code de procédure civile (Voir Tables 1912-1914, p. 392 et 1915-1917, p. 289). M. Guillier dépose le rapport [17 novembre] (A. t. II, p. 134; J.O., p. 1903; I. n° 719).

CODE DU TRAVAIL.

1 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier les articles 61 et 64 du livre premier, du Code du travail et de la prévoyance sociale en limitant au dixième la saisissabilité des appointements ou traitements des employés, commis ou fonctionnaires lorsqu'ils ne dépassent pas 6.000 francs par an, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [3 février] (A. t. I, p. 81; J. O., p. 85; I. n° 37).

2 — Projet de loi tendant à modifier le livre II, chapitre IV, du Code du travail et de la prévoyance sociale (Voir Table 1918-1920, p. 485). Renvoi, pour avis, à la Commission du commerce [22 mars] (A. t. I, p. 252; J.O., p. 255).

COEFFICIENTS MINIMA ET MAXIMA. — Voir Exploitation agricole.

COLONIES.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à rendre applicables aux colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, la loi du 20 mars 1917, relative à la tutelle des femmes et à leur admission dans les conseils de famille, et la loi du 3 avril 1917, maintenant l'usufruit légal au profit du conjoint survivant en cas de nouveau mariage (Voir Table 1918-1920, p. 489). M. Guillier dépose le rapport [25 janvier] (A. t. I, p. 57; J.O., p. 59; I. n° 14). Déclaration de l'urgence. Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi [11 mars] (A. t. I, p. 223; J.O., p. 228). Promulgation (J.O., 6 avril, p. 4282).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à rendre applicables aux colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, les lois des 4 juillet 1889 et 16 février 1919 complétant et modifiant les articles 177 et 179 du Code pénal, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et M. le Ministre des Colonies. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [22 février] (A. t. I, p. 146; J.O., p. 150; I. n° 69). M. Catalogne dépose le rapport [11 mars] (A. t. I, p. 210; J.O., p. 235; I. n° 125). Déclaration de l'urgence. Adoption [2 avril] (A. t. I, p. 530; J.O., p. 494). Promulgation (J.O., 9 mai, p. 5595).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à rendre applicable aux colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion la loi du 5 avril 1919 modifiant l'article 295 du Code civil (Voir Table 1918-1920, p. 491). Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [28 février] (A. t. I, p. 170; J.O., p. 175). M. Catalogne dépose le rapport [11 mars (A. t. I, p. 210; J.O., p. 235; I. n° 124). Déclaration de l'urgence. Adoption [2 avril] (A. t. I, p. 530; J.O., p. 494). Promulgation (J.O., 9 mai, p. 5595).

4 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, dispensant les fonctionnaires, employés et agents rétribués sur les budgets généraux, locaux ou spéciaux des colonies qui ont bénéficié d'avances exceptionnelles sur les améliorations de traitement projetées en leur faveur, de la restitution desdites avances, déposé par M. le Ministre des Colonies et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [24 mai] (A. t. I, p. 1355; J.O., p. 1188; I. n° 370). M. Jean Morel dépose le rapport [9 juin] (A. t. I, p. 1526; J.O., p. 1336; I. n° 418). Déclaration de l'urgence. Adoption [23 juin] (A. t. I, p. 1641; J.O., p. 1438). Promulgation (J.O., 9 août, p. 9366).

5 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au régime forestier de la Martinique et de la Guadeloupe (Voir Table 1918-1920, p. 491). M. Chauveau dépose le rapport [18 octobre] (A. t. II, p. 4; J.O., p. 1878; I. n° 672). Déclaration de l'urgence. Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi [11 novembre] (A. t. II, p. 81; J.O., p. 1857). Promulgation (J.O., 18 mars 1922, p. 3046).

6 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, étendant aux personnels civils rétribués sur les budgets généraux, locaux ou spéciaux des colonies et pays de protectorat relevant du Ministère des Colonies le bénéfice de la loi du 24 octobre 1919, déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre des Colonies. Renvoi à la Commission des finances [25 octobre] (A. t. II, p. 14; J.O., p. 1800; I. n° 680). M. Jean Morel dépose le rapport [15 novembre] (A. t. II, p. 113; J.O., p. 1885; I. n° 717). Déclaration de l'urgence. Adoption [1^{er} décembre] (A. t. II, p. 276; J.O., p. 2025). Promulgation (J.O., 28 décembre, p. 14142).

COMITÉ DE CONTROLE ET DE SURVEILLANCE DE LA LIQUIDATION DES STOCKS. — Résultat du scrutin pour la nomination de cinq membres du comité de contrôle et de surveillance de la liquidation des stocks : MM. de la Batut, Penancier, Millès-Lacroix, Gaston Menier et Gouge, élus [3 février] (A. t. I p. 73; J.O., p. 86).

COMMIS GREFFIERS. — Voir Juges d'instruction.

COMMISSAIRES-PRISEURS. — Proposition de loi tendant à modifier les articles 9 de la loi du 27 ventôse an IX et 9 de l'ordonnance du 26 juin 1816 relative aux commissaires-priseurs, déposée par M. Louis Martin. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [12 juillet] (A. t. I, p. 2029; J.O., p. 1770; I. n° 665).

COMMISSIONS

COMMISSION D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE, DÉPARTEMENTALE ET COMMUNALE.

MM. Amédée Vidal, Andrieu, Baudet (Charles), Bonniard, Castillard, Catalogne, Chautemps (Alphonse), Cordelet, Coyrard, Daudé, Delahaye (Jules), Eccard, Eymery, Fleury (Paul), Gauvin, Gourju, Grand, Jeanneney, Jossot, Laboulbène, Landrodie, Le Roux (Paul), Lévy (Raphaël-Georges), Louis Soulié, Magny, Merlin (Henri), Monsservin, le Marquis de Moustier, Mulac, Peytral (Victor), Pol-Chevalier, Porteu, Ruffier, Sari, Steeg (T.), Vilar (Edouard) [10 février] (A. t. I, p. 85; J.O., p. 93; F. 9). Président, M. T. Steeg [18 février] (J.O., p. 2102; F. 12). Vice-Présidents : MM. Magny et Jeanneney; Secrétaires : MM. Landrodie et Laboulbène [25 février] (J.O., p. 2550; F. 14). Président : M. Magny; Vice-Président : M. Monsservin [29 octobre] (J.O., p. 12208; F. 95).

COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET POLITIQUE GÉNÉRALE DES COLONIES ET PROTECTORATS.

MM. Albert (François), Bérard (Alexandre), Bérard (Victor), Berthelot, Besnard (René), Bienvenu Martin, Bompard, Chênebenoit, Cruppi, Dausset, Debierre, Doumergue (Gaston), Dubost (Antonin), d'Estournelles de Constant, Gaudin de Villaine, Georges Berthoulat, Hubert (Lucien), Hugues Le Roux, Jean Philip, Joseph Reynaud, de Las Cases (Emmanuel), Lucien Cornet, Martin (Louis), Méline, Milliès-Lacroix, Noulens, Ordinaire, Poincaré (Raymond), Reynald, Ribière, Ribot, Rivet, le Comte de Saint-Quentin, Savary, de Selves, Weiller (Lazare) [10 février] (A. t. I, p. 85; J.O., p. 93; F. 9). Président : M. Raymond Poincaré [18 février] (J.O., p. 2102; F. 12). Vice-Présidents : MM. de Selves et Gaston Doumergue; Secrétaires : MM. Victor Bérard et Reynald [25 février] (J.O., p. 2550; F. 14). M. Jonnart est nommé membre de la Commission en remplacement de M. Antonin Dubost, décédé

[23 avril] (J.O., p. 1035). M. Antony Ratier, élu [2 juin] (A. t. I, p. 1490 ; J.O., p. 1302).

COMMISSION DE L'AGRICULTURE.

MM. Alfred Brard, Bachelet, Beaumont, Bodinier, Bollet, Bouctot, Brocard, Carrère, Chauveau, Chomet, Cosnier, Courrégelongue, Darnecour, David (Fernand), Donon, Durand (Jean), Gauthier, Gégauff, Gomot, Machet, Lôneveu, de Lubersac, le Marquis de Marguerie, Massé (Alfred), Maurice Guesnier, Méline, Michel (Louis), Monfeuillart, Pajot, Quesnel, Roland (Léon), de Rougé, Royneau, Sabaterie, le Comte de Saint-Quentin, Thiéry (Laurent) [10 février] (A. t. I, p. 85 ; J.O., p. 93 ; F. 9.) Président : M. Méline [18 février] (J.O., p. 2102 ; F. 12). Vice-Présidents : MM. Massé et Fernand David ; Secrétaires : MM. Gaston Carrère et Donon [25 février] (J.O., p. 2550 ; F. 14).

COMMISSION DE L'ARMÉE.

MM. le Comte d'Alsace prince d'Hénin, Amic, Berger (Pierre), Boudenoot, le Général Bourgeois, Breton (Jules-Louis), Cauvin, Cazelles, Charles Chabert, Chéron (Henry), Delpierre, le Comte d'Elva, Etienne, Fernand Merlin, Gaudin de Villaine, Gentil, Grosdidier, Henry Bérenger, Hervey, le Général Hirschauer, de La Batut, de Landemont, Le Barillier, Lebert, Lebrun (Albert), Lucien Cornet, Mauger, Menier (Gaston), Paul Pelisse, Paul Strauss, Pédebidou, Poulle, Richard, Sabaterie, le Colonel Stuhl, le Général Taufflieb [10 février] (A. t. I, p. 85 ; J.O., p. 93 ; F. 9). Président : M. Boudenoot [18 février] (J.O., p. 2102 ; F. 12). Vice-Présidents : MM. Henry Chéron, Cauvin ; Secrétaires : MM. Charles Chabert, Lucien Cornet (F. 20). M. Chalamet élu [2 juin] (A. t. I, p. 1490 ; J.O., p. 1302). M. Henry Bérenger démissionnaire le 22 novembre (J.O., p. 1922). M. Hayez est élu membre de la Commission [25 novembre] (A. t. II, p. 208 ; J.O., p. 1965 ; F. 104).

COMMISSION DES CHEMINS DE FER, TRANSPORTS ET OUTILLAGE NATIONAL.

MM. Bersez, Billiet, Blaignan, le Général Bourgeois, Brindeau, Chagnaud, Claveille, Coignet, Denis (Gustave), Drivet, Dupuy (Paul), Eugène Chanal, Faisans, Faure, Fourmont, Gérard (Albert), de Jouvenel (Henry), Léon Perrier, Lhôpital, Loubet, (J.), Michaut (Henri), Milan, Mollard, de Montaigu, Ordinaire, Perchot, le Lieutenant-Colonel Plichon, de Pomereu, Rabier (Fernand), Régnier (Marcel), Rey-

nald, Rouland, Roustan, Roy (Henri), Sarraut (Maurice), Trouvé [10 février] (A. t. I, p. 85; J.O., p. 93; F. 9). Président : M. Lhopiteau [18 février] (J.O., p. 2102; F. 12). Vice-Présidents : MM. Fernand Rabier et Faisans; Secrétaires : MM. Reynald et Roustan [3 mars] (J.O., p. 2837; F. 15). M. Brangier est élu membre de la Commission en remplacement de M. Claveille [25 octobre] (A. t. II, p. 10; J.O., p. 1796; F. 94). M. Vieu est élu membre de la Commission en remplacement de M. Roustan [15 novembre] (A. t. II, p. 98; J.O., p. 1872; F. 99). M. Cazelles est élu membre de la Commission [18 novembre] (A. t. II, p. 138; J.O., p. 1906; F. 101).

COMMISSION DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DU TRAVAIL ET DES POSTES.

MM. Amédée Vidal, Babin-Chevaye, Bersez, Billiet, Bouveri, Buhan, Cadilhon, Cauvin, Clémentel, Codet (Pierre), Coignet, Deloncle, Diébolt-Weber, Drivet, Enjolras, Félix Martin, Foulhy, Garnier, Hennessy, (James), Louis Soulié, Mando, Marsot, Mascuraud, Maurin, Mazurier, Mollard, Monnier, Pasquet, Perdrix, Provost-Dumarchais, Régnier (Marcel), Roustan, Roy (Henri), Ruffier, Serre, Thuillier-Buridard [10 février] (A. t. I, p. 86; J.O., p. 93; F. 9). Président : M. Clémentel [18 février] (J.O., p. 2102; F. 12). Vice-Présidents : MM. Cauvin et Charles Deloncle; Secrétaire : M. Serre [25 février] (J.O., p. 2550; F. 14).

COMMISSION DE COMPTABILITÉ.

1^{er} bureau, MM. Héry, Léon Perrier; 2^e bureau, MM. Henri Roy, Jénouvrier; 3^e bureau, MM. Charles Chabert, Duroux; 4^e bureau, MM. Monsservin, J. Loubet; 5^e bureau, MM. Penancier, Paul Pelisse; 6^e bureau, MM. Humblot, Bouctot; 7^e bureau, MM. Gomot, Chauveau; 8^e bureau, MM. Gourju, Magny; 9^e bureau, MM. Guillaume Poulle, Jean Philip [11 février] (J.O., p. 1873; F. 10). Président : M. Gomot; Vice-Président : M. Jénouvrier; Secrétaire et Rapporteur : M. Guillaume Poulle [18 février] (J.O., p. 2102; F. 12).

COMMISSION chargée d'étudier les questions intéressant spécialement les DÉPARTEMENTS LIBÉRÉS DE L'INVASION.

Résultat du 2^e tour de scrutin pour la nomination, au scrutin de liste, de 4 membres de la Commission chargée d'étudier les questions intéressant spécialement les départements libérés de l'invasion : MM. Cazelles, Henri Merlin, Chênebenoit, de Lubersac, élus [9 juin] (A. t. I, p. 1530; J.O., p. 1339; F. 74).

COMMISSION DES DOUANES ET CONVENTIONS COMMERCIALES.

MM. Babin-Chevaye, Bachelet, Bompard, Bouctot, Buhan, Cadilhon, Charpentier, Codet (Pierre), Courrégelongue, Damecour, David (Louis), Delahaye (Dominique), Denis (Gustave), Donon, Ermant, Eugène Chanal, Gallet, Gérard (Albert), Gouge (René), Japy, Lederlin, Mascuraud, Maurice Guesnier, Menier (Gaston), Monfeuillart, Mony, Morel (Jean), Noël, Pichery, le Lieutenant-Colonel Plichon, Potié, Quesnel, Roland (Léon), Scheurer, Serre, Touron [10 février] (A. t. I, p. 86 ; J.O., p. 93 ; F. 9). Président : M. Jean Morel [18 février] (J.O., p. 2102 ; F. 12). Vice-Présidents : MM. Mascuraud et Touron ; Secrétaires : MM. Eugène Chanal et Donon [25 février] (J.O., p. 2550 ; F. 14). M. Chapsal est élu membre de la Commission [18 novembre] (A. t. II, p. 138 ; J.O., p. 1906 ; F. 101).

COMMISSION DE L'ENSEIGNEMENT.

MM. Albert (François), Bérard (Victor), Cazals, Collin (Henri), Cruppi, Cuminal, Daraignez, Daudé, Delahaye (Jules), Delsor, Desgranges, Dron (Gustave), Duchein, Duplantier, Farjon, Georges Berthoulat, Gerbe, Goy, Gras, Héry, Honnorat, Humblot, Jossot, Jouis, Laboulbène, Labrousse, Lafferre, de Lamarzelle, Léon Perrier, Massé (Alfred), Monsservin, Montenot, Pottevin, Quilliard, Servain, Steeg (T.) [10 février] (A. t. I, p. 86 ; J.O., p. 93 ; F. 9). Président : M. Victor Bérard [18 février] (J.O., p. 2102 ; F. 12). Vice-Présidents : MM. Jean Cruppi et Cuminal ; Secrétaires : MM. Humblot et Jossot [25 février] (J.O., p. 2550 ; F. 14). M. Penancier est nommé membre de la Commission en remplacement de M. Desgranges, décédé [23 avril] (J.O., p. 1034).

COMMISSION DES FINANCES.

MM. Albert Peyronnet, Bérard (Alexandre), Bérenger (Henry), Besnard (René), Bienvenu Martin, Blaignan, Boivin-Champeaux, Boudenoit, Busson Billault, Chastenet (Guillaume), Chéron (Henry), Clémentel, Dausset, David (Fernand), Debierre, François-Marsal, Guillier, le Général Hirschauer, Hubert (Lucien), Jeanneney, Jénouvrier, Lebrun (Albert), Léon Perrier, Lévy (Raphaël-Georges), Milan, Milliès-Lacroix, Morel (Jean), Paul Pelisse, Perchot, René Renoult, Ribot, Schrameck, de Selves, Serre, le Colonel Stuhl, Touron [25 octobre] (A. t. II, p. 10 ; J.O. p. 1796 ; F. 94). Président : M. Milliès-Lacroix ; Vice-Présidents : MM. Alexandre Bérard, de Selves ; Secrétaires : MM. Albert Peyronnet, Chastenet ; Rapporteur-général : M. Henry Chéron [26 octobre] (J.O., p. 12097 ; F. 94).

COMMISSION D'HYGIÈNE, ASSISTANCE, ASSURANCE ET PRÉVOYANCE SOCIALES.

MM. Albert-Peyronnet, Baudet (Charles), Brager de La Ville-Moysan, Bussy, Chauveau, Daraignez, Delpierre, Delsor, Dron (Gustave), Dudouyt, Duquaire, Eymery, Félix Martin, Fernand Merlin, Flandin, Fontanille, Foucher, François-Saint-Maur, Gallet, Gomot, Guillois, Lancien, Louppe (Albert), Masclanis, Mauger, Merlin (Henri), Michaut (Henri), Mony, le Marquis de Moustier, Oriot, Paul Strauss, Pottevin, Ranson, Roche, Vallier, Vayssière [10 février] (A. t. I, p. 86; J.O., p. 93; F. 9). Président : M. Paul Strauss [18 février] (J.O., p. 2102; F. 12). Vice-Présidents : MM. Chauveau et Albert-Peyronnet; Secrétaires : MM. Lancien et Mauger [3 mars] (J.O., p. 2837; F. 15).

COMMISSION DE LÉGISLATION CIVILE ET CRIMINELLE.

MM. Boivin-Champeaux, Busson-Billault, Catalogne, Chastenet (Guillaume), Chautemps (Alphonse), Crémieux (Fernand), David (Louis), Duplantier, Eccard, Fenoux, Gerbe, Gouge (René), Grand, Guillier, Helmer, de Las Cases (Emmanuel), Lebert, Lemarié, Lhopiteau, Loubet (J.), Maranget, Martin (Louis), Massabuau, Milliard, Morand, Penancier, Pérès, Pol-Chevalier, Poulle, Rabier (Fernand), Ratier (Antony), Régismanset, Richard, Savary, Simonet, Vallier [10 février] (A. t. I, p. 86; J.O., p. 93; F. 9). Président : M. Boivin-Champeaux [18 février] (J.O., p. 2102; F. 12). Vice-Présidents : MM. Antony Ratier et Lhopiteau; Secrétaires : MM. Guillaume Poulle et Penancier [25 février] (J.O., p. 2550; F. 14). M. Gourju, élu [2 juin] (A. t. I, p. 1490; J.O., p. 1302).

COMMISSION SUPÉRIEURE DES MALADIES PROFESSIONNELLES.

Résultat du scrutin pour la nomination d'un membre de la Commission supérieure des maladies professionnelles : M. Dudouyt, élu. [3 février] (A. t. I, p. 71; J.O., p. 86).

COMMISSION DE LA MARINE.

MM. Alfred Brard, Bergeon, Brindeau, Cuttoli, Dehove, Doumergue (Gaston), Dudouyt, Duroux, d'Estournelles de Constant, Farjon, Fenoux, Flaissières, Fortin, Guilloteaux, Hayez, Hennessy (James), de Kerguézec, de Lamarzelle, de Lavrignais, Le Hars, Lemarié, Léméry, Le Troadec, Morand, Mulac, Pams (Jules), Perreau, Pierrin, de Pome-reu, Riotteau, Servain, Thuillier-Buridard, Tissier, Trystram, Vays-

sière, Vieu [10 février] (A. t. I, p. 86; J.O., p. 93; F. 9). Président : M. Gaston Doumergue [18 février] (J.O., p. 2102; F. 12). Vice-Présidents : MM. Riotteau et Guilloteaux; Secrétaires : MM. Fenoux et Hayez [27 février] (J.O., p. 2620; F. 14). M. Roustan est élu membre de la Commission en remplacement de M. Vieu [15 novembre] (A. t. II, p. 98; J.O., p. 1872; F. 99). M. Hayez démissionnaire le 22 novembre (J.O., p. 1922). M. Henry Béranger est élu membre de la Commission [24 novembre] (J.O., p. 1965; F. 104).

COMMISSION DES PÉTITIONS.

1^{er} bureau, M. le Général Bourgeois; 2^e bureau, M. Labrousse; 3^e bureau, M. Duroux; 4^e bureau, M. Pierrin; 5^e bureau, M. Guillois; 6^e bureau, M. Maurice Ordinaire; 7^e bureau, M. Grand; 8^e bureau, M. le Colonel Stuhl; 9^e bureau, M. René Renoult [10 février] (J.O., p. 1873; F. 10). Président : M. le Général Bourgeois; Secrétaire : M. Jacques Duroux; Rapporteur : M. Maurice Ordinaire [18 février] (J.O., p. 2102; F. 12).

COMMUNES ET CANTONS.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire la commune de Bénerville du canton de Pont-l'Evêque (arrondissement de Pont-l'Evêque, département du Calvados), pour la rattacher au canton de Trouville (mêmes arrondissement et département), déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [24 mai] (A. t. I, p. 1355; J.O., p. 1188; I. n° 371). M. Gourju dépose le rapport [30 juin] (A. t. I, p. 1669; J.O., p. 1469). Adoption [8 juillet] (A. t. I, p. 1789; J.O., p. 1575). Promulgation (J.O., 20 juillet, p. 8387).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire la section de Babeau-Bouldoux de la commune de Saint-Chinian (canton de Saint-Chinian, arrondissement de Saint-Pons) pour l'ériger en commune distincte, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale (14 juin] (A. t. I, p. 1564; J.O., p. 1368; I. n° 426). M. Coyrard dépose le rapport [28 juin] (A. t. I, p. 1644; J.O., p. 1444; I. n° 473). Adoption [7 juillet] (A. t. I, p. 1753; J.O., p. 1542). Promulgation (J.O., 20 juillet, p. 8386).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire de la commune de Saint-Florent-sur-Auzonnet (Gard) la

section du Martinet pour l'ériger en municipalité distincte, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission d'administration générale départementale et communale [30 juin] (A. t. I, p. 1670; J.O., p. 1470; I. n° 496). M. Porteu dépose le rapport [5 juillet] (A. t. I, p. 1726; J.O., p. 1517; I. n° 545). Adoption [9 juillet] (A. t. I, p. 1832; J.O., p. 1610). Promulgation (J.O., 20 juillet, p. 8386).

4 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire la commune du Bourget (Seine) du canton de Noisy-le-Sec pour la rattacher au canton d'Aubervilliers, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission d'administration générale, départementale et communale [30 juin] (A. t. I, p. 1670; J.O., p. 1470; I. n° 497). M. Magny dépose le rapport [8 juillet] (A. t. I, p. 1823; J.O., p. 1601; I. n° 600). Adoption [12 juillet] (A. t. I, p. 1978; J.O., p. 1729). Promulgation (J.O., 20 juillet, p. 8387).

5 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire la commune de Varennes-Jarcy (Seine-et-Oise) du canton de Boissy-Saint-Léger pour la rattacher au canton de Villeneuve-Saint-Georges, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [15 novembre] (A. t. II, p. 94; J.O., p. 1772; I. n° 703). M. Gourju dépose le rapport [15 décembre] (A. t. II, p. 368; J.O., p. 2107; I. n° 790). Adoption [27 décembre] (A. t. II, p. 570; J.O., p. 2282).

6 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire les communes d'Aulnay-sous-Bois, le Blanc-Mesnil, Sevran, Tremblay-lès-Gonnesse et Villepinte, du canton de Gonnesse (arrondissement de Pontoise, département de Seine-et-Oise), pour en former un nouveau canton qui aura Aulnay-sous-Bois pour chef-lieu (mêmes arrondissement et département), déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission d'administration générale, départementale et communale [15 novembre] (A. t. II, p. 94; J.O., p. 1872; I. n° 704). M. Gourju dépose le rapport [15 décembre] (A. t. II, p. 368; J.O., p. 2107; I. n° 790). Discussion : Article premier. Adoption. Article 2 : Amendement de MM. Poirson, Maurice Guesnier, Georges Berthoulat et Hugues Le Roux. Adoption (devenant l'article 2). Articles 3, 4 et 5. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [27 décembre] (A. t. II, p. 570; J.O., p. 2282). Promulgation (J.O., 15 février 1922, p. 1958).

7 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire les communes d'Escaunets et de Villenave-près-Béarn (Hautes-Pyrénées) du canton d'Ossun, pour les rattacher au canton de Vic-

n-Bigorre, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission d'administration générale, départementale et communale [15 novembre] (A. t. II, p. 98; J.O., p. 1872; I. n° 705). M. Catalogne dépose le rapport [8 décembre] (A. t. II, p. 300; J.O., p. 2048; I. n° 770). Adoption [17 décembre] (A. t. II, p. 440; J.O., p. 2168). Promulgation (J.O., 25 décembre, p. 14038).

8 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire la commune de la Bussière-sur-Ouche (Côte-d'Or) du canton de Pouilly-en-Auxois pour la rattacher au canton de Bligny-sur-Ouche, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [15 novembre] (A. t. II, p. 98; J.O., p. 1872; I. n° 706). M. Gourju dépose le rapport [15 décembre] (A. t. II, p. 367; J.O., p. 2107; I. n° 790). Adoption [27 décembre] (A. t. II, p. 570; J.O., p. 2282).

9 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à annexer à la commune de Monnières (Loire-Inférieure) les villages de la Haltopière, la Ménodière, la Maisdonnière, la Cordoire, Brochard, les Yolais et les Moulins-de-la-Bidière, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [29 novembre] (A. t. II, p. 234; J.O. p. 1988; I. n° 741).

10 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire la commune de Grandvals (Lozère), du canton de Fournels, pour la rattacher au canton de Nasbinals, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [6 décembre] (A. t. II, p. 278; J.O., p. 2028; I. n° 760). M. Paul Le Roux dépose le rapport [23 décembre] (A. t. II, p. 483; J.O., p. 2204; I. n° 805). Adoption [30 décembre] (A. t. II, p. 778; J.O., p. 2446). Promulgation (J.O., 4 janvier 1922, p. 178).

11 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire la commune d'Osmoy (Cher) du canton de Levet, pour la rattacher au canton de Baugy, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [17 décembre] (A. t. II, p. 463; J.O., p. 2587; I. n° 802).

COMMUNICATIONS

1 — D'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés, faisant connaître au Sénat la composition définitive du bureau de la Chambre des Députés pour l'année 1921 [13 janvier] (A. t. I, p. 13; J.O., p. 13).

2 — D'une lettre de M. le Ministre du Travail demandant au Sénat de procéder à l'élection d'un membre de la Commission supérieure des maladies professionnelles [26 janvier] (A. t. I. p. 50; J.O., p. 54).

3 — D'une lettre de M. le Président du Comité de contrôle et de surveillance de la liquidation des stocks demandant au Sénat de procéder à la désignation de cinq membres audit Comité [27 janvier] (A. t. I, p. 59; J.O. p. 65).

4 — D'une lettre de M. le Ministre du Travail, demandant au Sénat de procéder à l'élection de trois membres du Conseil supérieur du travail [15 février] (A. t. I, p. 103, 107; J.O., p. 111).

5 — D'une lettre de M. le Ministre de l'Agriculture priant le Sénat de procéder à l'élection de trois de ses membres à la Commission plénière de l'Office national du crédit agricole [4 mars] (A. t. I, p. 189; J.O., p. 194).

6 — Relative à la nomination de la Commission des finances [7 juillet] (A. t. I, p. 1732; J.O., p. 1526).

7 — Relative à la nomination de la Commission des finances.

8 — Relative à la nomination d'un membre de la Commission des chemins de fer.

9 — Relative à l'ordre des travaux du Sénat [18 octobre] (A. t. II, p. 5; J.O., p. 1778).

10 — D'une lettre de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, demandant au Sénat de procéder à l'élection d'un membre du Conseil d'administration de la Caisse des monuments historiques [15 novembre] (A. t. II, p. 98; J.O., p. 1872).

COMMUNICATIONS DU GOUVERNEMENT.

1 — M. Pierre Marraud, Ministre de l'Intérieur, donne lecture d'une communication du Gouvernement (Déclaration ministérielle) [20 janvier] (A. t. I, p. 35; J.O., p. 41).

2 — M. Aristide Briand, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, donne lecture d'une communication du Gouvernement (Conférence de Paris) [3 février] (A. t. I, p. 81; J.O., p. 77).

3 — M. Aristide Briand, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, fait une communication au nom du Gouvernement (Entrevue de Hythe) [26 avril] (A. t. I, p. 1185; J.O., p. 1043).

4 — M. Aristide Briand, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, fait une communication au nom du Gouvernement (Proposition du Président de la République des Etats-Unis relative à la limitation des armements) [12 juillet] (A. t. I, p. 1965; J.O., p. 1719).

COMPTES DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif : 1° à la reconstitution des comptes des dépôts et consignations effectués aux caisses du trésorier-payeur général et des receveurs particuliers des finances, dont les archives ont été détruites au cours de la guerre 1914-1919; 2° à la reconstitution des archives des Caisses d'épargne, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [9 juin] (A. t. I, p. 1540; J.O., p. 1347; I. n° 422). M. Henry Chéron dépose le rapport [7 juillet] (A. t. I, p. 1779; J.O., p. 1563; I. n° 585). Déclaration de l'urgence. Adoption [12 juillet] (A. t. I, p. 1955; J.O., p. 1711). Promulgation (J.O. 21 juillet, p. 8436).

CONDAMNATION D'ALSACIENS-LORRAINS. — Voir Alsaciens-Lorrains.

CONSEIL COLONIAL ALGÉRIEN. — Voir Algérie, § III. 4.

CONSEIL D'ÉTAT. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de la composition et de l'organisation du Conseil d'État (Voir Table 1918-1920, p. 517). M. Boivin-Champeaux dépose le rapport [28 avril] (A. t. I, p. 1213; J.O., p. 1065; I. n° 325). Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [26 mai] (A. t. I, p. 1390; J.O., p. 1217). M. Guillaume Chastenet dépose l'avis de la Commission des finances [28 juin] (A. t. I, p. 1664; J.O., p. 1460; I. n° 485). Demande de renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale : MM. Schrameck, Bonnevay, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Alexandre Bérard, Léon Perrier, Boivin-Champeaux, *rapporteur*; Dominique Delahaye. Adoption, au scrutin, de la demande de renvoi [29 novembre] (A. t. II, p. 227; J.O., p. 1982).

CONSEIL SUPÉRIEUR DE RETRAITES OUVRIÈRES ET PAYSANNES. — Résultat du scrutin pour la nomination d'un membre du Conseil supérieur de retraites ouvrières et paysannes : M. Charles Deloncle élu [20 janvier] (A. t. I, p. 47; J.O., p. 51).

CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL. — Résultat du scrutin pour la nomination de trois membres du Conseil supérieur du travail :

MM. Tournon, Peyronnet et Strauss, élus [15 mars] (A. t. I, p. 236; J.O., p. 240).

CONSEILS GÉNÉRAUX.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à retarder l'ouverture de la première session ordinaire des Conseils généraux en 1921, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [24 mars] (A. t. I, p. 331; J.O., p. 324; I. n° 194). M. Laboulbène dépose et lit le rapport (I. n° 202). Demande d'ajournement de la discussion : MM. Paul Doumer, *Ministre des Finances*; Henry Chéron, *rapporteur général*, et Boudenoot [26 mars] A. t. I, p. 362; J.O., p. 350). Déclaration de l'urgence. Discussion générale M. Gourju. Article unique : Amendement de M. Léon Perrier : MM. Léon Perrier, Boudenoot, Laboulbène, *rapporteur*, et Pierre Marraud, *Ministre de l'Intérieur*. Adoption. Adoption de l'article unique du projet de loi (nouvelle rédaction) [29 mars] (A. t. I, p. 389; J.O., p. 372). Promulgation (J.O., 31 mars, p. 3862).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 10 janvier 1921, relatif à l'application dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, de la loi du 10 août 1871, sur les Conseils généraux et des dispositions qui l'ont complétée et modifiée, déposé par M. le Président du Conseil, *Ministre des Affaires étrangères*. Renvoi à la Commission d'administration générale, départementale et communale et, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [5 juillet] (A. t. I, p. 1703; J.O., p. 1499; I. n° 525). M. Eccard dépose le rapport [9 juillet] (A. t. I, p. 1879; J.O., p. 1648; I. n° 620).

CONSEILS DE PRÉFECTURE.

1 — Renvoi, pour avis, à la Commission de l'administration générale, départementale et communale, des articles du projet de finances du budget de l'exercice 1921 concernant les Conseils de préfecture [17 mars] (A. t. I, p. 246; J.O., p. 249).

2 — Projet de loi portant suppression des Conseils de préfecture et création de Conseils administratifs, déposé par M. le Président du Conseil, *Ministre des Affaires étrangères*, M. le *Ministre des Finances* et M. le *Ministre de l'Intérieur*. Renvoi à la Commission d'administration générale, départementale et communale [7 juin] (A. t. I, p. 1522; J.O., p. 1330; I. n° 413).

3 — Proposition de loi relative à la réforme des Conseils de préfecture, déposée par MM. Servain, Le Hars et de Kerguezec. Renvoi à la Commission d'administration générale, départementale et communale [22 décembre] (A. t. II, p. 468; J.O., p. 2192; I. n° 804).

CONSEILS DE PRUD'HOMMES. — Voir Prud'hommes (Conseils de).

CONSEILS DE REVISION. — Voir Armée, § II, 1.

CONSTANTINE. — Voir Armée, § II, 14.

CONTRAT DE TRANSPORT PAR TERRE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 28 juillet 1921, étendant aux transports de marchandises, voitures, animaux et objets quelconques, effectués par chemin de fer entre toute gare des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, d'une part, et toute gare des autres départements français, d'autre part, les dispositions du Code civil et du Code de commerce français applicables au contrat de transport par terre, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle et, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [22 décembre] (A. t. II, p. 487; J.O., p. 2207; I. n° 821).

CONTRATS COMMERCIAUX. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 18 juin 1920, portant introduction en Alsace et Lorraine de la loi du 9 mai 1920, prorogeant les délais d'application de la loi du 21 janvier 1918, relative aux marchés à livrer et autres contrats commerciaux conclus avant la guerre, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [10 février] (A. t. I, p. 84; J.O., p. 92; I. n° 48). M. Eccard dépose le rapport (I. n° 146). M. Eccard dépose l'avis de la Commission d'Alsace-Lorraine (I. n° 147) [15 mars] (A. t. I, p. 237; J.O., p. 240). Déclaration de l'urgence. Adoption [26 avril] (A. t. I, p. 1175; J.O., p. 1035). Promulgation (J.O., 9 mai, p. 5595).

CONTRIBUTIONS DIRECTES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux contributions directes (impositions départementales et communales de l'exercice 1922), déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission des finances [5 juillet] (A. t. I, p. 1706; J.O., p. 1501; I. n° 542). M. Henry Chéron dépose le rapport [5 juillet] (A. t. I, p. 1705; J.O., p. 1501; I. n° 543).

Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement, Articles premier à 5. Adoption. Amendement de M. Guillaume Chastenet (art. 5 bis) non appuyé. Articles 6 à 8. Adoption. Article 9 : Amendement de MM. Gaston Doumergue et plusieurs de ses collègues : MM. Milliès-Lacroix, *président de la Commission des finances* ; Gaston Doumergue, Henry Chéron, *rapporteur général* ; Paul Doumer, *Ministre des Finances* ; Hervey et Henry Bérenger. Rejet. Adoption de l'article 9. Articles 10 à 12. Adoption. Article 13. Adoption. Amendement (disposition additionnelle) de MM. Blaignan, Cruppi, Duchein et plusieurs de leurs collègues [9 juillet] (A. t. I, p. 1879 ; J.O., p. 1648). Suite de la discussion des articles. Article 13 précédemment adopté. Amendement (disposition additionnelle) de MM. Blaignan, Cruppi, Duchein et plusieurs de leurs collègues : MM. Blaignan, Henry Chéron, *rapporteur général* ; Louis Dausset, Goy, Paul Doumer, *Ministre des Finances* ; Milliès-Lacroix, *président de la Commission des finances* ; de Monzie et Mchet. Vote, au scrutin, de la disjonction de l'amendement, Articles 14 et 15. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi. [11 juillet] (A. t. I, p. 1896 ; J.O., p. 1662). Promulgation (J.O., 17 juillet, p. 8274).

CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 12 mars, concernant l'application, dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, des dispositions de la loi du 25 juin 1920 et de la loi du 31 juillet 1920 concernant les contributions indirectes, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission des finances et pour avis à la Commission de l'Alsace et de la Lorraine [9 décembre] (A. t. II, p. 318 ; J.O., p. 2064 ; I. n° 772).

CONTROLE DES DÉPENSES ENGAGÉES. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à une organisation du contrôle des dépenses engagées, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances. [28 décembre] (A. t. II, p. 705 ; J.O., p. 2388 ; I. n° 871).

CONVENTIONS ET TRAITÉS.

I. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention, signée le 8 septembre 1919, en vue de compléter les dispositions de l'accord du 14 juin 1898 et de la déclaration additionnelle du 24 mars 1899, fixant la frontière des possessions françaises et anglaises et des zones d'influence situées à l'ouest et

à l'est du Niger (Voir Table 1918-1920, p. 531). M. Lucien Hubert dépose le rapport [10 février] (A. t. I, p. 85; J.O., p. 93; I. n° 52). Déclaration de l'urgence. Adoption [23 février] (A. t. I, p. 168; J.O., p. 175). Promulgation (J.O., 10 avril, p. 4562).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention sur l'éducation des Serbes en France, signée à Corfou, le 9 novembre 1916, entre la France et la Serbie (Voir Table 1918-1920, p. 531). M. Reynaud dépose le rapport [10 février] (A. t. I, p. 85; J.O., p. 93; I. n° 53).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention relative à l'admission des Serbes dans les écoles techniques et professionnelles de France, signée à Paris, le 27 novembre 1917 entre la France et la Serbie (Voir Table 1918-1920, p. 530). M. Reynaud dépose le rapport [10 février] (A. t. I, p. 85; J.O., p. 93; I. n° 54).

4 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation des conventions et arrangements de l'Union postale universelle signés à Madrid, le 30 novembre 1920, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre des Colonies et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes et, pour avis, à la Commission des finances [22 mars] (A. t. I, p. 252; J.O., p. 277; I. n° 180). M. Cadilhon dépose le rapport [23 mars] (A. t. I, p. 303; J.O., p. 301; I. n° 188). M. Paul Pelisse dépose l'avis de la Commission des finances [23 mars] (A. t. I, p. 303; J.O., p. 301; I. n° 189). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Observations de M. Cadilhon, rapporteur. Adoption des quatre articles et de l'ensemble du projet de loi [30 mars] (A. t. I, p. 422; J.O., p. 402). Promulgation (J.O., 31 mars, p. 3862).

5 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention conclue à Paris, le 3 août 1920, entre la France et l'Autriche, relative aux modalités d'application de la section III de la partie X (clauses économiques) du traité signé à Saint-Germain le 10 septembre 1919, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des affaires étrangères et de la politique générale des colonies et protectorats [23 mars] (A. t. I, p. 282; J.O., p. 284; I. n° 187). M. Lazare Weiller dépose le rap-

port [24 mars] (A. t. I, p. 306; J.O., p. 304; I. n° 192). M. Reynald dépose un rapport supplémentaire [13 avril] (A. t. I, p. 920; J.O., p. 819; I. n° 352). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement: Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Reynald, rapporteur; de Monzie et Maurice Herbette, *Ministre plénipotentiaire, directeur des affaires administratives et techniques au Ministère des Affaires étrangères*. Adoption de l'article unique du projet de loi [26 avril] (A. t. I, p. 1175; J.O., p. 1035). Promulgation (J.O., 12 mai, p. 5658).

6 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation: 1° de la convention conclue à Paris, le 10 septembre 1919, entre la France, les Etats-Unis d'Amérique, la Belgique, la Bolivie, l'Empire britannique, la Chine, Cuba, l'Equateur, la Grèce, le Hedjaz, l'Italie, le Japon, le Nicaragua, le Panama, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, l'Etat serbe-croate-slovène, le Siam et l'Etat tchécoslovaque, relative au commerce des armes et des munitions, ainsi que du protocole qui y est joint; actes auquel le Guatemala a accédé par déclaration en date du 21 janvier 1920 et auxquels le Brésil a adhéré par note en date du 22 décembre 1919; 2° de la convention conclue à Saint-Germain-en-Laye, le 10 septembre 1919, entre la France, les Etats-Unis d'Amérique, la Belgique, l'Empire britannique, l'Italie, le Japon et le Portugal sur le régime des spiritueux en Afrique, ainsi que du protocole qui y est joint; 3° de la convention conclue à Saint-Germain-en-Laye, le 10 septembre 1919, entre la France, les Etats-Unis d'Amérique, la Belgique, l'Empire britannique, l'Italie, le Japon et le Portugal, portant révision de l'acte général de Berlin du 26 février 1885 et de l'acte général et de la déclaration de Bruxelles du 2 juillet 1890, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre de la Guerre, M. le Ministre de la Marine, M. le Ministre des Colonies, M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des affaires étrangères et de politique générale des colonies et protectorats [29 mars] (A. t. I, p. 338; J.O., p. 372; I. n° 204). M. Lucien Cornet dépose le rapport [29 mars] (A. t. I, p. 388; J.O., p. 372; I. n° 206). Déclaration de l'urgence. Adoption [1^{er} avril] (A. t. I, p. 492; J.O., p. 462). Promulgation (J.O., 20 avril, p. 4874).

7 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation du protocole additionnel à la convention du 13 octobre 1919, portant réglementation de la navigation aérienne, en date du 1^{er} mai 1920, signé à Paris par la France, les Etats-Unis d'Amérique,

la Belgique, la Bolivie, l'Empire britannique, la Chine, Cuba, l'Equateur, la Grèce, l'Italie, le Japon, le Panama, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, l'Etat serbe-croate-slovène, le Siam, l'Etat tchéco-slovaque et l'Uruguay, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre de la Guerre, M. le Ministre de la Marine, M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre des Colonies, M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie, M. le Ministre du Travail et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des affaires étrangères et de la politique générale des colonies et protectorats [2 avril] (A. t. I, p. 530; J.O., p. 494; I. n° 229). M. Joseph Reynaud dépose le rapport [26 avril] (A. t. I, p. 1625; J.O., p. 1042; I. n° 304). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Joseph Reynaud, *rapporteur*. Adoption de l'article unique du projet de loi [23 juin] (A. t. I, p. 1625; J.O., p. 1425). Promulgation (J.O., 31 juillet, p. 8982).

8 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le Ministre de l'Instruction publique à engager une dépense de 13.500.000 francs, à titre de subvention à l'Université de Paris, pour l'exécution de la convention conclue entre ladite université et la Ville de Paris, à l'effet de créer une cité universitaire sur les bastions 81, 82, 83 de l'ancienne enceinte fortifiée de Paris, déposé par M. le Ministre de l'Instruction publique et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de l'enseignement et, pour avis, à la Commission des finances [23 juin] (A. t. I, p. 1641; J.O., p. 1438; I. n° 461). M. Honorat dépose et lit le rapport (I. n° 482). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Avis de la Commission des finances, par M. Schrameck. Adoption de l'article unique du projet de loi [28 juin] (A. t. I, p. 1647; J.O., p. 1447). Promulgation (J.O., 28 juin, p. 7403).

9 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, approuvant une convention passée par le Ministre de la Guerre en vue de la location, pour une durée de soixante-dix années, de l'usine électro-chimique de Lannemezan et des usines hydroélectriques annexes, déposé par M. le Ministre des Finances, M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre de la Guerre. Renvoi à la Commission des chemins de fer, des transports et de l'outillage national [28 juin] (A. t. I, p. 1645; J.O., p. 1444; I. n° 478). Renvoi à la Commission de l'armée, et, pour avis, à la Commission des chemins de fer, des transports et de l'outillage national [7 juillet] (A. t. I, p. 1732; J.O., p. 1526). M. Pédebidou dépose le rapport [7 juillet] (A. t. I, p. 1779; J.O., p. 1563; I. n° 580). M. Albert Lebrun dépose l'avis de la Commission des

finances [9 juillet] [A. t. I, p. 1851; J.O., p. 1625; I. n° 606]. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Sur l'urgence : MM. Dominique Delahaye ; Patart, directeur des poudres au Ministère de la Guerre ; Coignet et Pédebidou. Vote de l'urgence. Article unique : MM. Pédebidou, Pierre Dupuis, Milliès-Lacroix, président de la Commission des finances et Patart, commissaire du Gouvernement. Adoption de l'article unique du projet de loi [10 novembre] (A. t. II, p. 70; J.O., p. 1848). Promulgation (J.O., 17 décembre; p. 13695).

10 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention internationale pour la création, à Paris, d'un institut international du froid, conclue à Paris, le 21 juin 1920, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre de l'Agriculture et M. le Ministre du Commerce, Renvoi à la Commission des affaires étrangères et de politique générale des colonies et protectorats [7 juillet] (A. t. I, p. 1733; J. O., p. 1527; I. n° 562).

11 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation : 1° de la convention signée à Paris, le 16 octobre 1912, entre la République argentine, le Danemark, la France, la Hongrie, l'Italie, le Mexique, la Norvège, le Portugal et l'Uruguay pour l'unification de la présentation des résultats d'analyse des matières destinées à l'alimentation de l'homme et des animaux; 2° de la convention signée à Paris, le 16 octobre 1912, entre la République argentine, la France, la Hongrie, le Mexique, le Portugal et l'Uruguay pour la création d'un bureau international permanent de chimie analytique concernant les matières destinées à l'alimentation de l'homme et des animaux, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre de l'Agriculture et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des affaires étrangères et de la politique générale des colonies et protectorats [9 juillet] (A. t. I, p. 1878; J.O., p. 1647; I n° 615).

12 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention relative à l'assistance et à la prévoyance sociales conclue entre la France et la Pologne, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre de l'Agriculture, M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie, M. le Ministre du Travail et M. le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales. Renvoi à la Commission des affaires étrangères et de la poli-

tique générale des colonies et protectorats [18 octobre] (A. t. II, p. 4 ; J.O., p. 1778 ; I. n° 671).

13 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation d'une convention modifiant le cahier des charges qui lie la Compagnie fermière des thermes de Plombières à l'Etat, déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance, de l'Assurance et de la Prévoyance sociales. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales [15 novembre] (A. t. II, p. 98 ; J.O., p. 1872 ; I. n° 702). M. Chauveau dépose le rapport. Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [24 novembre] (A. t. II, p. 187 ; J.O., p. 1948 ; I. n° 733). M. Debierre dépose l'avis de la Commission des finances [30 décembre] (A. t. II, p. 804 ; J.O., p. 2466 ; I. n° 379). Adoption [31 décembre] (A. t. II, p. 944 ; J.O., p. 2578). Promulgation (J.O., 23 février 1922, p. 2310).

14 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention conclue, le 14 février 1921, entre la France et la Belgique, ayant pour objet de garantir à leurs nationaux, travaillant dans les mines françaises ou belges, le bénéfice du régime spécial des retraites des ouvriers mineurs en vigueur dans chacun des deux pays, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre du Travail. Renvoi à la Commission des affaires étrangères et de la politique générale des colonies et protectorats [26 décembre] (A. t. II, p. 527 ; J.O., p. 2244 ; I. n° 850).

COUR DE JUSTICE. — Résultat du scrutin pour la nomination de neuf membres de la Commission d'instruction de la Cour de Justice : MM. Poulle, Lemarié, Albert-Peyronnet, Ratier, Guillier, Loubet, Simonet, Pérès et Alexandre Bérard, élus. — Résultat du scrutin pour la nomination de cinq membres suppléants de la Commission d'instruction de la Cour de Justice : MM. Richard, René Besnard, Reynald, Morand et de Las Cases, élus [22 février] (A. t. I, p. 146 ; J.O., p. 150). — Résultat du 2^e tour de scrutin pour la désignation du Vice-Président chargé de présider la Cour de Justice en cas d'empêchement du Président : M. Bienvenu Martin, élu [24 février] (A. t. I, p. 154 ; J.O., p. 161). — Communication d'une lettre de M. le Premier Président de la Cour de Cassation avisant M. le Président du Sénat de la désignation de M. le Président Mérillon comme Procureur général et de MM. les Conseillers Lombart et Sénac comme avocats généraux près la Cour de Justice [4 mars] (A. t. I, p. 189 ; J.O., p. 194).

COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE. —

Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation du protocole concernant le statut de la Cour permanente de justice internationale de la Société des Nations, en date, à Genève, du 16 décembre 1920, signé dès à présent par la France, le Brésil, l'Empire britannique, l'Union Sud-Africaine, le Dominion de Nouvelle-Zélande, l'Inde, la Chine, la Colombie, Costa-Rica, Cuba, le Danemark, la Grèce, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, Panama, le Paraguay, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, le Salvador, le Siam, la Suède, la Suisse, l'Uruguay et le Venezuela, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre des Travaux publics et des Transports, M. le Ministre du Travail, M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie. Renvoi à la Commission des affaires étrangères et de la politique générale des colonies et protectorats [10 février] (A. t. I, p. 85 ; J.O., p. 92 ; I. n° 38). M. de Las Cases dépose le rapport [29 mars] (A. t. I, p. 1168 ; J.O., p. 372 ; I. n° 205). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Reynald, *rapporteur*, et Aristide Briand, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*. Adoption de l'article unique du projet de loi [23 juin] (A. t. I, p. 1627 ; J.O., p. 1426). Promulgation (J.O., 24 juillet, p. 8547).

COURTIERS PLACIERS. — Proposition de loi tendant à modifier l'article 59 de la loi du 25 juin 1920, et à exempter les courtiers placiers de la taxe sur le chiffre d'affaires, déposée par M. Roustan. Renvoi à la Commission des finances [16 juin] (A. t. I, p. 1591 ; J.O., p. 1394 ; I. n° 448).

CRÉDIT AGRICOLE. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à l'application aux victimes de la guerre de la loi sur le crédit agricole, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'agriculture et, pour avis, à la Commission des finances [30 juin] (A. t. I, p. 1674 ; J.O., p. 1473 ; I. n° 512). Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission de l'agriculture [5 juillet] (A. t. I, p. 1703 ; J.O., p. 1498).

Voir Office national de crédit agricole.

CRÉDIT INDUSTRIEL. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 30 décembre 1920 portant

modification de l'article 139 de la loi du 26 juillet 1900 (Crédit industriel) relatif aux attributions des inspecteurs du travail dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission du commerce, de l'industrie et des postes [22 novembre] (A. t. II, p. 156; J.O., p. 1922; I. n° 728).

CRÉDITS.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de l'Agriculture, sur l'exercice 1921, d'un crédit destiné à un essai d'exploitation de la résine en régie dans les forêts domaniales des dunes de Gascogne, déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Agriculture. Renvoi à la Commission des finances [25 janvier] (A. t. I, p. 57; J.O., p. 60; I. n° 16). M. Fernand David dépose le rapport [10 février] (A. t. p. 85; J. O., p. 93; I. n° 51).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, au Ministre des Affaires étrangères, d'un crédit de 850.000 francs pour achat d'un immeuble destiné à l'installation des œuvres françaises à Rome (Voir Table 1918-1920, p. 577). M. Lucien Hubert dépose le rapport [25 mars] (A. t. I, p. 331; J.O., p. 324; I. n° 193). Adoption [7 avril] (A. t. I, p. 719; J.O., p. 652).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits pour assurer l'installation et le fonctionnement du service des douanes en Alsace et en Lorraine, dans le bassin de la Sarre et à la frontière géographique des zones franches, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission des finances [15 avril] (A. t. I, p. 1037; J.O., p. 918; I. n° 261). M. Henry Chéron dépose le rapport [16 avril] (A. t. I, p. 1105; J.O., p. 972; I. n° 266). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale : MM. Gallet et Paul Doumer, *Ministre des Finances*. Adoption des deux articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [23 avril] (A. t. I, p. 1158; J.O., p. 991). Promulgation (J.O., 29 avril, p. 5130).

4 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'ouverture d'un crédit au Ministre du Commerce et de l'Industrie pour paiement des primes aux surfaces ensemencées en blé, méteil et seigle dans les régions dévastées, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre du Commerce

et de l'Industrie, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre de l'Agriculture. Renvoi à la Commission des chemins de fer, des transports et de l'outillage national [26 avril] (A. t. I, p. 1184 ; J.O., p. 1042). M. Henry Chéron déposé le rapport [25 mai] (A. t. I, p. 1359 ; J.O., p. 1192 ; I. n° 376). Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [2 juin] (A. t. I, p. 1491 ; J.O., p. 1303). Promulgation (J.O., 17 juillet, p. 8267).

5 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit de 200.000 francs, au titre de l'exercice 1921, pour aide aux pêcheurs employant des bateaux munis de moteurs à essence ou à pétrole, déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission des finances [5 juillet] (A. t. I, p. 1726 ; J.O., p. 1518 ; I. n° 550). M. Henry Chéron dépose le rapport [11 juillet] (A. t. I, p. 1934 ; J.O., p. 1693 ; I. n° 639). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [12 juillet] (A. t. I, p. 1974 ; J.O., p. 1726). Promulgation (J.O., 30 juillet, p. 8943).

6 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits sur l'exercice 1921 et concernant l'attribution d'une indemnité temporaire de cherté de vie aux petits retraités de l'Etat, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [12 juillet] (A. t. I, p. 1992 ; J.O., p. 1741 ; I. n° 656).

7 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au report de crédits sur l'exercice 1920 à l'exercice 1921, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [11 juillet] (A. t. I, p. 1934 ; J.O., p. 1692 ; I. n° 634). M. Henry Chéron dépose le rapport [11 juillet] (A. t. I, p. 1934 ; J.O., p. 1692 ; I. n° 642). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Observation de M. Henry Chéron, *rapporteur général*. Article premier (état A). Adoption. Article 2 (état B) : Chapitre 30 du Ministère des Travaux publics, MM. Paul Laffont, *Sous-Secrétaire d'État des Postes et Télégraphes* ; le Rapporteur général, Mauger, Paul Doumer, *Ministre des Finances* ; Victor Bérard. Adoption du chapitre modifié et de l'ensemble de l'article 2. Articles 3 à 8. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [12 juillet] (A. t. I, p. 1992 ; J.O., p. 1741). Promulgation (J.O., 17 juillet, p. 8278).

CRÉDITS ADDITIONNELS.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, au Ministre du Travail, de crédits additionnels aux crédits provisoires au titre du budget ordinaire de 1921, déposé par M. le Ministre du Travail et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [3 février] (A. t. I, p. 70 ; J.O., p. 76 ; I. n° 23). M. Albert-Peyronnet dépose le rapport [10 février] (A. t. I, p. 85 ; J.O., p. 93 ; I. n° 55). Discussion générale : MM. Albert-Peyronnet, rapporteur ; Daniel-Vincent, *Ministre du Travail* ; Louis Michel et Japy. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [24 février] (A. t. I, p. 154 ; J.O., p. 161). Promulgation (J.O., 10 mars, p. 3030).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'exercice 1921, au titre du Ministère des Finances, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [4 mars] (A. t. I, p. 190 ; J.O., p. 194 ; I. n° 96). M. Louis Dausset dépose le rapport [11 mars] (A. t. I, p. 210 ; J.O., p. 218 ; I. n° 121). Adoption [22 mars] (A. t. I, p. 253 ; J.O., p. 257). Promulgation (J.O., 31 mars, p. 3862).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, au Ministre de la Justice, au titre du budget annexe de la Légion d'honneur, de crédits additionnels aux crédits provisoires, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [21 avril] (A. t. I, p. 1110 ; J.O., p. 976 ; I. n° 268). M. Brangier dépose le rapport [30 mai] (A. t. I, p. 1393 ; J.O., p. 1221 ; I. n° 387).

CRÉDIT EXTRAORDINAIRE.

Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture, sur l'exercice 1921, d'un crédit extraordinaire de 500.000 francs au Ministre des Travaux publics pour secours aux marinières victimes du chômage ; 2° annulation d'un crédit d'égale somme au budget du Ministère du Travail, déposé par M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre du Travail et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [6 décembre] (A. t. II, p. 278 ; J.O., p. 2028 ; I. n° 748).

CRÉDITS PROVISOIRES.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture sur l'exercice 1921 de crédits provisoires applicables au mois de mars 1921 ; 2° autorisation de percevoir, pendant le même

mois, les impôts et revenus publics, déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 75). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances. M. Henry Chéron dépose le rapport (I. n° 76). Discussion immédiate. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Henry Chéron, *rapporteur général*; Paul Doumer, *Ministre des Finances*; le Lieutenant-Colonel Plichon, Dominique Delahaye et Albert-Peyronnet. Articles premier, 2 et 3. Adoption. Article 4 : MM. Henry Chéron, *rapporteur général*, et Paul Doumer, *Ministre des Finances*. Adoption. Article 5 : MM. Gaston Doumergue, Millières-Lacroix, *Président de la Commission des finances*; le Rapporteur général et François-Saint-Maur. Adoption. Articles 6 à 8. Adoption. Article 9 : MM. le Ministre des Finances, Ribot et le Rapporteur général. Disjonction. Article 10. Disjonction. Article 9 (ancien art. 11) : MM. Henry Bérenger, André Paisant, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Finances*, et Gaston Doumergue. Adoption. Article 10 (ancien art. 12) : MM. Jean Durand, Carrère, André Paisant, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Finances*, et de Rougé. Adoption. Article 11 (ancien art. 13). Adoption. Article 11 (de la Chambre des Députés). Adoption (sous le n° 12). Article 13 (ancien art. 14) : MM. de Monzie et le Ministre des Finances. Adoption de l'article modifié. Articles 14 (ancien art. 15) à 39 (ancien art. 40). Adoption. Article 33 bis (de la Chambre des Députés) : MM. le Lieutenant-Colonel Plichon, le Ministre des Finances, le Rapporteur général. Adoption (sous le n° 40). Articles 41 et 42. Adoption. Sur l'ensemble : M. Gaston Doumergue. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [28 février] (A. t. I, p. 168; J.O., p. 176). Promulgation (J.O., 1^{er} mars, p. 2662).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1^o ouverture sur l'exercice 1921, de crédits provisoires au titre des budgets ordinaire et extraordinaire et applicables au mois d'avril 1921; 2^o autorisation de percevoir pendant le même mois les impôts et revenus publics, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [30 mars] (A. t. I, p. 457; J.O., p. 429; I. n° 215). M. Henry Chéron dépose et lit le rapport (I. n° 219). Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Discussion générale : MM. Dominique Delahaye et Henry Chéron, *rapporteur général de la Commission des finances*. Discussion des articles : Articles premier à 10. Adoption. Article 11 : MM. de Monzie et Paul Doumer, *Ministre des Finances*. Adoption, Articles 12 à 23. Adoption. Article 24 : MM. Jeanneney, le Ministre des Finances, Millières-Lacroix, *président de la Commission*

des finances ; Dominique Delahaye, et Gustave Lhopiteau. Adoption. Articles 25 à 34. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [31 mars] (A. t. I, p. 460 ; J.O., p. 434). Promulgation (J.O., 1^{er} avril p. 3906).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, sur l'exercice 1921, de crédits provisoires au titre du budget spécial des dépenses recouvrables sur les versements à recevoir en exécution des traités de paix et applicables au mois d'avril 1921, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [30 mars] (A. t. I, p. 457 ; J.O., p. 429 ; l. n° 216). M. Henry Chéron dépose et lit le rapport (I. n° 221). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Discussion générale : MM. Mauger, Henry Chéron, *rapporteur général de la Commission des finances* ; Ribot, le Général Taufflieb, Jénouvrier, Dominique Delahaye et Loucheur, *Ministre des Régions libérées*. Discussion des articles : Articles premier à 7. Adoption. Article 8 (de la Chambre des Députés) : MM. Milliès-Lacroix, *président de la Commission des finances*, et Paul Doumer, *Ministre des Finances*. Disjonction. Articles 8 et 9 (ancien 9 et 10). Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 mars] (A. t. I, p. 460 ; J.O., p. 439). Promulgation (J.O., 1^{er} avril, p. 3939).

4 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, sur l'exercice 1921, de crédits provisoires au titre du budget spécial des dépenses recouvrables sur les versements à recevoir en exécution des traités de paix et applicables au mois de mai 1921, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [28 avril] (A. t. I, p. 1200 ; J.O., p. 1055 ; I. n° 318). M. Henry Chéron dépose et lit le rapport [29 avril] (A. t. I, p. 1218 ; J.O., p. 1069). Discussion immédiate. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Jénouvrier et Paul Doumer, *Ministre des Finances*. Adoption des articles premier à 12 et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [29 avril] (A. t. I, p. 1218 ; J.O., p. 1069). || Déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances. Rapport verbal de M. Henry Chéron, *rapporteur général*. Discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. le Ministre des Finances, Reynald, le Président, Touron, Milliès-Lacroix *président de la Commission des finances* ; Bonnevey, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* ; René Gouge, le Rapporteur général. Rejet de l'ajournement de la discussion. Vote de la disjonction de l'article 7. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [29 avril] (A. t. I, p. 1220 ; J.O., p. 1129). || Déposé

par M. le Ministre des Finances. (I. n° 352). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances. M. Henry Chéron dépose et lit le rapport (I. n° 355). Observations de M. Henry Chéron, *rapporteur général*. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Discussion générale : MM. de Lubersac, le Rapporteur général, Touron, Henri Mérin, Bonnevey. *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* ; Lugol, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Régions libérées*, et le Lieutenant-Colonel Plichon. Articles 7, 8 et 8 bis. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [30 avril] (A. t. I. p. 1917 ; J.O., p. 1150).

5 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, sur l'exercice 1922, de crédits au titre du budget spécial des dépenses recouvrables sur les versements à recevoir en exécution des traités de paix et applicables au mois de janvier 1922, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [30 décembre] (A. t. II, p. 848 ; J.O., p. 2501 ; I. n° 883). M. Henry Chéron dépose et lit le rapport (I. n° 903). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Albert Lebrun, Loucheur, *Ministre des Régions libérées* ; Henry Chéron, *rapporteur général de la Commission des finances*. Articles premier à 5. Adoption. Article 6 : MM. Charpentier et le Rapporteur général. Adoption. Articles 7 à 9. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 décembre] (A. t. II, p. 957 ; J.O., p. 2587). Promulgation (J.O., 1^{er} janvier 1922, p. 80).

CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES

I. — PROJETS COLLECTIFS.

II. — INSTRUCTION PUBLIQUE.

III. — MARINE.

IV. — PROJETS DIVERS.

I — PROJETS COLLECTIFS

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : I. Au titre du budget ordinaire et du budget extraordinaire : 1° régularisation de crédits ouverts par décret sur l'exercice 1920 ; 2° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1920 ; 3° ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'exercice 1921. II. Au titre du budget spécial des dépenses recouvrables sur les versements à rece-

voir en exécution des traités de paix : 1° ouverture de crédits sur l'exercice 1920 ; 2° ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'exercice 1921, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [22 mars] (A. t. I, p. 278 ; J.O., p. 277). M. Henry Chéron dépose le rapport [16 avril] (A. t. I, p. 1105 ; J.O., p. 692 ; I. n° 264). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Urgence précédemment déclarée. Discussion générale : MM. Henry Chéron, *rapporteur général de la Commission des finances* ; Dominique Delahaye, Massabuau, Paul Doumer, *Ministre des Finances*, et Jénouvrier. Article premier. Adoption. Article 2 : Etat A. Finances : Adoption des chapitres 5, 8, 23, 35, 54, 63 à 65, 68, 74, 75, 83, 86. Chapitre 98 : MM. le Rapporteur général et le Ministre des Finances. Adoption. Chapitre 108 : MM. le Rapporteur général et le Ministre des Finances. Adoption. Adoption des chapitres 118 à 120, 122, 127, 130 à 132. Amendement de MM. Mauger et Brard (chap. 133 de la Chambre des Députés) : MM. Mauger, le Rapporteur général, le Ministre des Finances, Millières-Lacroix, *président de la Commission des finances*. Adoption. Adoption des chapitres 135 et 136. Chapitre 137 : MM. le Ministre des Finances et le Rapporteur général. Adoption. Adoption des chapitres 140, 143 à 147, 149, 150, 154 et 155. Justice : Adoption des chapitres 4, 5, 8, 11 et 14. Amendement de M. Guillaume Poulle (chap. 16 de la Chambre des Députés) : MM. Guillaume Poulle, le Rapporteur général et le Ministre des Finances. Adoption. Adoption des chapitres 21, 23, 28 et 33. Services pénitentiaires : Adoption des chapitres 7 à 11, 13 et 28. Affaires étrangères : Adoption des chapitres 5, 6, 17, 30, 34, 35 et 39. Intérieur : Adoption des chapitres premier, 2, 3, 5, 6, 12, 26 bis, 30, 40, 41, 48 et 66. Guerre : Adoption des chapitres 4, 5, 8, 10, 12, 13, 13 *ter*, 18 à 24, 25, 33, 35, 38, 42 à 45, 47, 52, 54, 62, 71, 75, 80, 87, 89, 92, 93, 96, 99, 101, 112, 113, 127, 147, 149, 152, 153, 159, 165, 166, 167, 175, 176, 191 et 196. Marine : Adoption des chapitres premier, 2, 4, 7, 16 à 19. Chapitre 20 (de la Chambre des Députés) : M. le Rapporteur général. Rejet. Adoption des chapitres 21, 23, 24, 27, 31, 33, 36, 37, 38, 39, 41 à 44, 46, 48, 49, 51 à 53, 58 à 60, 61. Instruction publique : Adoption des chapitres premier, 2, 3, 5, 13, 16, 23, 34, 35, 37, 40, 43, 51, 54, 58, 68, 71, 72, 77, 84, 88, 91, 98, 99, 101, 104, 106, 112, 116, 118, 119, 128, 130, 132, 135, 137, 138, 146, 153 et 153 bis. Beaux-Arts : Adoption des chapitres 3, 12, 20, 37, 43, 77 et 89. Enseignement technique : Adoption des chapitres 8, 11, 13, 14, 15, 17, 18, 20, 23, 25, 26, 28 et 37. Commerce et Industrie : Adoption des chapitres 16, 18, 32 bis et 33. Travail : Adoption des chapitres premier, 4, 5, 17, 22, 23 et 35. Colonies : Adoption des chapitres premier, 4, 6, 7, 10, 11, 13, 27, 28, 43, 44 à 48, 53, 55 à 60, 65, 69, 70, 73, 74 et 75. Agriculture : Adoption des chapitres 5, 6, 12, 21, 28, 63, 67, 80, 82,

95 et 100. Travaux publics : Adoption des chapitres 3, 4, 15, 16, 17, 19, 26, 29, 30, 37, 44, 64, 69, 92, 94, 99, 107, 116, 118 et 120. Postes et Télégraphes : Adoption des chapitres 3, 4, 15, 22, 25, 29, 30, 32, 34, 35, 36 et 41. Ports, Marine marchande et Pêches : Adoption des chapitres 3 à 8, 11, 14, 21, 22, 27, 29 bis, 33, 34 et 39. Aéronautique et Transports aériens : Adoption du chapitre 13. Hygiène, Assistance et Prévoyance sociales : Adoption des chapitres 6, 9, 11, 14 à 19, 21 à 23 et 27. Amendement de M. Albert Lebrun (chap. 38 de la Chambre des Députés) : MM. Albert Lebrun et le Rapporteur général. Adoption. Adoption des chapitres 47, 48, 51, et 67. Adoption de l'ensemble de l'article 2. Articles 3 (Etat B), et 4. Adoption. Article 5 : (Etat C) Finances : Adoption des chapitres 68, 115, 117 bis, 117 ter, 117 quater, 118, 161, 163, 165. Intérieur : Adoption du chapitre 60 bis. Guerre : Adoption des chapitres 93 et 102. Instruction publique : Adoption des chapitres 23 et 68. Beaux-Arts : Adoption du chapitre 107 bis. Enseignement technique : Adoption du chapitre 11. Agriculture : Adoption du chapitre 26. Ports, Marine marchande et Pêches : Adoption du chapitre 13. Hygiène, Assistance et Prévoyance sociales : Adoption du chapitre 70. Adoption de l'ensemble de l'article 5. Article 6 (Etat D). Finances : Adoption des chapitres J, M, N, O et X. Justice : Adoption des chapitres A et C. Affaires étrangères : Adoption des chapitres B et P. Intérieur : Adoption du chapitre M. Guerre : Adoption des chapitres D, E, F, K, L, N, O, P, U, X, Y bis, Z et AA. Marine : Adoption des chapitres A, G, I et J. Instruction publique : Adoption des chapitres D, F et G. Enseignement technique : Adoption du chapitre C. Commerce et Industrie : Adoption des chapitres B et D. Travail : Adoption des chapitres A bis, E et E bis. Colonies : Adoption des chapitres A, D bis, G et H. Agriculture : Adoption du chapitre J. Travaux publics : Adoption des chapitres A, E, F, J bis, K et K ter. Postes et Télégraphes : Adoption du chapitre C. Ports, Marine marchande et Pêches : Adoption du chapitre B ter. Hygiène, Assistance et Prévoyance sociales : Adoption des chapitres D, E, G, G bis et G ter. Adoption de l'ensemble de l'article 6. Article 7 (Etat E). Adoption. Article 8 (Etat F). Affaires étrangères : Adoption du chapitre E bis. Guerre : Adoption du chapitre V. Adoption de l'ensemble de l'article 8. Articles 9 à 19 Adoption [23 avril, 1^{re} séance] (A. t. I, p. 1128 ; J. O., p. 995). Suite de la discussion des articles : Articles 20 à 45. Adoption. Article 57 (de la Chambre des Députés) : MM. Silvain Dreyfus, directeur du personnel de la comptabilité au Ministère des Travaux publics, commissaire du Gouvernement et Henry Chéron, rapporteur général. Adoption (sous le n° 45 bis). Articles 46 et 47. Adoption. Article 48 (Etat G). Finances : Adoption des chapitres 6 à 11, 17 bis, 19 bis, 20 bis, 22, 31, 33, 36 bis, 37, 40, 42, 43, 47, 61, 62, 63, 65, 66, 67, 72, 75, 80, 83, 84, 87,

89, 92, 93, 101, 102, 103, 106, 103 et 110 *bis*. Adoption de l'ensemble de l'article 48. Articles 49 à 52. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [23 avril, 2^e séance] (A. t. I, p. 1152; J.O., p. 1014). || Déposé par M. le Ministre des Finances [29 avril] (A. t. I, p. 1285; J.O., p. 1123; I. n° 338). M. Henry Chéron dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption. [29 avril] (A. t. I, p. 1218; J.O., p. 1124). Promulgation (J.O., 30 avril, p. 5162).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1^o ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1920, au titre du budget ordinaire et extraordinaire; 2^o ouverture et annulation de crédits, sur l'exercice 1920, au titre du budget spécial des dépenses recouvrables sur les versements à recevoir en exécution des traités de paix, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [13 avril] (A. t. I, p. 933; J.O., p. 830; I. n° 253). M. Henry Chéron, dépose le rapport [16 avril] (A. t. I, p. 1105; J.O., p. 972; I. n° 265). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Urgence précédemment déclarée. Observations de M. Henry Chéron, *rapporteur général*. Article premier (Etat A), Finances : Adoption des chapitres 49 *bis*, 64, 67, 86, 100, 118, 122, 126, 127, 135, 136, 138, 139, 140, 144, 146, 150 et 155. Justice : Adoption des chapitres 8 et 28. Services pénitentiaires : Adoption des chapitres 8, 9, 11, 12 et 28. Affaires étrangères : Adoption des chapitres 6, 7, 16, 18, 30 et 45. Intérieur : Adoption des chapitres 2 *bis*, 30, 37, 41, 44, 44 *ter* et 62. Instruction publique : Adoption des chapitres premier, 5, 106, 111, 124, 144 et 152. Beaux-Arts : Adoption des chapitres 3, 12, 37, 42, 79 et 84. Enseignement technique : Adoption des chapitres 8 et 23. Commerce et industrie : Adoption des chapitres 5 *bis*, 23. Travail : Adoption des chapitres 15 et 56. Colonies : Adoption des chapitres 6, 7, 27, 48, 49, 51, 52, 59, 69, 73 et 75. Agriculture : Adoption des chapitres 6 et 12. Chapitre 26 *bis* : MM. Mauger et le Rapporteur général. Rejet. Adoption des chapitres 29 *bis*, 29 *ter*, 29 *quater*, 48, 68, 102 et 103. Travaux publics : Adoption des chapitres 2, 3, 17, 19, 44, 52, 69, 74, 77, 88, 92 et 118. Postes et Télégraphes : Adoption des chapitres premier, 3, 18, 22 à 24, 26, 28 à 31, 35, 36, 38 et 41. Ports, Marine marchande et Pêches : Adoption des chapitres 5, 7, 18, 34 et 37. Hygiène, Assistance et Prévoyance sociales : Adoption des chapitres 9, 19, 21, 27, 32, 37, 39 et 40. Chapitre 44 *bis* : MM. le Rapporteur général, Paul Strauss, Mauger, Paul Doumer, *Ministre des Finances*. Adoption. Adoption du chapitre 48. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Article 2 (Etat B). Adoption. Article 3 : MM. Jénouvrier et le Ministre des Finances. (Etat C), Finances :

Adoption des chapitres J, M, N et T. Justice : Adoption du chapitre G, Services pénitentiaires : Adoption du chapitre A. Affaires étrangères : Adoption des chapitres P et R. Intérieur : Adoption des chapitres M, Q bis et S. Colonies : Adoption des chapitres G et H. Agriculture : Adoption du chapitre A. Travaux publics : Adoption du chapitre A. Postes et Télégraphes : Adoption des chapitres A et C. Adoption de l'ensemble de l'article 3. Article 4 (Etat D) et 5. Adoption. Article 6 : MM. le Lieutenant-Colonel Plichon et le Ministre des Finances. Adoption. Articles 7 à 13. Adoption. Article 14 : M. le Rapporteur général. Adoption. Article 15 : MM. Dominique Delahaye, le Ministre des Finances, Jénouvrier, le Rapporteur général et de Las Cases. Adoption de la première partie de l'article puis de la deuxième partie et de l'ensemble de l'article. Article 16 à 21. Adoption. Article 22 (Etat C), Finances : Adoption des chapitres 8, 14, 15, 29, 30 bis, 33, 37, 40, 43, 48, 73, 75 et 80. Chapitres 92 et 93 : MM. Milan, le Ministre des Finances et le Rapporteur général. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 22. Article 23. Adoption. Adoption au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [23 avril] (A. t. I, p. 1158; J.O., p. 1019). || Déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 337). Renvoi à la Commission des finances. M. Henry Chéron dépose et lit le rapport. Adoption. [29 avril] (A. t. I, p. 1218; J.O., p. 1124). Promulgation (J.O., 30 avril, p. 5177).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant 1° ouverture et annulation de crédits, sur l'exercice 1920, au titre des budgets ordinaire et extraordinaire; 2° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1920, au titre du budget spécial des dépenses recouvrables sur les versements à recevoir en exécution du traité de paix, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [12 juillet] (A. t. I, p. 1964; J.O., p. 1718; I. n° 655). M. Henry Chéron dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Gourju, Aristide Briand, *Président du Conseil*, *Ministre des Affaires étrangères*. Article premier (Etat A) à 16. Adoption. Article 17 : MM. Henry Chéron, *rapporteur général*; Paul Doumer, *Ministre des Finances*. Adoption. Article 18 : MM. Jeanneney, le *Ministre des Finances*, Damecour et Gaudin de Villaine. Adoption. Article 19. Adoption. Article 20 (de la Chambre des Députés) : MM. le Rapporteur général, le *Ministre des Finances*. Adoption. Articles 21 à 23. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [12 juillet] (A. t. I, p. 2001; J.O., p. 1733). Promulgation (J.O., 17 juillet, p. 8267).

4 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits supplémentaires sur l'exercice 1921, au titre du budget spécial des dépenses recouvrables sur les versements à recevoir en exécution des traités de paix, déposé par M. le Ministre des Régions libérées et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [30 novembre] (A. t. II, p. 243 ; J.O., p. 2010 ; I. n° 744). M. Raphaël-Georges Lévy dépose le rapport [8 décembre] (A. t. II, p. 300 ; J.O., p. 2048 ; I. n° 767). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Paul Doumer, *Ministre des Finances* ; Henry Chéron, *rapporteur général*, et Loucheur, *Ministre des Régions libérées*. Discussion des articles. Observation de M. le Président. Article premier (devenant l'article unique). Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [17 décembre] (A. t. II, p. 440 ; J.O., p. 2168). Promulgation (J.O., 18 décembre, p. 13766).

II — INSTRUCTION PUBLIQUE

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts d'un crédit de 200.000 francs pour la célébration du troisième centenaire de la naissance de Molière, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission de l'enseignement [6 décembre] (A. t. II, p. 278 ; J.O., p. 2028 ; I. n° 749). M. Guillaume Chastenet dépose et lit le rapport (I. n° 775). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Avis de la Commission de l'enseignement de M. Victor Bérard, *Président de la Commission*. Discussion générale : MM. Gallini, Guillaume Chastenet, *rapporteur* ; Léon Bérard, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [9 décembre] (A. t. II, p. 318 ; J.O., p. 2064). Promulgation (J.O., 21 décembre, p. 13878).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1921, d'un crédit extraordinaire pour indemnités de dégâts à un immeuble privé occupé par la direction des recherches scientifiques et industrielles et des inventions, déposé par M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [22 décembre] (A. t. II, p. 487 ; J.O., p. 2207 ; I. n° 823).

III — MARINE

Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1921, au titre du budget ordinaire de la marine, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [7 juillet] (A. t. I, p. 1878; J.O., p. 1648; I. n° 618). M. Henry Bérenger dépose et lit le rapport (I. n° 645). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Observations de MM. Guis-thau, *Ministre de la Marine*, et Lémery, *rapporteur de la Commission de la marine*. Adoption [12 juillet] (A. t. I, p. 1961; J.O., p. 1766). Promulgation (J.O., 30 juillet, p. 8945).

IV — PROJETS DIVERS.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit supplémentaire de 139.355.000 francs pour le paiement aux cheminots d'Alsace et de Lorraine des majorations rétroactives payées sur les autres réseaux, déposé par M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances (29 avril] (A. t. I, p. 1894; J.O., p. 1123; I. n° 339). M. Henry Chéron dépose le rapport [7 juillet] (A. t. I, p. 1779; J.O., p. 1563; I. n° 584). Article unique : M. Henry Chéron, *rapporteur*. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [11 juillet] (A. t. I, p. 1894; J.O., p. 1661). Promulgation (J.O., 17 juillet, p. 8274).

2 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses administratives de la Chambre des Députés pour l'exercice 1921, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [16 juin] (A. t. I, p. 1584; J.O., p. 1388; I. n° 443). M. Dausset dépose le rapport [21 juin] (A. t. I, p. 1618; J.O., p. 1418; I. n° 456). Adoption [28 juin] (A. t. I, p. 1654; J.O., p. 1452). Promulgation (J.O., 30 juin, p. 7419).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre du Travail d'un crédit supplémentaire sur l'exercice 1921 pour le fonds national de chômage, déposé par M. le Ministre du Travail et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [5 juillet] (A. t. I, p. 1726; J.O., p. 1518; I. n° 555). M. Peyronnet dépose et lit le rapport (I. n° 590). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Discussion générale : MM. Dominique Delahaye, Daniel Vincent, *Ministre du Travail*; Gaudin de

Villaine, et de Landemont. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [8 juillet] (A. t. I. p. 1785 ; J.O., p. 1571). Promulgation (J.O., 19 juillet, p. 8354).

4 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la régularisation d'un décret du 23 février 1921 ouvrant un crédit supplémentaire de 349.500 francs au budget annexe du chemin de fer et du port de la Réunion, déposé par M. le Ministre des Colonies et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [9 juillet] (A. t. I, p. 1878 ; J.O., p. 1647 ; I. n° 613). M. Henry Chéron dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [12 juillet] (A. t. I, p. 2025 ; J.O., p. 1768). Promulgation (J.O., 9 août, p. 9366).

5 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture et annulation, sur l'exercice 1920, de crédits concernant les services de la Guerre et de la Marine, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [11 juillet] (A. t. I, p. 1934 ; J.O., p. 1692 ; I. n° 633). M. Henry Chéron dépose le rapport [11 juillet] (A. t. I, p. 1934 ; J.O., p. 1692 ; I. n° 643). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Article premier (Etat A) : Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Sur la 3^e section (Maroc) : MM. Victor Bérard, le Rapporteur général, Paul Doumer, *Ministre des Finances*, et Mauget. Adoption de la 3^e section et de l'article premier. Articles 2 à 5. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [12 juillet] (A. t. I, p. 1982 ; J.O., p. 1748). Promulgation (J.O., 17 juillet, p. 8271).

6 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits au titre du budget général de l'exercice 1921, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [11 juillet] (A. t. I, p. 1934 ; J.O., p. 1692 ; I. n° 632). M. Henry Chéron dépose le rapport [11 juillet] (A. t. I, p. 1894 ; J.O., p. 1692 ; I. n° 641). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Article premier. Chapitre 94 *ter* (du Ministère des Finances) : MM. Guillier, Paul Doumer, *Ministre des Finances* ; Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances* ; Louis Dausset. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Article 2 : Chapitre E 32 (du Ministère de la Guerre) : MM. Aristide Briand, *Président du Conseil*, *Ministre des Affaires étrangères* ; le Président de la Commission, Victor Bérard. Adoption du chiffre de la Commission. Adoption de l'ensemble de l'article 2. Article 3. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [12 juillet] (A. t. I, p. 1974 ; J.O., p. 1751). Promulgation (J.O., 17 juillet, p. 8274).

7 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit de 6 millions de francs pour secours aux victimes de la famine en Russie, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [8 novembre] (A. t. II, p. 34; J.O., p. 1818; I. n° 688). M. Henry Chéron dépose le rapport [15 novembre] (A. t. II, p. 113; J.O., p. 1885; I. n° 716). Déclaration de l'extrême urgence. Discussion générale : MM. Gaudin de Villaine, Henry Chéron, *rapporteur général de la Commission des finances* ; Noulens et Bonnevey, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [18 novembre] (A. t. I, p. 138; J.O., p. 1906). Promulgation (J.O., 26 novembre, p. 12982).

8.— Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses administrative de la Chambre des Députés pour l'exercice 1921, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [18 novembre] (A. t. II, p. 152; J.O., p. 1917; I. n° 725). M. Dausset dépose le rapport [22 novembre] (A. t. II, p. 156; J.O., p. 1922; I. n° 726). Adoption [29 novembre] (A. t. II, p. 224; J.O., p. 1980). Promulgation (J.O., 1^{er} décembre, p. 13134).

9 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture et annulation sur l'exercice 1920 de crédits concernant les services de la Guerre et de la Marine ; 2° report de l'exercice 1920 à l'exercice 1921 de crédits concernant les services de la Guerre, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [25 novembre] (A. t. II, p. 225; J.O., p. 1965; I. n° 735). M. Chéron dépose et lit le rapport [29 novembre] (A. t. II, p. 225; J.O., p. 1981; I. n° 736). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion immédiate. Urgence précédemment déclarée. Discussion générale : MM. Pasquet, Henry Chéron, *rapporteur général* et Alfred Brard. Discussion générale : MM. Dominique Delahaye, Louis Barthou, *Ministre de la Guerre* ; Henry Bérenger, Henry Chéron, *rapporteur général* ; Milliès-Lacroix, *président de la Commission des finances* ; Victor Bérard et Jénouvrier. Discussion des articles : Article premier : Etat A : Ministère de la Guerre : Chapitre 8. Rejet. Chapitres 10 et 13. Adoption. Chapitre 13 *ter*. Rejet. Chapitres 15, 17 et 19. Adoption. Chapitres 20 et 30. Rejet. Chapitre 42 : MM. le Rapporteur général, le Ministre de la Guerre, Mauger. Adoption. Chapitre 43. Adoption. Chapitre 52. Rejet. Chapitres, 62, 63, 70, 87, 88, 89, 99, 100 et 158. Adoption. Ministère de la

Marine : Chapitre 9 : M. Guisth'au, *Ministre de la Marine*. Rejet. Chapitre 22 : MM. le Ministre de la Marine, le Rapporteur général. Adoption. Chapitre 23 : Rejet. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Article 2 (Etat B). Adoption. Article 3 : Etat C : Ministère de la Guerre : Chapitres Y bis et AA bis. Adoption. Ministère de la Marine : Chapitres A, B, D, E, F et G. Adoption. Observations : MM. Henry Bérenger et le Ministre de la Marine. Adoption de l'ensemble de l'article 3. Articles 4 et 5. Adoption. Article 20 bis du Ministère des Finances (au titre des dépenses recouvrables) : MM. le Rapporteur général et le Ministre de la Marine. Disjonction. Articles 6, 7 et 8. Adoption. Article 9 : MM. Victor Bérard, le Rapporteur général, le Contrôleur général de Lavit, *commissaire du Gouvernement*, et Bouveri. Adoption des chapitres E 3 bis, E 10 et E 13. Sur le chapitre E 19 : MM. Victor Bérard, le Rapporteur général, le Contrôleur général de Lavit, *commissaire du Gouvernement*, et Bouveri. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 9. Articles 10, 11 et 12, Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [30 novembre] (A. t. II, p. 239 ; J.O., p. 1995). Promulgation (J.O., 1^{er} décembre, p. 13134).

IO — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits supplémentaires au titre des chapitres G et H du budget extraordinaire du Ministère des Finances pour l'exercice 1921, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [9 décembre] (A. t. I, p. 341 ; J.O., p. 2083 ; I. n° 779). M. Dausset dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [31 décembre] (A. t. II, p. 947 ; J.O., p. 2581). Promulgation (J.O., 6 janvier 1922, p. 346).

II — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'ouverture d'un crédit supplémentaire d'inscription de pensions civiles (loi du 9 juin 1853), déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [6 décembre] (A. t. II, p. 278 ; J.O., p. 2028 ; I. n° 750). M. Henry Chéron dépose le rapport [26 décembre] (A. t. II, p. 506 ; J.O., p. 2226 ; I. n° 849). Déclaration de l'urgence. Article unique : MM. Mauger et Paul Doumer, *Ministre des Finances*. Adoption, au scrutin [29 décembre] (A. t. II, p. 707 ; J.O., p. 2389). Promulgation (J.O., 1^{er} janvier 1922, p. 81).

CROIX DE GUERRE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à instituer une croix de guerre spéciale, au titre des théâtres extérieurs d'opérations, déposé par M. le Ministre de la Guerre, M. le Ministre de la Marine, M. le Ministre des Colonies et

M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de l'armée [4 mars] (A. t. I, p. 190; J.O., p. 194; I. n° 86). M. Guillaume Poulle dépose le rapport [16 avril] (A. t. I, p. 1062; J.O., p. 939; I. n° 263). Lecture, par M. Guillaume Poulle, de son rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Discussion générale: MM. le Général Hirschauer et Paul Doumer, *Ministre des Finances*. Adoption des quatre articles. Sur l'ensemble: MM. Bouveri, le Ministre des Finances et le Rapporteur général. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [16 avril] (A. t. I, p. 1068; J.O., p. 941). Promulgation (J.O., 2 mai, p. 5314).

CRUE DE L'ARC. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la réparation des avaries causées par la crue de l'Arc du 24 septembre 1920 et aux mesures de protection à prendre pour l'avenir, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [23 décembre] (A. t. II, p. 501; J.O., p. 2221; I. n° 844). M. Milan dépose et lit le rapport (I. n° 891). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption des deux articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 décembre] (A. t. II, p. 928; J.O., p. 2565). Promulgation J.O., 10 janvier 1922, p. 506).

CULTURE MÉCANIQUE. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'institution d'un Comité central de culture mécanique et la création de stations expérimentales, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'agriculture [11 mars] (A. t. I, p. 232; J.O., p. 235; I. n° 129). M. Chauveau dépose le rapport [31 mars] (A. t. I, p. 471; J.O., p. 443; I. n° 222). Urgence précédemment déclarée. Article premier: Amendement de MM. Bouveri et Fourment. Non appuyé. Adoption de l'article premier. Articles 2 et 3. Adoption. Article 4: M. le Ministre des Finances. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [9 avril] (A. t. I, p. 812; J.O., p. 732). Promulgation (J.O., 11 mai, p. 5626).

DÉBITEURS DÉMOBILISÉS. — Voir Ventes et achats à terme.

DÉBITS DE BOISSONS. — Voir Boissons (Débits de).

DÉCHÉANCE DE LA QUALITÉ DE FRANÇAIS. — Voir Qualité de Français.

DÉCORATIONS.

— Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à régulariser les attributions de la Légion d'honneur et de médailles

militaires faites pendant la durée des hostilités par les Ministères de la Guerre et de la Marine aux militaires, marins et fonctionnaires mobilisés, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre de la Guerre, M. le Ministre de la Marine et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de l'armée et, pour avis, à la Commission des finances [3 février] (A. t. I, p. 70; J.O., p. 76; I. n° 24). M. Cazelles dépose le rapport [15 février] (A. t. I, p. 103; J.O., p. 111; I. n° 56). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Avis de la Commission des finances, par M. Brangier. Discussion générale : M. Jean Cazelles. Adoption des trois articles et de l'ensemble du projet de loi [24 février] (A. t. I, p. 157; J.O., p. 163). Promulgation (J.O., 1^{er} mars, p. 2662).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, accordant un contingent exceptionnel de promotions dans l'ordre de la Légion d'honneur à l'occasion des centenaires de l'Académie de médecine et de l'Ecole des chartes, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Renvoi à la Commission de l'enseignement [4 mars] (A. t. I, p. 190; J.O., p. 194; I. n° 85). M. Victor Bérard dépose le rapport [11 mars] (A. t. I, p. 210; J.O., p. 235; I. n° 126). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Victor Bérard, *rapporteur*; Jénouvrier, Léon Bérard, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*. Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi [29 mars] (A. t. I, p. 391; J.O., p. 375). Promulgation (J.O., 6 avril p. 4282).

3 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour but d'étendre à l'armée de mer les dispositions de la loi du 16 décembre 1920, relative à une promotion spéciale dans l'ordre de la Légion d'honneur et de la médaille militaire, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de la marine [24 mars] (A. t. I, p. 331; J.O., p. 324; I. n° 195). M. Guilloteaux dépose le rapport (A. t. I, p. 842; J.O., p. 756; I. n° 247). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Guilloteaux, *rapporteur*; Hervey, Gallet et Dominique Delahaye. Adoption [21 avril] (A. t. I, p. 1114; J.O., p. 979). Promulgation (J.O., 3 mai, p. 5395).

4 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à accorder un contingent exceptionnel de promotions dans l'ordre de la Légion d'honneur, à l'occasion du centenaire de l'Ecole nationale des mines de Saint-Etienne, déposé par M. le Ministre des Travaux publics et M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission des chemins de fer, des transports et de l'outillage national [26 avril] (A. t. I, p. 1184; J.O., p. 1042; I. n° 300). M. Brindeau

dépose le rapport [27 avril] (A. t. I, p. 1189; J.O., p. 1047; I. n° 307). Déclaration de l'urgence. Adoption [29 avril] (A. t. I, p. 1247; J.O., p. 1092). Promulgation (J.O., 3 mai, p. 5395).

5 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, accordant un contingent exceptionnel de promotions dans l'ordre de la Légion d'honneur à l'occasion du centenaire des écoles supérieures de commerce, déposé par M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Renvoi à la Commission de l'enseignement [28 avril] (A. t. I, p. 1193; J.O., p. 1051; I. n° 315). M. Victor Bérard dépose le rapport [29 avril] (A. t. I, p. 1222; J.O., p. 1072). Déclaration de l'urgence. Adoption [30 avril] (A. t. I, p. 1316; J.O., p. 1148). Promulgation J.O., 5 mai, p. 5474).

6 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à accorder un contingent exceptionnel de croix de la Légion d'honneur à l'occasion du centenaire de la Société de géographie, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'enseignement [5 juillet] (A. t. I, p. 1726; J.O., p. 1518; I. n° 553). M. Victor Bérard dépose le rapport [7 juillet] (A. t. I, p. 1733; J.O., p. 1527; I. n° 560). Déclaration de l'urgence. Adoption [8 juillet] (A. t. I, p. 1805; J.O., p. 1586). Promulgation (J.O., 17 juillet, p. 8278).

7 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à prolonger de trois mois, en ce qui concerne l'attribution de la médaille militaire aux militaires des réserves, les dispositions des lois des 15 juin et 16 décembre 1920, déposé par M. le Ministre de la Guerre. Renvoi à la Commission de l'armée [5 juillet] (A. t. I, p. 1727; J.O., p. 1518; I. n° 559). M. Cauvin dépose le rapport [7 juillet] (A. t. I, p. 1780; J.O., p. 1563; I. n° 586). Déclaration de l'urgence. Article unique : M. Louis Barthou, *Ministre de la Guerre*. Adoption [11 juillet] (A. t. I, p. 1889; J.O., p. 1658). Promulgation (J.O., 19 juillet, p. 8354).

8 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux nominations et promotions dans l'ordre national de la Légion d'honneur destinées à récompenser les concours prêtés à l'expansion coloniale et notamment à l'occasion de l'exposition internationale du livre et des arts graphiques, des expositions de Strashourg, de Metz, de Monaco et de l'exposition de Beyrouth, déposé par M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie. Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [7 juillet] (A. t. I, p. 1778; J.O., p. 1562; I. n° 579). M. Charles Deloncle dépose le rapport [8 juillet] (A. t. I, p. 1804; J.O., p. 1585; I. n° 592). Discussion immédiate. Discussion générale :

M. Charles Deloncle, *rapporteur*. Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi [9 juillet] (A. t. I, p. 1853; J.O., p. 1627). Promulgation (J.O., 12 juillet, p. 8010).

9 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le Gouvernement à décerner des récompenses dans l'ordre national de la Légion d'honneur à l'occasion du congrès international de l'histoire de l'art, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'enseignement [11 juillet] (A. t. I, p. 1917; J.O., p. 1679; I. n° 631). M. Victor Bérard dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Discussion générale : MM. Henry Bérenger et Léon Bérard, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts* [12 juillet] (A. t. I, p. 2024; J.O., p. 1767). Promulgation (J.O., 22 juillet, p. 8475).

10 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant l'attribution de la croix de la Légion d'honneur à titre étranger, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [18 novembre] (A. t. II, p. 138; J.O., p. 1906; I. n° 72).

11 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, accordant un contingent exceptionnel de promotions dans l'ordre de la Légion d'honneur à l'occasion du huitième centenaire de la Faculté de médecine de Montpellier, déposé par M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Renvoi à la Commission de l'enseignement [18 novembre] (A. t. II, p. 152; J.O., p. 1917; I. n° 724). M. Labrousse dépose le rapport [8 décembre] (A. t. II, p. 300; J.O., p. 2048; I. n° 766). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Labrousse, *rapporteur*, et Roustan. Article unique : Amendement de M. Pelisse : MM. Paul Pelisse, Léon Bérard, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*. Adoption. Adoption de l'article unique modifié [9 décembre] (A. t. II, p. 321; J.O., p. 2066). Promulgation (J.O., 8 janvier 1922, p. 442).

12 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant des nominations et promotions dans l'ordre national de la Légion d'honneur pour récompenser les services rendus à l'aéronautique française, notamment à l'occasion du premier Congrès international de la navigation aérienne, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission des chemins de fer, des transports et de l'outillage national [6 décembre] (A. t. II, p. 278; J.O., p. 2028; I. n° 751). M. Jean Cazelles, dépose le

rapport [15 décembre] (A. t. II, p. 368 ; J.O., p. 2108 ; I. n° 791). Déclaration de l'urgence. Adoption [23 décembre] (A. t. II, p. 468 ; J.O., p. 2222). Promulgation (J.O., 5 janvier 1922, p. 226).

13 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à accorder au Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales un contingent exceptionnel de croix de commandeur, d'officier et de chevalier de la Légion d'honneur destinées à récompenser les services rendus aux œuvres sociales, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales [13 décembre] (A. t. II, p. 345 ; J.O., p. 2088 ; I. n° 781). M. Albert Peyronnet dépose le rapport [13 décembre] (A. t. II, p. 364 ; J.O., p. 2103 ; I. n° 783). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Albert Peyronnet, *rapporteur*. Article premier : M. François-Saint-Maur. Adoption. Article 2. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [22 décembre] (A. t. II, p. 468 ; J.O., p. 2192). Promulgation (J.O., 24 décembre, p. 13998).

14 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à l'attribution au Ministère du Commerce et de l'Industrie, d'un contingent annuel de distinctions dans l'ordre national de la Légion d'honneur, destinées à récompenser les services rendus à l'expansion commerciale, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [26 décembre] (A. t. I, p. 506 ; J.O., p. 2226 ; I. n° 847). M. Charles Deloncle dépose le rapport [29 décembre] (A. t. II, p. 774 ; J.O., p. 2443 ; I. n° 875). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption des trois articles et de l'ensemble du projet de loi [31 décembre] (A. t. II, p. 924 ; J.O., 2562). Promulgation (J.O., 11 janvier 1922, p. 554).

15 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, accordant au Département de l'Instruction publique et de Beaux-Arts (Sous-Secrétariat de l'Enseignement technique), une augmentation de son contingent de distinctions dans l'ordre national de la Légion d'honneur, déposé par M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission de l'enseignement [27 décembre] (A. t. II, p. 632 ; J.O., p. 2332 ; I. n° 861). M. Victor Bérard dépose le rapport [28 décembre] (A. t. II, p. 665 ; J.O., p. 2355 ; I. n° 862). Déclaration de l'urgence. Adoption [30 décembre] (A. t. II, p. 919 ; J.O., p. 2555). Promulgation (J.O., 31 décembre, p. 14270).

16 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant l'attribution d'un contingent supplémentaire de croix de

chevalier de la Légion d'honneur spécialement affecté au personnel navigant de la marine marchande, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de la marine [27 décembre] (A. t. II, p. 632 ; J.O., p. 2332 ; I. n° 859). M. Brindeau dépose et lit le rapport (I. n° 888). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [31 décembre] (A. t. II, p. 926 ; J.O., p. 2563). Promulgation (J.O., 24 janvier 1922, p. 1050).

17 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à accorder au Ministre des Travaux publics un contingent exceptionnel de croix de commandeur, d'officier et de chevalier de la Légion d'honneur, destiné à récompenser les services rendus à la reconstruction et au développement de l'outillage national, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des douanes et des conventions commerciales [29 décembre] (A. t. II, p. 727 ; J.O., p. 2406 ; I. n° 872). M. Marcel Régnier dépose et lit le rapport [I. n° 887]. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [31 décembre] (A. t. II, p. 925 ; J.O., p. 2563). Promulgation (7 janvier 1922, p. 395).

18 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant une promotion exceptionnelle dans l'ordre national de la Légion d'honneur, en vue de récompenser les services rendus dans l'exécution des lois et l'application des mesures financières nécessitées par la guerre, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [30 décembre] (A. t. II, p. 848 ; J.O., p. 2501 ; I. n° 885). M. Dausset dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [31 décembre] (A. t. II, p. 955 ; J.O., p. 2586). Promulgation (J.O., 7 janvier 1922, p. 394).

19 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à accorder au Ministre de l'Agriculture un contingent exceptionnel de croix de la Légion d'honneur, destiné à récompenser les services prêtés à l'intensification de la production agricole, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'agriculture [31 décembre] (A. t. II, p. 930 ; J.O., p. 2567 ; I. n° 894). M. Chomet dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [31 décembre] (A. t. II, p. 947 ; J.O., p. 2580). Promulgation (J.O., 15 janvier 1922, p. 741).

20 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à mettre à la disposition du Ministre de la Marine un contingent exceptionnel de croix d'officier et de chevalier de la Légion d'honneur,

en vue de récompenser des services civils rendus à la marine, tant pendant la guerre qu'au cours des opérations maritimes effectuées depuis la fin des hostilités, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de la marine [31 décembre] (A. t. II, p. 930 ; J.O., p. 2567 ; I. n° 893). M. James Hennessy dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption des trois articles et de l'ensemble du projet de loi [31 décembre] (A. t. II, p. 955 ; J.O., p. 2586 ; I. n° 901). Promulgation (J.O., 12 janvier 1922, p. 586).

21 — Proposition de loi tendant à accorder au Ministre de la Justice un contingent exceptionnel de croix dans l'ordre de la Légion d'honneur, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [31 décembre] (A. t. II, p. 990 ; J.O., p. 2613 ; I. n° 907).

DÉFENSE DES INCULPÉS. — Voir Tribunaux correctionnels.

DÉPUTÉS (Réduction du nombre des). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à réduire par voie d'extinction le nombre des Députés, conformément au résultat du dénombrement de la population française recensée le 6 mars 1921, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [31 décembre] (A. t. II, p. 924 ; J.O., p. 2562 ; I. n° 886).

DÉSINFECTION DES OBJETS DE COUCHAGE FIGURANT DANS UNE VENTE PUBLIQUE. — Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la désinfection des objets usagés de couchage et de literie, lorsqu'ils figurent dans une vente publique (Voir Table 1915-1917, p. 367). Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales [17 mars] (A. t. I, p. 241 ; J.O., p. 245).

DISPENSAIRES PRIVÉS D'HYGIÈNE SOCIALE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 31 juillet 1920, portant introduction, dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, des dispositions de l'article 9 de la loi du 15 avril 1916, relatives aux subventions et facilités de crédit auxquelles peuvent prétendre les dispensaires privés d'hygiène sociale et de préservation antituberculeuse, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales [10 février] (A. t. I, p. 84 ; J.O., p. 92 ; I. n° 41).

M. Delsor dépose l'avis de la Commission d'Alsace et de la Lorraine [17 mars] (A. t. I, p. 246; J.O., p. 249; I. n° 167). M. Delsor dépose le rapport [3^e mai] (A. t. I, p. 1422; J.O., p. 1245; I. n° 389). Déclaration de l'urgence. Adoption [7 juin] (A. t. I, p. 1523; J.O., p. 1331). Promulgation (J.O., 20 juin, p. 7034).

DISPENSAIRES D'HYGIÈNE SOCIALE ET DE PRÉSERVATION ANTITUBERCULEUSE. — Proposition de loi concernant l'application au département de la Seine de la loi du 15 avril 1916 sur les dispensaires d'hygiène sociale et de préservation antituberculeuse (Voir Table 1918-1920, p. 631). Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assurance et de la prévoyance sociales [17 mars] (A. t. I, p. 241; J.O., p. 245).

DISTILLERIES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 12 mars 1921 concernant l'application dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, de la législation française sur le régime des distilleries, des alambics, de l'alcool dénaturé, des alcools d'origine et la mise en vigueur des diverses prescriptions de la loi française concernant le recouvrement des droits en matière de contributions indirectes, déposé par le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission d'Alsace et de Lorraine [9 décembre] (A. t. II, p. 318; J.O., p. 2064; I. n° 773).

DIVORCE. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant le divorce, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [6 décembre] (A. t. II, p. 278; J.O., p. 2028; I. n° 758).

Voir Code civil, 2, 3, 9.

DOLE (Jura). — Voir Taxes de remplacement, 9.

DOMAINE FORESTIER DE L'ÉTAT DANS LE DÉPARTEMENT DE LA MOSELLE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'aliénation de deux parcelles du domaine forestier de l'Etat dans le département de la Moselle, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale et, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [13 décembre] (A. t. II, p. 364; J.O., p. 2103; I. n° 784).

DOMMAGES DE GUERRE.

1 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à l'application de la loi du 17 avril 1919, sur les dommages de guerre, en cas de dommages matériels et directs, causés aux biens mobiliers ou immobiliers par l'incendie, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [14 juin] (A. t. I, p. 1564; J.O., p. 1369; I. n° 430). Renvoi à la Commission des départements libérés de l'invasion, et, pour avis, à la Commission des finances [5 juillet] (A. t. I, p. 1727; J.O., p. 1518).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 28 octobre 1920, relatif à l'introduction dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle des dispositions de la loi du 25 août 1920, tendant à accélérer les opérations des juridictions chargées de l'évaluation des dommages de guerre et à simplifier leur procédure, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [10 février] (A. t. I, p. 84; J.O., p. 92; I. n° 46). M. Eccard dépose le rapport [8 avril] (A. t. I, p. 754; J.O., p. 484; I. n° 235). M. le Général Bourgeois dépose l'avis de la Commission d'Alsace et Lorraine [28 avril] (A. t. I, p. 1213; J.O., p. 1065; I. n° 324). Déclaration de l'urgence. Adoption [9 juillet] (A. t. I, p. 1833; J.O., p. 1611). Promulgation, 22 juillet, p. 8474).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 30 juin 1920, relatif à l'introduction en Alsace et en Lorraine des articles 60 et 61 de la loi du 17 avril 1919 sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission des finances [10 février] (A. t. I, p. 84; J.O., p. 92; I. n° 44). M. le Général Bourgeois dépose l'avis de la Commission d'Alsace et Lorraine [29 avril] (A. t. I, p. 1243; J.O., p. 1090; I. n° 330). M. Henry Chéron dépose le rapport [7 juin] (A. t. I, p. 1512; J.O., p. 1322; I. n° 408). Déclaration de l'urgence. Adoption [30 juin] (A. t. I, p. 1675; J.O., p. 1474). Promulgation (J.O., 10 juillet, p. 7898).

4 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 3 septembre 1920, relatif à l'introduction dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle de la législation française sur les dommages de guerre, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [10 février] (A. t. I, p. 84; J.O., p. 92; I. n° 45). M. le Général Bourgeois dépose l'avis de la

Commission d'Alsace et Lorraine [29 avril] (A. t. I, p. 1243; J.O., p. 1090; I. n° 331). M. Eccard dépose le rapport [2 juin] (A. t. I, p. 1506; J.O., p. 1315; I. n° 400). Déclaration de l'urgence. Adoption [9 juillet] (A. t. I, p. 1833, J.O., p. 1610). Promulgation (J.O., 22 juillet, p. 8474).

5 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la prorogation du délai imparti par la loi du 25 août 1920, modifié par la loi du 26 novembre 1920, pour le dépôt des demandes d'indemnités de dommages de guerre, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et M. le Ministre des Régions libérées. Renvoi à la Commission, nommée le 3 décembre 1918, chargée d'étudier les questions intéressant spécialement les départements libérés de l'invasion [31 mars] (A. t. I, p. 466; J.O., p. 439; I. n° 220). M. Gouge dépose le rapport [21 avril] (A. t. I, p. 1110; J.O., p. 976; I. n° 273). Adoption [30 avril] (A. t. I, p. 1300; J.O., p. 1135). Promulgation (J.O., 8 mai, p. 5554).

6 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux cessions des droits à indemnités pour dommages de guerre et aux conditions du remploi de ces indemnités (art. 26 et 27 joints du projet de loi portant fixation, pour l'exercice 1921, du budget spécial des dépenses recouvrables, sur les versements à recevoir en exécution des traités de paix. M. Reynald dépose le rapport [2 juin] (A. t. I, p. 1490; J.O., p. 1302; I. n° 395). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Urgence précédemment déclarée. Ajournement de la discussion à la prochaine séance [7 juin] (A. t. I, p. 1512; J.O., p. 1322). Discussion générale : MM. Reynald, *rapporteur*; Debierre et Lugol, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Régions libérées*. Discussion des articles : Article premier : Amendement de M. Louis Martin : MM. Louis Martin, le Sous-Secrétaire d'Etat, Touron, Reynald, *rapporteur*, et René Gouge. Retrait. Adoption des trois premiers alinéas de l'article. Amendement de M. de Lubersac. Adoption. Sur l'article : MM. Henri Merlin, Reynald, *rapporteur*, et le Sous-Secrétaire d'Etat. Amendement de M. de Lubersac au 4^e alinéa : MM. de Lubersac, Reynald, *rapporteur*; Touron, le Sous-Secrétaire d'Etat. Adoption. Amendement de M. de Lubersac, additionnel au dixième alinéa : MM. de Lubersac et Reynald, *rapporteur*. Adoption. Amendement de M. Louis Martin : MM. le Sous-Secrétaire d'Etat, Reynald, *rapporteur*; René Gouge. Rejet (par l'adoption du texte de la Commission). Adoption de l'ensemble de l'article premier. Amendement (article additionnel) de M. de Lubersac : MM. de Lubersac, Reynald, *rapporteur*, et le Sous-Secrétaire d'Etat. Retrait de l'amendement. Article 2. Amendement de M. de Lubersac : M. de Lubersac. Adoption. Amendement de M. Touron : MM. Touron, le Sous-Secrétaire

d'Etat, Hervey, Reynald, Denoix, *commissaire du Gouvernement*, et René Gouge. Adoption du premier alinéa de l'article. Amendement de M. Touron : M. Reynald, *rapporteur*. Adoption. Adoption de l'article 2. Amendement (article additionnel) de M. de Marguerie : MM. de Marguerie et Reynald, *rapporteur*. Adoption de l'amendement modifié. Adoption de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [14 juin] (A. t. I, p. 1545; J.O., p. 1353). || Déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre des Régions libérées et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [29 décembre] (A. t. II, p. 774; J.O., p. 2443; I. n° 877). Renvoi à la Commission des départements libérés de l'invasion [31 décembre] (A. t. II, p. 930; J.O., p. 2567).

7 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, fixant les pouvoirs du tribunal des dommages de guerre en ce qui concerne les indemnités allouées à des incapables, déposé par M. le Ministre des Régions libérées. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [13 décembre] (A. t. II, p. 365; J.O., p. 2103; I. n° 786).

DOUANES.

1 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des Députés, tendant à modifier et à compléter la loi du 11 janvier 1892 relative à l'établissement du tarif général des douanes (Voir Table 1918-1920, p. 646). M. Noël dépose un rapport supplémentaire [10 mars] (A. t. I, p. 201; J.O., p. 208; I. n° 103). Renvoi, pour avis, à la Commission du commerce et de l'industrie [29 avril] (A. t. I, p. 1293; J.O., p. 1128). M. Marsot dépose le rapport [21 juin] (A. t. I, p. 1618; J.O., p. 1448; I. n° 454).

2 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier l'article 459 bis du tarif des douanes concernant les broderies mécaniques et autres, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des douanes et des conventions commerciales [1^{er} avril] (A. t. I, p. 492; J.O., p. 462; I. n° 225). M. Noël dépose le rapport [16 juin] (A. t. I, p. 1579; J.O., p. 1384; I. n° 441).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification des décrets des 4 et 17 juillet et 12 août 1920 prohibant la sortie et la réexportation de divers produits, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre de la Guerre, M. le Ministre du Commerce. M. le Mi-

nistre de l'Agriculture, M. le Ministre des Régions libérées et M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission des douanes et des conventions commerciales [24 mai] (A. t. I, p. 1355; J.O., p. 1188; I. n° 369). M. Marcel Donon dépose le rapport [15 novembre] (A. t. II, p. 114; J.O., p. 1885; I. n° 715).

4 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à prohiber l'importation en France et en Algérie, des plants et boutures de vigne, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des douanes et des conventions commerciales [14 juin] (A. t. I, p. 1564; J.O., p. 1368; (I. n° 431). M. Louis Serre dépose le rapport [23 juin] (A. t. I, p. 1641; J.O., p. 1438; I. n° 471). Déclaration de l'urgence. Adoption [7 juillet] (A. t. I, p. 1733; J.O., p. 1527). Promulgation (J.O., 16 juillet, p. 8220).

5 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 22 mars 1920 soumettant à des droits de sortie les animaux des espèces chevaline, mulassière et asine (Voir Table 1918-1920, p. 647). M. Noël dépose le rapport [16 juin] (A. t. I, p. 1579; J.O., p. 1384; I. n° 442). Déclaration de l'urgence. Discussion générale. MM. Mando, Puis, *Sous-Secrétaire d'Etat à l'Agriculture*, et Noël. Adoption [25 octobre] (A. t. II, p. 13; J.O., p. 1798). Promulgation (J.O., p. 12486).

6 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification des décrets des 13 janvier et 17 juillet 1920, modifiant le tarif douanier de l'Indochine, et de divers arrêtés modifiant le tarif douanier de Madagascar et de la Réunion, déposé par M. le Ministre des Colonies, M. le Ministre des finances, et M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie. Renvoi à la Commission des douanes [5 juillet] (A. t. I, p. 1703; J.O., p. 1499; I. n° 527). M. Noël dépose le rapport [15 novembre] (A. t. II, p. 113; J.O., p. 1885; I. n° 711). Déclaration de l'urgence. Adoption [1^{er} décembre] (A. t. II, p. 263; J.O., p. 2014). Promulgation (J.O., 29 décembre, p. 14190).

7 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 14 octobre 1919, fixant la liste des marchandises pour lesquelles la prohibition d'exportation des colonies et pays de protectorat, autres que la Tunisie et le Maroc, reste provisoirement nécessaire, déposé par M. le Ministre des Colonies, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre du Commerce et M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission des douanes [7 juillet] (A. I, p. 1733; J.O., p. 1527; I. n° 563). M. Noël dépose le rapport [15 novembre] (A. t. II, p. 113; J.O., p. 1884; I. n° 710). Déclaration de l'urgence. Adoption

[1^{er} décembre] (A. t. II, p. 262; J.O., p. 2014). Promulgation (J.O., 29 décembre, p. 1410).

8 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à relever aux mêmes taux qu'en France les droits de douane qui frappent les denrées coloniales importées en Algérie, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre des Colonies et M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission des douanes [12 juillet] (A. t. I, p. 2024; J.O., p. 1716; I. n° 659). M. Noël dépose le rapport [27 octobre] (A. t. II, p. 18; J.O., p. 1804). Déclaration de l'urgence. Adoption [17 novembre] (A. t. II, p. 115; J.O., p. 1887). Promulgation (J.O., 6 décembre, p. 13318).

9 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification des décrets des 12, 19 et 23 décembre 1919, prohibant la sortie et la réexportation de divers produits (Voir Table 1918-1920, p. 646, 31). M. Noël dépose le rapport [15 novembre] (A. t. II, p. 113; J.O., p. 1885; I. n° 712). Déclaration de l'urgence. Adoption [1^{er} décembre] (A. t. II, p. 263; J.O., p. 1015). Promulgation (J.O., 11 décembre, p. 13495).

10 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 3 février 1920 qui a modifié les coefficients de majoration des droits de douane en ce qui concerne les « autres produits réfractaires » repris au tarif des douanes sous le n° 332, les velours et les peluches de coton écrus, blanchis, autres, de 26 fils ou moins, et les balais de dynamos en charbon artificiel, cuivrés ou non (Voir Table 1918-1920, p. 646, 30). M. Noël dépose le rapport [15 novembre] (A. t. II, p. 113; J.O., p. 1885; I. n° 713). Déclaration de l'urgence. Adoption [1^{er} décembre] (A. t. II, p. 276; J.O., p. 2025). Promulgation (J.O., 11 décembre, p. 13494).

11 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 23 décembre 1919, qui a ramené de 70 à 45 0/0 de la valeur le taux du droit d'entrée afférent aux voitures automobiles pesant 2.500 kilos et moins et aux pièces détachées de ces véhicules (Voir Table 1918-1920, p. 899). M. Noël dépose le rapport [15 novembre] (A. t. II, p. 113; J.O., p. 1885; I. n° 714). Déclaration de l'urgence. Adoption [1^{er} décembre] (A. t. II, p. 276; J.O., p. 2025). Promulgation (J.O., 11 décembre, p. 13494).

12 — Proposition de loi relative aux dérogations à apporter au tarif général des douanes en faveur des matières premières et objet d'outillage importés pour la reconstitution des régions dévastées, déposée par M. René Gouge et plusieurs de ses collègues. Renvoi à la Com-

mission des douanes et des conventions commerciales [6 décembre] (A. t. II, p. 278 ; J.O., p. 2028 ; I. n° 757).

13 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier la loi du 11 janvier 1892, portant établissement du tarif général des douanes (art. 170 bis, concernant les fleurs fraîches coupées), transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des douanes et des conventions commerciales [13 décembre] (A. t. II, p. 346 ; J.O., p. 2088 ; I. n° 782).

14 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, étendant le régime de l'admission temporaire aux caroubes ou carouges importées de l'étranger et réexportées après avoir été concassées et réduites en farine pour la nourriture des animaux, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie, M. le Ministre de l'Agriculture, M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des douanes et des conventions commerciales [28 décembre] (A. t. II, p. 704 ; J.O., p. 2387 ; I. n° 866).

15 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à maintenir en vigueur, jusqu'au 1^{er} janvier 1923, les dispositions de la loi du 6 mai 1916 autorisant le Gouvernement à modifier les droits de douane, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre de l'Agriculture, M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre des Pensions, Primes et Allocations de guerre, et M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie. Renvoi à la Commission des douanes et des conventions commerciales [29 décembre] (A. t. II, p. 732 ; J.O., p. 2408). M. Plichon dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption [30 décembre] (A. t. I, p. 778 ; J.O., p. 2446). Promulgation (J.O., 1^{er} janvier 1922, p. 81).

Voir Crédits, 3.

DROITS POLITIQUES DES INDIGÈNES. — Voir Algérie, § I, 1.

DROIT PRIVÉ. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à prévenir et à régler les conflits entre la loi française et la loi locale d'Alsace et Lorraine en matière de droit privé, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [26 avril] (A. t. I, p. 1174 ; J.O., p. 1034 ; I. n° 296). M. Eccard dépose le rapport [28 juin] (A. t. I, p. 1644 ; J.O., p. 1444 ; I. n° 475). M. Eccard dépose

l'avis de la Commission d'Alsace et Lorraine [28 juin] (A. t. I, p. 1644; J.O., p. 1444; I. n° 476). Déclaration de l'urgence. Adoption [8 juillet] (A. t. I, p. 1788; J.O., p. 1573). Promulgation (J.O., 26 juillet, p. 8646).

DROITS DE TIMBRE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 26 juillet 1920 concernant l'application en Alsace-Lorraine de la législation française en matière de droits de timbre, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [28 avril] (A. t. I, p. 1200; J.O., p. 1055; I. n° 104). Renvoi pour avis à la Commission de l'Alsace et de la Lorraine [26 mai] (A. t. I, p. 1390; J.O., p. 1217). M. Henry Chéron dépose le rapport [7 juin] (A. t. I, p. 1512; J.O. p. 1322; I. n° 409); M. Helmer dépose l'avis de la Commission d'Alsace et Lorraine [23 juin] (A. t. I, p. 1641; J.O., p. 1438; I. n° 465). Déclaration de l'urgence. Adoption [8 novembre] (A. t. II, p. 35; J.O., p. 1818). Promulgation (J.O., 23 novembre, p. 12894).

DUNKERQUE (Ville de). — Voir Armée, § II, 4.

ÉCHANGE DE TERRAINS.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à un échange de terrains forestiers entre l'Etat et M. Bignon, déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Agriculture. Renvoi à la Commission de l'agriculture [4 mars] (A. t. I, p. 190; J.O., p. 194; I. n° 91).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à un échange de terrains forestiers entre l'Etat et les consorts Cottin-Hervé, déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Agriculture. Renvoi à la Commission de l'agriculture [26 avril] (A. t. I, p. 1184; J.O., p. 1042; I. n° 301). M. Chauveau dépose le rapport [16 juin] (A. t. I, p. 1572; J.O., p. 1378; I. n° 438). Adoption [28 juin] (A. t. I, p. 1649; J. O., p. 1448). Promulgation (J.O., 21 juillet, p. 8434).

ÉCOLE D'HORLOGERIE DE BESANÇON. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la nationalisation de l'École d'horlogerie de Besançon, déposé par M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [13 décembre] (A. t. II, p. 365; J.O., p. 2103; I. n° 788). M. Louis Serre dépose le rapport [28 décembre] (A. t. II, p. 664; J.O. p. 2355; I. n° 864). Déclaration de l'urgence.

Adoption successive des cinq articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 décembre] (A. t. II, p. 940; J.O., p. 2575). Promulgation (J.O., 14 janvier 1922, p. 674).

ÉCOLES SUPÉRIEURES DE COMMERCE. — Voir Décorations, 5.

ÉCOLE NATIONALE DES EAUX ET FORÊTS. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à conférer la personnalité civile à l'École nationale des eaux et forêts, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'agriculture [10 mars] (A. t. I, p. 202; J.O., p. 208; I. n° 99). M. Donon dépose le rapport [2 juin] (A. t. I, p. 1521; J.O., p. 1316). Déclaration de l'urgence. Adoption [9 juin] (A. t. I, p. 1530; J.O., p. 1339). Promulgation (J.O., 28 juin, p. 7419).

ÉCOLE NATIONALE DES MINES DE SAINT-ÉTIENNE. — Voir Décorations, 4.

ÉCOLES PRATIQUES DE COMMERCE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'ouverture des crédits nécessaires à la création d'écoles pratiques de commerce et d'industrie ou d'écoles de métiers, déposé par M. le Ministre de l'Instruction publique et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [26 décembre] (A. t. II, p. 528; J.O., p. 2244; I. n° 851). M. Louis Serre dépose le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate Adoption des deux articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 décembre] (A. t. II, p. 946; J.O., p. 2579). Promulgation (J.O., 14 janvier 1922, p. 675).

ÉDUCATION PHYSIQUE. — Voir Armée, § II, 9.

ÉDUCATION PHYSIQUE ET DES SPORTS. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la création et à l'organisation d'un office national d'éducation physique et des sports (Voir Table 1918-1920, p. 652). M. Pelisse dépose le rapport [6 avril] (A. t. I, p. 695; J.O., p. 682).

ÉLECTIONS

Vérification de pouvoirs.

M. de Las Cases dépose et lit le rapport sur les élections de l'Aisne. Admission de MM. Touron, de Lubersac, Chênebenoit et Ermant. — M. Soulié dépose et lit le rapport sur les élections de l'Allier. Ad-

mission de MM. Albert Peyronnet, Marcel Régnier et Beaumont. — M. Mauger dépose et lit le rapport sur les élections des Alpes-Maritimes. Admission de MM. Sauvan et Amic. — M. Vayssière dépose et lit le rapport sur les élections de l'Ardèche. Admission de MM. Cumin, Roche et Chalamet. — M. Foucher dépose et lit le rapport sur les élections des Ardennes. Admission de MM. Hubert, Charpentier et Gérard. — M. Louis David dépose et lit le rapport sur les élections de l'Aube. Admission de MM. Mony, Castillard et Renaudat. — M. Maurice Guesnier dépose et lit le rapport sur les élections de l'Aveyron. Admission de MM. Monsservin, Vidal et Massabuau. — M. Pédebidou dépose et lit le rapport sur les élections de la Charente-Inférieure. Admission de MM. Landrodie, Perreau, Coyrard et Combes. — M. Duquaire dépose et lit le rapport sur les élections de la Creuse. Admission de MM. Simonet, Grand et Chagnaud. — M. Vallier dépose et lit le rapport sur les élections de la Dordogne. Admission de MM. Claveille, Guillier, Eymery et de La Batut. — M. Guillier dépose et lit le rapport sur les élections du Doubs. Admission de MM. Ordinaire, de Moustier et Japy. — M. le Colonel Stuhl dépose et lit le rapport sur les élections de la Drôme. Admission de MM. Chabert, Perdrix et Reynaud. — M. Gourju dépose et lit le rapport sur les élections de l'Eure. Admission de MM. Hervey, Milliard et Moanier. — M. Fernand Merlin dépose et lit le rapport sur les élections du Finistère. Admission de MM. Fenoux, Louppe, Lancien, Fortin et Le Hars. — M. Guillaume Poulle dépose et lit le rapport sur les élections du Gard. Admission de MM. Crémieux, Doumergue et Cazelles. — M. Guillaume Poulle dépose et lit le rapport sur les élections de la Nièvre. Admission de M. Provost-Dumarchais. — M. Vieu dépose et lit le rapport sur l'élection de la Haute-Vienne. Admission de M. Codet. — M. Perrier dépose et lit le rapport sur les élections de l'Ain. Admission de MM. Bollet, Chanal et Alexandre Bérard. — M. Mazurier dépose et lit le rapport sur les élections des Bouches-du-Rhône. Admission de MM. Pasquet, Schrameck, Flaissières et Bergeon. — M. Baignan dépose et lit le rapport sur les élections du Calvados. Admission de MM. de Saint-Quentin, Boivin-Champeaux et Chéron. — M. Pelisse dépose et lit le rapport sur les élections du Cher. Admission de MM. Mauger, J.-L. Breton et Pajot. — M. Pelisse dépose et lit le rapport sur les élections de la Corrèze. Admission de MM. de Jouvenel, Faure et Labrousse. — M. Ranson dépose et lit le rapport sur l'élection des Côtes-du-Nord (Election du 5 décembre 1920). — M. Donon dépose et lit le rapport sur les élections des Côtes-du-Nord. Admission de MM. Mando, Le Troadec, Servain, Baudet et de Kerguezec. — M. Marraud dépose et lit le rapport sur les élections d'Eure-et-Loir. Admis-

sion de MM. Royneau, Deschanel et Lhopiteau [13 janvier] (A. t. I, p. 3 ; J.O., p. 5).

M. Gouge dépose et lit le rapport sur les élections des Hautes-Alpes. Admission de MM. Peytral et Bonniard [18 janvier] (A. t. I, p. 16 ; J.O., p. 20).

M. Scheurer dépose et lit le rapport sur l'élection d'Alger. Admission de M. Duroux. — M. Faïsans dépose et lit le rapport sur les élections de l'Aude. Admission de MM. Sarraut, Durand et Gauthier. — M. Donon dépose et lit le rapport sur les élections de la Côte-d'Or. Admission de MM. Chauveau, Jossot et Montenot [20 janvier] (A. t. I, p. 38 ; J.O., p. 43 et 50).

Basses-Alpes. Admission de M. Perchot [25 janvier] (A. t. I, p. 50 ; J.O., p. 54).

Charente. Admission de MM. Hennessy, Mulac, Limouzain-Laplanche [27 janvier] (A. t. I, p. 60 ; J.O., p. 66).

Cantal. Admission de MM. François-Marsal et Cazals [27 janvier] (A. t. I, p. 60 ; J.O., p. 71).

M. Guillaume Poulle dépose et lit le rapport sur l'élection de la Guadeloupe. Admission de M. Henry Bérenger [24 février] (A. t. I, p. 150 ; J.O., p. 158).

Basses-Alpes. Admission de M. Honnorat [24 février] (A. t. I, p. 158 ; J.O., p. 169).

Corse. Admission de MM. Sari, Paul Doumer et Gallini [11 mars] (A. t. I, p. 210 ; J.O., p. 235).

M. Scheurer dépose et lit le rapport sur l'élection de la Réunion. Admission de M. Auber [17 mars] (A. t. I, p. 240 ; J.O., p. 244).

M. Henri Roy dépose et lit le rapport sur l'élection de l'Isère. Admission de M. Rajon [5 juillet] (A. t. I, p. 1706 ; J.O., p. 1501).

M. Héry dépose et lit le rapport sur l'élection de Saône-et-Loire. Admission de M. Symian [7 juillet] (A. t. I, p. 1780 ; J.O., p. 1563).

M. Pelisse dépose et lit le rapport sur l'élection de la Charente-Inférieure. Admission de M. Chapsal [27 octobre] (A. t. II, p. 17 ; J.O., p. 1803).

M. Charles Deloncle dépose et lit le rapport sur l'élection de l'Eure. Admission de M. Abel Lefèvre [8 novembre] (A. t. II, p. 55 ; J.O., p. 1835).

M. de Lamarzelle dépose et lit le rapport sur l'élection d'Oran. Admission de M. Gasser [10 novembre] (A. t. II, p. 60 ; J.O., p. 1840).

M. Marsot dépose et lit le rapport sur l'élection de la Dordogne. Admission de M. Sireyjol [13 décembre] (A. t. II, p. 346 ; J.O., p. 2088).

Dépôt, par M. Mauger, d'un rapport, au nom du 2^e bureau (formation de janvier 1921), sur les élections sénatoriales du 9 janvier 1921 dans

le département des Basses-Alpes [18 janvier] (A. t. I, p. 16 ; J.O., p. 20 ; I. n° 5).

Dépôt, par M. André Berthelot, d'un rapport, au nom du 2^e bureau (formation de janvier 1921), sur les élections sénatoriales du 9 janvier 1921, dans le département des Basses-Alpes [17 février] (A. t. I, p. 108 ; J.O., p. 118 ; I. n° 61). Discussion générale : MM. Lancien et André Berthelot, *rapporteur*. Demande d'enquête. Rejet, au scrutin. Validation des opérations électorales [24 février] (A. t. I, p. 158 ; J.O. p. 164).

Dépôt, par M. Blaignan, d'un rapport, au nom du 4^e bureau (formation de janvier 1921) sur les élections sénatoriales du 9 janvier 1921 dans le département du Cantal [25 janvier] (A. t. I, p. 50 ; J.O., p. 54 ; I. n° 10). MM. René Héry, Dominique Delahaye et Blaignan, *rapporteur*. Motion de M. Héry (proposition d'enquête). Rejet, au scrutin. Adoption des conclusions du rapport. Validation des opérations électorales [27 janvier] (A. t. I, p. 60 ; J.O., p. 66).

Dépôt, par M. Paul Pelisse, d'un rapport, au nom du 5^e bureau (formation de janvier 1921), sur les élections sénatoriales du 9 janvier 1921, dans le département de la Charente [13 janvier] (A. t. I, p. 13 ; J.O., p. 13 ; ; I. n° 2). Adoption des conclusions du 5^e bureau [27 janvier] (A. t. I, p. 60 ; J.O., p. 66).

Dépôt, par M. Chomet, d'un rapport, au nom du 6^e bureau (formation de janvier 1921), sur les élections sénatoriales du 9 janvier 1921 dans le département de la Corse [4 mars] (A. t. I, p. 190 ; J.O., p. 194 ; I. n° 87). MM. Dominique Delahaye, Gourju, Jules Delahaye, Lemarié et Chomet, *rapporteur*. Adoption des conclusions de la Commission . validation des opérations électorales [11 mars] (A. t. I, p. 225 ; J.O., p. 230).

ÉLÈVES DE CERTAINES GRANDES ÉCOLES. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à accorder le traitement civil minimum aux élèves de certaines grandes écoles liés envers l'État par un engagement décennal et ayant servi au delà de la durée légale du service militaire, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [5 juillet] (A. t. I, p. 1703 ; J.O., p. 1499 ; I. n° 521).

ÉLÈVES DE L'ÉCOLE SPÉCIALE MILITAIRE ET DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE. — Voir Armée, § II, 10.

EMPLOIS AUX ANCIENS MILITAIRES PENSIONNÉS POUR INFIRMITÉS DE GUERRE. — Voir Armée, § II, 13.

EMPLOYÉS COMMUNAUX. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 10 février 1920, don-

nant, dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, des garanties de stabilité aux employés communaux (Voir Table 1918-1920, p. 660). M. le Général Bourgeois dépose le rapport [4 mars] (A. t. I, p. 189 ; J.O., p. 194 ; I. n° 89). Déclaration de l'urgence. Adoption [15 mars] (A. t. I, p. 235 ; J.O., p. 239). Promulgation (J.O., 25 mars, p. 3694).

EMPRUNTS. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 17 mai 1921, relatif à l'introduction dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, de l'article 40 de la loi du 25 février 1921, autorisant les communes et les départements à contracter des emprunts, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission des finances [24 novembre] (A. t. II, p. 187 ; J.O., p. 1947 ; I. n° 730).

EMPRUNTS ET IMPOSITIONS EXTRAORDINAIRES.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Seine à s'imposer, à partir de 1920, pendant dix ans, 20 centimes sur les contributions foncière et personnelle-mobilière, et 45 centimes sur les contributions des portes et fenêtres et des patentes, etc., pendant vingt-cinq ans, 5 centimes sur les quatre contributions directes, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission des finances [15 février] (A. t. I, p. 104 ; J.O., p. 112 ; I. n° 58). Retiré par décret [12 novembre] (A. t. II, p. 156 ; J.O., p. 1922).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la Ville de Paris à contracter un emprunt de 1 milliard 800 millions de francs et à s'imposer extraordinairement pendant soixante ans le nombre de centimes additionnels au principal des quatre contributions directes nécessaire au service de cet emprunt, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale et, pour avis, à la Commission des finances [28 avril] (A. t. I, p. 1200 ; J.O., p. 1055 ; I. n° 324). M. Magny dépose le rapport [28 avril] (A. t. I, p. 1213 ; J.O., p. 1065 ; I. n° 328). M. Raphaël-Georges Lévy dépose l'avis de la Commission des finances [24 mai] (A. t. I, p. 1355 ; J.O., p. 1188 ; I. n° 366). M. Magny dépose un rapport supplémentaire [2 juin] (A. t. I, p. 1507 ; J.O., p. 1316 ; I. n° 404). Déclaration de l'urgence. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale : MM. Raphaël-Georges Lévy, rapporteur de la Commission des

finances, Magny, *rapporteur* ; Schrameck, Henry Chéron, *rapporteur général* ; Pierre Marraud, *Ministre de l'Intérieur* ; Louis Dausset et Albert Lebrun. Adoption des huit articles et de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [7 juin] (A. t. I, p. 1517 ; J.O., p. 1326). Promulgation (J.O., 17 juin, p. 6906).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Seine à emprunter une somme de 500 millions de francs, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale et, pour avis, à la Commission des finances [28 avril] (A. t. I, p. 1200 ; J.O., p. 1055 ; I. n° 320). M. Magny dépose le rapport [28 avril] (A. t. I, p. 1213 ; J.O., p. 1065 ; I. n° 327). Avis de la Commission des finances par M. Raphaël-Georges-Lévy. Adoption des trois articles et de l'ensemble du projet de loi [30 avril] (A. t. I, p. 1310 ; J.O., p. 1144). Promulgation (J.O., 3 mai, p. 5394).

4 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Seine à s'imposer, pendant trois ans, à partir de 1921, 55 centimes additionnels au principal des quatre contributions directes pour en affecter le produit au paiement des dépenses annuelles et permanentes, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission d'administration générale, départementale et communale et, pour avis, à la Commission des finances [30 juin] (A. t. I, p. 1670 ; J.O., p. 1470 ; I. n° 495). M. Porteu dépose le rapport [5 juillet] (A. t. I, p. 1726 ; J.O., p. 1517 ; I. n° 544). M. Raphaël-Georges Lévy dépose l'avis de la Commission des finances [12 juillet] (A. t. I, p. 1966 ; J.O., p. 1720 ; I. n° 649). Adoption [12 juillet] (A. t. I, p. 1979 ; J.O., p. 1730). Promulgation (J.O., 22 juillet, p. 8387).

ENCEINTES FORTIFIÉES. — Voir Armée, § II, 3, 4, 6, 14.

ÉNERGIE ÉLECTRIQUE.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 12 avril 1920, relatif à l'extension, dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie électrique (Voir Table 1918-1920, p. 667). M. le Général Taufflieb dépose le rapport [27 janvier] (A. t. I, p. 66 ; J.O., p. 71 ; I. n° 20). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption [10 février] (A. t. I, p. 86 ; J.O., p. 94). Promulgation (J.O. 7 mars, p. 2726).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant la création de réseaux de transports d'énergie électrique à haute tension et modifiant la loi du 15 juin 1906, sur les distributions d'énergie (Voir Table 1918-1920, p. 667). M. Goy dépose un rapport supplémentaire [8 juillet] (A. t. I, p. 1823 ; J.O., p. 1601 ; I. n° 602).

ENFANTS ASSISTÉS. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 11 avril 1920, relatif à l'application en Alsace et en Lorraine, de la législation française sur les enfants assistés, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission nommée le 8 mars 1920, chargée de l'examen des projets et propositions de lois concernant l'Alsace et la Lorraine [8 juillet] (A. t. I, p. 1823 ; J.O., p. 1601 ; I. n° 596).

ENFANTS MALTRAITÉS. — Proposition de loi tendant à compléter la loi du 24 juillet 1889 sur la protection des enfants maltraités et moralement abandonnés (puissance paternelle) (Voir Table 1918-1920, p. 670). M. Flandin dépose le rapport [25 janvier] (A. t. I, p. 57 ; J.O., p. 59 ; I. n° 13). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Etienne Flandin, *rapporteur*, et Bonneval, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption des deux articles et de l'ensemble de la proposition de loi [10 mars] (A. t. I, p. 203 ; J.O., p. 209). Promulgation (J.O., 17 novembre, p. 12702).

ENFANTS DU PREMIER AGE (Protection des). — Proposition de loi, tendant à la révision de la loi du 23 décembre 1874, sur la protection des enfants du premier âge (Voir Table 1918-1920, p. 670). M. Strauss dépose le rapport. Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [2 juin] (A. t. I, p. 1490 ; J.O., p. 1302 ; I. n° 393).

ENSEIGNEMENT AGRICOLE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'organisation de l'enseignement agricole (Voir Table 1918-1920, p. 671). M. Donon dépose le rapport [2 juin] (A. t. I, p. 1507 ; J.O., p. 1316 ; I. n° 399). Renvoi, pour avis, à la Commission de l'enseignement [16 juin] (A. t. I, p. 1584 ; J.O., p. 1388). M. Jossot dépose l'avis de la Commission de l'enseignement [30 juin] (A. t. I, p. 1675 ; J.O., p. 1473 ; I. n° 506). Déclaration de l'urgence. Adoption [12 juillet] (A. t. I, p. 2028 ; J.O., p. 1769). Promulgation (J.O., p. 9430).

ENSEIGNEMENT PUBLIC. — Voir Fonctionnaires, 4.

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 2 avril 1921 relatif aux traitements et à l'avancement du personnel du cadre local de l'enseignement secondaire en Alsace et en Lorraine, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission de l'enseignement [22 mars] (A. t. I, p. 253; J.O., p. 257; I. n° 175).

ÉPAVE DE LA « LIBERTÉ ». — Voir Marine, 4.

ESCAUNETS (Hautes-Pyrénées). — Voir Communes et cantons, 7.

ÉTABLISSEMENTS DE BIENFAISANCE PRIVÉE. — Projet de loi relatif à la surveillance des établissements de bienfaisance privée (Voir Table 1912-1914). Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales [17 mars] (A. t. I, p. 241; J.O., p. 245).

ÉTALONS. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à améliorer la loi du 14 août 1885 sur la surveillance des étalons, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés, Renvoi à la Commission de l'agriculture [31 mai] (A. t. I, p. 1486; J.O., p. 1296; I. n° 391). M. Bollet dépose le rapport [8 juillet] (A. t. I, p. 1785; J.O., p. 1571; I. n° 589).

ÉTAT CIVIL (Fonctionnement de l'). — Proposition de loi relative au fonctionnement de l'état civil aux armées dans les communes libérées de l'invasion (Voir Table 1918-1920, p. 673). Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [25 mars] (A. t. I, p. 357; J.O., p. 345). M. Guillaume Poulle dépose le rapport [28 avril] (A. t. I, p. 1200; J.O., p. 1055; I. n° 317). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Article premier; Demande d'ajournement de la discussion: M. Guillaume Poulle, *rapporteur*. Adoption [7 juin] (A. t. I, p. 1513; J.O., p. 1323). Déclaration de l'urgence. Adoption des cinq articles. Sur l'ensemble: MM. Guillaume Poulle, *rapporteur*, et Bonnevey, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [16 juin] (A. t. I, p. 1584; J.O., p. 1388). Promulgation (J.O., 2 mars 1922, p. 2470).

EXERCICES BUDGÉTAIRES. — Proposition de loi tendant à modifier l'ordre de règlement des exercices budgétaires, déposée par

M. Chalamet. Renvoi à la Commission des finances [15 mars] (A. t. I, p. 235 ; J.O., p. 239 ; I. n° 143).

EXHUMATIONS. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à fixer les conditions dans lesquelles les opérations d'exhumations, transports de corps et réinhumations prévues par la loi du 31 juillet 1920 et le décret du 28 septembre 1920 peuvent donner lieu à rémunération au profit des communes et des concessionnaires des pompes funèbres, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Pensions, Primes et Allocations de guerre. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale et, pour avis, à la Commission des finances [26 mars] (A. t. I, p. 384 ; J.O., p. 368 ; I. n° 203). M. Henri Merlin dépose le rapport [29 avril] (A. t. I, p. 1246 ; J.O., p. 1092 ; L-n° 336). Déclaration de l'urgence. Adoption [26 mai] (A. t. I, p. 1389 ; J.O., p. 1216). Promulgation (J.O., 4 juin, p. 6482).

EXPANSION COMMERCIALE. — Voir Décorations, 14.

EXPLOITATION AGRICOLE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de fixer, pour l'année 1921, les coefficients minima et maxima applicables, par nature de culture, à la valeur locative des terres exploitées pour l'évaluation du bénéfice devant servir de base à l'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [22 mars] (A. t. I, p. 277 ; J.O., p. 277 ; I. n° 181). M. Henry Chéron dépose le rapport [16 avril] (A. t. I, p. 1105 ; J.O., p. 972 ; I. n° 267). Renvoi pour avis à la Commission de l'Agriculture [23 avril] (A. t. I, p. 1125 ; J.O., p. 991). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Observations de M. Henry Chéron, *rapporteur général de la Commission des finances*. Avis de la Commission de l'Agriculture : M. Bouctot, *rapporteur*. Discussion générale : MM. Hervey, Paul Doumer, *Ministre des Finances* ; Boivin-Champeaux, Damecour et Henri Merlin. Adoption de l'article unique [23 avril] (A. t. I, p. 1125 ; J.O., p. 992). Promulgation (J.O., 24 avril, p. 5082).

EXPLOITATIONS RURALES (Petites). — Proposition de loi de M. Jules Méline concernant les petites exploitations rurales (amendement n° 1 à la proposition de loi de MM. Ribot, Jules Méline, Léon Bourgeois et Paul Strauss, relative aux avances des Sociétés de crédit immobilier pour l'acquisition de la petite propriété) (Voir

Table 1918-1920, p. 673). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Urgence précédemment déclarée. Discussion générale : MM. Paul Strauss, *rapporteur*; Jules Méline, Leredu, *Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociale*. Article premier : Amendement de M. Mauger : MM. Mauger, Paul Strauss, *rapporteur*; Lefebvre du Prey, *Ministre de l'Agriculture*; de Las Cases et François-Saint-Maur. Adoption. 2^e amendement de M. Mauger : MM. Mauger, Paul Strauss, *rapporteur*; Hervey. Retrait. Adoption de l'article premier. Articles 2 et 3 (nouveau). Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [25 janvier] (A. t. I, p. 51; J.O., p. 55. Promulgation (J.O., 23 avril, p. 4962).

EXPOSITION DU LIVRE ET DES ARTS GRAPHIQUES. — Voir Décorations, 8.

EXPROPRIATION.

1 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à compléter l'article 30 de la loi du 6 novembre 1918, portant modification de la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés, Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [7 juillet] (A. t. I, p. 1732; J.O., p. 1526; I. n^o 561).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 27 mars 1921 relatif à l'introduction, dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, des lois des 21 avril 1914 et 6 novembre 1918 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission de l'administration générale départementale et communale, et, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [13 décembre] (A. t. II, p. 364; J.O., p. 2103; I. n^o 785).

FAMILLES NOMBREUSES. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant l'aide nationale aux familles nombreuses, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales et, pour avis, à la Commission des finances [25 mars] (A. t. I, p. 384, J.O., p. 345; I. n^o 196). M. François-Saint-Maur dépose le rapport. Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [7 juillet] (A. t. I, p. 1753; J.O., p. 1542. I. n^o 575).

FEMMES EN COUCHES.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant les allocations d'assistance aux femmes en couches et les primes d'allaitement. (Art. 62 disjoint du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1921). M. Paul Strauss dépose le rapport [28 juin] (A. t. I, p. 1644; J.O., p. 1444; I. n° 474).

2 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à la mise en application des lois des 17 juin 1913 et 24 octobre 1919 sur l'assistance aux femmes en couches. (Voir Table 1918-1920, p. 677). M. Debierre dépose l'avis de la Commission des finances [6 décembre] (A. t. II, p. 296; J.O., p. 2042; I. n° 765).

FÊTES DE L'ARMISTICE. — Voir Résolution, 9.

FILS DE BELGES (Nationalité des). — Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de l'arrangement signé à Paris le 24 janvier 1921, entre la France et la Belgique, ayant pour objet de régler la nationalité des fils de Belges qui par suite des événements, durant la période des hostilités, ont été empêchés de répudier la qualité de Français dans l'année de leur majorité, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, et M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [25 octobre] (A. t. II, p. 15; J.O., p. 1800; I. n° 679).

FIRMES ET SOCIÉTÉS FRANÇAISES. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, rendant applicable la loi du 27 décembre 1920 aux firmes et sociétés françaises atteintes par la guerre à l'étranger, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés, Renvoi à la Commission des finances [26 avril] (A. t. I, p. 1174; J.O., p. 1034; I. n° 293). M. Henry Chéron dépose le rapport [7 juin] (A. t. I, p. 1512; J.O., p. 1322; I. n° 406). Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [16 juin] (A. t. I, p. 1590; J.O., p. 1393). Promulgation (J.O., 3 juillet, p. 7555).

FLEURS FRAICHES COUPÉES. — Voir Douanes, 13.

FLOTTE EN GÉRANCE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la clôture du compte « Flotte en gérance » et à l'attribution des navires de commerce appartenant à l'Etat, déposé

par M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre de la Marine, M. le Ministre de la Guerre, M. le Ministre du Commerce, M. le Ministre des Colonies et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [9 juillet] (A. t. I, p. 1878; J.O., p. 1647; I. n° 616). Renvoi, pour avis, à la Commission de la marine [11 juillet] (A. t. I, p. 978; J.O., p. 1671). M. Henry Chéron dépose le rapport [11 juillet] (A. t. I, p. 1934; J.O., p. 1692; I n° 640). Avis de la Commission de la marine, par M. Brindeau, *rapporteur* (I. n° 652). Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Observations de MM. Gaudin de Villaine et Rio, *Sous-Secrétaire d'Etat à la Marine marchande*. Article premier. Adoption. Article 2 : MM. Quesnot, *inspecteur général des finances, commissaire du Gouvernement*, et Henry Chéron, *rapporteur général de la Commission des finances*. Adoption. Articles 3 à 7. Adoption. Sur l'ensemble : MM. Guillier, Rio, *Sous-Secrétaire d'Etat à la Marine marchande*; Henry Chéron, *rapporteur général*; Brindeau, *rapporteur de la Commission de la marine*. Adoption de l'ensemble du projet de loi [12 juillet] (A. t. I, p. 1970; J.O., p. 1723). Promulgation (J.O., 10 août, p. 9390).

FONCTIONNAIRES.

I — Proposition de loi, tendant à rapprocher les fonctionnaires qui, étrangers au département, sont unis par le mariage soit à des fonctionnaires du département, soit à des personnes qui y ont fixé leur résidence (Voir Table 1918-1920, p. 679). M. Roustan dépose le rapport [21 avril] (A. t. I, p. 1110; J.O., p. 276; I. n° 270). Renvoi, pour avis, à la Commission de l'enseignement [31 mai] (A. t. I, p. 1486; J.O., p. 1297). Renvoi, pour avis, à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [2 juin] (A. t. I, p. 1507; J.O., p. 1316). M. Pasquet dépose l'avis de la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [23 juin] (A. t. I, p. 1629; J.O., p. 1438; I. n° 469). Discussion des articles : Article premier : MM. Henry Chéron, Léon Bérard, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*; Roustan, *rapporteur*. Ajournement provisoire de la discussion [28 juin] (A. t. I, p. 1651; J.O., p. 1450). Reprise de la discussion : Article premier (précédemment réservé) : Amendement de M. Henry Chéron : M. Henry Chéron. Adoption. Adoption de l'article premier modifié. Articles 2 et 3. Adoption. Article 4 : Amendement de M. Henry Chéron. Adoption. Adoption de l'article 4 modifié. Article 5. Adoption. Amendement (article additionnel) de M. Pasquet. Adoption comme article 6 nouveau. Sur l'ensemble : M. Mauger. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [28 juin] (A. t. I, p. 1663; J.O., p. 1459). Promulgation (J.O., 31 décembre, p. 14270).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au statut des fonctionnaires d'Alsace et Lorraine, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission d'administration générale, départementale et communale et, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [8 novembre] (A. t. II, p. 34; J.O., p. 1818; I. n° 686). Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [24 novembre] (A. t. II, p. 180; J.O., p. 1942).

3 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative aux traitements des fonctionnaires des écoles pratiques de commerce et d'industrie créées par les villes de 150.000 habitants, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [9 décembre] (A. t. II, p. 341; J.O., p. 2083; I. n° 778).

4 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au mode d'avancement des fonctionnaires de l'enseignement public (primaire et secondaire) détachés dans des établissements scientifiques ou des établissements d'enseignement à l'étranger ou dans des pays de protectorat (Voir Table de 1918-1920, p. 679). M. Roustan dépose le rapport [22 mars] (A. t. I, p. 253; J.O., p. 257; I. n° 177). Article premier. Adoption. Article 2 : M. Mauger. Adoption. Vote sur le passage à une deuxième délibération. Adoption [7 juin] (A. t. I, p. 1522; J.O., p. 1330). 2^e délibération. Article premier. Adoption. Observations de MM. Henry Chéron, Mauger, Roustan, *rapporteur*. Article 2. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [14 juin] (A. t. I, p. 1567; J.O., p. 1371).

FONDS DE COMMERCE. — Proposition de loi ayant pour but de modifier l'article 3 de la loi du 17 mars 1909 (Formalités qui doivent suivre les ventes de fonds de commerce), déposée par M. Loubet. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [9 avril] (A. t. I, p. 812; J.O., p. 732; I. n° 245). M. Maranget dépose le rapport [19 mai] (A. t. I, p. 1329; J.O., p. 1158; I. n° 364). Adoption de l'article unique. Vote sur le passage à une 2^e délibération. Adoption. Renvoi, pour avis, à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [26 mai] (A. t. I, p. 1390; J.O., p. 1217). M. Mazurier dépose le rapport [7 juin] (A. t. I, p. 1522; J.O., p. 1330; I. n° 410). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Observations de M. Maranget, *rapporteur*. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [14 juin] (A. t. I, p. 1465; J.O., p. 1369).

FONDS DE SUBVENTION. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements (exercice 1922), déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission des finances [12 juillet] (A. t. I, p. 1974; J.O., p. 1726; I. n° 653). M. Magny dépose et lit le rapport Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [12 juillet] (A. t. I, p. 2026; J.O., p. 1768). Promulgation (J.O., 26 juillet, p. 8647).

FORCES HYDRAULIQUES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 8 juillet 1921, relatif à l'extension aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle de la loi du 16 octobre 1919 sur l'utilisation des forces hydrauliques, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission des chemins de fer et transports et de l'outillage national [24 novembre] (A. t. II, p. 187; J.O., p. 1947; I. n° 731).

FORÊTS.

1 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier le délai de prescription de l'action publique en matière de défrichement de forêts (Voir Table de 1912-1914, p. 475). M. Guillaume Poulle dépose le rapport [30 mars] (A. t. I, p. 422; J.O., p. 402; I. n° 212). Adoption de l'article unique. Vote sur le passage à une 2^e délibération. Adoption [26 mai] (A. t. I, p. 1389; J.O., p. 1216). Renvoi, pour avis, à la Commission de l'agriculture. M. Chauveau dépose l'avis de la Commission de l'agriculture (I. n° 405). Adoption. [7 juin] (A. t. I, p. 1512, 1513; J.O., p. 1323). Promulgation, 16 juillet, p. 8220).

2 — Proposition de loi relative aux forêts de protection et au régime des bois des particuliers (Voir Table 1918-1920, p. 681). M. Chauveau dépose le rapport [9 juin] (A. t. I, p. 1526; J.O., p. 1336; I. n° 415). M. Fernand David dépose l'avis de la Commission des finances [8 décembre] (A. t. II, p. 300; J.O., p. 2048; I. n° 769). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Chauveau, rapporteur. Adoption des six articles et de l'ensemble de la proposition de loi [31 décembre] (A. t. II, p. 94f; J.O., p. 2575).

FRÉQUENTATION SCOLAIRE. — Projet de loi sur la fréquentation scolaire et sur la prolongation de la scolarité obligatoire (Voir Table 1918-1920, p. 861). M. Jossot dépose le rapport [4 mars] (A. t. I, p. 189; J.O., p. 194; I. n° 88). M. Jossot dépose un rapport supplémentaire

[7 avril] (A. t. I, p. 719; J.O., p. 652; I. n° 233). M. Jossot dépose un 2^e rapport supplémentaire [9 juin] (A. t. I, p. 1526; J.O., p. 1336; I. n° 419). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale : M. Jossot, *rapporteur* [10 novembre] (A. t. II, p. 74; J.O., p. 1852). Discussion générale (suite) : MM. de Las Cazes, Goy, de Lamarzelle, Jossot, *rapporteur*; Gourju et Dominique Delahaye [11 novembre] (A. t. II, p. 82; J.O., p. 1858). Discussion générale (suite) : MM. François-Saint-Maur, Léon Bérard, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*; le Chanoine Collin, de Lamarzelle, François Albert, Jossot, *rapporteur*; Jules Delahaye, Scheurer et le Général Bourgeois [17 novembre] (A. t. II, p. 116; J.O., p. 1888). Discussion générale (suite) : MM. Gourju, Jossot, *rapporteur*; Ernest Cauvin, Honnorat, Japy, le Général Hirschauer, Etienne Flandin, Pottevin, Henry Chéron, *rapporteur général de la Commission des finances*, et Dominique Delahaye. Renvoi du projet de loi à la Commission des finances pour avis. Discussion des articles : Article premier : Amendement de MM. Dominique Delahaye et Jules Delahaye : MM. Dominique Delahaye, le Rapporteur et Roustan. Rejet. Amendement de M. François Albert : MM. François Albert, le Rapporteur, Léon Bérard, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*, et Roustan. Adoption, au scrutin, de l'amendement [18 novembre] (A. t. II, p. 144; J.O., p. 1911). Suite de la discussion de l'article premier : Amendement de MM. Damecour, Guilloteaux, Vayssière et plusieurs de leurs collègues : M. Damecour. Retrait. Amendement de MM. Labrousse, Héry, Cuminal et plusieurs de leurs collègues : MM. Labrousse, Jossot, *rapporteur*; Jénouvrier, François Albert, Coignet, Pol-Chevalier, Damecour, Hervey, Boivin-Champeaux, Brangier. Demande de renvoi de l'amendement à la Commission. Adoption, au scrutin. Amendement de MM. Montenot et Léon Roland : M. le Rapporteur. Retrait. Amendement de M. le Colonel Stuhl, Louis Michel et Roynau. Retrait. Amendement de MM. Léon Perrier et Machet : MM. Léon Perrier, Brangier, le Rapporteur, Pottevin, Mauger, Léon Bérard, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*; Boivin-Champeaux, Lapie, *directeur de l'enseignement primaire, commissaire du Gouvernement*; Hervey, Jénouvrier, Dominique Delahaye et Goy. Adoption, au scrutin, de l'amendement. Amendement de MM. Henri Merlin et Monfeuillart. Retrait. Amendement de MM. Pottevin, Pasquet et Laboulbène : MM. Pottevin, Hervey, Coignet, Boivin-Champeaux, Jénouvrier, François Albert et Dominique Delahaye. Adoption. Vote sur l'ensemble de l'article premier réservé. Article 2 : MM. Boivin-Champeaux, le Rapporteur, le Ministre

de l'Instruction publique et Hervey. Amendement de M. Coignet : MM. Coignet, le Rapporteur, le Ministre, Gaston Vidal, *Sous-Secrétaire d'Etat de l'enseignement technique*: Retrait. Amendement de MM. Mulac, Limouzain-Laplanche et James Hennessy, non soutenu. Amendement de MM. Dominique Delahaye et Jules Delahaye : M. Dominique Delahaye. Rejet. Amendement de MM. René Besnard, Roustan et Machet. M. Machet. Retrait. Amendement de MM. Merlin et Monfeuillart : M. Henri Merlin. Adoption. Amendement de MM. Dominique Delahaye, Jules Delahaye et de Lamarzelle : M. Dominique Delahaye. Rejet. Amendement de MM. Roustan et Machet. Adoption. Amendement de M. Pottevin : M. Pottevin. Adoption. Sur l'ensemble de l'article : MM. Fernand Merlin et le Ministre. Adoption de l'ensemble de l'article 2. Article 3 : Amendement de M. Jénouvrier : M. Jénouvrier. Adoption. Adoption de l'article 3 modifié. Article 4 : Amendement de MM. de Lamarzelle, Dominique Delahaye et Jules Delahaye : MM. de Lamarzelle, Jénouvrier, Boivin-Champeaux, le Rapporteur, le Ministre et Duplantier. Adoption de l'article 4. Article 5 : M. Boivin Champeaux. Adoption. Article 6 : Amendements de MM. de Lamarzelle, Dominique Delahaye et Jules Delahaye : M. de Lamarzelle. Retrait. Amendement de MM. Carrère, Laboulbène, Coyrard et plusieurs de leurs collègues : M. Carrère. Adoption. Amendement de MM. Roustan et Machet : MM. Roustan et le Rapporteur. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 6. Article 7. Adoption. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance : M. Chênebenoit [22 novembre] (A. t. II, p. 157; J.O., p. 1923). Suite de la discussion des articles : Article 8. Adoption. Article 9 : MM. Chênebenoit, Duplantier, Jossot, *rapporteur*, et Léon Bérard, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*. Adoption. Article 10 : Amendement de MM. Dominique Delahaye, Jules Delahaye et de Lamarzelle : MM. Dominique Delahaye et le Rapporteur. Retrait. Adoption de l'article 10. Amendement (disposition additionnelle) de M. de Lamarzelle. Retrait. Article 11 : Amendements de MM. de Lamarzelle, Dominique Delahaye et Jules Delahaye. Retrait. Adoption de l'article 11. Article 12. Adoption. Amendements (dispositions additionnelles). Article 13 (nouvelle rédaction) : MM. Duplantier et le Rapporteur. Adoption. 1° de MM. Dominique Delahaye et Jules Delahaye. Retrait. 2° de MM. Mulac, Limouzain-Laplanche et James Hennessy. Retrait. 3° de M. François Albert. Retrait. 4° de M. Coignet. Retrait. Article premier (précédemment réservé) : MM. Labrousse, le Rapporteur. Adoption, Vote sur le passage à une 2° délibération. Adoption [24 novembre] (A. t. II, p. 180; J.O., p. 1942).

GALLIENI (Général). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à conférer, à titre posthume, la dignité de maréchal de France au général Gallieni, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'armée [12 avril] (A. t. I, p. 916; J.O., p. 817; I. n° 251). M. le Général Hirschauer dépose le rapport [15 avril] (A. t. I, p. 1001; J.O., p. 918; I. n° 262). Lecture, par M. le Général Hirschauer, de son rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Discussion générale: MM. Paul Strauss et le Comte d'Elva. Article unique. Adoption [16 avril] (A. t. I, p. 1069; J.O., p. 942). Promulgation (J.O., 23 avril, p. 4962).

GAZ. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, déterminant les spécifications relatives à la qualité du gaz qui pourront être introduites dans le cahier des charges des concessions gazières ou contrats de fourniture ou distribution de gaz de houille, et permettant d'astreindre les producteurs de gaz à en extraire divers produits, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Travaux publics. Sur le renvoi: M. Léon Perrier. Renvoi à la Commission des chemins de fer, des transports et de l'outillage national [5 juillet] (A. t. I, p. 1703; J.O., p. 1499; I. n° 528).

GENDARMERIE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant augmentation des effectifs de la gendarmerie, assurant le logement de ces effectifs et créant un état-major particulier de la gendarmerie, déposé par M. le Ministre de la Guerre et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [17 mars] (A. t. I, p. 241; J.O., p. 245; I. n° 160). Renvoi, pour avis, à la Commission de l'armée [22 mars] (A. t. I, p. 252; J.O., p. 256). M. Albert Lebrun dépose le rapport [9 juin] (A. t. I, p. 1526; J.O., p. 1336; I. n° 417). M. André Lebert dépose l'avis de la Commission de l'armée [14 juin] (A. t. I, p. 1564; J.O., p. 1369; I. n° 432). Déclaration de l'urgence. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Observation de M. Henry Chéron. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [21 juin] (A. t. I, p. 1618; J.O., p. 1417). || Déposé par M. le Ministre de la Guerre et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [5 juillet] (A. t. I, p. 1703; J.O., p. 1499; I. n° 530). M. Albert Lebrun dépose le rapport [7 juillet] (A. t. I, p. 1753; J.O., p. 1541; I. n° 574). Adoption [11 juillet] (A. t. I, p. 1895; J.O., p. 1662). Promulgation (J.O., 24 juillet, p. 8549).

GENS DE MAISONS. — Voir Accidents du travail, 4.

GISORS (Eure). — Voir Taxes de remplacement, 3.

GRANDVALS (Lozère). — Voir Communes et cantons, 10.

GREFFIERS DE JUSTICE DE PAIX. — Projet de loi tendant à autoriser le cumul des fonctions de greffier de justice de paix et d'huissier et la réunion de plusieurs greffes entre les mains d'un même titulaire (Voir Table 1918-1920, p. 685). M. Richard dépose le rapport [23 avril] (A. t. I, p. 1123 ; J.O., p. 991 ; I. n° 280). Adoption [29 avril] (A. t. I, p. 1293 ; J.O., p. 1128). Promulgation (J.O., 1^{er} décembre, p. 13134).

GRENOBLE (Enceinte de). — Voir Armée, § II, 3.

GROUPES DU SÉNAT (Composition des). — Voir *Journal officiel*, 3 février, p. 1566 ; 20 octobre, p. 11926).

HABITATIONS A BON MARCHÉ

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la modification de l'article 3 de la loi du 24 octobre 1919 sur les habitations à bon marché (Voir Table 1918-1920, p. 687). — Discussion : Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Paul Strauss, rapporteur. Avis de la Commission des finances par M. Debierre. Suite de la discussion générale : MM. de Monzie, Paul Strauss, rapporteur, et Leredu, *Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales*. Adoption des dix articles et de l'ensemble du projet de loi [24 février] (A. t. I, p. 150 ; J.O., p. 158). Promulgation (J.O., 27 février, p. 2590).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant codification des lois sur les habitations à bon marché et la petite propriété, déposé par M. le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales [3 février] (A. t. I, p. 70 ; J.O., p. 76 ; I. n° 22). Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [17 mars] (A. t. I, p. 241 ; J.O., p. 245). M. Strauss dépose le rapport [2 juin] (A. t. I, p. 1490 J.O., p. 1302 ; I. n° 394).

3 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant l'émission d'obligations pour la construction d'habitations à bon marché, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales [8 novembre] (A. t. II, p. 34 ; J.O., p. 1818 ; I. n° 689).

HAVRE (Ville du). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la Ville du Havre à créer des taxes spéciales pour l'entretien et la construction de son réseau d'égouts, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur; Renvoi à la Commission d'administration générale, départementale et communale et, pour avis, à la Commission des finances [30 juin] (A. t. I, p. 1670; J.O., p. 1470; I. n° 502). M. Porteu dépose le rapport [5 juillet] (A. t. I, p. 1726; J.O., p. 1518; I. n° 550). M. Henry Chéron dépose l'avis de la Commission des finances [7 juillet] (A. t. I, p. 1780; J.O., p. 1563; I. n° 582). Adoption [11 juillet] (A. t. I, p. 1934; J.O., p. 1691). Promulgation (J.O., 30 juillet, p. 8942).

HELLEMMES (Nord). — Voir Taxes de remplacement, 10.

HEURE LÉGALE.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 14 février 1920, relatif à l'avance de l'heure durant l'année 1920, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [11 mars] (A. t. I, p. 210; J.O., p. 218; I. n° 116). M. Landrodie dépose le rapport [25 mars] (A. t. I, p. 357; J.O., p. 345; I. n° 197). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Dominique Delahaye. Adoption [28 juin] (A. t. I, p. 1650; J.O., p. 1449). Promulgation (J.O., 10 juillet, p. 7898).

2 — Proposition de loi tendant à abroger la loi du 9 juin 1916 sur l'avance de l'heure, déposée par M. Louis Michel. Renvoi à la Commission de l'agriculture [26 mai] (A. t. I, p. 1390; J.O., p. 1217; I. n° 386).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article premier, alinéa premier, de la loi du 6 février 1920 sur l'avance de l'heure, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre du Travail. Renvoi à la Commission d'administration générale, départementale et communale [23 juin] (A. t. I, p. 1624; J.O., p. 1424; I. n° 460). M. Coyrard dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Discussion générale : M. Dominique Delahaye. Adoption [30 juin] (A. t. I, p. 1674; J.O., p. 1473). Promulgation (J.O., 1^{er} juillet, p. 7466).

4 — Proposition de loi demandant l'abrogation de la loi sur l'avance de l'heure en été, déposée par M. Louis Michel. Renvoi à la Commis-

sion de l'administration générale, départementale et communale [41 novembre] (A. t. II, p. 81 ; J.O., p. 1857 ; I. n° 701). M. Amédée Vidal dépose le rapport [29 novembre] (A. t. II, p. 224 ; J.O., p. 1980 ; I. n° 738). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Amédée Vidal, *rapporteur* ; Louis Michel, Léon Roland, Guilloteaux, Charles Deloncle, Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics* ; Massabuau, Paul Strauss et Dominique Delahaye. Demande d'ajournement de la discussion : M. Paul Strauss. Rejet, au scrutin, de la demande. Adoption de l'article unique [23 décembre] (A. t. II, p. 490 ; J.O., p. 2212).

HISTOIRE DE L'ART (Congrès de l'). — Voir Décorations, 9.

HOMMES RAPPELÉS SOUS LES DRAPEAUX. — Voir Armée, § II, 11.

HORTICULTEURS-PÉPINIÉRISTES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de proroger les baux des terrains et locaux affectés aux exploitations des horticulteurs pépiniéristes (Voir Table de 1918-1920, p. 690). M. Morand dépose le rapport [19 mai] (A. t. I, p. 1929 ; J.O., p. 1158 ; I. n° 362). Déclaration de l'urgence. Discussion des articles : Article premier : Amendement de MM. Deloncle, Rabier, Donon et plusieurs de leurs collègues : MM. Charles Deloncle, Morand, *rapporteur* ; Bonnevey, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*. Adoption de l'amendement (par rejet du texte de la Commission à l'article premier). Article 2 : MM. Henry Chéron et Morand, *rapporteur*. Adoption. Articles 3 et 4. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [16 juin] (A. t. I, p. 1585 ; J.O., p. 1389). Promulgation (J.O., 30 juin, p. 7418).

HOSPICES CIVILS DE LYON. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser les hospices civils de Lyon à contracter un emprunt de 8 millions, déposé par M. le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales. Renvoi à la Commission d'administration générale, départementale et communale [11 mars] (A. t. I, p. 210 ; J.O., p. 218 ; I. n° 117). M. Magny dépose le rapport [17 mars] (A. t. I, p. 241 ; J.O., p. 214 ; I. n° 156). Adoption [30 mars] (A. t. I, p. 422 ; J.O., p. 402). Promulgation (J.O., 23 avril, p. 4962).

HUILES ET ESSENCES DE PÉTROLE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 7 mai 1921 relatif aux conditions d'obtention des licences d'importation des

huiles et essences de pétrole et instituant sur ces importations une surtaxe temporaire, déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie. Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances (I. n° 493). M. Henry Bérenger dépose et lit le rapport (I. n° 504). Discussion immédiate. Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi [30 juin] (A. t. I, p. 1671 ; J.O., p. 1469 et 1470). Promulgation (J.O., 16 juillet, p. 8219).

HUILES MINÉRALES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 26 novembre 1920 concernant l'application, dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle des lois et décrets sur la taxe de fabrication des huiles minérales introduites en raffinerie, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoyé à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission d'Alsace et de Lorraine [9 décembre] (A. t. II, p. 318 ; J.O., p. 2064 ; I, n° 774).

HUISSIERS.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 17 avril 1920, relatif aux honoraires et à l'organisation des huissiers dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle et, pour avis, à la Commission de l'Alsace et de la Lorraine [29 avril] (A. t. I, p. 1285 ; J.O., p. 1122 ; I. n° 340).

2 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à reconnaître aux huissiers ne pouvant exercer leur profession pour blessures de guerre ou pour maladies contractées ou aggravées aux armées le droit de se faire suppléer dans l'exercice de leurs fonctions, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [14 juin] (A. t. I, p. 1544 ; J.O., p. 1352 ; I. n° 424).

HYGIÈNE DENTAIRE. — Proposition de loi relative à l'hygiène dentaire dans les écoles primaires (Voir Table 1918-1920, p. 692). Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales [17 mars] (A. t. I, p. 241 ; J.O., p. 245).

HYGIÈNE PUBLIQUE EN FRANCE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant l'article 25 des lois des 15 février

1902, 29 janvier 1906 et 25 novembre 1908 (composition du Conseil supérieur d'hygiène publique en France), déposé par M. le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales [25 mai] (A. t. I, p. 1381 ; J.O., p. 1210 ; I. n° 380). M. Pottevin dépose le rapport [17 novembre] (A. t. II, p. 134 ; J.O., p. 1903 ; I. n° 720). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Pottevin, *rapporteur*. Adoption [29 novembre] (A. t. II, p. 233 ; J.O., p. 1987). Promulgation (J.O., 24 décembre, p. 13999).

IMMEUBLES ENDOMMAGÉS. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à faciliter l'acquisition, par les communes dévastées, des immeubles endommagés compris dans les plans d'alignement, déposé par M. le Ministre des Finances, M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Régions libérées. Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission nommée le 3 décembre 1918, chargée d'étudier les questions intéressant spécialement les départements libérés de l'invasion [7 juillet] (A. t. I, p. 1752 ; J.O., p. 1541 ; I. n° 572). M. René Gouge dépose le rapport [9 juillet] (A. t. I, p. 1879 ; J.O., p. 1648 ; I. n° 617). Adoption [12 juillet] (A. t. I, p. 1955 ; J.O., p. 1711). Promulgation (J.O., 29 juillet, p. 8910).

IMPOTS FRANÇAIS (Modification de tarifs). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 27 avril 1920 relatif à l'application en Alsace et Lorraine des modifications de tarifs apportées à des impôts français (Voir Table 1918-1920, p. 695). M. le Colonel Stuhl dépose le rapport [11 mars] (A. t. I, p. 210 ; J.O., p. 235 ; I. n° 132). Déclaration de l'urgence. Adoption [27 avril] (A. t. I, p. 1190 ; J.O., p. 1048). Promulgation (J.O., 9 mai, p. 5595).

IMPOTS DANS LES RÉGIONS LIBÉRÉES (Régime transitoire).
— Voir Régime fiscal.

INDO-CHINE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le Gouvernement général de l'Indo-Chine à contracter un emprunt local pour achever les parties déjà approuvées et partiellement exécutées de la ligne de Vinh à Dongha, déposé par M. le Ministre des Colonies et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [15 mars] (A. t. I, p. 234 ; J.O., p. 238 ; I. n° 134). M. Jean Morel dépose le rapport [26 avril]

(A. t. I, p. 1174; J.O., p. 1034; I. n° 289). Déclaration de l'urgence. Adoption [26 mai] (A. t. I, p. 1388; J.O., p. 1215). Promulgation (J.O., 22 juin, p. 7146).

INGÉNIEURS DE L'ARTILLERIE NAVALE. — Voir Marine, 3.

INSCRITS MARITIMES. — Voir Marine, 5.

INSTITUT INTERNATIONAL DU FROID. — Voir Conventions, 10.

INSTRUCTION CRIMINELLE. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 8 décembre 1897, concernant l'instruction criminelle (Voir Table 1909-1911, p. 457). M. Louis Martin dépose le rapport [27 janvier] (A. t. I, p. 66; J.O., p. 71; I. n° 18). Déclaration de l'urgence. Adoption [11 mars] (A. t. I, p. 225; J.O., p. 230). Promulgation (J.O., 24 mars, p. 3646).

INTERPELLATIONS.

1 — Demande d'interpellation de M. Louis Martin sur la composition du Cabinet [20 janvier] (A. t. I, p. 37; J.O., p. 43).

2 — Demande d'interpellation de M. Donon sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour faciliter aux cultivateurs l'écoulement de leurs produits et faire bénéficier les consommateurs de la baisse qui existe à la production sur les denrées alimentaires. Sur la date de la discussion : MM. Bonnevey, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*, et Louis Martin [[20 janvier] (A. t. I, p. 37; J.O., p. 43). Observation de M. Dior, *Ministre du Commerce et de l'Industrie*; MM. Marcel Donon, Gaston Menier, Brager de La Ville-Moysan, Henri Merlin, Hervey, Eugène Buhon, de Rougé, Raphaël-Georges Lévy, Dior, *Ministre du Commerce et de l'Industrie*; André Paisant, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Finances*; Courrégelongue, Milliès-Lacroix, de Lubersac, Dominique Delahaye et Jean Durand [10 février] (A. t. I, p. 86; J.O., p. 94).

3 — Demande d'interpellation de M. Charles Chabert à M. le Ministre de la Guerre sur les malversations qui viennent d'être découvertes au centre de tannage de Romans. Fixation ultérieure de la date de la discussion [27 janvier] (A. t. I, p. 60; J.O., p. 56).

4 — Demande d'interpellation de M. Brangier sur le fonctionnement de nos administrations et sur les procédés que le Gouvernement compte prendre pour mettre fin aux désordres financiers et adminis-

tratifs. Fixation ultérieure de la date de la discussion [17 mars] (A. t. I, p. 241 ; J.O., p. 245). Discussion : MM. Brangier et Aristide Briand, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*. Adoption de l'ordre du jour pur et simple [16 juin] (A. t. I, p. 1573 ; J.O., p. 1379).

5 — Demande d'interpellation de M. Gaudin de Villaine, sur la politique du Gouvernement dans l'Europe centrale [1^{er} avril] (A. t. I, p. 492 ; J.O., p. 462).

Voir Budget de l'exercice 1921 (Affaires étrangères).

6 — Demande d'interpellation de M. Dominique Delahaye sur la politique extérieure du Gouvernement : MM. Aristide Briand, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*, et Dominique Delahaye. Fixation de la date de la discussion après la discussion du budget des dépenses recouvrables [30 mai] (A. t. I, p. 1393 ; J.O., p. 1221).

7 — Demande d'interpellation de M. Louis Dausset, sur l'utilisation des annuités qui résultent de l'état de paiement de Londres. Discussion fixée au jeudi 9 juin [31 mai] (A. t. I, p. 1448 ; J.O., p. 1264). Sur l'ajournement de la discussion : MM. Aristide Briand, *Président du Conseil*, et Louis Dausset. Fixation ultérieure de la date de la discussion [16 juin] (A. t. I, p. 1573 ; J.O., p. 1383).

8 — Demande de transformation en interpellation de la question adressée au Ministre de la Guerre, par le général Hirschauer, relative au général Régnier, déposée par M. le Général Bourgeois. Fixation ultérieure de la date de la discussion [9 juin] (A. t. I, p. 1526 ; J.O., p. 1339). Discussion : MM. le Général Bourgeois, Aristide Briand, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères* ; Hervéy, Louis Barthou, *Ministre de la Guerre*, et Jules Delahaye. Retrait de l'interpellation [16 juin] (A. t. I, p. 1573 ; J.O., p. 1384).

9 — Demande d'interpellation de M. Duplantier à M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre, pour assurer, conformément au Traité de Versailles, la mise en jugement des personnes accusées d'avoir commis des actes contraires aux lois et aux coutumes de la guerre. Sur la date de la discussion : MM. Duplantier et le Président. Fixation ultérieure de la date de la discussion [14 juin] (A. t. I, p. 1544 ; J.O., p. 1352). Sur la date de la discussion : MM. Aristide Briand, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*, et Duplantier. Ajournement de la discussion [16 juin] (A. t. I, p. 1578 ; J.O., p. 1378) [18 octobre] (A. t. II, p. 1 ; J.O., p. 1776).

10 — Demande d'interpellation de M. Hugues Le Roux à M. le Ministre des Finances, sur la question de l'assistance à donner aux propriétaires de maisons demeurées inachevées du fait de la guerre. Fixation ultérieure de la date de la discussion [14 juin] (A. t. I, p. 1568 ; J.O., p. 1372).

11 — Demande d'interpellation de MM. Louis Soulié et Albert Peyronnet sur les sanctions qui doivent suivre l'arrêt rendu par la Cour de Cassation dans l'affaire dite des fusillés de Vingré. Fixation ultérieure de la date de la discussion [23 juin] (A. t. I, p. 1624 ; J.O., p. 1424). Fixation de la date de la discussion : MM. Louis Soulié, Albert Peyronnet et Louis Barthou, *Ministre de la Guerre*. Ajournement de la discussion [28 juin] (A. t. I, p. 1647 ; J.O., p. 1445).

12 — Demande d'interpellation de M. Dominique Delahaye sur les motifs qui ont déterminé à placer les troupes françaises de Constantinople sous les ordres d'un général anglais et sur la politique française dans le Levant. Fixation ultérieure de la date de la discussion [28 juin] (A. t. I, p. 1647 ; J.O., p. 1446). Sur la date : MM. Dominique Delahaye et Pierre Marraud, *Ministre de l'Intérieur*. Fixation ultérieure de la discussion [5 juillet] (A. t. I, p. 1706 ; J.O., p. 1501).

13 — Demande d'interpellation de M. Dominique Delahaye sur la déclaration du Gouvernement. Sur la date de la discussion : M. Dominique Delahaye. Rejet de la discussion immédiate [12 juillet] (A. t. I, p. 1966 ; J.O., p. 1720).

14 — Demande d'interpellation de M. Beaumont à M. le Ministre de l'Agriculture sur les mesures qu'il compte prendre pour combattre la mévente du bétail. Fixation ultérieure de la date de la discussion [18 octobre] (A. t. II, p. 2 ; J.O., p. 1776). Discussion : MM. Beaumont, Léon Roland, Louis Michel, Carrère, Simonet, Provost-Dumarchais, Pichery, de Lubersac, Lefèvre du Prey, *Ministre de l'Agriculture* ; Marcel Donon et Chomet. Ordre du jour de MM. Machet, Clémentel, Carrère, Régnier, Peyronnet et Roustan. Adoption [15 novembre] (A. t. II, p. 99, 138 ; J.O., p. 1872).

15 — Demande d'interpellation de M. Poirson à M. le Ministre des Travaux publics au sujet des mesures prises ou à prendre pour assurer la sécurité des voyageurs sous le tunnel de Meudon. Fixation ultérieure de la date de la discussion [18 octobre] (A. t. II, p. 1 ; J.O., p. 1776). Discussion : MM. Poirson, Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics* ; Jénouvrier, Brangier et Lancien. Ordre du jour de MM. Poirson, Hugues Le Roux, Guesnier et Berthoulat : M. Jénou-

vrier. Adoption de l'ordre du jour modifié [18 novembre] (A. t. II, p. 140; J.O., p. 1908).

16 — Demande d'interpellation de M. Japy à M. le Ministre du Commerce sur la situation économique générale [18 octobre] (A. t. II, p. 3; J.O., p. 1776). Discussion: MM. Japy, Albert Lebrun et Dior, *Ministre du Commerce et de l'Industrie*. Ordres du jour: le premier, de MM. Massabuau, Mulac, Perdrix et plusieurs de leurs collègues; le 2^e, de M. Gaston Menier. Demande de priorité en faveur de l'ordre du jour de M. Gaston Menier: M. Touron. Adoption de l'ordre du jour de M. Gaston Menier [8 novembre] (A. t. II, p. 35; J.O., p. 1819).

17 — Demande d'interpellation de MM. Louis Soulié et Albert Peyronnet à M. le Ministre de la Guerre sur les mesures qu'il compte prendre à la suite des révélations faites devant le Conseil de guerre de Clermond-Ferrand, dans l'affaire des fusillés de Vingré: MM. Louis Soulié, Albert Peyronnet, Louis Barthou, *Ministre de la Guerre*, et Clémentel. Fixation ultérieure de la date de la discussion [18 octobre] (A. t. II, p. 1; J.O., p. 1776).

18 — Demande d'interpellation de M. Héry à M. le Président du Conseil sur le rétablissement des relations avec le Saint-Siège [18 octobre] (A. t. II, p. 1; J.O., p. 1776). Discussion: M. Héry [8 décembre] (A. t. II, p. 300; J.O., p. 2048). MM. Lazare Weiller, Jénouvrier, Aristide Briand, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères* et de Las Cases [13 décembre] (A. t. II, p. 347; J.O., p. 2089). MM. Jules Delahaye, le Général Hirschauer et François Albert. Rejet, au scrutin, de la clôture de la discussion [15 décembre] (A. t. II, p. 369; J.O., p. 2109). MM. Gourju, Bompard, Japy, Flaissières, René Renoult, Aristide Briand, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*; le Colonel Stuhl, Victor Bérard, MM. Victor Bérard, Charles Chabert, Jules Delahaye. Ordres du jour: le premier, de M. Lazare Weiller; le 2^e, de MM. Brard, de Monzie, de Jouvenel et plusieurs de leurs collègues; le 3^e, de MM. Gaston Doumergue, François Albert, Alexandre Bérard et un certain nombre de leurs collègues. Demande de priorité pour l'ordre du jour de MM. Gaston Doumergue, François Albert, Alexandre Bérard et un certain nombre de leurs collègues. Sur les ordres du jour: MM. Gaston Doumergue, Alfred Brard, de Monzie, Lazare Weiller et Aristide Briand, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*. Rejet, au scrutin, de la priorité, pour l'ordre du jour de MM. Gaston Doumergue, François Albert, Alexandre Bérard et leurs collègues. Explications de vote: MM. François-Saint-Maur, Jénouvrier, Porteu, Claude Rajon, de Lamarzelle, Gaston Menier, Dominique

Delahaye et de Jouvenel. Adoption, au scrutin, de l'ordre du jour de MM. Alfred Brard, de Monzie, de Jouvenel et leurs collègues [16 décembre] (A. t. II, p. 389; J.O., p. 2127).

19 — Interpellation de M. de Jouvenel sur la politique extérieure du Gouvernement et la Conférence de Washington : MM. de Jouvenel, Aristide Briand, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*, et Dominique Delahaye. Ordres du jour : le premier, de M. Alexandre Bérard et plusieurs de ses collègues; le 2^e de M. Labrousse et plusieurs de ses collègues; le 3^e, de M. Paul Pelisse. Retrait de l'ordre du jour de M. Labrousse et ses collègues et de l'ordre du jour de M. Paul Pelisse. Amendement à l'ordre du jour de M. Alexandre Bérard et ses collègues. Adoption, au scrutin, de l'ordre du jour modifié de M. Alexandre Bérard et ses collègues [27 octobre] (A. t. II, p. 18; J.O., p. 1804).

20 — Demande d'interpellation de M. Tissier à M. le Garde des Sceaux sur les conditions prescrites pour la mise en vente des biens de la Société lyonnaise des matières colorantes : Sur la date de la discussion : M. Tissier [10 novembre] (A. t. II, p. 73; J.O., p. 1851). Discussion : communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. M. Tissier [6 décembre] (A. t. II, p. 279; J.O., p. 2029). MM. Tissier, Bonnevey, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Guillaume Poulle, Coignet et Dominique Delahaye. Ordres du jour : le premier, de MM. Tissier, Raphaël-Georges Lévy, Dausset et plusieurs de leurs collègues; le 2^e, de M. Coignet; le 3^e, de MM. Dominique Delahaye et Jules Delahaye. Demande de l'ordre du jour pur et simple par M. Guillaume Poulle. Sur les ordres du jour : MM. le Garde des Sceaux et Jules Delahaye. Retrait de son ordre du jour par M. Coignet. Adoption, au scrutin, de l'ordre du jour pur et simple [9 décembre] (A. t. II, p. 483; J.O., p. 2070).

21 — Demande d'interpellation de M. Marcel Donon sur la baisse des cours du blé et ses répercussions économiques et agricoles. Fixation ultérieure de la date de la discussion [15 novembre] (A. t. II, p. 98; J.O., p. 1872).

22 — Demande d'interpellation de M. Gaudin de Villaine sur la politique financière et sur les méthodes que le Gouvernement compte employer d'urgence afin de faire face aux dettes intérieures et extérieures du pays. Fixation ultérieure de la date de la discussion [30 novembre] (A. t. II, p. 138; J.O., p. 1906).

23 — Demande d'interpellation de M. Eugène Chanal à M. le Ministre des Travaux publics sur la catastrophe des Echets, les responsa-

bilités encourues et les mesures à prendre pour réduire la fréquence des accidents. Fixation ultérieure de la date de la discussion [24 novembre] (A. t. II, p. 205; J.O., p. 1962). MM. Eugène Chanal, Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics*; Alexandre Bérard, Hervey, Fernand Merlin et Dominique Delahaye. Ordre du jour de MM. Bollet, Alexandre Bérard, Chanal et Brard. Adoption [22 décembre] (A. t. II, p. 476; J.O., p. 2199).

24 — Demande d'interpellation de M. Brangier sur l'inexécution du Traité de paix et sur l'inexécution du programme ministériel [29 novembre] (A. t. II, p. 224; J.O., p. 1979). MM. Brangier, de Lamarzelle, Aristide Briand, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*; Dominique Delahaye. Ordre du jour de MM. Alexandre Bérard, Pasquet, Royneau, Milan, Riotteau, Sarraut et Chanal. Adoption, au scrutin [6 décembre] (A. t. II, p. 283; J.O., p. 2032).

25 — Demande d'interpellation de M. de Lamarzelle sur la politique extérieure, les déclarations de M. le Président du Conseil à la Conférence de Washington et l'orientation que les premiers débats ont donnée à cette conférence [29 novembre] (A. t. II, p. 224; J.O., p. 1980).

(Voir Interpellation de M. Brangier sur l'inexécution du Traité de paix et sur l'inexécution du programme ministériel).

26 — Demande d'interpellation de M. Philip à M. le Garde des Sceaux, sur les mesures à prendre afin que ne puissent se renouveler les récents incidents de la Cour d'assises de Versailles [1^{er} décembre] (A. t. II, p. 262; J.O., p. 2014). Discussion: MM. Jean Philip, Bonnevey, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, et Brangier. Adoption de l'ordre du jour pur et simple [22 décembre] (A. t. II, p. 470; J.O., p. 2193).

27 — Demande d'interpellation de M. Etienne Flandin sur les accords d'Angora et sur la politique que le Gouvernement entend suivre en Orient. Sur la date de la discussion: M. Bonnevey, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* [6 décembre] (A. t. II, p. 279; J.O., p. 2029). Ajournement de la fixation de la date de la discussion. MM. Aristide Briand, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*; Raymond Poincaré, *Président de la Commission des affaires étrangères*, et Etienne Flandin [6 décembre] (A. t. II, p. 279; J.O., p. 2042).

28 — Demande d'interpellation de M. de Kerguézec sur le programme exposé à Washington par la délégation navale française [17 décembre] (A. t. II, p. 463; J.O., p. 2187).

29 — Demande d'interpellation de M. Tissier sur les conditions dans lesquelles le budget général est présenté chaque année au Parlement : M. Paul Doumer, *Ministre des Finances* [22 décembre] (A. t. II, p. 483 ; J.O., p. 2204).

JUGES D'INSTRUCTION. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif : 1° à l'augmentation du nombre des juges d'instruction, commis greffiers et employés au tribunal de première instance de la Seine ; 2° à l'affectation des juges assesseurs aux services du parquet de la Seine, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [24 février] (A. t. I, p. 149 ; J.O., p. 158 ; I. n° 70). M. Antony Ratier dépose le rapport [14 avril] (A. t. I, p. 975 ; J.O., p. 865 ; I. n° 259). Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [21 avril] (A. t. I, p. 1110 ; J.O., p. 976). M. Jénouvrier dépose l'avis de la Commission des finances [26 avril] (A. t. I, p. 1174 ; J.O., p. 1034 ; I. n° 291). Adoption [28 avril] (A. t. I, p. 1200 ; J.O., p. 1055). Promulgation (J.O., 31 mai, p. 6346).

JURY. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 12 février 1920 relatif à l'introduction, dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, de la loi du 21 novembre 1872 sur le jury (Voir Table 1918-1920, p. 719). M. Helmer dépose le rapport [10 mars] (A. t. I, p. 201 ; J.O., p. 211 ; I. n° 104). Déclaration de l'urgence. Adoption [17 mars] (A. t. I, p. 241 ; J.O., p. 245).

JURY CRIMINEL. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 3 septembre 1920, introduisant dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle les lois et règlements français relatifs aux indemnités à allouer aux membres du jury criminel, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [11 mars] (A. t. I, p. 210 ; J.O., p. 218 ; I. n° 115). M. Eccard dépose le rapport [2 juin] (A. t. I, p. 1506 ; J.O., p. 1316 ; I. n° 401). M. Eccard dépose l'avis de la Commission d'Alsace et Lorraine [2 juin] (A. t. I, p. 1506 ; J.O., p. 1316 ; I. n° 402). Déclaration de l'urgence. Adoption [21 juin] (A. t. I, p. 1618 ; J.O., p. 1418). Promulgation (J.O., 5 juillet, p. 7626).

LANNEMEZAN (Usine de). — Voir Conventions, 9.

LÉGION D'HONNEUR. — Voir Décorations, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21.

LÉGISLATION SANITAIRE FRANÇAISE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 21 mars 1920, rendant applicables à l'Alsace et à la Lorraine les prescriptions de la législation sanitaire française en ce qui concerne le régime des importations et des exportations des animaux et viandes, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission des douanes et conventions commerciales [10 février] (A. t. I, p. 84; J.O., p. 92; I. n° 43). M. Scheurer dépose le rapport [17 mars] (A. t. I, p. 240; J.O., p. 244; I. n° 157). Déclaration de l'urgence. Adoption [11 avril] (A. t. I, p. 845; J.O., p. 759). Promulgation (J.O., 22 avril, p. 4930).

LIBERTÉ INDIVIDUELLE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur les garanties de la liberté individuelle (Voir Table 1918-1920, p. 722). M. Busson Billault dépose le rapport [14 avril] (A. t. I, p. 946; J.O., p. 842; I. n° 256).

LIQUIDATION DES BIENS (Commission consultative). — Rapport établi par la Commission consultative sur les opérations de liquidation des biens ayant fait l'objet d'une mesure de séquestre de guerre [8 novembre] (A. t. II, p. 34; J.O., p. 1818).

LOCATAIRES (Expulsion des). — Proposition de loi tendant à surseoir aux expulsions de locataires, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [26 décembre] (A. t. II, p. 505; J.O., p. 2225; I. n° 848). M. Morand dépose le rapport [27 décembre] (A. t. II, p. 609; J.O., p. 2313; I. n° 858). Communication d'un décret nommant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Boivin-Champeaux, *Président de la Commission*; Morand, *rapporteur*; Tissier. Discussion des articles. Article premier. Adoption. Article 2 : Amendement de MM. Serre, Doumergue et plusieurs de leurs collègues : MM. Louis Serre, le Rapporteur, Lhopiteau, Roche, Bouveri, Bonneval, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*; de Lubersac, Gourju, le Rapporteur, Vallier, le Président de la Commission. Adoption, au scrutin, de l'amendement. Retrait d'un amendement de M. Mauger. Amendement de MM. de Lubersac et Chênebenoit : MM. de Lubersac, le *Garde des Sceaux*. Retrait. Adoption de l'article 2. Article 3 : Amendement de M. Jeanneuy. Adoption. Adoption de l'article 3 modifié. Amendement (article additionnel) de M. Duplantier : M. Duplantier, le Président de la Commission. Rejet de la prise en considération. Article 4.

Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [31 décembre] (A. t. II, p. 931; J.O., p. 2567). Promulgation (J.O., 7 janvier, p. 394).

LOCATAIRES DE BONNE FOI. — Voir Locaux d'habitation.

LOCAUX D'HABITATION. — Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modification par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, tendant au maintien provisoire en jouissance des locataires de bonne foi de locaux d'habitation (Voir Table 1918-1920, p. 726). M. Morand dépose le rapport [3 février] (A. t. I, p. 70; J.O., p. 76; I. n° 29). Urgence précédemment déclarée. Discussion générale : MM. Morand, *rapporteur*; de Las Cases, Henry Chéron, Dominique Delahaye, Bonneval, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, et Touron. Vote sur le passage à la discussion des articles. Adoption au scrutin [17 février] (A. t. I, p. 108; J.O., p. 118). Discussion des articles. Article premier. Contre-projet de M. Gaston Japy non appuyé. Amendement de MM. Dominique Delahaye et Jules Delahaye : MM. Dominique Delahaye et Morand, *rapporteur*. Rejet. Amendement de M. Hugues Le Roux : MM. Hugues Le Roux, le Rapporteur, Pérès, Hervev, Pol-Chevalier, Brager de La Ville-Moysan et Guillaume Poulle. Adoption de la première partie du premier alinéa. Rejet de l'amendement de M. Hugues Le Roux par l'adoption de la 2^e partie de l'alinéa. Sur le 2^o de l'article : MM. Guillaume Chastenet et le Rapporteur. Adoption. Sur le 3^o de l'article : Amendement de MM. Dominique Delahaye et Jules Delahaye : MM. Dominique Delahaye et le Rapporteur. Rejet. Sur l'article : MM. Eugène Penancier, le Rapporteur, Boivin-Champeaux, Guillaume Poulle, Bonneval, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Mazurier, Milliès-Lacroix, Ruffier, Reynald, Schrameck, de Las Cases, Hervev, Pérès, Guillaume Chastenet, Gourju, Gustave Lhopiteau, Dominique Delahaye et Busson Billault. Amendement de M. Hervev. Amendement de M. Jénouvrier. Retrait de l'amendement de M. Hervev. Adoption du 3^o de l'article premier. Adoption de l'amendement de M. Jénouvrier. Amendement (disposition additionnelle) de MM. Dominique Delahaye et Jules Delahaye : MM. Dominique Delahaye et le Rapporteur. Rejet. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Article 2 : MM. Boivin-Champeaux, Morand, *rapporteur*, et Bonneval, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Rejet. Article 3 : Amendement de M. Eugène Penancier : MM. Eugène Penancier, Morand, *rapporteur*, et Bonneval, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption de la première partie de l'article 3.

Adoption, au scrutin, de l'amendement de M. Penancier par rejet du texte de l'article présenté par la Commission. Amendement de MM. Tournon et de Lubersac : M. de Lubersac. Adoption. Adoption du deuxième alinéa de l'article. Amendement de M. Louis David. Adoption. Adoption du troisième alinéa modifié. Amendement de M. Gaudin de Villaine : MM. Gaudin de Villaine, le Rapporteur et Bonnevey, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Amendement réservé. Adoption de l'article 3. Article 4 : M. Guillaume Chastenot. Adoption. Article 5 : MM. Gaudin de Villaine, le Rapporteur et Jules Delahaye. Adoption. Amendement de MM. Ruffier et Duquaire : MM. Ruffier et le Rapporteur. Disjonction. Amendement (disposition additionnelle) de MM. Dominique Delahaye et Jules Delahaye : MM. Dominique Delahaye et le Rapporteur. Rejet. Amendement (disposition additionnelle) de MM. Dominique Delahaye et Jules Delahaye : MM. Dominique Delahaye et le rapporteur. Rejet. Amendement de MM. Jules Delahaye et Dominique Delahaye : MM. Jules Delahaye et le Rapporteur. Rejet. Article 6 : MM. Henry Chéron et Bonnevey, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption de la première partie de l'article modifié. Amendement de M. de La Batut : MM. de La Batut, Henry Chéron, Gaston Menier et Magny. Rejet. Adoption de la deuxième partie et de l'ensemble de l'article 6. Amendement (disposition additionnelle) de M. Brager de La Ville-Moysan : MM. Brager de La Ville-Moysan, Bonnevey, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, et le Rapporteur. Rejet. Article 7. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [22 février] (A. t. I, p. 126; J.O., p. 134). Promulgation (J.O., 2 mars, p. 2726).

LOI DU 13 JUILLET 1881. — Proposition de loi tendant à la modification de l'article 13 de la loi du 13 juillet 1881 déposée par M. Jean Cruppi. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [24 février] (A. t. I, p. 150; J.O., p. 158; I. n° 71).

LOI DU 5 AVRIL 1884 (Loi municipale). — Proposition de loi tendant à modifier l'article 35 de la loi du 5 avril 1884, déposée par M. Catalogne. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [25 janvier] (A. t. I, p. 57; J.O., p. 59; I. n° 15).

LOI DU 5 AVRIL 1884. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet la modification du troisième paragraphe de l'article 145 de la loi municipale du 5 avril 1884, trans-

mise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [31 décembre] (A. t. II, p. 924 ; J.O., p. 2562 ; I. n° 896).

LOI DU 26 JUILLET 1900. — Voir Crédit industriel.

LOI DU 17 MARS 1909. — Voir Fonds de commerce.

LOI DU 31 MARS 1919. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 67 de la loi du 31 mars 1919, déposé par M. le Ministre des Pensions, Primes et Allocations de guerre et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [11 juillet] (A. t. I, p. 1917 ; J.O., p. 1679 ; I. n° 629). M. Henry Chéron dépose le rapport [11 juillet] (A. t. I, p. 1934 ; J.O., p. 1692 ; I. n° 635). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [12 juillet] (A. t. I, p. 1955 ; J.O., p. 1721). Promulgation (J.O., 2 août, p. 9039).

LOI DU 18 OCTOBRE 1919. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant l'article 11 de la loi du 18 octobre 1919, déposé par M. le Ministre des Pensions, Primes et Allocations de guerre et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [12 juillet] (A. t. I, p. 1992 ; J.O., p. 1741 ; I. n° 658).

LOI DU 30 DÉCEMBRE 1920. — Proposition de loi tendant à modifier l'article 14 de la loi du 30 décembre 1920, déposée par M. Jé-nouvrier et plusieurs de ses collègues. Renvoi à la Commission de la marine [26 avril] (A. t. I, p. 1188 ; J.O., p. 1045 ; I. n° 306).

LOI DU 24 MARS 1921. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 6 août 1921, introduisant dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, la loi du 24 mars 1921 modifiant et complétant les articles 152 à 159 de la loi du 31 juillet 1920, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [22 décembre] (A. t. II, p. 487 ; J.O., p. 2207 ; I. n° 825).

LOYERS.

[— Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 3 décembre 1919, relatif à l'application, à l'Alsace et à la Lorraine, des dispositions de la loi du 23 octobre 1919, ayant

pour objet de réprimer la spéculation illicite sur les loyers, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [10 février] (A. t. I, p. 84 ; J.O., p. 92 ; I. n° 47). M. Eccard dépose le rapport (I. n° 148). M. Eccard dépose l'avis de la Commission d'Alsace-Lorraine (I. n° 149) [15 mars] (A. t. I, p. 237 ; J.O., p. 240). Déclaration de l'urgence Adoption [26 avril] (A. t. I, p. 1175 ; J.O., p. 1035). Promulgation (J.O., 9 mai, p. 5595).

2 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'assurer aux locataires dont les locations sont à expiration, un maintien en possession provisoire, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [7 juillet] (A. t. I, p. 1752 ; J.O., p. 1541 ; I. n° 571). M. Morand dépose le rapport [7 juillet] (A. t. I, p. 1779 ; J.O., p. 1563 ; I. n° 581). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Morand, *rapporteur* ; Le Barillier, Brager de La Ville-Moysan, Guillaume Poulle, Henry Chéron, Louis Dausset, Hugues Le Roux, Boivin-Champeaux, *Président de la Commission*. Article unique : Amendement de M. Brager de La Ville-Moysan : MM. Brager de La Ville-Moysan et Morand, *rapporteur*: Rejet. Adoption de l'article unique. Amendement (disposition additionnelle) de MM. Debierre, Loubet, Philip, Serre, Laurent Thiéry, Fernand Merlin. Non appuyé [9 juillet] (A. t. I, p. 1858 ; J.O., p. 1631). Promulgation (J.O., 17 juillet, p. 2866).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation définitive de la législation des loyers, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [17 décembre] (A. t. II, p. 440 ; J.O., p. 2168 ; I. n° 801).

LYON (Rhône). — Voir Hospices civils de Lyon.

MAGISTRATS. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'admission des magistrats d'Alsace et de Lorraine dans les cadres de la magistrature française, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [10 février] (A. t. I, p. 84 ; J.O., p. 92 ; I. n° 49). M. Eccard dépose le rapport [11 mars] (A. t. I, p. 210 ; J.O., p. 218 ; I. n° 122). M. Eccard dépose l'avis de la Commission d'Alsace et Lorraine [11 mars] (A. t. I, p. 232 ; J.O., p. 235 ; I. n° 127).

Déclaration de l'urgence. Adoption [7 avril] (A. t. I, p. 697, 1294; J.O., p. 635). Promulgation (J.O., 22 avril, p. 4930).

Voir Algérie, § III, 2.

MAISONS A BON MARCHÉ. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'achèvement des maisons à bon marché commencées avant le 1^{er} août 1914, déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales [18 octobre] (A. t. II, p. 4; J.O., p. 1778; I. n° 670). M. Vayssière dépose le rapport. Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [15 novembre] (A. t. II, p. 98; J.O., p. 1872; I. n° 708).

MAISONS D'HABITATION. — Proposition de loi ayant pour objet d'encourager la construction des maisons d'habitation, déposée par M. Lhopiteau. Renvoi à la Commission des finances [13 décembre] (A. t. II, p. 365; J.O., p. 2103; I. n° 789).

MANDAT LÉGISLATIF (Incompatibilité du). — Proposition de loi sur l'incompatibilité du mandat législatif avec l'administration ou la direction de sociétés anonymes, déposée par M. Gaudin de Villaine. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [15 décembre] (A. t. II, p. 388; J.O., p. 2123; I. n° 793). Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [28 décembre] (A. t. II, p. 634; J.O., p. 2334).

MARCHANDISES ALLEMANDES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au paiement au Trésor d'une fraction de la valeur des marchandises allemandes importées en France, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des douanes et des conventions commerciales [14 avril] (A. t. I, p. 946; J.O., p. 842; I. n° 255). M. Tournon dépose et lit le rapport [21 avril] (A. t. I, p. 1111; J.O., p. 876; I. n° 274). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Discussion générale: M. Paul Doumer, *Ministre des Finances*; Discussion des articles. Article premier à 6. Adoption. Article 7: MM. Dominique Delahaye et le Ministre des Finances. Adoption. Article 8: MM. le Lieutenant-Colonel Plichon, Tournon, *rapporteur*, et le Ministre des Finances. Adoption. Article 9. Adoption. Sur l'ensemble: MM. Hervey et le Ministre des Finances. Adoption de l'ensemble du projet de loi [21 avril] (A. t. I, p. 1111; J.O., p. 976). Promulgation (J.O., 22 avril, p. 4930).

MARCHANDISES EN SOUFFRANCE DANS LES GARES (Vente des). — Voir Vente des marchandises en souffrance dans les gares.

MARCHANDISES (Transport de). — Voir Contrat de transport par terre.

MARCHÉS DE LA GUERRE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant la révision des marchés de la guerre (Voir Table 1918-1920, p. 735). M. Simonet dépose le rapport [8 juillet] (A. t. I, p. 1823; J.O., p. 1601; I. n° 598).

MARCHÉS A LIVRER. — Voir Contrats commerciaux.

MARCHÉS PASSÉS PAR LE GOUVERNEMENT PENDANT LA GUERRE. — M. Milliès-Lacroix dépose un rapport (acquisitions de tissus de coton) [23 juin] (A. t. I, p. 1641; J.O., p. 1438; I. n° 470). M. Henry Chéron dépose cinq rapports : le premier, sur les marchés des services de la marine. Marchés de la direction de l'intendance ; subsistances ; vivres (I. n° 533); le 2°, sur les marchés des services de la marine. Marché de la direction de l'intendance : casernement, habillement (I. n° 534); le 3°, sur la construction de baraquements et pavillons à l'hôpital maritime de Sidi-Abdallah (I. n° 535); le 4°, sur l'achat de 900 tonnes d'huile d'olive en Tunisie pour servir d'huile de graissage (I. n° 536); le 5°, sur les affrètements conclus en 1918, 1919, 1920, dans la mer Noire (I. n° 527) [5 juillet] (A. t. I, p. 1705; J.O., p. 1501). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport (acquisition du drap nécessaire à l'habillement des troupes pendant la guerre) [6 décembre] (A. t. II, p. 278; J.O., p. 2028; I. n° 761).

MARINE

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant la nomination au grade d'administrateur de l'inscription maritime des candidats (licenciés en droit, etc., agents et commis de l'inscription maritime) qui ont obtenu soit au concours d'accès direct au grade d'administrateur de 2° classe, soit au concours d'entrée à l'école d'administration de la Marine le nombre de points nécessaires pour l'admissibilité (Voir Table 1918-1920, p. 739). Déclaration de l'urgence. Adoption [15 mars] (A. t. I, p. 235; J.O., p. 239). Promulgation (J.O., 27 mars, p. 3790).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° arrêt de la construction des 5 cuirassés type *Normandie*, dont les

misés en chantier ont été autorisées par les lois du 30 juillet 1913 et du 9 janvier 1914 ; 2^e mise en chantier de 6 éclaireurs d'escadre prévus par l'état A annexé à la loi du 30 mars 1912 ; 3^e construction de 12 bâtiments torpilleurs éclaireurs, déposé par M. le Ministre de la Marine et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de la marine [21 juin] (A. t. I, p. 1596 ; J.O., p. 1400 ; I. n^o 452). M. Lémery dépose le rapport [30 juin] (A. t. I, p. 1697 ; J.O., p. 1492). M. Henry Bérenger dépose l'avis de la Commission des finances [30 juin] (A. t. I, p. 1698 ; J.O., p. 1493 ; I. n. 515). M. Lémery dépose un rapport supplémentaire [1^{er} décembre] (A. t. II, p. 272 ; J.O., p. 2022 ; I. n^o 746).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant les lois du 5 novembre 1909, du 21 avril 1914 et du 18 avril 1918, relatives au corps d'ingénieurs de l'artillerie navale, déposé par M. le Ministre de la Marine et M. le Ministre de la Guerre. Renvoi à la Commission de la marine [30 juin] (A. t. I, p. 1698 ; J.O., p. 1493 ; I. n^o 517). M. Dudouyt dépose le rapport [9 décembre] (A. t. II, p. 341 ; J.O., p. 2083 ; I. n^o 780). Déclaration de l'urgence. Observations de M. Dudouyt, *rapporteur*. Adoption [23 décembre] (A. t. II, p. 501 ; J.O., p. 2221). Promulgation (J.O., 12 janvier 1922, p. 586).

4 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'enlèvement de l'épave de la *Liberté* en rade de Toulon, déposé par M. le Ministre de la Marine et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de la Marine [30 juin] (A. t. I, p. 1698 ; J.O., p. 1492 ; I. n^o 516). M. Morand dépose le rapport (I. n^o 552). Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [5 juillet] (A. t. I, p. 1726 ; J.O., p. 1518). M. Henry Bérenger dépose l'avis de la Commission des finances [8 juillet] (A. t. I p. 1824 ; J.O. p. 1601 ; I. n^o 594). Déclaration de l'urgence. Article unique : MM. Henry Bérenger, *rapporteur de la Commission des finances*, et Gaston Doumergue, *Président de la Commission de la marine*. Adoption [9 juillet] (A. t. I, p. 1857 ; J.O., p. 1330). Promulgation (J.O., 27 juillet, p. 8751),

5 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'accorder le bénéfice du régime de la Caisse des invalides de la marine et de la Caisse de prévoyance des marins français aux inscrits maritimes exerçant la navigation à titre professionnel sur les navires de la marine marchande ayant leur port d'attache en Tunisie et dans la zone française de l'empire chérifien, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission de la Marine [8 juillet] (A. t. I, p. 1823 ; J.O., p. 1601 ; I. n^o 597).

6 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à réglementer l'embarquement des officiers à bord des navires armés au cabotage, déposé par M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission de la Marine [6 décembre] (A. t. I, p. 295; J.O., p. 2042; I. n° 764). M. Bergeon dépose le rapport [27 décembre] (A. t. II, p. 609; J.O., p. 2313; I. n° 857).

7 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation des annuités à inscrire aux budgets de 1922 à 1925 pour l'exécution des constructions neuves du programme naval, déposé par M. le Ministre de la Marine et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission de la Marine [13 décembre] (A. t. II., p. 364; J.O., p. 2103; I. n° 787).

MARINIERS VICTIMES DU CHOMAGE. — Voir Crédit extraordinaire.

MAROC. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver, conformément aux dispositions de l'article 8 de la loi du 16 mars 1914, le compte définitif du budget du fonds d'emprunt du Protectorat du Maroc pour l'exercice 1918, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [21 avril] (A. t. I, p. 1110; J.O., p. 276; I. n° 269). M. Magny dépose le rapport [14 juin] (A. t. I, p. 1564; J.O., p. 1368; I. n° 435). Déclaration de l'urgence. Adoption [28 juin] (A. t. I, p. 1651; J.O., p. 1449). Promulgation (J.O., 31 juillet, p. 8982).

MARSEILLE (Bouches-du-Rhône). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 24 juillet 1891, relative au taux de la taxe d'assainissement à percevoir par la Ville de Marseille (Bouches-du-Rhône), déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission d'administration générale, départementale et communale et, pour avis, à la Commission des finances [30 juin] (A. t. I, p. 1670; J.O., p. 1470; I. n° 498). M. Porteu dépose le rapport [5 juillet] (A. t. I, p. 1726; J.O., p. 1518; I. n° 546). M. Henry Chéron dépose l'avis de la Commission des finances [7 juillet] (A. t. I, p. 1780; J.O., p. 1563; I. n° 583). Adoption [11 juillet] (A. t. I, p. 1934; J.O., p. 1692). Promulgation (J.O., 30 juillet, p. 8942).

MARTINET (Section du). — Voir Communes et cantons.

MÉDAILLES MILITAIRES. — Voir Décorations, 1, 3, 7.

MÉDECINE ET ART DENTAIRE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour but d'accorder le droit d'exercer

la médecine et l'art dentaire sur tout le territoire français aux médecins et chirurgiens-dentistes alsaciens-lorrains pourvus des autorisations nécessaires pour l'exercice de la médecine et de l'art dentaire en Alsace-Lorraine, réintégré dans la nationalité française ou qui ont obtenu cette nationalité (Voir Table 1919-1820, p. 743). M. Jénouvrier dépose le rapport [3 février] (A. t. I, p. 71; J.O., p. 76; I. n° 31). Déclaration de l'urgence. Observations de MM. le Général Taufflieb, Victor Bérard, *Président de la Commission de l'enseignement*; Jénouvrier, *rapporteur*, et Lazare Weiller. Articles premier et 2. Adoption. Disjonction de l'article 3 (de la Chambre des Députés). Renvoi à la Commission de l'enseignement [15 février] (A. t. I, p. 104; J.O., p. 112). M. Jénouvrier dépose le rapport supplémentaire [15 mars] (A. t. I, p. 234; J.O., p. 238; I. n° 139). M. Cazals dépose l'avis de la Commission de l'enseignement [15 mars] (A. t. I, p. 234; J.O., p. 239; I. n° 144). Urgence précédemment déclarée. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Article unique : Amendement de MM. le Général Taufflieb, le Général Bourgeois, Scheurer et de Marguerie. Renvoi à la Commission [21 avril] (A. t. I, p. 1017; J.O. p. 982). Renvoi à la Commission précédemment saisie [25 mai] (A. t. I, p. 1381; J.O., p. 1210; I. n° 379). M. Jénouvrier dépose le rapport (A. t. I, p. 1568; J.O., p. 1372; I. n° 436). Urgence précédemment déclarée. Discussion générale : MM. le général Taufflieb et Jénouvrier, *rapporteur*. Articles premier et 2. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [28 juin] (A. t. I, p. 1654; J.O., p. 1452). Urgence précédemment déclarée. Article unique (nouveau texte). Amendement de M. le Général Taufflieb : MM. le Général Taufflieb et Bienvenu Martin, *Président de la Commission*. Demande d'ajournement de la discussion. Adoption [30 juin] (A. t. I, p. 1676; J.O., p. 1475). Promulgation (J.O., 17 juillet, p. 8265).

MEMBRES DU GOUVERNEMENT (Inéligibilité des). — Proposition de loi ayant pour objet de proclamer l'inéligibilité des membres du Gouvernement, dans un département autre que celui qu'ils représentent et pour un mandat différent de celui ou de ceux dont ils sont investis, déposée par M. Massé. Renvoi à la Commission générale, départementale et communale [27 janvier] (A. t. I, p. 66; J.O., p. 71; I. n° 17).

MENTON (Alpes-Maritimes). — Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la Ville de Menton (Alpes-Maritimes) à augmenter le taux de la taxe d'assainissement perçue par elle en vertu de la loi du 27 mars 1913, déposé par M. le Ministre de l'Inté-

rieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [12 juillet] (A. t. I, p. 1964; J.O., p. 1718; I. n° 648). M. Raphaël-Georges Lévy dépose le rapport [17 novembre] (A. t. II, p. 134; J.O., p. 1903; I. n° 718). M. Schrameck dépose l'avis de la Commission des finances [6 décembre] (A. t. II, p. 278; J.O., p. 2028; I. n° 753). Adoption [7 décembre] A. t. II, p. 346; J.O., p. 2089). Promulgation (J.O., 24 décembre, p. 13998).

MEUDON (Seine-et-Oise). — Voir Taxes de remplacement, 4.

MIEL. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à réglementer l'emploi du terme « miel » et à conditionner la vente de ce produit en France, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [1^{er} avril] (A. t. I, p. 492; J.O., p. 462; I. n° 224). M. Roustan dépose le rapport [21 avril] (A. t. I, p. 1110; J.O., p. 976; I. n° 271). Discussion générale: MM. Mando et Clémentel, *Président de la Commission*. Adoption des trois articles. Vote sur le passage à une 2^e délibération. Adoption [19 mai] (A. t. I, p. 1329; J.O., p. 1159). 2^e délibération: Article premier. Adoption. Article 2 (de la Chambre des Députés): MM. Marcel Donon, d'Estournelles de Constant et Roustan, *rapporteur*. Rejet. Articles 2 et 3. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [7 juin] (A. t. I, p. 1521; J.O., p. 1329). Promulgation (J.O., 16 juillet, p. 8220).

MILITAIRES LIBÉRÉS. — Voir Armée, § II, 16.

MINES DOMANIALES DE LA SARRE. — Voir Offices des mines domaniales de la Sarre.

MINES DE POTASSE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit pour l'acquisition par l'Etat des mines de potasse d'Alsace sous séquestre (Voir Table 1918-1920, p. 750). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale: M. Helmer, *rapporteur*; Marcel Donon, Louis Michel et Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics*. Discussion des articles: Articles premier et 2. Adoption. Article 3: MM. Hervey, Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics*, et de Rougé. Adoption. Article 4: M. Milan, *rapporteur de la Commission des finances*. Disjonction. Adoption de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [3 février] (A. t. I, p. 7; J.O., p. 80). Promulgation (J.O., 5 avril, p. 4258).

MINISTÈRE DU 16 JANVIER 1921.

MM.

<i>Présidence du Conseil et Affaires étrangères.</i>	Aristide BRIAND, député.
<i>Garde des Sceaux, Ministre de la Justice....</i>	BONNEVAY, député.
<i>Intérieur.....</i>	MARRAUD, sénateur.
<i>Finances.....</i>	DOUMER (Paul), sénateur.
<i>Guerre.....</i>	BARTHOU, député.
<i>Marine.....</i>	GUISTH'AU, député.
<i>Instruction publique et Beaux-Arts.....</i>	BÉRARD (Léon), député.
<i>Travaux publics.....</i>	LE TROCQUER, député.
<i>Commerce et Industrie.....</i>	DIOR, député.
<i>Agriculture.....</i>	LEFEBVRE DU PREY, député.
<i>Colonies.....</i>	SARRAUT (Albert), député.
<i>Travail.....</i>	DANIEL-VINCENT, député.
<i>Régions libérées.....</i>	LOUCHEUR, député.
<i>Hygiène, Assistance et Prévoyance sociales.</i>	LEREDU, député.
<i>Pensions, Primes et Allocations de guerre...</i>	MAGINOT, député.

Sous-Secrétaires d'État.

MM.

<i>Présidence du Conseil.....</i>	TISSIER.
<i>Intérieur.....</i>	COLRAT, député.
<i>Finances.....</i>	André PAISANT, député.
<i>Instruction publique et Beaux-Arts (Enseignement technique).....</i>	VIDAL, député.
<i>Travaux publics (Postes et Télégraphes)..</i>	LAFFONT, député.
<i>Travaux publics (Aéronautique et Transports aériens).....</i>	EYNAC, député.
<i>Travaux publics (Ports, Marine marchande et Pêches).....</i>	RIO, député.
<i>Agriculture.....</i>	PUIS, député.
<i>Régions libérées.....</i>	LUGOL, député.

Le Ministère Briand est démissionnaire le 12 janvier 1922.

MINISTÈRES ET ADMINISTRATIONS CENTRALES. — Proposition de loi relative à la réorganisation des Ministères et Administrations centrales, déposée par M. Pasquet. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [29 mars] (A. t. 1, p. 419; J. O., p. 398; I. n° 208).

MINISTRES ET SOUS-SECRÉTAIRES D'ÉTAT (Inéligibilité des).

— Proposition de loi tendant à régler l'inéligibilité des Ministres, Sous-Secrétaires d'Etat et Hauts Commissaires pendant toute la durée de leurs fonctions, ailleurs que dans les départements qui les ont élus, déposée par M. Louis Martin. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [3 février] (A. t. I, p. 81 ; J.O., p. 85 ; I. n° 36).

MOLIERE (Célébration du troisième centenaire de). — Voir Crédits supplémentaires, § II, 1.

MONNIÈRES (Loire-Inférieure). — Voir Communes et cantons, 9.

MONTPELLIER (Faculté de médecine de). — Voir Décorations, 11.

MOTIONS.

1 — Motion de ne pas tenir séance les dimanche et lundi de Pâques. Adoption [24 mars] (A. t. I, p. 332 ; J.O., p. 324).

2 — Motion de M. Henry Chéron concernant l'ajournement du Sénat au 19 mai [30 juin] (A. t. I, p. 1323 ; J.O., p. 1153).

3 — Motion relative à la nomination des Commissions générales par les groupes [25 janvier] (A. t. I, p. 57 ; J.O., p. 60).

4 — Motion tendant à commémorer l'armistice du 11 novembre 1918 [11 novembre] (A. t. II, p. 81 ; J.O., p. 1857).

5 — M. Martin-Fortris demande à retirer des pièces jointes au dossier des élections d'Eure-et-Loir. Adoption [3 février] (A. t. I, p. 71 ; J.O., p. 77).

6 — M. Fernand Brun et M. Peschaud demandent à retirer des pièces du dossier des élections du Cantal [11 mars] (A. t. I, p. 210 ; J.O., p. 218).

7 — Communication relative à la désignation de membres de Commissions [21 avril] (A. t. I, p. 1110 ; J.O., p. 976).

8 — Motion d'ordre. Maintien de Commissions spéciales. Observation de M. Maurice Sarraut [21 juin] (A. t. I, p. 1596 ; J.O., p. 1400).

9 — Motion d'ordre. Transfert de projets et propositions de loi aux Commissions générales [30 novembre] (A. t. II, p. 81, 238 ; J.O., p. 1994).

MUTILÉS DE GUERRE. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à assurer l'emploi obligatoire des mutilés de guerre (Voir Table 1918-1920, p. 761). M. Delpierre dépose l'avis de la Commission de l'armée [22 mars] (A. t. I, p. 278 ; J.O., p. 277 ; I. n° 184). M. Sarraut dépose un rapport supplémentaire [27 octobre] (A. t. II, p. 48 ; J.O., p. 4804).

NANTES (Port de). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier la loi du 7 juillet 1913 relative à l'amélioration et à l'extension du port de Nantes, déposé par M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre du Commerce et de l'industrie. Renvoi à la Commission des finances [7 juillet] (A. t. I, p. 1778 ; J.O., p. 1562 ; I. n° 577). M. Henry Chéron dépose le rapport [11 juillet] (A. t. I, p. 1934 ; J.O., p. 1692 ; I. n° 638). Déclaration de l'urgence. Adoption [12 juillet] (A. t. I, p. 1965 ; J.O., p. 1719). Promulgation (J.O., 24 juillet, p. 8547).

NATIONALITÉ FRANÇAISE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 7 mars 1920 relatif à l'introduction dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, des lois sur l'acquisition, la perte et le recouvrement de la nationalité française (Voir Table 1918-1920, p. 763). M. de Marguerie dépose le rapport [23 juin] (A. t. I, p. 1641 ; J.O., p. 1438 ; I. n° 467). Déclaration de l'urgence. Adoption [9 juillet] (A. t. I, p. 1832 ; J.O., p. 1611). Promulgation (J.O., 22 juillet, p. 8474).

NAVIGATION AÉRIENNE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la navigation aérienne, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre de la Guerre, M. le Ministre de la Marine et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer, des transports et de l'outillage national [25 octobre] (A. t. I, p. 10 ; J.O., p. 1796 ; I. n° 674).

Voir Conventions, 7. — Voir Décorations, 12.

NAVIRES DE MER (Vente des). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant la vente des navires de mer, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre de la Marine. Renvoi à la Commission de la marine [23 avril] (A. t. I, p. 1122 ; J.O., p. 991 ;

I. n° 279). M. Tissier dépose et lit le rapport (I. n° 286). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [23 avril] (A. t. I, p. 1149; J.O., p. 1012). Promulgation (J.O., 24 avril, p. 5007).

NOMADES (Circulation des). — Proposition de loi de M. Etienne Flandin relative à la revision des lois pénales concernant la mendicité, le vagabondage et le vagabondage spécial, à l'organisation de l'assistance par le travail et à la surveillance des nomades exerçant des professions ambulantes (Voir Table 1909-1914, p. 488; Table 1912-1914, p. 548 et Table 1915-1917, p. 453). M. Flandin dépose un troisième rapport supplémentaire [11 mars] (A. t. I, p. 201; J.O., p. 208; I. n° 100). 2^e délibération. Observations : M. Etienne Flandin, rapporteur. Adoption des huit articles et de l'ensemble de la proposition de loi [17 mars] (A. t. I, p. 242; J.O., p. 246). Promulgation (J.O., 30 mars, p. 3830).

NOM ET PRÉNOMS (Changement de). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 7 août 1920, introduisant dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle les lois et règlements français relatifs aux changements de nom et de prénom et au surnom, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [11 mars] (A. t. I, p. 210; J.O., p. 218; I. n° 114). M. Eccard dépose le rapport [8 avril] (A. t. I, p. 754; J.O., p. 684; I. n° 236). Déclaration de l'urgence. Adoption [27 avril] (A. t. I, p. 1190; J.O., p. 1043). Promulgation (J.O., 9 mai, p. 5595).

NOTAIRES (Comptabilité des).

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 7 août 1920, relatif à l'introduction dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, des lois et règlements français sur la vérification de la comptabilité des notaires, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [10 février] (A. t. I, p. 83; J.O., p. 92; I. n° 50). M. Eccard dépose le rapport [8 avril] (A. t. I, p. 754; J.O., p. 684; I. n° 234). M. Eccard dépose l'avis de la Commission d'Alsace et Lorraine [22 décembre] (A. t. II, p. 476; J.O., p. 2199; I. n° 812).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 27 avril 1920 relatif à l'introduction dans les

départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, de la législation française sur les tarifs des honoraires dus aux notaires, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle et, pour avis, à la Commission de l'Alsace et de la Lorraine [29 avril] (A. t. I, p. 1222; J.O., p. 1123; I. n° 341). M. Helmer dépose l'avis de la Commission d'Alsace et Lorraine [23 juin] (A. t. I, p. 1641; J.O., p. 1438; I. n° 464).

NOURRISSONS (Consultations de). — Proposition de loi tendant à reconnaître et à encourager les consultations de nourrissons (Voir Table 1918-1920, p. 765). M. Strauss dépose le rapport. Renvoi à la Commission des finances [2 juin] (A. t. I, p. 1490; J.O., p. 1302; I. n° 393).

ŒUVRES D'ART. — Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'abrogation de la loi du 31 août 1920 sur l'exportation des œuvres d'art (art. 32 à 42 disjoints du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1922). M. Guillaume Chastenet dépose le rapport [27 décembre] (A. t. II, p. 632; J.O., p. 2332; I. n° 860).

ŒUVRES SOCIALES. — Voir Décorations, 13.

OFFICE DES MINES DOMANIALES DE LA SARRE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, créant un office des mines domaniales de la Sarre, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre des Finances. Sur le renvoi : MM. Léon Perrier, Jénouvrier, Ribot, Boudenoot, Richard et Dominique Delahaye. Rejet du renvoi aux bureaux. Renvoi à la Commission nommée le 24 octobre 1918, chargée d'examiner les projets et propositions de loi, relatifs aux questions minières et, pour avis, à la Commission des finances [5 juillet] (A. t. I, p. 1704; J.O., p. 1499; I. n° 531). M. Richard dépose le rapport [6 décembre] (A. t. II, p. 295; J.O., p. 2042; I. n° 762).

OFFICE NATIONAL DE CRÉDIT AGRICOLE. — Résultat du scrutin pour la nomination de trois membres de la Commission plénière de l'Office national de crédit agricole : MM. Fernand David, Duchein et Clémentel, élus [10 mars] (A. t. I, p. 207; J.O., p. 212; F. 17).

OFFICE NATIONAL D'ÉDUCATION PHYSIQUE ET DES SPORTS. — Voir Education physique.

OFFICE NATIONAL DES RECHERCHES SCIENTIFIQUES. —

Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la création d'un Office national de recherches scientifiques, industrielles et agricoles et des inventions (Voir Table 1918-1920, p. 472). M. Clémentel dépose le rapport [27 janvier] (A. t. I, p. 66 ; J.O., p. 71 ; I. n° 21). Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [3 février] (A. t. I, p. 71 ; J.O., p. 76).

ORGANISATION JUDICIAIRE. —

Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur l'organisation judiciaire dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle et, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [8 novembre] (A. t. II, p. 34 ; J.O., p. 1818 ; I. n° 687). Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [24 novembre] (A. t. II, p. 187 ; J.O., p. 1942).

ORIGINE DES MARCHANDISES (Répression des fausses indications d'). —

Proposition de loi tendant à la répression des fausses indications d'origine des marchandises, déposée par M. Farjon. Renvoi à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [28 février] (A. t. I, p. 168 ; J.O., p. 174 ; I. n° 77).

OSMOY (Cher). — Voir Communes et cantons, 11.

OUTILLAGE NATIONAL. — Voir Décorations, 17.

OUTRAGES AUX BONNES MŒURS. —

Projet de loi, complétant la loi du 2 août 1882, sur la répression des outrages aux bonnes mœurs, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [4 avril] (A. t. I, p. 562 ; J.O., p. 522 ; I. n° 230).

PAIN (Alimentation en).

[— Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 9 août 1920, relative à l'alimentation en pain, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'agriculture [26 avril] (A. t. I, p. 1174 ; J.O., p. 1034 ; I. n° 292). M. Maurice Guesnier dépose le rapport [27 avril] (A. t. I, p. 1189 ; J.O., p. 1048 ; I. n° 312). Déclaration de l'urgence [28 avril] (A. t. I, p. 1213 ; J.O., p. 1065). Urgence précédemment déclarée. Discussion générale : MM. Maurice Guesnier, rapporteur ; Dominique

Delahaye, Marcel Donon et Mando. Adoption [29 avril] (A. t. I, p. 1216; J.O., p. 1068). Promulgation (J.O., 8 mai, p. 5554).

2 — Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 28 octobre 1920, portant introduction dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, de la loi du 9 août 1920, relative à l'alimentation nationale en pain, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission de l'agriculture et, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [5 juillet] (A. t. I, p. 1703; J.O., p. 1499; I. n° 526).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 14 juin 1921, introduisant dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, la loi du 5 mai 1921, modifiant la loi du 9 août 1920, relative à l'alimentation nationale en pain, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission de l'agriculture et, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [22 décembre] (A. t. II, p. 487; J.O., p. 2207; I. n° 822).

PAPIERS DE COMMERCE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à rendre obligatoire sur tous les papiers de commerce, factures, etc., des commerçants, l'indication de l'immatriculation au registre du commerce, déposé par M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie, M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [9 juillet] (A. t. I, p. 1878; J.O. p. 1648; I. n° 614). M. Roustan dépose le rapport [9 juillet] (A. t. I, p. 1885; J.O., p. 1653; I. n° 623). M. Roustan dépose un rapport supplémentaire [1^{er} décembre] (A. t. I, p. 262; J.O., p. 2014; I. n° 745).

PARIS (Ville de). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la revision et au relèvement de la taxe d'écoulement direct à l'égout que la Ville de Paris a été autorisée à percevoir par l'article 3 de la loi du 10 juillet 1894, relative à l'assainissement de la Seine, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission d'administration générale, départementale et communale et, pour avis, à la Commission des finances [30 juin] (A. t. I, p. 1669; J.O., p. 1470; I. n° 499). M. Porteu dépose le rapport [5 juillet] (A. t. I, p. 176; J.O., p. 1518; I. n° 547).

• Voir Emprunts et impositions extraordinaires, 2.

PÊCHEURS. — Voir Crédits, 5.

PENSIONS. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à accorder le bénéfice des pensions de la loi du 31 mars 1919 aux anciens militaires et marins réformés antérieurement au 2 août 1914 pour blessures ou infirmités, et à leurs enfants, veuves ou ascendants, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales et, pour avis, à la Commission des finances [28 décembre] (A. t. II, p. 704; J.O., p. 2388; I. n° 870).

PENSIONS D'INVALIDITÉ. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 3 septembre 1920, introduisant dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, les lois et règlements français sur les pensions d'invalidité, les secours, pécules et indemnités attribués aux personnes ayant servi dans l'armée française, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [5 juillet] (A. t. I, p. 1703; J.O., p. 1499; I. n° 523). M. Henry Chéron dépose le rapport [10 novembre] (A. t. II, p. 74; J.O., p. 1851; I. n° 699).

PERSONNEL ENSEIGNANT ET SURVEILLANT DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PUBLIC. — Proposition de loi relative au déplacement d'office du personnel enseignant et surveillant de l'enseignement secondaire public, déposée par M. Roustan. Renvoi à la Commission de l'enseignement [8 novembre] (A. t. II, p. 35; J.O., p. 1818).

PETITES EXPLOITATIONS RURALES. — Voir Exploitations rurales.

PÉTITIONS

Pétitions insérées aux annales (Sur lesquelles les résolutions sont devenues définitives aux termes de l'article 100 du règlement) [4 avril] (A. t. I, p. 596; J.O., p. 552) [19 mai] (A. t. I, p. 1333; J.O., p. 1169) [7 juillet] (A. t. I, p. 1782; J.O., p. 1568) [8 décembre] (A. t. II, p. 314; J.O., p. 2061).

PHARMACIENS. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à admettre les pharmaciens alsaciens et lorrains à exercer la pharmacie sur tout le territoire français, dans les mêmes

conditions que ceux qui sont pourvus du diplôme de pharmacien délivré par le Gouvernement français, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales [27 décembre] (A. t. II, p. 609 ; J.O., p. 2313 ; I. n° 855).

PILOTAGE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, fixant la procédure d'établissement de revision des règlements et tarifs de pilotage dans les eaux maritimes, déposé par M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission de la marine [11 mars] (A. t. I, p. 210 ; J.O., p. 218 ; I. n° 123). M. Vayssière dépose le rapport [31 mai] (A. t. I, p. 1393 ; J.O., p. 1221 ; I. n° 388). Déclaration de l'urgence. Article unique (nouvelle rédaction) : M. Vayssière, rapporteur. Adoption [23 juin] (A. t. I, p. 1529 ; J.O., p. 1428). Promulgation (J.O., 19 juillet, p. 8354).

PLANTS ET BOUTURES DE VIGNE. — Voir Douanes, 4.

PLOMBIÈRES (Thermes de). — Voir Conventions, 13.

POILU INCONNU D'ORIENT (Transfert des restes du). — Dépôt d'une proposition de loi relative au transfert, à Marseille, des restes du poilu inconnu d'Orient, par M. Pasquet. Renvoi à la Commission de l'armée [7 juillet] (A. [t.] I, p. 1780 ; J.O., p. 1563 ; I. n° 587).

POLICE DES MŒURS. — Projet de loi concernant la répression des contraventions aux règlements sur la police des mœurs, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [11 juillet] (A. t. I, p. 1908 ; J.O., p. 1671 ; I. n° 624).

PONT-AUDEMER (Eure). — Voir Taxes de remplacement, 5.

POTASSE. — Voir Mines de Potasse.

POUDRES ET EXPLOSIFS. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'exécution de travaux urgents pour le stockage des poudres et explosifs de guerre, déposé par M. le Ministre de la Guerre. Renvoi à la Commission de l'armée [16 juin]

(A. t. I, p. 1579; J.O., p. 1384; I. n° 439). M. Richard dépose le rapport [7 juillet] (A. t. I, p. 1732; J.O., p. 1527; I. n° 564). Déclaration de l'urgence. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Adoption [12 juillet] (A. t. I, p. 1979; J.O., p. 1730). Promulgation (J.O., 19 juillet, p. 8355).

POUDRERIE DE BASSENS. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant le Gouvernement à procéder à la vente de la poudrerie de Bassens, déposé par M. le Ministre de la Guerre et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de l'armée et, pour avis, à la Commission des finances [5 juillet] (A. t. I, p. 1727; J.O., p. 1518; I. n° 558). M. le Général Bourgeois dépose le rapport [8 juillet] (A. t. I, p. 1823; J.O., p. 1601; I. n° 601). Déclaration de l'urgence. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi [12 juillet] (A. t. I, p. 2025; J.O., p. 1767). Promulgation (J.O., 24 juillet, p. 8549).

POURSUITES. — Demande d'autorisation de poursuites contre un sénateur [21 avril] (A. t. I, p. 1010; J.O., p. 976). Commission: 1^{er} bureau, M. Daudé; 2^e bureau, M. Lancien; 3^e bureau, M. Cazals; 4^e bureau, M. de Rougé; 5^e bureau, M. Massabuau; 6^e bureau, M. Léon Monnier; 7^e bureau, M. Busson Billault; 8^e bureau, M. Gourju; 9^e bureau, M. Guillaume Poulle [27 avril] (J.O., p. 5093; F. 55). M. Guillaume Poulle dépose le rapport [27 avril] (A. t. I, p. 1513; J.O., p. 1047; I. n° 311).

PRESCRIPTION (Délai de). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à proroger le délai de prescription prévu par la loi du 16 juillet 1921 et à étendre le bénéfice de cette loi, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi, à la Commission des finances [28 décembre] (A. t. II, p. 704; J.O., p. 2388; I. n° 869).

PRISES MARITIMES. — Proposition de loi, ayant pour objet de modifier les articles 2 et 3 de la loi du 14 mai 1916 déterminant le mode d'attribution des prises maritimes, déposée par M. de Kerguézec. Renvoi à la Commission de la Marine [16 décembre] (A. t. II, p. 412; J.O., p. 2145; I. n° 779).

PRISONNIERS DÉTENUS EN RUSSIE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant autorisation d'avances jusqu'à con-

currence de 5 millions de francs, à divers Gouvernements de l'Europe centrale pour le rapatriement de leurs prisonniers détenus en Russie, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [23 avril] (A. t. I, p. 1123 ; J.O., p. 991 ; I. n° 278). M. Lucien Hubert dépose le rapport [24 mai] (A. t. I, p. 1355 ; J.O., p. 1188 ; I. n° 367). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi [2 juin] (A. t. I, p. 1491 ; J.O., p. 1302). Promulgation (J.O., 18 juin, p. 6954).

PRISONNIERS MORTS EN CAPTIVITÉ. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'étendre aux prisonniers morts en captivité le bénéfice de l'article premier de la loi du 2 juillet 1915 (Voir Table 1918-1920, p. 806). Déclaration de l'urgence. Adoption [8 juillet] (A. t. I, p. 1804 ; J.O., p. 1585).

PROCÈS-VERBAUX DE DÉLITS. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la suppression de la formalité de l'affirmation des procès-verbaux de délit dressés par les gardes des eaux et forêts, déposé par M. le Ministre de l'Agriculture. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [11 avril] (A. t. I, p. 868 ; J.O., p. 779 ; I. n° 250). M. Chautemps dépose le rapport [9 juin] (A. t. I, p. 1526 ; J.O., p. 1335 ; I. n° 416). Renvoi, pour avis, à la Commission de l'agriculture [23 juin] (A. t. I, p. 1629 ; J.O., p. 1428). M. Machet dépose l'avis de la Commission de l'agriculture [10 novembre] (A. t. II, p. 60 ; J.O., p. 1840 ; I. n° 696). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Chautemps, rapporteur de la Commission de législation civile et criminelle ; Machet, rapporteur de la Commission de l'agriculture, et Puis, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Agriculture. Adoption, au scrutin [23 décembre] (A. t. II, p. 498 ; J.O., p. 2218). Promulgation (J.O., 1^{er} janvier 1922, p. 88).

PRODUCTION AGRICOLE. — Voir Décorations, 19.

PRODUITS RÉFRACTAIRES. — Voir Douanes, 10.

PROGRAMME NAVAL. — Voir Marine, 7.

PROPRIÉTÉS FONCIÈRES.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des [Députés, portant ratification du décret du 17 mars 1920, relatif à la réparation des dom-

gages causés par les restrictions imposées à la propriété foncière dans le département du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission de l'Alsace et de la Lorraine [29 avril] (A. t. I, p. 1285; J.O., p. 1123; I. n° 342). M. le Général Taufflieb dépose l'avis de la Commission d'Alsace et Lorraine [9 juin] (A. t. I, p. 1526; J.O., p. 1336; I. n° 420).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier et de compléter les dispositions de la loi du 4 mars 1919 sur la délimitation, le lotissement et le remembrement des propriétés foncières dans les régions dévastées par le fait de la guerre, déposé par M. le Ministre des Régions libérées et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission nommée le 3 décembre 1918, chargée d'étudier les questions intéressant spécialement les départements libérés de l'invasion [7 juillet] (A. t. I, p. 1752; J.O., p. 1541; I. n° 573).

PROPRIÉTÉ FONCIÈRE EN ALGÉRIE. — Voir Algérie, § III, 5.

PRUD'HOMMES (Conseil de).

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 24 avril 1920, concernant les conseils de prud'hommes industriels et les conseils de prud'hommes commerciaux en Alsace et Lorraine (Voir Table 1918-1920, p. 814). Déclaration de l'urgence. Adoption [20 janvier] (A. t. I, p. 38; J.O., p. 43). Promulgation (J.O., 18 février, p. 2090).

2 — Projet de loi portant modification des articles 58 et 59 de la loi du 27 mars 1907, modifiée par les lois du 3 juillet 1919 et du 30 mars 1920, sur les conseils de prud'hommes, déposé par M. le Ministre du Travail et M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [17 février] (A. t. I, p. 107; J. O., p. 117; I. n° 60). M. Guillaume Poulle dépose le rapport [4 mars] (A. t. I, p. 189; J.O., p. 194; I. n° 90). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Article premier : M. Guillaume Poulle, *rapporteur*. Adoption. Article 2. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [15 mars] (A. t. I, p. 235; J.O., p. 239). Promulgation (J.O., 22 juillet, p. 8474).

3 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'étendre à l'agriculture les dispositions de la loi du

27 mars 1907 concernant les conseils de prud'hommes (Voir Table 1909-1911, p. 362). Renvoi à la Commission de l'agriculture et, pour avis, à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [9 juin] (A. t. I, p. 1526 ; J.O., p. 1336).

PUPILLES D'ALSACE ET DE LORRAINE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, étendant à l'Alsace et à la Lorraine la loi du 27 juillet 1917 et instituant des pupilles d'Alsace et de Lorraine, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales [22 novembre] (A. t. II, p. 156 ; J.O., p. 1922 ; I. n° 727). Retiré par décret [29 novembre] (A. t. II, p. 224 ; J.O., p. 1980).

PUPILLES DE LA NATION — Projet de loi modifiant diverses dispositions de la loi du 27 juillet 1917, instituant des pupilles de la Nation (Voir Tables 1915-1917, p. 528 ; 1918-1920, p. 814). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Etienne Flandin, *président de la Commission* et Henri Merlin. Discussion des articles : Article premier (modification des articles 1, 4, 6, 8, 11 à 15, 17, 20, 21, 23 et 32 de la loi du 27 juillet 1917). Amendement de M. Henry Chéron : M. Henry Chéron. Amendement réservé. Amendement de M. François-Saint-Maur : MM. François-Saint-Maur, le Président de la Commission, Léon Bérard, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*, et Dominique Delahaye. Disjonction de l'amendement et renvoi à la Commission. Sur l'article : MM. Henri Merlin, le Ministre de l'Instruction publique, Mauger. 2° amendement de M. Henry Chéron : MM. Henry Chéron, le Président de la Commission, le Ministre de l'Instruction publique, Bouveri. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Article 4. Adoption. Article 6 : Amendement de M. Chomet : MM. Chomet et le Président de la Commission. Adoption. Adoption [de l'article 6. Amendement de M. Henry Chéron : MM. Henry Chéron, le Président de la Commission, Mauger, Bouveri, Chomet, le Ministre de l'Instruction publique. Adoption (devient art. 7). Article 8. Adoption. Article 11 : Amendement de M. Vayssière : MM. François-Saint-Maur et le Président de la Commission. Non maintenu. Amendement de M. Henri Merlin (soumis à la prise en considération) : MM. Henri Merlin, le Président de la Commission. Retrait. Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye, le Président de la Commission et Henry Chéron. Rejet. Adoption de l'ensemble de l'article 11.

Article 12 : Amendement de M. Chomet. Réservé. Amendement de M. François-Saint-Maur : M. François-Saint-Maur. Retrait. Amendement de M. Henry Chéron : M. Henry Chéron. Adoption. Amendement de M. Chomet : MM. Chomet et le Ministre de l'Instruction publique. Retrait. Adoption de l'ensemble de l'article 12. Article 13 : Amendement de M. Chomet : MM. le Ministre de l'Instruction publique et Chomet. Adoption. Adoption de l'article 13 modifié. Article 14 : Amendement de M. Chomet : MM. Chomet et le Président de la Commission. Rejet (par l'adoption du texte de la Commission). Adoption de l'article 14. Article 15 : Amendement de M. François-Saint-Maur : MM. François-Saint-Maur, le Président de la Commission, le Ministre de l'Instruction publique et Dominique Delahaye. Rejet de l'amendement de M. François-Saint-Maur, repris par M. Dominique Delahaye. Amendement de M. François-Saint-Maur modifié. Scrutin. Pointage. Amendement de M. Chomet : MM. Chomet et le Président de la Commission. Adoption. Amendement de M. Jules Delahaye. Retrait. 2^e amendement de M. Chomet : M. Chomet. Retrait. Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye, le Président de la Commission, le Ministre de l'Instruction publique et Jules Delahaye. Rejet. Amendement de M. Jules Delahaye. Retrait. Résultat du scrutin, après pointage, sur l'amendement de M. François-Saint-Maur, repris par M. Dominique Delahaye. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article 15. Article 17 : Amendement de M. de Lamarzelle : MM. de Lamarzelle, le Ministre de l'Instruction publique et Chomet. Rejet au scrutin. Amendement de M. Chomet : M. Chomet. Adoption. Adoption de l'article 17. Articles 20 et 21. Adoption. Article 23 : Amendement de M. Henry Chéron : M. Henry Chéron. Adoption. Adoption de l'article 23. Article 32 : Amendement de M. Chomet : M. Chomet. Adoption. Modification du libellé du premier alinéa. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Article 2 : MM. Milliès-Lacroix et le Président de la Commission. Adoption. Articles 3 et 4. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [30 juin] (A. t. I, p. 1677; J.O., p. 1475).

QUALITÉ DE FRANÇAIS (Déchéance de la). — Projet de loi relatif à la déchéance de la qualité de Français, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, et M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [2 avril] (A. t. I, p. 530; J.O., p. 494; I. n° 228).

QUESTIONS.

1 — Question adressée à M. le Ministre de la Guerre par M. le Général Hirschauer relative au général Régnier : MM. le Général Hirschauer et Louis Barthou, *Ministre de la Guerre*. Demande de transformation de la question en interpellation par M. le Général Bourgeois : M. Louis Barthou, *Ministre de la Guerre*. Adoption. Fixation ultérieure de la date de la discussion [9 juin] (A. t. I, p. 1527 ; J.O., p. 1336).

2 — Question adressée par M. Henry Chéron au Sous-Secrétaire d'Etat du Ravitaillement au sujet du prix de la viande : MM. Henry Chéron et Paisant, *Sous-Secrétaire d'Etat du Ravitaillement* [12 juillet] (A. t. I, p. 2029 ; J.O., p. 1771).

RAINCY (Seine-et-Oise). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville du Raincy (Seine-et-Oise) à percevoir une taxe sur les propriétés bâties desservies par le réseau d'égouts (Voir Table 1918-1920, p. 817). M. Monnier dépose le rapport [15 mars] (A. t. I, p. 235 ; J.O., p. 238 ; I. n° 141). Adoption [23 mars] (A. t. I, p. 282 ; J.O., p. 284). Promulgation (J.O., 27 mars, p. 3790).

RECEVEURS BURALISTES. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 17 avril 1916 en ce qui concerne la nomination des receveurs buralistes, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'armée [9 juillet] (A. t. I, p. 1878 ; J.O., p. 1648 ; I. n° 621).

RECRUTEMENT. — Voir Armée, § I, 2, 3.

RÉÉDUCATION PROFESSIONNELLE DES MUTILÉS. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 23 novembre 1919, relatif aux conditions de la rééducation professionnelle des mutilés, réformés et veuves de guerre d'Alsace et de Lorraine et à la création de l'institut des mutilés, complété et modifié par le décret du 10 février 1920 (Voir Table 1918-1920, p. 820). M. le Général Hirschauer dépose le rapport [3 février] (A. t. I, p. 71 ; J.O., p. 76 ; I. n° 30). Déclaration de l'urgence. Adoption [28 février] (A. t. I, p. 168 ; J.O., p. 175). Promulgation (J.O., 13 mars, p. 3134).

RÉFORME MONÉTAIRE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la réforme monétaire en Alsace et en Lorraine

déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission d'Alsace et de Lorraine [26 décembre] (A. t. II, p. 505; J.O., p. 2225; I. n° 846).

RÉFUGIÉS ET RAPATRIÉS — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation des lois relatives au logement et à l'installation des réfugiés et rapatriés, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [11 juillet] (A. t. I, p. 1917; J.O., p. 1679; I. n° 630).

RÉGIME FISCAL.

1 — Proposition de loi relative au régime fiscal des régions libérées, déposée par MM. le Lieutenant-Colonel Plichon, Hayez, Trystram, Debierre, Henri Merlin. Renvoi à la Commission des finances [22 mars] (A. t. I, p. 278; J.O., p. 277; I. n° 186).

2 — Projet de loi, adopté par Chambre des Députés, relatif au régime fiscal applicable dans les régions qui ont subi l'occupation ennemie (Voir Table 1918-1920, p. 823). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Urgence précédemment déclarée. Discussion générale : MM. Henry Chéron, *rapporteur général de la Commission des finances*; le Lieutenant-Colonel Plichon, Touron et Conte, *administrateur de l'enregistrement, commissaire du Gouvernement*. Discussion des articles : Article premier. Adoption. Article 2 : Amendement de M. Gouge. Réservé. Adoption de l'article 2. Article 3. Adoption. Amendement (disposition additionnelle) de MM. Plichon, Debierre, Potié et Trystram : MM. le Lieutenant-Colonel Plichon, le Rapporteur général de la Commission des finances, et Conte, *administrateur de l'enregistrement, commissaire du Gouvernement*. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 3. Article 4 : MM. Touron et le Rapporteur général de la Commission des finances. Disjonction de l'article et renvoi à la Commission. Article 5 : Amendement de MM. Plichon, Debierre, Bersez, Hayez, Potié, Trystram, Dron et Dehove : MM. le Lieutenant-Colonel Plichon, le Rapporteur général de la Commission des finances, Guiraud, *directeur de la comptabilité publique, commissaire du Gouvernement*; Debierre, René Gouge, *rapporteur de la Commission des régions libérées*; Baudouin-Bugnet, *directeur des contributions directes, commissaire du Gouvernement*. Adoption de l'amendement modifié au premier alinéa. Rejet, au scrutin, de l'amendement sur le deuxième alinéa. Amendement de

MM. Debierre, Plichon, Trystram et plusieurs de leurs collègues au troisième alinéa. Retrait. Adoption du troisième alinéa. Amendement de M. René Gouge au quatrième alinéa. Retrait. Adoption du quatrième alinéa. Amendement de M. René Gouge au cinquième alinéa : MM. René Gouge, de Lubersac, Baudouin-Bugnet, *commissaire du Gouvernement*, et le Rapporteur général. Adoption. Adoption des sixième et septième alinéas. Amendement de MM. Gouge et Lebrun : MM. le Rapporteur général et René Gouge. Adoption de l'amendement modifié. Adoption de l'ensemble de l'article 5. Article 6. Adoption. Article 7 : Amendement de MM. Henri Merlin et Monfeuillart : MM. Henri Merlin, le Rapporteur général de la Commission des finances et de Lubersac. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 7. Article 8 : Article 8 : Adoption des deux premiers alinéas. Amendement de M. Gouge au troisième alinéa : MM. René Gouge et le Rapporteur général de la Commission des finances. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 8. Article 9 : Amendement de M. Lebrun : MM. Albert Lebrun, le Rapporteur général de la Commission des finances, Charpentier et Conte, *commissaire du Gouvernement*. Adoption. Adoption de l'article 9. Adoption de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [21 juin] (A. t. I, p. 1597; J.O., p. 1401). || Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, relatif à l'établissement d'un régime transitoire pour la perception des impôts dans les régions libérées, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission des régions libérées [9 juillet] (A. t. I, p. 1885; J.O., p. 1653; I. n° 622). M. Henry Chéron, dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [12 juillet] (A. t. I, p. 1967; J.O., p. 1720.) Promulgation (J.O., 17 juillet, p. 8276).

RÉGIME TÉLÉPHONIQUE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 1^{er} juillet 1920, concernant le régime téléphonique et des lignes électriques d'intérêt privé dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes, et pour avis, à la Commission chargée de l'examen des projets et propositions de loi concernant l'Alsace et la Lorraine [15 mars] (A. t. I, p. 234; J.O., p. 238; I. n° 135). M. le Gé-

néral Bourgeois dépose l'avis de la Commission d'Alsace et Lorraine [14 juin] (A. t. I, p. 1564; J.O., p. 1369; I. n° 433).

REGISTRE DU COMMERCE — Voir Papiers de commerce.

REGISTRE DE LA TRANSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE. — Voir Code civil, 6.

RÈGLEMENT DU SÉNAT. — 2^e délibération sur les propositions de résolution : 1^o de M. Bouctot et plusieurs de ses collègues, tendant à nommer une Commission spéciale de réorganisation des postes, télégraphes et téléphones de dix-huit membres ; 2^o de M. Mauger et d'un grand nombre de ses collègues, tendant à la nomination d'une Commission d'assurance et de prévoyance sociales ; 3^o de M. Simonet et d'un certain nombre de ses collègues, tendant à la création d'une Commission de législation civile et criminelle ; 4^o de M. Mulac et de plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une Commission d'administration générale, départementale et communale ; 5^o de M. Clémentel et de plusieurs de ses collègues, tendant à la nomination d'une Commission de trente-six membres pour étudier les questions concernant l'organisation économique du pays ; 6^o de M. Jean Codet, tendant à la modification du règlement en vue de faire nommer les grandes Commissions par les groupes ; 7^o de M. Louis Martin, tendant à une nouvelle organisation des Commissions du Sénat ; 8^o de M. Dominique Delahaye, tendant à ajouter un article additionnel au Règlement du Sénat ; 9^o de M. Jean Codet et de plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une Commission du commerce et de l'industrie ; 10^o de M. Dominique Delahaye, tendant à modifier l'article 17 et les articles 104 et 105 du Règlement du Sénat ; 11^o de M. Bouveri et de plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une Commission du travail et des mines ; 12^o de M. Pol-Chevalier et de plusieurs de ses collègues, tendant à la nomination d'une Commission de vingt-sept membres, chargée de l'étude des questions et de l'examen des projets et propositions de loi touchant la réforme administrative ; 13^o de M. Léon Perrier et d'un grand nombre de ses collègues, tendant à modifier l'organisation et la nomination des Commissions du Sénat (Voir Table 1918-1920, p. 827). Observations de MM. Eugène Penancier, rapporteur, et Guillaume Poulle. Discussion des articles. Article premier de la proposition de résolution : Chapitres premier et II. Sans changement. Chapitre III : Article 11 (nouveau). Adoption. Articles 12, 13 et 14. Sans changement. Article 15 (nouveau) : Amendement de M. Hervey : MM. Hervey

et Eugène Penancier, *rapporteur*. Rejet. Amendement de M. René Besnard : MM. René Besnard, Touron et Paul Strauss. Rejet. Adoption de l'article 15. Article 16 (nouveau) : Amendement de M. Milliès-Lacroix : MM. Milliès-Lacroix, Eugène Penancier, *rapporteur*, et Touron. Renvoi de l'article 16 et de l'amendement à la Commission. Articles 17 et 18 (nouveaux). Adoption. Article 19 (nouveau). Amendement de M. Milliès-Lacroix : M. Milliès-Lacroix. Adoption. Adoption de l'article 19 modifié. Article 20 (nouveau) : Amendement de M. Hervey. Adoption. Adoption de l'article 20 modifié. Article 21 (nouveau) : Amendement de M. Milliès-Lacroix : M. Eugène Penancier, *rapporteur*. Adoption. Adoption de l'article 21 modifié. Article 22 (nouveau) : Amendement de M. Milliès-Lacroix : M. Eugène Penancier, *rapporteur*. Adoption. Adoption de l'article 22 modifié. Article 23 (nouveau). Adoption. Article 24 (nouveau) : Amendement de M. Guillaume Poule : MM. Guillaume Poule et Richard, *Président de la Commission*. Adoption. Adoption de l'article 24 modifié. Article 25 : Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye, Eugène Penancier, *rapporteur*; Jénouvrier et Milliès-Lacroix. Adoption de la première partie de l'amendement. Deuxième partie de l'amendement : MM. Dominique Delahaye, Eugène Penancier, *rapporteur*, et Jules Delahaye. Rejet. Adoption de l'article 25 modifié. Article 26. Sans changement. Article 27 : Amendement de M. Hervey : M. Hervey. Adoption. Adoption de l'article 27 modifié. Article 28. Sans changement. Amendement à l'article 42 (tenue des séances) de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye et le Président. Rejet. Chapitre VI : Articles 62 et 74 (nouveaux). Adoption. Chapitre VII : Article 75 (nouveau). Adoption. Articles 76 et 77. Supprimés. Articles 78 à 85. Sans changement. Chapitre VIII : Article 86. Sans changement. Article 87 (nouveau). Adoption. Articles 88 à 94. Sans changement. Chapitre IX. Sans changement. Chapitre X : Article 103. Sans changement. Articles 104 et 105 (nouveaux). Adoption. Articles 106 et 107. Sans changement. Chapitres XI, XII, XIII et XIV. Sans changement, sauf à l'article 122. Article 132 (nouveau). Adoption. Article 16 (du chapitre III), précédemment réservé (nouvelle rédaction de la Commission). Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article premier de la proposition de résolution. Article 2 de la proposition de résolution : Amendement de M. Léon Perrier : MM. Léon Perrier, Eugène Penancier, *rapporteur*; Hervey, Etienne Flandin, Richard, *Président de la Commission*, et de Las Cases. Adoption de l'amendement modifié. Adoption de l'article 2 modifié. Adoption de l'ensemble de la proposition de résolution [18 janvier] (A. t. I, p. 16; J.O., p. 20).

RÈGLEMENT TRANSACTIONNEL. — Proposition de loi tendant à modifier la loi du 12 juillet 1919 instituant le régime transactionnel, déposée par M. Henri Roy. Renvoi à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [30 juin] (A. t. I, p. 1675 ; J.O., p. 1473 ; I. n° 513). M. Henri Roy dépose le rapport [8 juillet] (A. t. I, p. 2027 ; J.O., p. 1585 ; I. n° 591). M. Boivin-Champeaux dépose l'avis de la Commission de législation civile et criminelle [8 novembre] (A. t. II, p. 56 ; J.O., p. 1835 ; I. n° 694). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Etienne Flandin et Henri Roy, *rapporteur* [29 novembre] (A. t. II, p. 232 ; J.O., p. 1987). Suite de la discussion générale : MM. Henri Roy, *rapporteur* ; Boivin-Champeaux, *Président de la Commission de législation civile et criminelle*, et Lucien Dior, *Ministre du Commerce et de l'Industrie*. Article unique : Observations de MM. Etienne Flandin, Clémentel, *Président de la Commission*, et le *Ministre du Commerce*. Nouvelle rédaction (Modification des articles 1, 2, 4, 12, 13, 22, 23, 26, 27 et 28). Adoption de l'article premier. Adoption successive des alinéas de l'article 2. Adoption de l'article 4. Sur l'article 12 : MM. Etienne Flandin, Jénouvrier, le *Rapporteur*, Hervey, Dominique Delahaye et le *Président de la Commission*. Demande de renvoi à la Commission. Rejet. Adoption de l'article 12. Articles 13, 22, 23, 26, 27 et 28. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Article 2 (nouveau). Adoption. Article 3. Disposition transitoire. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [1^{er} décembre] (A. t. II, p. 263 ; J.O., p. 2015).

REPRODUCTEURS BOVINS. — Voir Taureaux (Surveillance des).

RÉQUISITIONS MILITAIRES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés ayant pour objet de modifier les dispositions des articles 5 et 36 de la loi du 3 juillet 1877, relatifs aux réquisitions militaires, déposé par M. le *Ministre de la Guerre* et M. le *Ministre de la Marine*. Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission de l'armée [28 avril] (A. t. I, p. 1200 ; J.O., p. 1055 ; I. n° 319). M. Hervey dépose le rapport [28 avril] (A. t. I, p. 1213 ; J.O., p. 1065 ; I. n° 326). Adoption [29 avril] (A. t. I, p. 1222 ; J.O., p. 1073). Promulgation (J.O., 2 mai, p. 5314).

RÉSINE. — Voir Crédits, 1.

RÉSOLUTION (PROJETS ET PROPOSITIONS DE)

1 — Proposition de résolution tendant à instituer une procédure des affaires inscrites à l'ordre du jour sous réserve qu'il n'y aura pas

débat, déposée par M. J.-L. Breton. Renvoi à la Commission, nommée le 10 février 1920, chargée de l'examen de diverses propositions de résolution concernant la nomination et l'organisation des différentes Commissions [18 janvier] (A. t. I, p. 33 ; J.O., p. 34 ; I. n° 6).

2 — Proposition de résolution tendant à faire établir les comptes de l'Etat suivant les règles de la comptabilité à parties doubles, déposée par M. Dominique Delahaye. Renvoi à la Commission des finances [20 janvier] (A. t. I, p. 46 ; J.O., p. 50).

3 — Proposition de résolution relative à la convention passée le 29 octobre 1920 avec la Société générale de télégraphie sans fil, déposée par M. Poulle [8 avril] (A. t. I, p. 805 ; J.O., p. 727 ; I. n° 244). Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail, des postes et des télégraphes [9 avril] (A. t. I, p. 823 ; J.O., p. 741).

4 — Proposition de résolution tendant à modifier l'article 67 du règlement du Sénat, déposée par M. Dominique Delahaye. Renvoi aux bureaux [9 juillet] (A. t. I, p. 1856 ; J.O., p. 1625 ; I. n° 609). Commission : 1^{er} bureau, M. de Pomereu ; 2^e bureau, M. Penancier ; 3^e bureau, M. Pierre Berger ; 4^e bureau, M. l'abbé Delsor ; 5^e bureau, M. Dominique Delahaye ; 6^e bureau, M. Morand ; 7^e bureau, M. Guillaume Poulle ; 8^e bureau, M. Richard ; 9^e bureau, M. Debierre (J.O., 26 octobre, p. 12097, F. 94). Président, M. Dominique Delahaye ; secrétaire, M. Richard [29 octobre] (J.O., p. 12208 ; F. 95). M. Dominique Delahaye dépose le rapport [1^{er} décembre] (A. t. II, p. 272 ; J.O., p. 2022 ; I. n° 747). Déclaration de l'urgence. Adoption [22 décembre] (A. t. II, p. 470 ; J.O., p. 2193).

5 — Proposition de résolution relative aux moyens financiers propres à assurer l'exploitation des réseaux secondaires d'intérêt départemental et local, déposée par M. André Lebert. Renvoi à la Commission des chemins de fer et, pour avis, à la Commission des finances [9 juillet] (A. t. I, p. 1851 ; J.O., p. 1625 ; I. n° 610).

6 — Adoption des projets de résolution : 1^o portant règlement définitif du compte des recettes et des dépenses du Sénat, pour l'exercice 1920 ; 2^o portant règlement définitif du compte des recettes et des dépenses de la caisse des retraites des anciens Sénateurs et de celle des employés du Sénat, pour l'exercice 1920 ; 3^o portant : 1^o fixation du budget des dépenses du Sénat, pour l'exercice 1922 ; 2^o évaluation des recettes et des dépenses de la caisse des retraites des anciens Sénateurs et de celle des employés du Sénat, pour l'exercice 1922 [9 juillet] (A. t. I, p. 1856 ; J.O., p. 1630).

7 — Proposition de résolution de MM. Albert Peyronnet et plusieurs de ses collègues, tendant à supprimer exceptionnellement, cette année, la revue du 14 juillet. Observation de M. Albert Peyronnet. Renvoi à la Commission de l'armée M. le Général Bourgeois dépose et lit le rapport. Adoption de la proposition de résolution [14 juillet] (A. t. I, p. 1908 ; J.O., p. 1672).

8 — Proposition de résolution de MM. de Monzie, Schrameck, de Jouvenel, Dausset, le Général Bourgeois, de Lamarzelle, François Albert et de Lubersac, invitant le Gouvernement à présenter aux Chambres, avant la fin des travaux des Commissions de délimitation, un rapport sur les résultats acquis dans l'Europe centrale par l'application des différents traités. Avis de la Commission des affaires étrangères par M. Raymond Poincaré. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [11 juillet] (A. t. I, p. 1951 ; J.O., p. 1706).

9 — Proposition de résolution de MM. Abel Lefèvre, Coyrard et Alexandre Bérard tendant à donner le caractère interallié à la fête de l'armistice. Renvoi à la Commission des affaires étrangères et de politique générale des colonies et protectorats [8 novembre] (A. t. II, p. 55 ; J.O., p. 1835 ; I. n° 695).

10 — Proposition de résolution de M. Alfred Brard tendant à rendre impossible, sans l'autorisation du Parlement, le paiement de dépenses supplémentaires en addition aux crédits régulièrement ouverts. Renvoi à la Commission des finances [29 novembre] (A. t. II, p. 224 ; J.O., p. 1980 ; I. n° 739). Adoption [30 novembre] (A. t. II, p. 257 ; J.O., p. 2010).

11 — Proposition de résolution de M. Brangier ayant pour objet l'établissement et la distribution du bilan de chaque exercice financier. Renvoi à la Commission des finances [26 décembre] (A. t. II, p. 528 ; J.O., p. 2244 ; I. n° 852).

12 — Proposition de résolution de M. Brangier, relative à l'institution d'une Commission extraparlamentaire chargée d'étudier un projet de réforme administrative. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [27 décembre] (A. t. II, p. 569 ; J.O., p. 2282 ; I. n° 854).

13 — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gaudin de Villaine, tendant à inviter le Gouvernement à étudier, pour le budget de 1923, la suppression en ligne directe et entre époux des droits de succession et de mutation frappant la propriété foncière non bâtie, à en évaluer le découvert et à rechercher des recettes compensatrices dans le domaine des valeurs mobilières et des opérations de spéculation. Renvoi

à la Commission des finances [28 décembre] (A. t. II, p. 704 ; J.O., p. 2388).

RETRAITES DES AGENTS DES CHEMINS DE FER SECONDAIRES D'INTÉRÊT GÉNÉRAL. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux retraites des agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways (Voir Table 1912-1914, p. 664). M. Mollard dépose un deuxième rapport supplémentaire [5 juillet] (A. t. I, p. 1706 ; J.O., p. 1501). Renvoi, pour avis, à la Commission des finances 24 novembre (A. t. II, p. 179 ; J.O., p. 1942).

RÉUNION (La) (Chemin de fer et port de). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à porter de 625.520 francs à 1.225.520 francs le fonds de roulement des approvisionnements généraux du chemin de fer et du port de la Réunion, déposé par M. le Ministre des Colonies et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [25 mars] (A. t. I, p. 356 ; J.O., p. 345 ; I. n° 199). M. Jean Morel dépose le rapport [26 mars] (A. t. I, p. 362 ; J.O., p. 350 ; I. n° 200). Adoption [30 mars] (A. t. I, p. 422 ; J.O., p. 402). Promulgation (J.O., 3 avril, p. 4514).

Voir Crédits supplémentaires, § IV, 4.

REVUE DU 14 JUILLET. — Voir Résolution, 7.

RHONE (Aménagement du). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, approuvant le programme des travaux d'aménagement du Rhône, de la frontière suisse à la mer, au triple point de vue des forces motrices, de la navigation et des irrigations et autres utilisations agricoles et créant des ressources financières correspondantes (Voir Table 1918-1920, p. 859). M. Milan dépose l'avis de la Commission des finances [2 avril] (A. t. I, p. 530 ; J.O., p. 494 ; I. n° 227). Communication de décrets nommant des commissaires du Gouvernement. Urgence précédemment déclarée. Discussion générale : MM. Gourju, Perchot, rapporteur ; Milan, rapporteur de la Commission des finances ; Léon Perrier et Coignet [24 mai] (A. t. I, p. 1838 ; J.O., p. 1174). Suite de la discussion générale : MM. André Berthelot, Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics* ; Paul Strauss et Dominique Delahaye. Discussion des articles : Article premier ; Adoption. Article 2 : Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye, Jules Delahaye et le Ministre des Travaux publics. Rejet. Adoption de l'article 2. Articles 3 à 11. Adoption.

Adoption de l'ensemble du projet de loi [25 mai] (A. t. I, p. 1360 ; J.O., p. 1193). Promulgation (J.O., 28 mai, p. 6210).

RHUMS ET TAFIAS. — Proposition de loi de MM. Henry Bérenger et Lémery tendant à réprimer les fraudes et falsifications sur les rhums et les tafias, déposée par MM. Henry Bérenger et Lémery. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [9 avril] (A. t. I, p. 842 ; J.O., p. 756 ; I. n° 248). Renvoi, pour avis, à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [24 novembre] (A. t. II, p. 180 ; J.O., p. 1942).

RIVES (Isère). — Voir Taxes de remplacement, 11.

ROANNE (Loire). — Voir Taxes de remplacement, 2.

ROCHEFORT (Ville de). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant la cession, à la ville de Rochefort, de terrains de la fortification provenant de l'enceinte à déclasser de cette place, déposé par M. le Ministre de la Guerre, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission des finances [3 février] (A. t. I, p. 70 ; J.O., p. 76 ; I. n° 27). Renvoi à la Commission de l'armée [28 février] (A. t. I, p. 168 ; J.O., p. 174). M. Albert Lebrun dépose le rapport [14 juin] (A. t. I, p. 1564 ; J.O., p. 1368 ; I. n° 427). M. Pierre Berger dépose l'avis de la Commission de l'armée [23 juin] (A. t. I, p. 1641 ; J.O., p. 1438 ; I. n° 463). Déclaration de l'urgence. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Adoption [30 juin] (A. t. I, p. 1675 ; J.O., p. 1474). Promulgation (J.O., 23 juillet, p. 8514).

ROUEN (Port de). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier la loi du 26 août 1913 relative à l'amélioration et à l'extension du port de Rouen et de ses accès, déposé par M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie. Renvoi à la Commission des finances [7 juillet] (A. t. I, p. 1778 ; J.O., p. 1562 ; I. n° 578). M. Henry Chéron dépose le rapport [11 juillet] (A. t. I, p. 1934 ; J.O., p. 1692 ; I. n° 637). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Observation de M. le Marquis de Pomereu. Adoption de l'article unique du projet de loi [12 juillet] (A. t. I, p. 1959 ; J.O., p. 1718). Promulgation (J.O., 24 juillet, p. 8547).

SAGES-FEMMES.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour but d'accorder le droit d'exercer la profession de sage-femme sur tout

le territoire français aux sages-femmes alsaciennes-lorraines reçues pour les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle et réintégrées dans la nationalité française ou qui ont obtenu cette nationalité, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, M. le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales et M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission nommée le 8 mars 1920, chargée de l'examen des projets et propositions de loi concernant l'Alsace et la Lorraine [22 février] (A. t. I, p. 126; J.O., p. 134; I. n° 67).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 24 février 1921, relatif à l'introduction, dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, de la loi du 5 août 1916, relative au diplôme des sages-femmes, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission de l'enseignement et, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [9 juillet] (A. t. I, p. 1851; J.O., p. 1625; I. n° 607).

SAINT-MALO. — Voir Armée, § II, 6.

SAISIE-ARRÊT (Salaires et petits traitements). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des Députés, relative à la saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements des ouvriers et employés (Voir Table 1915-1917, p. 756). M. Savary dépose le rapport [2 avril] (A. t. I. p. 530; J.O., p. 294; I. n° 226). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Savary, *rapporteur*. Article premier (modification des articles 61 à 73 du livre premier du Code du travail). Article 61 : Amendement de M. François-Saint-Maur : MM. François-Saint-Maur et Savary, *rapporteur*. Retrait. Nouvelle rédaction de la Commission. Adoption de l'article 61. Articles 62 à 68. Adoption. Article 69 : Amendement de M. Debierre. Non appuyé. Adoption de l'article 69. Articles 69 a à 73 b. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Articles 2 et 3. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi. Sur le libellé de la loi : MM. Savary, *rapporteur*; Bonnevey, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*, et Mauger. Modification du libellé de la loi [9 juin] (A. t. I, p. 1532; J.O., p. 1341). Promulgation (J.O., 30 juillet, p. 8943).

SANATORIUMS PUBLICS. — Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 12 juin 1920, portant

application dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, des dispositions de la loi du 7 septembre 1917, relative aux subventions de l'Etat à des sanatoriums publics, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales [25 octobre] (A. t. II, p. 15; J.O., p. 1800; I. n° 676). Renvoi, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [8 novembre] (A. t. II, p. 34; J.O., p. 1819).

SAPEURS-POMPIERS. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la modification des articles 2 et 3 de la loi du 31 juillet 1907 relative aux subventions aux communes pour les sapeurs-pompiers et le matériel d'incendie, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [15 novembre] (A. t. II, p. 98; J.O., p. 1872; I. n° 707). M. Schrameck dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [31 décembre] (A. t. II, p. 940; J.O., p. 2575). Promulgation (J.O., 5 janvier 1922, p. 226).

SCOLARITÉ OBLIGATOIRE. — Voir Fréquentation scolaire.

SEINE (Département de la). — Voir Emprunts et impositions extraordinaires, 1, 3 et 4.

SÉPULTURE.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 3 septembre 1920 rendant applicables aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle les dispositions de la loi du 29 décembre 1915, concernant les lieux de sépulture à établir pour les soldats des armées françaises et alliées décédés pendant la durée de la guerre, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission d'administration générale, départementale et communale [10 février] (A. t. I, p. 84; J.O., p. 92; I. n° 39). M. Landrodie dépose le rapport [28 février] (A. t. I, p. 169; J.O., p. 188; I. n° 83). Déclaration de l'urgence. Adoption [11 mars] (A. t. I, p. 225; J.O., p. 229). Promulgation (J.O., 22 mars, p. 3350).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant les lieux de sépulture à établir pour les militaires des armées alle-

mandes décédés en France pendant la durée de la guerre, déposé par M. le Ministre des Pensions, Primes et Allocations de guerre, M. le Ministre des Régions libérées et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [23 avril] (A. t. I, p. 1170; J.O., p. 1029; I. n° 287).

SÉQUESTRE DE GUERRE — Voir Liquidation des biens.

SERBES — Voir Conventions, 2, 3.

SERMENT. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 27 avril 1920, relatif à l'introduction en Alsace-Lorraine des lois et règlements français concernant le serment des magistrats, des fonctionnaires et des officiers ministériels, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [21 juin] (A. t. I, p. 1593; J.O., p. 1400; I. n° 449). M. Boivin-Champeaux dépose le rapport [15 décembre] (A. t. II, p. 388; J.O., p. 2123; I. n° 794). M. Eccard dépose l'avis de la Commission d'Alsace et Lorraine [22 décembre] (A. t. II, p. 476; J.O., p. 2199; I. n° 811).

SERVICES MARITIMES POSTAUX. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant l'exploitation des services maritimes postaux et d'intérêt général sur l'Extrême-Orient, l'Australie, la Nouvelle-Calédonie, la Côte orientale d'Afrique et la Méditerranée orientale, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre des Colonies, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission de la marine et, pour avis, à la Commission des finances [24 mai] (A. t. I, p. 1338; J.O., p. 1174; I. n° 365). M. Brindeau dépose le rapport [23 juin] (A. t. I, p. 1641; J.O., p. 1438; I. n° 466). M. Pelisse dépose l'avis de la Commission des finances [28 juin] (A. t. I, p. 1645; J.O., p. 1444; I. n° 477). Sur l'urgence : MM. Schrameck, Brindeau, rapporteur de la Commission de la marine; Paul Pelisse, rapporteur de la Commission des finances; Rio, Sous-Secrétaire d'Etat de la Marine marchande, et Milliès-Lacroix, Président de la Commission des finances. Vote de l'urgence. Discussion générale : MM. Brindeau, rapporteur; Schrameck, Rio, Sous-Secrétaire d'Etat de la Marine marchande; Auber, Pasquet, le Colonel Stuhl et Mauger. Articles premier et 2. Adoption. Article 3. Adoption. Amendement (disposition additionnelle de M. Schrameck : MM. Schrameck et le Sous-Secrétaire d'Etat Rejet. Article 4. Adoption. Adoption de l'ensemble

du projet de loi [11 juillet] (A. t. I, p. 1920 ; J.O., p. 1681). Promulgation (J.O., 3 août, p. 9070).

SERVICES PÉNITENTIAIRES — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 10 juin 1920 concernant le relèvement des traitements des personnels administratifs et de surveillance du cadre alsacien-lorrain des services pénitentiaires, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission des finances [26 avril] (A. t. I, p. 1174 ; J.O., p. 1034 ; I. n° 294). M. Henry Chéron dépose le rapport [7 juin] (A. t. I, p. 1512 ; J.O., p. 1322 ; I. n° 407). Déclaration de l'urgence Adoption [30 juin] (A. t. I, p. 1675 ; J.O., p. 1474). Promulgation (J.O., 10 juillet, p. 7898).

SESSION EXTRAORDINAIRE. — M. le Président donne lecture du décret de convocation des Chambres en session extraordinaire de 1921 [18 octobre] (A. t. II, p. 2 ; J.O., p. 1775). M. Marraud, *Ministre de l'Intérieur*, donne lecture du décret de clôture de la session extraordinaire de 1921 [31 décembre] (A. t. II, p. 1002 ; J.O., p. 2623).

SESSION ORDINAIRE. — M. Gustave Denis, Président d'âge, déclare ouverte la session ordinaire de 1921 [11 janvier] (A. t. I, p. 1 ; J.O., p. 1). M. Bonnefoy, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* donne lecture du décret de clôture de la session ordinaire de 1921 [12 juillet] (A. t. I, p. 2030 ; J.O., p. 1771).

SINISTRÉS — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier et à compléter les articles 152 à 159 de la loi du 31 juillet 1920, autorisant le payement, par annuités, des indemnités dues aux sinistrés, dont la perte subie est au moins égale à un million, déposé par M. le Ministre du Travail et M. le Ministre des Finances. Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances [22 mars] (A. t. I, p. 252 ; J.O., p. 256 ; I. n° 173). M. Raphaël-Georges Lévy dépose et lit le rapport [22 mars] (A. t. I, p. 252 ; J.O., p. 256 ; I. n° 174). Adoption [23 mars] (A. t. I, p. 282 ; J.O., p. 284). Promulgation (J.O., 25 mars, p. 3694).

SOCIÉTÉ DE GÉOGRAPHIE. — Voir Décorations, 6.

SOCIÉTÉS.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, réglant la situation de certaines sociétés au regard de la loi du 17 mars 1905

(Voir Table 1918-1920, p. 865). M. Guillaume Chastenet dépose le rapport [28 avril] (A. t. I, p. 1213; J.O., p. 1065; I. n° 323). Déclaration de l'urgence. Adoption [26 mai] (A. t. I, p. 1389; J.O., p. 1216). Promulgation (J.O., 22 février, p. 2230).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 16 février 1921, relatif à l'introduction, dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, de l'article premier, alinéa premier, de la loi du 24 juillet 1867, sur les sociétés, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle et, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [5 juillet] (A. t. I, p. 1703; J.O., p. 1499; I. n° 522). M. Boivin-Champeaux dépose le rapport [15 décembre] (A. t. II, p. 388; J.O., p. 2123; I. n° 795). M. Eccard dépose l'avis de la Commission d'Alsace et Lorraine [22 décembre] (A. t. II, p. 476; J.O., p. 2199; I. n° 813).

SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant la loi du 7 mai 1917, ayant pour objet l'organisation du crédit aux sociétés coopératives de consommation, déposé par M. le Ministre du Travail, M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [15 mars] (A. t. I, p. 234; J.O., p. 238; I. n° 138).

SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES OUVRIÈRES DE PRODUCTION. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 14 de la loi du 18 décembre 1915 sur les sociétés coopératives ouvrières de production et le crédit au travail en France, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre du Commerce et M. le Ministre du Travail. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales [31 décembre] (A. t. II, p. 960; J.O., p. 2590; I. n° 904).

SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE RECONSTRUCTION, — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, complétant la loi du 15 août 1920, portant fixation du régime légal des sociétés coopératives de reconstruction, déposé par M. le Ministre des Régions libérées et M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission du commerce et de l'industrie [29 mars] (A. t. I, p. 419; J.O., p. 397; I. n° 207). Renvoi à la Commission des régions libérées [30 mars] (A. t. I, p. 457; J.O., p. 429). M. Gouge dépose le rapport [21 avril]

(A. t. I, p. 1110 ; J.O., p. 976 ; I. n° 272). Déclaration de l'urgence. Discussion des articles. Article premier : Amendement de M. de Lubersac : M. de Lubersac. Retrait. Adoption de l'article premier. Article 2. Adoption. Article 3 : Amendement de M. de Lubersac : M. de Lubersac. Retrait. Adoption de l'article 3. Articles 4 à 10. Adoption. Article 11 : Amendement de M. de Lubersac. Retrait. Adoption de l'article 11. Articles 12 à 16. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [9 juin] (A. t. I, p. 1531 ; J.O., p. 1340). Promulgation (J.O., 16 juillet, p. 8220).

SOCIÉTÉS DE CRÉDIT IMMOBILIER. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 24 avril 1919, réglant la situation créée par la guerre aux sociétés de crédit immobilier, aux sociétés d'habitation à bon marché et aux institutions prévues par la législation sur les habitations à bon marché et la petite propriété, ainsi qu'à leurs emprunteurs et locataires-acquéreurs, déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales [18 octobre] (A. t. II, p. 4 ; J.O., p. 1778 ; I. n° 669). M. Vayssière dépose le rapport. Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [8 novembre] (A. t. I, p. 56 ; J.O., p. 1835 ; I. n° 693). M. Debierre dépose l'avis de la Commission des finances [30 décembre] (A. t. II, p. 804 ; J.O., p. 2466 ; I. n° 880).

SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS. — Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels en faveur des caisses de retraites fondées par les associations d'anciens combattants de la grande guerre, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales et, pour avis, à la Commission des finances [29 avril] (A. t. I, p. 1285 ; J.O., p. 1123 ; I. n° 346). M. Peyronnet dépose le rapport [30 juin] (A. t. I, p. 1697 ; J.O., p. 1493 ; I. n° 519). M. Debierre dépose l'avis de la Commission des finances [7 juillet] (A. t. I, p. 1780 ; J.O., p. 1563 ; I. n° 588). M. A. Peyronnet dépose un rapport supplémentaire [8 juillet] (A. t. I, p. 1829 ; J.O., p. 1605 ; I. n° 603). Déclaration de l'urgence. Adoption [11 juillet] (A. t. I, p. 1895 ; J.O., p. 1662). Promulgation (J.O., 12 janvier 1922, p. 586).

SOINS DENTAIRES. — Proposition de loi tendant à ranger les soins dentaires parmi ceux qui sont protégés par la loi sur l'assistance

médicale gratuite (Voir Table 1918-1920, p. 867). Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales [17 mars] (A. t. I, p. 241 ; J.O., p. 245).

SOUS-LIEUTENANTS. — Voir Armée, § II, 5, 7.

SPÉCULATION ILLICITE. — Voir Loyers, 1.

STATIONS HYDROMINÉRALES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant application dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle de la loi du 24 septembre 1919 relative à la création de stations hydrominérales, climatiques et de tourisme et établissant des taxes spéciales dans lesdites stations (Voir Table 1918-1920, p. 829). M. Gégauff dépose le rapport [3 février] (A. t. I, p. 82 ; J.O., p. 86 ; I. n° 34). Déclaration de l'urgence. Adoption [17 février] (A. t. I, p. 103 ; J.O., p. 118). Promulgation (J.O., 2 mars, p. 2726).

STATUT DES OFFICIERS. — Voir Armée, 12.

STOCKS (Liquidation des). — Voir Comité de contrôle.

SUBSTANCES VÉNÉNEUSES. — Projet de loi, ayant pour objet de compléter la loi du 19 juillet 1845 sur la vente des substances vénénéuses, modifiée par la loi du 12 juillet 1916, concernant l'importation, le commerce, la détention et l'usage des substances vénénéuses (Voir Table 1918-1920, p. 872). Adoption [20 janvier] (A. t. I, p. 38 ; J.O., p. 44). Promulgation (J.O., 14 juillet 1922, p. 7367).

TABAC. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 27 mai 1920, relatif à la production, la circulation et la détention du tabac en feuilles en Alsace et Lorraine, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre des Finances [25 octobre] (A. t. II, p. 14 ; J.O., p. 1800 ; I. n° 678). Renvoi, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [8 novembre] (A. t. II, p. 34 ; J.O., p. 1818).

TAPIS ESTAMPILLÉS PAR L'ÉTAT CHÉRIFIEN. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, accordant la franchise, sous certaines conditions, aux tapis estampillés par l'Etat chérifien, originaires et importés directement de la zone française de l'Empire chérifien et étendant le régime institué par la loi du 19 juillet 1890

aux tapis d'origine et de provenance tunisiennes, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des douanes et des conventions commerciales [8 avril] (A. t. I, p. 809 ; J.O., p. 728 ; I. n° 243). M. Bouctot dépose le rapport [29 avril] (A. t. I, p. 1285 ; J.O., p. 1123 ; I. n° 345). Déclaration de l'urgence. Adoption [23 juin] (A. t. I, p. 1626 ; J.O., p. 1426). Promulgation (J.O., 16 novembre, p. 12678).

TARIF DOUANIER. — Voir Douanes, 1, 6.

TAUREAUX (Surveillance des). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au choix et à la surveillance des taureaux employés à la reproduction et à la création d'un « certificat d'autorisation » de reproducteurs bovins (Voir Table 1918-1920, p. 875). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Alfred Massé, *rapporteur* ; Méline, *Président de la Commission* ; Fernand Merlin, Damecour, Blaignan, Jénouvrier, Paul Le Roux et Lefebvre du Prey, *Ministre de l'Agriculture*. Discussion des articles : Article premier. Adoption. Article 2 : Amendement de M. Damecour : MM. Damecour et Massé, *rapporteur*. Adoption de l'amendement modifié. Adoption de l'article 2. Article 3 : MM. Damecour et Massé, *rapporteur*. Adoption. Articles 4 à 12. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [4 mars] (A. t. I, p. 189 ; J.O., p. 195).

TAXE SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier les dispositions relatives à la taxe sur le chiffre d'affaires, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [8 juillet] (A. t. I, p. 1823 ; J.O., p. 1601 ; I. n° 595).

TAXE D'ÉCOULEMENT DIRECT A L'ÉGOUT. — Voir Paris (Ville de).

TAXES DE REMPLACEMENT.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Carpentras (Vaucluse), à établir diverses taxes en remplacement des droits d'octroi supprimés, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [8 avril] (A. t. I, p. 778 ; J.O., p. 704 ; I. n° 238). M. Louis Soulié dépose le rap-

port [14 avril] (A. t. I, p. 946; J.O., p. 842; I. n° 257). Adoption [16 avril] (A. t. I, p. 1042; J.O., p. 922). Promulgation (J.O., 3 mai, p. 5394).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Roanne (Loire) à établir certaines taxes de remplacement de droits d'octroi supprimés, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [8 avril] (A. t. I, p. 778; J.O., p. 704; I. n° 237). M. Louis Soulié dépose le rapport [4 avril] (A. t. I, p. 946; J.O., p. 842; I. n° 258). Adoption [16 avril] (A. t. I, p. 1042; J.O., p. 922). Promulgation (J.O., 3 mai, p. 5394).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Gisors (Eure) à établir à son profit : 1° une taxe sur les propriétés bâties ; 2° une taxe sur les locaux industriels et commerciaux, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [23 avril] (A. t. I, p. 1149; J.O., p. 1012; I. n° 284). M. Laboulbène dépose le rapport [27 avril] (A. t. I, p. 1889; J.O., p. 1047; I. n° 309). Adoption [29 avril] (A. t. I, p. 1246; J.O., p. 1092). Promulgation (J.O., 4 mai, p. 5450).

4 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Meudon (Seine-et-Oise) à créer les taxes de remplacement de ses droits d'octroi, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [23 avril] (A. t. I, p. 1149; J.O., p. 1012; I. n° 283). M. Laboulbène dépose le rapport [27 avril] (A. t. I, p. 1189; J.O., p. 1047; I. n° 310). Adoption [29 avril] (A. t. I, p. 1246; J.O., p. 1092). Promulgation (J.O., 4 mai, p. 5450).

5 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Pont-Audemer (Eure) à créer des taxes de remplacement de certains droits supprimés, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [24 mai] (A. t. I, p. 1356; J.O., p. 1188; I. n° 374). M. Gourju dépose le rapport [30 juin] (A. t. I, p. 1669; J.O., p. 1469; I. n° 490). Adoption [8 juillet] (A. t. I, p. 1789; J.O., p. 1574). Promulgation (J.O., 26 juillet, p. 1574).

6 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Baugé (Maine-et-Loire) à établir, en remplacement de droits d'octroi supprimés : 1° une taxe sur les chevaux, juments, mules et mulets ; 2° une taxe sur les loyers, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la

Commission de l'administration générale, départementale et communale [24 mai] (A. t. I, p. 1356 ; J.O., p. 1188 ; I. n° 373). M. Gourju dépose le rapport [30 juin] (A. t. I, p. 1669 ; J.O., p. 1469 ; I. n° 489). Adoption [8 juillet] (A. t. I, p. 1789 ; J.O., p. 1573). Promulgation (J.O., 26 juillet, p. 8648).

7 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la commune de Verneuil (Eure) à établir diverses taxes en remplacement de droits d'octroi supprimés, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [24 mai] (A. t. I, p. 1356 ; J.O., p. 1188 ; I. n° 372). M. Gourju dépose le rapport [30 juin] (A. t. I, p. 1669 ; J.O., p. 1469 ; I. n° 491). Adoption [8 juillet] (A. t. I, p. 1789 ; J.O., p. 1575). Promulgation (J.O., 26 juillet, p. 8647).

8 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Chambon-Feugerolles (Loire) à établir diverses taxes en remplacement de droits d'octroi supprimés, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission d'administration générale, départementale et communale [21 juin] (A. t. I, p. 1597 ; J.O., p. 1400 ; I. n° 451). M. Vidal dépose le rapport [7 juillet] (A. t. I, p. 1732 ; J.O., p. 1539 ; I. n° 568). Adoption [12 juillet] (A. t. I, p. 1978 ; J.O., p. 1729). Promulgation (J.O., 26 juillet, p. 8647).

9 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Dôle (Jura) à créer différentes taxes en remplacement de droits d'octroi supprimés, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission d'administration générale, départementale et communale et, pour avis, à la Commission des finances [30 juin] (A. t. I, p. 1670 ; J.O., p. 1470 ; I. n° 500). M. Porteu dépose le rapport [5 juillet] (A. t. I, p. 1726 ; J.O., p. 1518 ; I. n° 548). M. Henry Chéron dépose l'avis de la Commission des finances [8 juillet] (A. t. I, p. 1826 ; J.O., p. 1605 ; I. n° 604). Adoption [11 juillet] (A. t. I, p. 1934 ; J.O., p. 1692). Promulgation (J.O., 30 juillet, p. 8942).

10 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la commune d'Hellemmes (Nord) à supprimer les droits d'octroi perçus dans cette ville et à y substituer une taxe directe portant sur le revenu net des propriétés bâties, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission d'administration générale, départementale et communale et, pour avis, à la Commission des finances [30 juin] (A. t. I, p. 1671 ; J.O., p. 1470 ; I. n° 503). M. Porteu dépose le rapport [5 juillet] (A. t. I,

p. 1726; J.O., p. 1518; I. n° 551). M. Schrameck dépose l'avis de la Commission des finances [6 décembre] (A. t. II, p. 278; J.O., p. 2028; I. n° 754). Adoption [15 décembre] (A. t. II, p. 369; J.O., p. 2108). Promulgation (J.O., 25 décembre, p. 14038).

11 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la commune de Rives (Isère) à créer de nouvelles taxes en remplacement de droits d'octroi supprimés, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission d'administration générale, départementale et communale et, pour avis, à la Commission des finances [30 juin] (A. t. I, p. 1671; J.O., p. 1470; I. n° 501). M. Porteu dépose le rapport [5 juillet] (A. t. I, p. 1726; J.O., p. 1518; I. n° 549). Adoption [15 décembre] (A. t. II, p. 368; J.O., p. 2108). Promulgation (J.O., 25 décembre, p. 14038).

12 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Blois (Loir-et-Cher) à établir diverses taxes en remplacement de droits d'octroi supprimés, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale et, pour avis, à la Commission des finances [27 octobre] (A. t. II, p. 18; J.O., p. 1804; I. n° 682). M. Gourju dépose le rapport [15 novembre] (A. t. II, p. 113; J.O., p. 1884; I. n° 709). M. Schrameck dépose l'avis de la Commission des finances [6 décembre] (A. t. II, p. 278; J.O., p. 2028; I. n° 755). Adoption [13 décembre] (A. t. II, p. 546; J.O., p. 2088). Promulgation (J.O., 24 décembre, p. 13998).

13 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la revision et au relèvement de certaines taxes établies au profit de la ville de Bourgoin (Isère), en remplacement de ses droits d'octroi supprimés par la loi du 29 mars 1902, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de l'administration générale, départementale et communale [30 décembre] (A. t. I, p. 848; J.O., p. 2501; I. n° 882). M. Henri Merlin dépose et lit le rapport (I. n° 802). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [31 décembre] (A. t. II, p. 929; J.O., p. 2566). Promulgation (J.O., 6 janvier 1922, p. 346).

14 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Charleville (Ardennes), à établir diverses taxes en remplacement de droits d'octroi supprimés, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [31 décembre] (A. t. II, p. 940; J.O., p. 2575; I. n° 895).

TAXES TÉLÉGRAPHIQUES INTERNATIONALES. -- Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à appliquer aux taxes télégraphiques internationales les dispositions des paragraphes premier et 3 de l'article 12 de la convention postale universelle signée à Madrid le 30 novembre 1920, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre des Colonies et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes [7 juin] (A. t. I, p. 1522; J.O., p. 1330; I. n° 412). M. Coignet dépose le rapport [5 juillet] (A. t. I, p. 1706; J.O., p. 1501; I. n° 539). Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [7 juillet] (A. t. I, p. 1732; J.O., p. 1526). M. Pelisse dépose l'avis de la Commission des finances [9 juillet] (A. t. I, p. 1862; J.O., p. 1634). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Paul Laffont, *Sous-Secrétaire d'Etat des Postes et des Télégraphes*, et Coignet, *rapporteur*. Adoption [12 juillet] (A. t. I, p. 1956; J.O., p. 1712). Promulgation (J.O., 28 juillet, p. 8814).

TERRES VAINES ET VAGUES. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant la prorogation de la loi du 6 décembre 1850, relative au partage des terres vaines et vagues des cinq départements de Bretagne, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [17 mars] (A. t. I, p. 241; J.O., p. 245; I. n° 158). M. Lemarié dépose le rapport [16 juin] (A. t. I, p. 1591; J.O., p. 1394; I. n° 446). Déclaration de l'urgence. Adoption [30 juin] (A. t. I, p. 1675; J.O., p. 1474). Promulgation (J.O., 27 juillet, p. 8750).

TIARET. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant création d'un tribunal de première instance à Tiaret, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle et, pour avis, à la Commission des finances [30 juin] (A. t. I, p. 1670; J.O., p. 1470; I. n° 494).

TIRS. — Voir Armée, § II, 2.

TITRES AU PORTEUR. — Proposition de loi, tendant à modifier et à compléter l'article 14 de la loi du 15 juin 1872, relative aux titres au porteur, déposée par M. Catalogne. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [17 mars] (A. t. I, p. 246; J.O., p. 249; I. n° 166).

TOULON (Var). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 16 février 1913 relative au taux de la taxe d'assainissement à percevoir par la ville de Toulon (Var) (Voir Table 1918-1920, p. 129). M. Monnier dépose le rapport [17 février] (A. t. I, p. 122; J.O., p. 129; I. n° 63). Adoption [28 février] (A. t. I, p. 169; J.O., p. 175). Promulgation (J.O., 11 mars, p. 3070).

TRAITÉ DE PAIX AVEC LA HONGRIE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation du Traité de paix conclu à Trianon, le 4 juin 1920, entre la France, les Etats-Unis d'Amérique, l'Empire britannique, l'Italie et le Japon, principales puissances alliées et associées, la Belgique, la Chine, Cuba, la Grèce, le Nicaragua, le Panama, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, l'Etat serbe-croate-slovène, le Siam, l'Etat tchéco-slovaque, d'une part, et la Hongrie d'autre part, ainsi que des actes qui le complètent, savoir : le protocole et la déclaration en date du même jour, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre de la Guerre, M. le Ministre de la Marine, M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre des Colonies, M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie, M. le Ministre de l'Agriculture, M. le Ministre du Travail, M. le Ministre des Régions libérées, M. le Ministre des Pensions, Primes et Allocations de guerre, M. le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales et M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission des affaires étrangères et de politique générale des colonies et protectorats [16 juin] (A. t. I, p. 1590; J.O., p. 1393; I. n° 444). M. Reynald dépose le rapport [30 juin] (A. t. I, p. 1674, J.O., p. 1473; I. n° 507). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Demande de renvoi de la discussion : MM. Reynald, *rapporteur*; Aristide Briand, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*; Milliès-Lacroix, Mauger, Henry Chéron, Henry Bérenger. Adoption [11 juillet] (A. t. I, p. 1919; J.O., p. 1689). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Reynald, *rapporteur*; de Monzie, de Lamarzelle et Aristide Briand, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*. Article unique; MM. Henry Bérenger et Dominique Delahaye. Adoption [11 juillet] (A. t. I, p. 1929; J.O., p. 1692). Promulgation (J.O., 24 juillet, p. 8546).

TRAITÉS SIGNÉS A SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation : 1° du traité signé à Saint-Germain-en-Laye, le 10 septembre 1919, par la

France, les Etats-Unis d'Amérique, l'Empire britannique, le Japon et l'Etat tchéco-slovaque ; 2° du traité signé à Saint-Germain-en-Laye, le 10 septembre 1919, par la France, les Etats-Unis d'Amérique, l'Empire britannique, l'Italie et le Japon, acte auquel l'Etat serbe-croate-slovène a accédé par déclaration en date du 5 décembre 1919 ; 3° du traité signé à Paris, le 9 décembre 1919, par la France, les Etats-Unis d'Amérique, l'Empire britannique, l'Italie, le Japon et la Roumanie, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre de la Guerre, M. le Ministre de la Marine, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie et M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission des affaires étrangères et de politique générale des colonies et protectorats [16 juin] (A. t. I, p. 1591 ; J.O., p. 1393 ; I. n° 445). M. Reynald dépose le rapport [30 juin] (A. t. I, p. 1674 ; J.O., p. 1473). Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [11 juillet] (A. t. I, p. 1951 ; J.O., p. 1705). Promulgation (J.O., 24 juillet, p. 8546).

TRANSCRIPTION. — Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la formalité de la transcription, déposée par M. Milan. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle [5 juillet] (A. t. I, p. 1706 ; J.O., p. 540).

TRÉSORERIE ET POSTE AUX ARMÉES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la séparation des services de la trésorerie et de la poste aux armées (Voir Table 1918-1920, p. 888). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement Déclaration de l'urgence. Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi [25 janvier] (A. t. I, p. 50 ; J.O., p. 54). Promulgation (J.O., 3 février, p. 1528).

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de l'article 3 de la loi du 4 octobre 1919, renforçant temporairement le personnel du tribunal de première instance et des justices de paix de la Seine et du Ministère de la Justice en vue de l'application des lois de guerre, déposé par M. le Ministre des Finances et par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle et, pour avis, à la Commission des finances [3 février] (A. t. I, p. 70 ; J.O., p. 76 ; I. n° 28). M. Antony Ratier dépose le rapport [14 avril] (A. t. I, p. 975 ; J.O., p. 865 ; I. n° 260). Renvoi pour avis à la Commission des finances [21 avril] (A. t. I, p. 1110 ; J.O.,

p. 976). M. Jénouvrier dépose l'avis de la Commission des finances [26 avril] (A. t. I, p. 1174; J.O., p. 1034; I. n° 290). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Antony Ratier, *rapporteur*; Schrameck, Busson Billault, Jénouvrier, *rapporteur de la Commission des finances*; Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*; Alexandre Bérard, Boivin-Champeaux, *Président de la Commission*; François-Albert, Lhopiteau, Prouharam, *directeur du personnel, commissaire du Gouvernement*. Vote sur le passage à la discussion de l'article unique. Rejet [28 juin] (A. t. I, p. 1655; J.O., p. 1453).

TRIBUNAUX CORRECTIONNELS. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier l'article 4 de la loi du 20 mai 1863 et d'assurer la défense des inculpés aux audiences de flagrants délits des tribunaux correctionnels (Voir Table 1912-1914, p. 685). M. Louis Martin dépose le rapport [22 mars] (A. t. I, p. 253; J.O., p. 257; I. n° 178). Adoption de l'article unique. Vote sur le passage à une deuxième délibération. Adoption [7 juin] (A. t. I, p. 1517; J.O., p. 1326). 2° délibération : Adoption [14 juin] (A. t. I, p. 1567; J.O., p. 1371). Promulgation (J.O., 25 juin, p. 7290).

TRIBUNAUX POUR ENFANTS. — Loi complétant les articles 4, 15, 21, 23 et 25 de la loi du 22 juillet 1912 sur les tribunaux pour enfants et adolescents et sur la liberté surveillée (Voir Table 1916-1917, p. 779). Promulgation J.O., 24 février, p. 2454).

TUNISIENS VICTIMES D'ACCIDENTS DU TRAVAIL. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à supprimer les déchéances appliquées aux Tunisiens victimes d'accidents du travail en France, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre du Travail. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales [3 février] (A. t. I, p. 70; J.O., p. 76; I. n° 26). M. Flandin dépose le rapport [22 février] (A. t. I, p. 146; J.O., p. 150; I. n° 68). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [10 mars] (A. t. I, p. 201; J.O., p. 208). Promulgation (J.O., 23 mars, p. 3614).

UNION POSTALE UNIVERSELLE. — Voir Conventions, 4.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — Voir Conventions, 8.

USINE ÉLECTRO-CHIMIQUE DE LANNEMEZAN. — Voir Conventions, 9.

VAGABONDAGE. — Voir Nomades (Circulation des).

VALEURS ÉTRANGÈRES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 3 septembre 1920, relatif à l'encaissement, par la Caisse des dépôts et consignations d'Alsace et Lorraine des arrérages des valeurs étrangères déposées, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission d'Alsace et Lorraine [5 juillet] (A. t. I, p. 1703; J.O., p. 1499; I. n° 524).

VARENNES-JARCY (Seine-et-Oise). — Voir Communes et cantons, 5

VENTES ET ACHATS A TERME. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant au règlement des sommes demeurées impayées par application des décrets suspendant toutes demandes en paiement et toutes actions relatives aux ventes et aux achats à terme, ainsi qu'aux opérations de report s'y rattachant, antérieurs au 4 août 1914, en ce qui concerne les débiteurs qui ont été mobilisés ou domiciliés dans les régions précédemment envahies ou particulièrement atteintes par les hostilités (Voir Table 1918-1920, p. 891). Renvoi à la Commission des finances [28 février] (A. t. I, p. 170; J.O., p. 176).

VENTE DES MARCHANDISES EN SOUFFRANCE DANS LES GARES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, sur la vente des marchandises en souffrance dans les gares et leurs dépendances, ainsi que dans les ports maritimes et de la navigation intérieure (Voir Table 1918-1920, p. 892). M. Faisans dépose le rapport [14 juin] (A. t. I, p. 1544; J.O., p. 1352; I. n° 425). Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion des articles. Article premier. Adoption. Article 2: Amendement de M. Dominique Delahaye: MM. Dominique Delahaye, Faisans, rapporteur; Yves Le Trocquer. *Ministre des Travaux publics*; Gustave Lhopiteau, *Président de la Commission des chemins de fer*, et Coignet. Adoption de la première partie de l'article. Rejet de l'amendement. Adoption de la fin et de l'ensemble de l'article]2.

Article 3 à 6. Adoption. Article 7 : Adoption des trois premiers alinéas. Amendement de M. Henry Chéron : MM. Henry Chéron, Faisans, rapporteur, et le Président de la Commission. Retrait. Adoption de la fin de l'article. Adoption de l'ensemble du projet de loi [23 juin] (A. t. I, p. 1632 ; J.O., p. 1430). Promulgation (J.O., 3 juillet, p. 7555).

VERDON (Eaux du). — Voir Alimentation publique.

VÉRIFICATION DE POUVOIRS. — Voir Elections.

VERNEUIL (Eure). — Voir Taxes de remplacement, 7.

VIANDES FRIGORIFIÉES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 19 novembre 1920 fixant les conditions d'importation des viandes frigorifiées, déposé par M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie, Renvoi à la Commission des douanes et des conventions commerciales [25 mars] (A. t. I, p. 357 ; J.O., p. 345 ; I. n° 198). M. Quesnel dépose le rapport [26 avril] (A. t. I, p. 1188 ; J.O., p. 1045 ; I. n° 305). Déclaration de l'urgence. Adoption [2 juin] (A. t. I, p. 1490 ; J.O., p. 1302). Promulgation (J.O., 5 juillet, p. 7626).

VICTIMES CIVILES DE LA GUERRE. — Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, modifiant la loi du 25 juin 1919, sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre, déposé par M. le Ministre des Pensions, Primes et Allocations de guerre et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [11 juillet] (A. t. I, p. 1917 ; J.O., p. 1679 ; I. n° 628). M. Henry Chéron dépose le rapport [11 juillet] (A. t. I, p. 1934 ; J.O., p. 1692, I. n° 636). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [12 juillet] (A. t. I, p. 1969 ; J.O., p. 1722). Promulgation (J.O., 2 août, p. 9038).

VICTIMES DE LA FAMINE EN RUSSIE. — Voir Crédits supplémentaires, § IV, 7.

VIN (Récolte de). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à réduire le délai dans lequel doit être faite la déclaration de récolte de vin, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [29 novembre] (A. t. II, p. 235 ; J.O., p. 1989 ; I. n° 742).

VINAIGRES (Régime fiscal des). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier le régime fiscal des vinaigres.

gres, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [3 février] (A. t. I, p. 82; J.O., p. 86; I. n° 35). M. Henry Chéron dépose le rapport [25 mai] (A. t. I, p. 1359; J.O., p. 1192; I. n° 375). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption [2 juin] (A. t. I, p. 1491; J.O., p. 1303). Promulgation (J.O., 11 juin, p. 6682).

VISITES ANNUELLES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à supprimer l'obligation des visites annuelles prévues par l'article 15, paragraphe premier, de la loi du 31 mars 1919, déposé par M. le Ministre des Pensions, Primes et Allocations de guerre, et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales [11 juillet] (A. t. I, p. 1917; J.O., p. 1679; I. n° 627). M. Mauger dépose et lit le rapport (I. n° 664). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [12 juillet] (A. t. I, p. 2028; J.O., p. 1770). Promulgation (J.O., 2 août, p. 9038).

VOITURES AUTOMOBILES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 4 mai 1920, étendant à l'Alsace et à la Lorraine l'article 7 de la loi du 10 juillet 1901, rendant passibles de la taxe des prestations les voitures automobiles, ainsi que les tracteurs et les voitures attelées à ces tracteurs (Voir Table 1918-1920, p. 899). Déclaration de l'urgence. Adoption [25 janvier] (A. t. I, p. 50; J.O., p. 54). Promulgation (J.O., 18 février, p. 2090).

Voir Douanes, 11.